



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

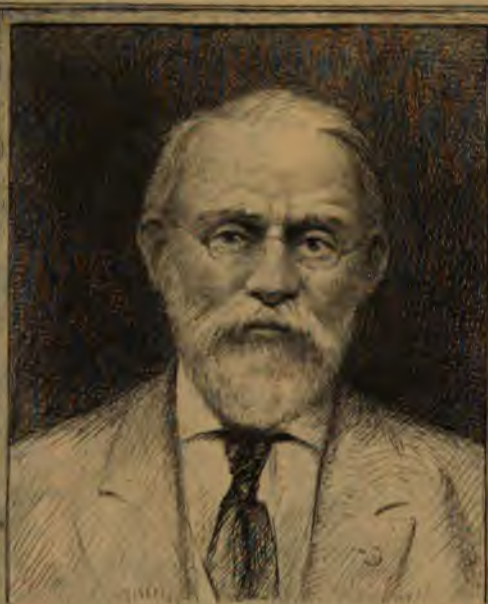
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50041 9

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



76
100

#C

611

10781

58

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME VINGT-SEPTIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME



Colligite ne pereant.

TOME VINGT-SEPTIÈME

— 1893 —



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

M.DCCC.XCIII

Dunning
Nijhoff
5-4-27
13603



DEUX LETTRES INÉDITES

DU

MARÉCHAL DE TALLARD

Les Neufville, ducs de Villeroy, ont été pendant près de deux siècles, gouverneurs de Lyon. Outre cette dignité devenue chez eux héréditaire et qui dans la plupart de nos provinces n'était confiée qu'à des princes du sang, ils ont donné deux archevêques à la même ville. Cette famille de bourgeois de Paris, enrichis dans le commerce, avait dû son élévation au mérite et surtout à l'habileté d'un ministre d'Etat sous Henri III et Henri IV, qui sut pratiquer l'art fructueux de changer à propos de parti. Elle contracta les plus grandes alliances et fut deux fois honorée du bâton de maréchal de France. A Lyon, où suivant l'expression de St-Simon, ils exerçaient une sorte de royauté, où tous les intérêts convergeaient vers eux, où toutes les ambitions recherchaient humblement leur influence, les Villeroy mettaient volontiers leurs parents plus obscurs au nombre de leurs créatures.

Par deux alliances, ils tenaient, aux Bonne-Lesdiguières. Le premier duc de Villeroy était devenu en 1617 le mari de Madeleine de Créquy, petite-fille du connétable. Déjà sa tante Marie de Neufville était entrée dans une branche cadette de cette maison devenue tout d'un coup si puissante, en épousant Alexandre de Bonne, seigneur d'Auriac et vicomte de Tallard. De cette union, il ne vint qu'une fille Catherine, femme par contrat du 17 mai 1648 de Roger d'Hostun de Gadagne, marquis de Charmes et de la Baume, sénéchal du Lyonnais dès 1641, devenu ainsi l'allié et l'obligé du grand seigneur, qu'il remplaçait officiellement en cas d'absence. En réalité, le véritable maître et administrateur de la province fut Camille, archevêque de Lyon, frère cadet du duc, que sa charge de gouverneur de Louis XIV et la dignité de maréchal de France retenaient désormais à la cour (1).

Roger ne tient une place que dans la généalogie de sa famille ancienne, mais sans éclat. Il en est autrement de sa femme ; son peu d'attraits ne fut pas un obstacle à une longue suite de galanteries, qui fit le scandale du monde, la joie des chroniqueurs et des chansonniers trop indiscrets. Dans les récits du temps, elle est appelée la marquise de la Baume, du nom d'un des fiefs les plus importants de son mari.

(1) *Les Villeroy*, par Henry Morin-Pons, Lyon, 1862. — Le P. Anselme ; *hist. gén. des gr. officiers de la Couronne* ; articles de Neufville-Villeroy, de Bonne et d'Hostun-Tallard. — Ménabréa, *Origines féodales dans les Alpes Occidentales*, p. 456.

La Baume, maigre beauté
Ayez plus de cruauté....

L'insouciant Coulanges, les poètes cyniques du recueil Clérembault-Maurepas ne nous font grâce d'aucun de ses déportements. Elle ne se souciait de rien, ni de personne, mais seulement du plaisir. Cependant elle pleura le beau duc de Candale, auquel, en signe de deuil, elle fit le sacrifice de sa magnifique chevelure blonde. Douée d'un esprit de méchanceté et d'intrigue, elle aimait à brouiller même ses proches. Bussy-Rabutin, pourtant difficile à duper, qui avait eu pour elle un moment d'inclination, en sut quelque chose. Lui ayant prêté imprudemment et sous le sceau du secret le manuscrit de l'*Histoire amoureuse des Gaules*, elle le fit imprimer et causa ainsi la disgrâce du courtisan. (Voy. Bussy, hist. am., mém. corr. — Mlle de Montpensier, mémoires. — Conrart, mémoires. — Notice en tête des mém. de Mlle de Courcelles, édition Jannet, etc., etc.). Elle jouissait d'une grande fortune qui ne lui suffisait pas. Outre son installation de sénéchale à Lyon, elle gardait un appartement à Paris, à ce que nous apprend un des Ponts Neufs du temps (1652).

Or nous dites, la Baume,
Pourquoi venir loger
Près l'Hôtel de Vendôme
Pour nous faire enrager !
J'étais par trop connue
Au faubourg Saint-Germain (1).

(1) Le comte du Plessis, brouillé avec Mme de la Baume, lui adressa ce couplet.

Sa prodigalité, sa passion pour le jeu lui apportaient souvent de graves embarras. Mais elle avait la parole facile et n'y allait pas par quatre chemins. « Je ne vous aime point, écrivait-elle au surintendant Fouquet, je hais le péché, mais je crains encore plus la nécessité, c'est pourquoi venez tantôt me voir ». On prétend qu'elle descendit au rôle de pourvoyeuse de Louvois. Le scandale montant toujours, son mari qui en avait été follement épris, fut contraint de la faire enfermer dans un couvent.

C'est dans ce ménage troublé qu'à Lyon, le 3 ou 4 février 1652, Camille d'Hostun de la Baume de Tallard, vit pour la première fois le jour (1). Sa naissance l'appelait naturellement à la carrière des armes où malgré ses échecs militaires il devait atteindre la plus haute fortune. L'intrigue de sa mère lui procura une riche héritière, de vieille souche, Marie-Catherine de Grolée-Viriville la Tivolière, dont le contrat de mariage fut passé le 28 décembre 1677. Pour obtenir le consentement des parents de la jeune fille, il fallut avoir recours, à ce qu'il paraît, aux moyens coercitifs. Mme de Sévigné écrit à Mme de Grignan : « Que dites-vous de Mme de la Baume, qui oblige le roi d'envoyer un exempt prendre Mlle de la Tivolière d'entre les mains de père et mère pour la mettre à Lyon chez une de ses belles-sœurs. On ne doute point qu'en s'y prenant de cette façon, elle n'en

(1) La nouvelle biographie Didot, le fait naître le 14 fév. 1652. Mais nous apprenons par *l'hist. gén. des gr. officiers de la Couronne*, du P. Anselme, qu'il avait été baptisé à la paroisse de St-Michel de Lyon, le 4 février de la même année.

fasse le mariage avec son fils (1). » La jeune femme ne se plut pas à la cour et ne vécut guère avec son mari. L'année suivante il arriva au comte de Tallard une affaire désagréable où les relations du temps lui donnent tous les torts. Etant déjà brigadier des armées du roi, il eut pour une action de service une altercation avec le comte d'Auvergne, son supérieur militaire, et en reçut un démenti, à la suite duquel il provoqua son chef qui, malgré les règles de la discipline, voulut bien accepter un rendez-vous. Tallard ne s'y présenta pas. Le roi ayant été informé, lui ordonna de demander pardon à genoux à son adversaire et l'envoya pour un an à la Bastille. On trouve un écho de cet événement dans une chanson du temps attribuée à Coulanges :

Le vaillant comte de Tallard
Pour ne pas se mettre au hasard,
Manque au rendez-vous qu'on lui donne.
Cette sagesse me surprend,
Car jamais sa maman mignonne
Ne s'avisa d'en faire autant (2).

Certes si les faits se sont passés ainsi qu'on les raconte, il est difficile de justifier Tallard. Cependant il a toujours été accusé de manquer plutôt d'habileté stratégique que de bravoure personnelle. Auparavant, il avait pris une part brillante aux combats de Mulhouse et de Turckheim, où il commandait (1674 et 1675). En

(1) *Lettres de Mme de Sévigné*, édition des grands écrivains, IV, 385.

(2) *Mme de Sévigné*, V, 499. — *Mme de Séneville à Bussy* (corresp. de Bussy-Rabutin, éd. Lalanne. IV, 225.)

1678 il reçut un coup de mousquet au pont de Rein-feld. Il avait pris part à la conquête de la Franche-Comté et fut de toutes les campagnes, en Hollande (1672-1678), aux sièges de Coutray, de Dixmude et de Luxembourg (1684) et passa à l'armée d'Allemagne. Il obtint le grade de lieutenant-général le 30 mars 1693 après l'invasion du Palatinat. Sa nomination à l'ambassade de Londres lui fournit l'occasion de prouver que ses aptitudes diplomatiques étaient supérieures à sa capacité militaire. Par les deux traités de partage éventuel de la monarchie espagnole du 11 oct. 1698 et du 25 mars 1700, il assurait à la France d'importantes acquisitions et la préservait de la funeste guerre de succession. Le testament de Charles II remit tout en question. L'atrabilaire Saint-Simon, dont on connaît la partialité habituelle, semble avoir pris à tâche de diminuer à tout propos le mérite de Tallard et d'aggraver l'étendue de ses fautes. Il prétend que le rôle de l'ambassadeur se borna à transmettre les instructions du Ministère des affaires étrangères. En tout cas, il réussit à les faire accepter. On ne peut rien demander de plus à la finesse et à l'habileté du diplomate.

A la reprise des hostilités il retourna en Allemagne sous les ordres de Boufflers. Ses succès lui valurent le bâton de Maréchal de France dans la nombreuse promotion du 14 janvier 1703. L'ère des grands capitaines qui avaient fait la gloire du siècle du Louis XIV était passée pour toujours ; on était désormais réduit à se contenter de talents secondaires. Aussi l'esprit frondeur, qui présageait les défaites, s'exerça-t-il avec une extrême

rigueur contre les nouveaux dignitaires. Cependant la victoire de Spire, qui amena la délivrance de l'Alsace, porta un moment très haut la réputation militaire de Tallard, dont l'éclat devait si peu durer.

Investi en 1704 du commandement en chef de l'armée d'Allemagne, il ne tarda pas à montrer par l'insuffisance de ses plans, ainsi que par les occasions négligées, combien le fardeau était au-dessus de ses forces. Il aboutit ainsi au désastre d'Hochstedt. Contraint par l'électeur de Bavière à livrer bataille malgré ses répugnances bien légitimes, il accepta un terrain défavorable et ses dispositions laissèrent beaucoup à désirer. Cette déroute, une des plus rares dans les annales militaires de la France, marqua le déclin du règne. Douze mille français tombèrent sur le champ de bataille, on emmena seize mille prisonniers parmi lesquels le maréchal lui-même.

Conduit à Nottingham près de Londres, Tallard y subit une captivité de sept ans pendant laquelle il réussit, dit-on, par ses intrigues, à envenimer les dissensions entre les Torys et les Wighs et à préparer la paix d'Utrecht. Ramillies et Oudenarde avaient fait un peu oublier Hochstedt. Fort peut-être de services occultes, l'adroit courtisan fut bien accueilli par le roi, qui lui avait donné le gouvernement de la Franche-Comté et le créa duc d'Hostun. Il obtint pour son fils unique la main de Marie-Isabelle-Angélique-Gabrielle de Rohan-Soubise. Mais il n'arriva à ce résultat inespéré, couronnement de toutes ses ambitions, qu'au prix des conditions les plus dures : il dut se démettre en faveur

de son fils de son duché, bientôt érigé en duché pairie héréditaire et consentir à ce que la jeune mariée n'apportât pas de dot. Entré ainsi dans l'alliance d'une des plus illustres maisons du royaume, Tallard, redevenu le comte de Tallard, s'arrangea de façon à y compter. Souple et toujours en quête de la faveur royale, il réussit à détacher le cardinal de Rohan du cardinal de Noailles, son bienfaiteur, pour le faire entrer dans le parti du P. Tellier. Louis XIV, voulant récompenser le maréchal de cet acte de courtoisie, le désigna dans son testament comme membre du conseil de régence. Ce fut le seul que le Régent écarta après la cassation du testament et il ne consentit à le reprendre qu'en 1717, sur les instances de Villeroy ; il devint ministre d'Etat à l'avènement du cardinal de Fleury. Dans les journaux de Buvat et de Mathieu Marais, son nom revient souvent comme figurant des grandes cérémonies officielles. En réalité, il ne joua pas de rôle, quoique on lui eût attribué les affaires de Rome. Le marquis d'Argenson traite les maréchaux de Tallard et d'Estrées « de courtisans oisifs, n'ayant rien à faire que d'assister aux conseils (1) ».

Tallard mourut à Paris le 30 mars 1728, dans son hôtel de la rue du grand chantier (2) et fut inhumé dans l'Eglise des religieux de Ste-Elisabeth, à la porte du Temple. Saint-Simon lui reproche sa servilité envers ses parents les Villeroy, qui lui avaient ouvert le chemin de

(1) *Mémoires du marquis d'Argenson* (éd. Jannet) II, 261.

(2) C'était l'ancien hôtel Radonvillers, acheté par le maréchal au prix de 220,000 livres (Giraud, *la maréchale de Villars*, Paris, 1881, p. 88).

la fortune et l'avaient soutenu en toute occasion. Et il ajoute : « Qui que ce soit ne se fiait en lui et tout le monde se plaisait en sa compagnie, » et le comparant au duc d'Harcourt : « Tous deux accessibles, les meilleurs munitionnaires, se jouant du détail, tous deux adorés des officiers et des troupes sans abandonner la discipline... tous deux arrivés par le service continuels d'été et d'hiver. »

Tallard est un produit du grand siècle, secondaire, mais non méprisable; il ne dépassait pas les qualités d'un bon lieutenant-général, opérant sous les ordres d'un commandant en chef, pourvoyant à l'approvisionnement des troupes avec le zèle et l'application d'un intendant militaire; diplomate de la bonne tradition, il savait se faire entendre même par les moyens détournés; il excellait comme courtisan aimable et insinuant; comme homme du monde fin et lettré, il protégea Jean-Baptiste Rousseau, qui au dire de Voltaire, ne lui rendit que de l'ingratitude. Il fut chevalier du St-Esprit et membre honoraire de l'Académie des sciences (1).

Son fils aîné François, marquis de la Baume, brigadier des armées du roi, mourut des suites de blessures reçues à la bataille d'Hochstedt. Le cadet fut Marie-Joseph, second duc d'Hostun, d'abord d'Eglise et portant le petit collet, à la mort de son frère il aban-

(1) *Mém. de St-Simon* (chercher à la table alphabétique de l'édition Chéruel, l'indication des nombreux passages relatifs à Tallard), et tous les mém. militaires de l'époque. On doit à Eug. Assé une bonne notice sur Tallard, dans la *Biographie générale* de Didot.

donna son bénéfice et devint brigadier des armées du roi, chevalier des ordres et gouverneur de la Franche-Comté. En plusieurs rencontres il soutint vaillamment l'honneur de son nom. Fondateur de l'académie de Besançon où il institua des prix de littérature, il eut le goût moderne de la curiosité, ainsi que l'atteste le catalogue de sa vente après décès, intitulé « Catalogue raisonné des tableaux, sculptures tant de marbre que de bronze, dessins, estampes, etc., qui composent le cabinet du duc de Tallard, Paris, Didot, 1756, in-12. »

Il avait épousé, comme nous l'avons déjà dit, Marie-Isabelle-Angélique-Gabrielle de Rohan, fille d'Hercule-Mériadec, duc de Rohan-Rohan, prince de Soubise et d'Anne-Geneviève de Lévis-Ventadour. Elle eut la charge de dame du palais et de gouvernante des enfants de France, en survivance de son aïeule maternelle la duchesse de Ventadour. Si elle remplit consciencieusement ses devoirs auprès des princes qui lui étaient confiés, du moins d'Argenson non content de l'accuser de complaisances pour Mme de Châteauroux, la première maîtresse en titre de Louis XV, incrimine sa conduite privée de la façon la plus grave (1).

Leur fils unique, Louis-Charles, troisième duc d'Hos-tun par résignation de son père, mourut en 1739, avant lui et fut le dernier de la race. Il était colonel du régiment de Tallard et n'eut pas d'enfant de sa femme

(1) *Mém. d'Argenson*, t. II, 95, 266. — III, 203. — IV, 54, 163, 164. Conversation de la duchesse de Tallard dans les tableaux de genre et d'histoire de Barrière. Paris 1828, p. 79.

Marie-Victoire de Prie, fille et héritière de la fameuse marquise de Prie et gouvernante à son tour des enfants de France (1).

M. le marquis de Pisançon a bien voulu appeler notre attention sur les portraits du maréchal de Tallard et de sa femme, figurant parmi les ornements du salon du château de St-Vallier. Le visage du maréchal d'un ovale assez allongé est noble, sans être régulier ; les yeux fins et spirituels ont ce détachement des choses, cette mélancolie vague, ordinaires chez les gens qui voient mal. Il a dû être peint entre trente-cinq et quarante ans. Sa femme, avec un an de moins que lui, semble plus âgée. Ce qui frappe d'abord en elle est un nez démesuré. Dans cette figure osseuse tout est dur et peu sympathique. La présence à Saint-Vallier de ces toiles, qui ne sont pas mauvaises, s'explique par les alliances que les Grolée contractèrent avec les La Croix Chevrières, dans les branches de Saint-Vallier et de Pisançon.

Revenons à l'ambassade du maréchal à Londres, qui est la raison de la présente notice. Il avait à son service, comme page, un dauphinois d'ancienne noblesse, des environs de Vienne, devenu plus tard son aide de camp, Pierre du Bourg de Césarges, appelé aussi Chaleyssin, du nom d'un fief de sa famille, Cet adolescent s'éprit de la nièce d'une bohémienne nommée Léans ou Léance

(1) Ern. Bertin, *les Mariages dans l'ancienne société française*, p. 583. (L'auteur commet une erreur en faisant de Louis-Charles d'Hostun le fils du maréchal ; on vient de voir qu'il n'était que son petit-fils). — Le P. Anselme. — *Dict. de Moréri*. — Chasot de Nantigny, *Tablettes généalogiques*, III, 39. — Ed. de Barthélemy, *les Ducs et les Duchés français*, p. 136.

(on trouve aussi la forme *Liance*) et profita pour l'épouser secrètement des singulières facilités que l'Angleterre a toujours offertes en pareil cas. Ce qu'il y a de curieux dans une aussi vulgaire aventure, c'est que la jolie fille de Bohême avait, à la différence des gens de son métier, une sorte de généalogie et que sa famille s'était assuré depuis longtemps la bienveillance de la maison de Condé. A une date fort antérieure, le cynique Tallemand des Réaux trouve des accents presque touchants pour nous raconter l'historiette de la belle Liance, évidemment tante ou grand'tante de notre jeune mariée.

« Elle est de Fontenay-le-Comte en Bas-Poitou ; c'est une grande personne qui n'est ni trop grasse ni trop maigre, qui a le visage beau et l'esprit vif, elle danse admirablement. Si elle ne se barbouilloit point, elle serait claire brune. Au reste, quoyqu'elle meine une vie libertine (1), personne ne luy a jamais touché le bout du doigt. Elle fut à Saint-Maur avec sa troupe, ou Monsieur le prince (2) estait avec tous ses lutins de petits maistres ; ils n'y firent rien. Bensusserade la rencontra une fois chez Madame la princesse la mère (3) ; il pensa

(1) Vagabonde.

(2) Le grand Condé.

(3) *Madame la princesse la mère*. — Charlotte-Marguerite de Montmorency, mariée le 3 mars 1609 à Henri de Bourbon II^e du nom, prince de Condé, mort le 26 décembre 1646. Elle mourut elle-même le 2 décembre 1650.

Madame la princesse la jeune. — Claire-Clémence de Maillé Brézé, mariée le 11 février 1641 à Louis de Bourbon II^e du nom, prince de Condé (le grand Condé), mort le 16 avril 1694.

Pour en finir sur les protectrices des bohémiennes Léance dans la maison de Condé, la princesse de Conti, dont il est parlé dans la lettre de Tallard,

la traiter en bohémienne et lui toucha à un genouil. Elle luy donna un grand coup de poing dans l'estomach et tira en mesme temps une demy-espée, qu'elle avoit tousjours à la ceinture « Si vous n'estiez céans, luy dit-elle, je vous poignarderoi » — « Je suis donc bien aise, luy dit-il, que nous y soyons. » Madame la princesse la jeune, fit ce qu'elle put pour la retenir et luy faisoit d'assez belles offres ; il n'y eut pas moyen. Elle dit pour ses raisons : « Sans ma danse, mon père, ma mère et mes frères mouroient de faim. Pour moy, je quitterois volontiers cette vie là. » La reyne s'avisa de la faire mettre en une religion. Elle pensa faire enrager tout le monde, car elle se mettoit à danser dès qu'on parloit d'oraison....

« Enfin on la maria au capitaine de la troupe. Ce faquin s'amusa avec quelques autres à voler sur les grands chemins, et fut amené prisonnier à l'Abbaye, au fauxbourg St-Germain. Elle sollicita de toute sa force, et de telle façon que le roy envoya quérir le bailly qui lui fit voir les charges. Le roy dit à Liance et ses compagnes : « Vos marys ont bien la mine d'estre rouéz. » Ils le furent, et la pauvre Liance, depuis ce temps-là, a tousjours porté le deuil et n'a point dansé (1). » On conçoit que le jeune homme ait été facilement séduit

datée du 12 août (1700), comme marraine de la jeune mariée, était Marie-Thérèse de Bourbon, fille de Henri-Jules, prince de Condé, mariée le 29 juin 1688 à son cousin François-Louis de Bourbon, prince de Conti, morte le 22 février 1732.

(1) *Historiettes de Tallemant des Réaux* (éd. Monmerqué et Paulin, Paris, 1857, t. VI, p. 452).

pour peu que la bohémienne de 1700 ait retenu le charme de cette Mignon, de cette Esmeralda, comme l'appelle Paulin Paris, type poétique, ressortant d'autant plus dans un monde inférieur qu'il y fait contraste et s'y trouve dépaycé.

En 1686, le marquis de Seignelay écrivait au procureur général de Harlay : « J'envoie à M. Robert un ordre pour faire mettre à l'hospital général la nommée Léance, bohémienne, et Sa Majesté m'ordonne en mesme temps de vous escrire que son intention est qu'elle soit soigneusement gardée au dit hospital, en sorte que le public soit deschargé de cette femme qui attire un si grand nombre de bohêmes à Paris (2). »

Les anecdotes de Tallemant ayant été écrites pour la plupart vers 1657 et l'épigramme de Gombaud sur la belle Egyptienne, imprimée cette même année, on ne peut savoir s'il y a identité ou simplement parenté entre la jeune danseuse, qui avait si facilement accès auprès de Louis XIV, et la recluse de l'hôpital général par ordre du roi.

Le maréchal, se regardant évidemment comme responsable de la conduite du jeune gentilhomme de sa province, qu'il avait emmené à Londres, se montra très affecté de son escapade et sentit que la première chose à faire c'était d'avoir recours à l'autorité du père du page, Charles du Bourg, seigneur de Genevray et de Chaleysin. Il chargea de cette négociation, — on verra

(2) Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. II. p. 596.

avec quels ménagements pour le père, avec quel intérêt indulgent pour le jeune étourdi, un ami commun, un voisin de campagne des du Bourg, Abel de Sautereau, seigneur de Chasse, premier président honoraire en la chambre des comptes du Dauphiné. Les lettres autographes que nous allons donner sont adressées à ce personnage ; nous les devons à l'obligeance de feu M. Gabriel de Chossat de Montessuy, dans la famille duquel les Sautereau étaient tombés en quenouille.

LE MARÉCHAL DE TALLARD
A M. DE SAUTEREAU

A Londres, ce 23^e juin 1700.

Je crois que l'amour et l'hyménée ont établi leur demeure dans ma maison. Il n'y a pas jusqu'au cireur Tardivon, que j'ay toutes les peines du monde à empêcher de se marier. Venons au fait.

Vous sçavés que j'ay auprès de moy un page, qui s'appelle Césarge, qui est de très bon lieu. Il a beaucoup d'esprit et de la noblesse dans le procédé. J'estois fort content de luy et de sa conduite, et je le distinguois en tout, ayant envie de le pousser et d'en faire quelque chose, qui me fit honneur.

Le diable a fait qu'il est devenu amoureux de la nièce d'une bohémienne nommée Léans, et comme on marie en ce pays à douze ans qui veut l'estre, sans le consentement des parens ny de personne, il a esté assés enragé pour le penser.

Je l'ay sçeu peu de temps après. Mon intention estoit de fermer les yeux là dessus jusqu'au voyage d'Holande afin de le laisser souler de sa maîtresse, et puis de le mener à Paris sans esclandre, mais le fait est devenu si public qu'il ne m'a pas esté permis de l'ignorer, et j'ay esté obligé de le maltraiter de paroles pour l'exemple des autres et enfin de le renvoyer pour éviter le scandale.

Il part donc demain pour Paris, je vous l'adresse et vous supplie d'en avoir soin, mon intention est de le mettre dans les mousquetaires. Je consentiray volontiers à en faire la dépense, quoy qu'elle vienne à contretemps. Mais il y a des choses d'honneur à quoi l'on ne peut pas manquer. Ayés donc la bonté, je vous prie, de voir son père. Je vous adresse une lettre pour luy, où je ne fais que me remettre à vous de luy rendre compte de ce qui est arrivé.

Puisque je l'ay déterminé à retourner en France, je compte tout sauvé, car le mariage d'un page et d'une bohémienne ne peut jamais tenir, et la moindre formalité le fera casser. Je conseille pourtant à son père de faire cela le plus sourdement qu'il pourra, et je vous prie de n'en point parler. Dites luy que son fils a du mérite et que hors la folie qu'il vient de faire qui est d'un homme qui a la teste tournée, et dans laquelle il ne retombera jamais, dès qu'il en sera une fois débarrassé (*sic*). Il doit songer à le placer parce que je luy responds qu'il a de bonnes qualités, que pour lui donner les commencemens, avant que de pouvoir le servir du peu de crédit, que je puis avoir dans la suite, je vous ay prié de le mettre dans les mousquetaires, que j'en fairay la première

despense avec plaisir et que j'auray soin de l'en tirer, dès que la guerre viendra.

J'escriray à M. de Janson ou à M. de Maupertuis pour l'y faire recevoir, dès que j'auray votre réponse et que je sçaurai les sentiments de son père.

Je ne luy fait point faire d'habit, parce qu'il en faut un de conformité en ce cas.

Je vous supplie de le retirer quand il arrivera et de ne pas dire à son père qu'il soit à Paris, que lorsque vous le croirés à propos. S'il consent qu'on le mette dans les mousquetaires, hors un habit très uni de droguet pour attendre, je ne croy pas qu'il luy faille rien donner, si son père le veut envoyer en Dauphiné, je vous conjure outre l'habit simple de luy en faire faire un propre et sur ce que vous me manderés, je régleray le présent que je lui destineray.

Après avoir traité cette matière-là si à fonds, qu'estant précédée d'une lettre de quarante feuillets pour la cour, il ne me reste plus la force d'crire. Je vous diray seulement que je vous conjure de garder mon argent jusqu'à ce que je tire une lettre de change sur vous, puisque M. d'Herbaud ne vient point. Adieu, Monsieur, je suis mille et mille fois plus à vous que je ne vous puis dire.

TALLARD.

Le père de Césarge est à Paris.

On remarquera que le Maréchal signe *Tallard* et non *Tallart*, comme l'appellent les historiens de son temps. La première de ces deux orthographes est en effet conforme à celle du fief, dont il portait le nom.

TALLARD A SAUTEREAU

A la Haye, ce 12 d'aoust (1700).

J'ay à respondre à la lettre de M. de Genevray, je vous adresse une lettre ouverte pour luy. J'entre dans sa douleur et d'autant plus que la prétendue femme de son malheureux fils est grosse. Ainsi mon sentiment est de le laisser souffrir et dégouter pendant le reste de cet esté. Aussi bien le roy d'Angleterre ne pourroit pas le faire passer en Hollande, ainsi que son père le désire. Quand je seray de retour à Londres, on ne me refusera pas un ordre pour le faire arrester, et je seray alors en estat de le faire passer à Calais sur le premier bastiment françois qui y iroit. Il sera alors bien plus traittable qu'à cette heure que la passion est dans sa force. Trois ou quatre mois de grossesse, de faim et de possession desgoutent bien un jeune homme ; c'est dans mon sentiment. Dites-le, je vous prie, à M. de Genevray ; vous ne sçaurés trop l'assurer de la part que je prends à son déplaisir, ny de celui que j'ai reçu de la conduite de son fils. Pressés le paiement de mon ordonnance, ne partés point, je vous prie, que vous ne m'en ayés envoyé l'argent, et croyés moy s'il vous plaist, plus à vous que je ne vous le puis dire.

TALLARD.

(Le *post-scriptum* qui suit, est de la main d'un secrétaire).

« La belle-mère de Césarge est allée à Paris pour

tâcher de faire valider le mariage de sa fille. Cette artificieuse femme a quelque accès auprès de Madame la princesse de Conty par M^{me} Léance. Mandez moy s'il est nécessaire que je fasse quelque démarche là-dessus. On dit mesme que Madame la princesse de Conty est marraïne de la prétendue mariée. »

Dans le même dossier se trouve une lettre du jeune Chaleyssein (*sic*) adressée aussi à M. de Sautereau sans date, elle porte au revers l'indication de juillet 1700. Elle est trop longue et trop diffuse pour être reproduite en entier. A travers une emphase que font excuser l'extrême jeunesse et le trouble de la situation, le page témoigne de nobles sentiments. Il se préoccupe surtout de la pauvre fille imprudemment associée à son sort.

« Je ne reconnois que trop ma faute, mais je ne demande de grâce que pour la personne qui en est la cause innocente. Est-il juste que parce que je l'aime, elle devienne la plus malheureuse de toutes les créatures. Elle ne m'est point venu chercher. Si ses parents avoient prévu les suites, mon père n'auroit jamais eu lieu de se plaindre de moy. Je le supplie de se ressouvenir si j'ai jamais manqué à ce que je luy dois qu'en cecy. Il doit estre persuadé que je n'étois pas mon maître, ni en état de raisonner. Il est homme d'honneur, il sçait ce que c'est que de donner sa parole. J'ay fait un serment à la face des autels, je ne le rompray qu'avec ma vie, qu'on me traite comme on voudra, mais qu'on se souviene que nulle raison au monde ne me fera changer. »

Nous ne savons rien des suites de cette aventure romanesque, mais il est infiniment probable que Tallard, avec son expérience du monde, avait prévu le dénouement et qu'une fois éloigné de sa belle, le jeune amant consentit à la cassation d'un mariage qui, il faut bien l'avouer, n'offrait pas un caractère très sérieux. Bien des années après, le 26 décembre 1716, Pierre du Bourg, devenu seigneur du Genevray par la mort de son père, épousait Marie-Françoise-Armande de Salornay de Champerny, dont il laissa postérité (1).

(1) Rivoire-la-Bâtie ; *Armorial du Dauphiné*, article du Bourg.

ANATOLE DE GALLIER





Barthélemy de Laffemas

I

ORIGINES

Il est aujourd'hui peu de villes et de villages qui ne tiennent à honneur d'éterniser par le marbre ou l'airain les traits et la mémoire de leurs enfants les plus illustres. Dans l'Ardèche, Villeneuve-de-Berg possède la statue d'Ollivier de Serres, et Tournon, celle du général Rampon ; dans la Drôme, Grignan nous offre celle de M^{me} de Sévigné ; Valence, celles de Championnet, de Montalivet et bientôt d'Emile Augier ; Die se contente du buste de sa comtesse et Claveyson désire celui d'Alexis Fontaine, le mathématicien.

Pourquoi Beausemblant n'élèverait-il pas, sinon une statue, au moins un buste à Barthélemy de Laffemas ? Si les écrivains, les savants, les artistes et les guerriers excitent notre légitime admiration, les hommes de génie qui, en développant l'industrie et le commerce, augmentent l'aisance et la fortune publiques, ont droit à notre entière reconnaissance.

Or, Laffemas fut un de ces hommes-là.

Que Péréfixe, de Thou, Palma-Cayet, de L'Estoile, Chorier et d'autres historiens aient ignoré ou méconnu ses services, le fait n'est pas douteux ; mais notre siècle

s'est montré beaucoup plus équitable à son égard. Depuis M. Poirson (*Histoire du règne de Henri IV*), MM. Ed. Fournier (*Variétés historiques et littéraires*), Champollion-Figeac (*Documents historiques inédits; Mélanges*), Rochas (*Biographie du Dauphiné*), Paul Laffitte (*Journal des Economistes*, 1876), et Fagniez (*Revue historique*, 1883), ont tour à tour mis en évidence avec un réel talent les efforts de Henri IV et de son contrôleur général du commerce pour restaurer l'industrie nationale.

Ces différents auteurs et la copie des œuvres de Laffemas lui-même, fort obligeamment communiquée par un de nos collègues les plus bienveillants, nous ont permis de présenter aux membres de la Société d'Archéologie une étude nouvelle sur « un des administrateurs les plus « dévoués et les plus laborieux dont la France puisse « s'honorer (1) ».

Barthélemy de Laffemas s'appela d'abord Beausemblant, comme le prouvent sa brochure intitulée : *Source de plusieurs abus et monopoles* (1596) et une lettre de recommandation du roi de Navarre à un conseiller du Parlement de Toulouse, en 1584 ; il signa ensuite du nom de Laffemas, sieur de Bauthor (2), ses écrits sur *La preuve du plant et profit du meurier* (1603) et sur *La façon d'en faire et semer la graine...* (1604).

Une généalogie de sa famille, admise par divers historiens, le qualifie seigneur de Beausemblant, Humont, Fremont et Perocourt.

Nous négligerons les trois dernières seigneuries situées

(1) M. Paul Laffitte.

(2) Pourquoi donc l'Inventaire sommaire des Archives de l'Aisne l'appelle-t-il constamment *Laffenas* ?

loin de nous ; quant à celle de Beausemblant (Drôme), formée autrefois de Creures, Le Mollard-Bochard et Beausemblant, elle ne lui appartient jamais ni à sa famille. La commune de ce dernier nom, contiguë à celle de St-Vallier-sur-Rhône, a pour chef-lieu actuel le village de Creures, à 5 kilomètres nord-est de cette ville et à 36 de Valence.

Ses archives se réduisent à un parcellaire ou cadastre de 1656 et à des registres de baptêmes, mariages et sépultures depuis 1671 ; il ne faut donc espérer aucun secours historique de ce côté. Seuls, les papiers du prieuré de Creures, dépendance de St-Robert de Cornillon à l'origine, et plus tard de l'ordre de St-Ruf, qui avait à St-Vallier une maison importante, mentionnent les testaments, en 1521, d'un Junonon ou Ginon et d'un Gonet *de Femata* avec les noms de leurs enfants, héritiers ou légataires, et de leurs parents appelés comme témoins. Antoine *de Femata* habite Fay en 1461 ; Jean *de Femata*, St-Philibert en 1548 ; Claude *de Femata* et Benoit Morel, sa femme, vendent une terre, en 1521, à Georges de Montchenu, seigneur de Beausemblant, et un accord de 1515 entre le curé de Creures et le prieur de St-Vallier attribue au quartier des Bassins le nom de *Femata*.

De cette forme latine à la forme française de La Fema, Lafemas, Laffemas, L'Affemas, et aujourd'hui Lafumas et Lafumat, la transition est toute naturelle et logique.

Aussi, conclure de là que la famille du contrôleur général était noble et portait d'or à *un chêne de sinople sur une terrasse de même*, nous semble dépasser les bornes des hypothèses admissibles. Aucun de ses homonymes n'a de telles prétentions ; ils sont tous d'honnêtes laboureurs et d'excellents catholiques, comme le prouvent leurs testaments.

Quant à la qualification de *sieur* ou *seigneur* de Beausemlant, elle est absolument erronée.

La terre de ce nom appartenait, dès les premiers siècles féodaux, aux Siboud dits Beausemlant, connus dès 925. Bérenguerette d'Alais, veuve d'Artaud, le dernier d'entre eux, la fit entrer chez les Montchenu, en épousant Falques, et leur postérité la conserva jusqu'en 1666, époque où Alexandre de Sibeud s'en rendit acquéreur. Lazare Sibeud dit Beausemlant, un des rejetons d'Alexandre, en fut dépouillé à la Révolution, comme émigré.

Le fief du Mollard appelé Bochard, du nom de ses derniers possesseurs, n'appartint pas davantage aux Laffemas ; il serait facile de le prouver.

Cependant, Barthélemy, le plus illustre de sa race, naquit EN DAUPHINÉ, comme il le déclare dans sa brochure de 1598 ayant pour titre : *Les trésors et richesses, et à BEAUSEMLANT, témoin sa Responce à MM. de Lyon ; L'incrédulité ou l'ignorance de ceux qui ne veulent connoistre le bien et repos de l'Estat* (1600) ; ses *Remontrances politiques sur l'abus des charlatans* (1601) ; le privilège du roi pour l'impression de ses *Neuf advertissements* ; *La preuve du plant et profit des meuriers* (1603) et divers écrits de l'auteur.

D'autre part, la légende de l'un de ses portraits de l'année 1598 lui donne alors 53 ans, ce qui reporte sa naissance à 1545, et Henri IV, en 1602, parle de ses services depuis 40 ans. S'il était né en 1558, comme le veut M. Champollion-Figeac, ils auraient commencé de 4 à 6 ans.

La date de 1545 démontre encore le peu de fondement d'une autre opinion qui lui fait professer, ainsi qu'à son père, la religion réformée, comme si les premières tenta-

tives de prosélytisme de celle-ci avaient pu se produire à Beausemblant à cette date, alors qu'elles ne paraissent pas à Romans avant 1547, et à Valence avant 1549.

Que Barthélemy, une fois admis auprès du roi de Navarre, ait embrassé la religion de son maître et, qu'à son exemple, il l'ait abandonnée plus tard, la supposition n'a rien d'étrange ; mais on ne sait rien de positif à cet égard.

Ajoutons que le prénom d'Isaac attribué à son père ne figure jamais dans les documents contemporains consultés ; que les auteurs appellent sa mère tantôt Catherine et tantôt Marguerite Bauthor — nom d'une seigneurie de l'Aisne, pris par Barthélemy, et que, d'après M. Champollion-Figeac, un de ses frères aurait été abbé, vocation assez étrange chez un fils de protestant (1).

Il y a dans tout cela beaucoup d'hypothèses et de contradictions, et l'origine du contrôleur général demeure environnée de ténèbres, comme sa mort, placée vers 1610 par les uns et par d'autres en 1623.

Aussi bien ses titres de gloire ne sont-ils pas là, mais bien dans ses œuvres.

« Qui sert bien son pays n'a pas besoin d'aïeux. »

Après son apprentissage d'artisan, le jeune Laffemas partit en voyage pour se perfectionner et s'instruire ou pour chercher fortune. Arrivé en Béarn, son intelligence ou quelque protection puissante le fit entrer, vers 1566, à la cour de Navarre.

Il y figure en 1582 comme tailleur d'habits aux gages de

(1) Une pièce en vers burlesques, attribuée à cet abbé de Laffemas et intitulée *Lettre à M. le Cardinal*, parut en 1649 ; il aurait eu alors à ce compte près de 100 ans.

20 livres, et une lettre de 1584 ajoute à cette qualification celle de valet de chambre du roi.

Ces titres, il les conservait encore en 1592 et une quittance sur parchemin, où il signe Laffemas, d'une main ferme et sûre, l'appelle « Barthélemy de Laffemas dict « Beausemlant, premier tailleur du roy, et son varlet de « chambre ordinaire. »

Malgré ces fonctions ou peut-être à cause d'elles, « il « leva (acheta), en 1576, la boutique d'argenterie du roy » et lui fournit des étoffes ; il emprunta même, à cette occasion, plus de 200,000 écus, sur lesquels il en redevait seulement 1,500, en 1601. L'insinuation malveillante lancée contre son honorabilité par un biographe dauphinois provient uniquement d'une confusion de noms, puisque le dénonciateur général de la Chambre de justice, dans un *factum* imprimé en 1629, accuse Isaac de Laffemas dit Beausemlant et non Barthélemy, alors décédé depuis plusieurs années. Au surplus, notre compatriote n'avait pas été à l'abri, même de son vivant, des attaques de la jalousie, et dans un *Traité sur les calomnies des banqueroutiers*, il met ceux-ci au défi de prouver qu'un seul marchand ait perdu un écu avec lui.

Devenu roi de France en 1589, Henri IV garda son tailleur et valet de chambre, sans toutefois l'obliger à la résidence, car il s'établit à Paris, rue de la Vieille-Monnaie, à l'enseigne de la *Pomme d'Or*. Là, ses relations commerciales et ses observations personnelles lui révélèrent la possibilité de raviver l'industrie nationale et de rendre aux ouvriers le travail et l'aisance. Ce but glorieux, il le poursuivit sans relâche et le roi qui, dit-on (1), avait ri

(1) On lui prête cette plaisanterie : « Si mon tailleur fait des livres, mon chancelier devra faire mes chausses ».

des premières brochures de son tailleur, finit bientôt par être convaincu de sa sincérité et par ajouter foi à ses projets. Aussi, pour récompenser ses longs services, ses travaux et dépenses, le nomma-t-il contrôleur général du commerce, le 15 novembre 1602. Telle fut l'origine de sa noblesse.

II

LA SITUATION DE LA FRANCE

Après plus de 30 ans de guerres et de divisions intestines, l'état de la France ne pouvait être prospère. Sans nous éloigner du Dauphiné, Ant. Rambaud, vers 1600, y traçait en ces termes le tableau de la misère du peuple : « On le contraint à garder la frontière, soudoyer les armées, supporter les passages, levées et logements, fournir les étapes, pionniers, magasins et charrois, fortifier les villes et châteaux, payer les garnisons, les gages de tous les officiers, les dépenses des assemblées générales et particulières, des ambassades, voyages, négociations et intelligences, tant dedans que hors la province, récompenser les mérites, ressarcir les pertes et dommages et outre tout cela payer impôts, péages et gabelles infinis, bref à souffrir lui seul tout ce qui se peut représenter d'onéreux, de dommageable et de servile en un état conquis et traité à la discrétion des plus âpres et rigoureux vainqueurs. »

« Il avait souffert, ajoute Claude Brosse, la plus grande partie des maux de la guerre ; les champs étaient souvent ravagés, et néanmoins on levait de l'argent pour solder les troupes protestantes, on en levait pour payer les soldats catholiques ». De là, des emprunts et des intérêts qui grevèrent longtemps les budgets des communes.

De chaque province s'élevaient de semblables plaintes et il fallait trouver des remèdes à tant de maux.

L'édit de Nantes ramena la paix religieuse ; Sully régla les finances ; le rétablissement du commerce et de l'industrie fut le lot de Laffemas.

Il avait remarqué avec tristesse que la France, devenue presque improductive et en même temps luxueuse, était entourée de pays producteurs où passait son numéraire ; que ses voies de communication étaient coupées et impraticables ; que les douanes et les péages empêchaient la circulation des marchandises ; que, d'autre part, l'affaiblissement de la moralité publique et les banqueroutes frauduleuses rendaient le commerce impossible.

L'argent se cachait ou se dissipait en dépenses folles.

Au lieu de recourir aux lois somptuaires, toujours inefficaces, Laffemas s'efforça de rétablir en France la culture du mûrier blanc et la fabrication des étoffes de soie, afin d'arrêter les importations du dehors ; il étudia ensuite les meilleurs moyens de réglementer les manufactures, appela les bons ouvriers étrangers et fit sortir l'argent de ses cachettes, en élevant, pour un temps déterminé, le taux de l'intérêt.

Telle fut en substance l'œuvre réparatrice qu'il proposa à Henri IV et qu'ils parvinrent de concert à rendre féconde, car « entre le roi et l'humble marchand, dit M. Paul Laffite, « il y avait ce lien puissant qui résulte d'une foi, d'un « sentiment commun : tous deux avaient l'amour du bien « public. »

Que Sully soit arrivé promptement à mettre de l'ordre dans les finances, cela se conçoit ; il était grand seigneur, lettré, puissant et savait se faire obéir. Laffemas, ancien artisan, noble d'hier, jaloué, dénigré, sans antécédents,

sans instruction supérieure, et d'un âge où le repos est permis, n'avait pas à sa disposition les leviers du succès ; il affronta néanmoins avec courage la réalisation de ses plans et finit même, sinon par triompher, du moins par approcher du triomphe.

Quelques détails permettront de suivre ses projets et de les comprendre, car ses nombreuses brochures en prose et en vers « n'ont rien de doctrinal, selon la remarque de « M. Paul Laffitte ; les idées s'y succèdent sans beaucoup « de méthode, avec des faits et des chiffres à l'appui ». Il est poète médiocre ; mais sa prose a de la chaleur et du mouvement, malgré de trop nombreuses répétitions. S'il n'est pas un écrivain supérieur, il est bien au courant du commerce et des abus qui en paralysent le succès. Ses écrits sont pleins de renseignements sur les mœurs, sur les besoins et la situation générale du pays et méritent ainsi l'attention des historiens et des économistes.

Pourquoi donc sont-ils demeurés si longtemps inconnus, même aux bibliographes ? (1)

III

LE PREMIER PLAN

Dès 1585, Laffemas avait arrêté dans son esprit le *Règlement général pour dresser les manufactures* qu'il présenta à l'assemblée des notables de Rouen et qui fut reconnu pour le plus remarquable des travaux produits alors.

(1) *La France littéraire* de Quérard ne parle pas de Laffemas et le *Manuel du libraire* ne cite que 3 de ses brochures sur les 27 ou 28 indiquées dans la *Biographie du Dauphiné*.

En voici l'analyse :

1. — Tous marchands et artisans feront corps de communauté de leur métier et auront une chambre particulière où seront enregistrés leurs noms, prénoms et demeures. Les jurés de chaque métier ne prendront aucun salaire, en feront observer les statuts et visiteront, une fois le mois, les marchandises et manufactures, en en vérifiant les poids, aunages et mesures. Il leur sera permis de saisir et confisquer ce qui serait défectueux, après avis des maîtres du grand bureau établi au chef-lieu de chaque diocèse. Ces visiteurs opèreront sans la présence d'un officier de justice, « à cause que lesdits officiers consomment tout en frais ». Il pourra leur être alloué une indemnité sur les amendes.

2. — Les jurés ne recevront aucun maître de leur métier sans apprentissage préalable, sans chef-d'œuvre et sans preuve de capacité. Le nouveau maître paiera un droit fixé par les jurés de chaque métier à la caisse de ses pauvres ; mais tous festins et autres frais seront prohibés, à peine d'amende.

3. — Sur la plainte d'un maître tenant boutique ou d'un compagnon ou apprenti, le juré dernier élu ou le cleric du métier fera comparaître le délinquant devant la chambre, qui se prononcera à son égard et sa décision devra être exécutée, à peine d'amende.

4. — Les jurés entendront avec les maîtres du métier un jour par semaine, fixé d'avance, les plaintes qui leur seront adressées et empêcheront les abus et malversations.

5. — Pour obvier aux procès, aucun marchand ni artisan ne pourront plaider, à cause de leurs marchandises et ouvrages, avant d'avoir soumis la difficulté aux jurés de leur métier, qui tâcheront de ménager sans frais un accommodement.

6. — Si un accord est impossible, les jurés renverront les parties devant les maîtres du prochain bureau, avec leur projet de traité. Ceux-ci renouvelleront les tentatives de conciliation, et s'ils échouent, l'affaire sera portée devant le juge ordinaire avec le projet d'accord, dont ce juge devra prendre connaissance avant toute décision. Il sera exigé alors de l'appelant une amende au profit de la caisse des pauvres du métier.

7. — On affichera les principaux articles des statuts de chaque métier et ceux du présent règlement dans la chambre commune du bureau et dans les chambres particulières.

8. — Les jurés pourront condamner chaque délinquant de leur métier à 100 sols d'amende, avant tout appel de leur décision.

9. — Tous marchands, facteurs et commissionnaires forains et étrangers devront, à peine d'amende, faire enregistrer leurs noms, prénoms et demeures à la chambre de leur métier.

10. — Défense expresse sera faite à tous maîtres jurés de lever sur la communauté de leur métier aucun argent sous un prétexte quelconque, même de piété, à peine de punition.

11. — Tout maître d'art et métier, avant de prendre un apprenti, en avertira les jurés de son métier qui s'informeront de ses moyens et de sa capacité.

12. — Tout apprenti fera enregistrer ses nom, prénoms, date de naissance et d'entrée chez un maître à la chambre commune de son métier.

13. — Il ne pourra partir avant le temps promis, si ce n'est du gré de son maître et perdra en ce cas le temps passé chez lui.

14. — La chambre de chaque communauté aura un coffre fermé à deux clefs pour recevoir l'argent versé et dont il sera tenu registre.

15. — Ce coffre sera ouvert tous les mois en assemblée des jurés et l'argent porté aux maîtres du grand bureau.

16. — Les jurés sortants rendront compte de leur administration devant les maîtres du plus prochain bureau.

17. — Une affiche dans chaque ville indiquera le siège du bureau ou de la chambre des métiers.

18. — Défense sera faite aux laboureurs de porter des draps teints (1).

19. — Les maîtres du grand bureau seront arbitres des procès des jurés.

20. — Il y aura dans la ville principale de chaque diocèse un grand bureau des manufactures, régi par un certain nombre de marchands et maîtres artisans, élus à la pluralité des voix ; leurs fonctions seront gratuites et ils prêteront serment devant le juge ordinaire de maintenir l'union entre tous les corps de communautés et de faire observer les statuts de chaque métier et le présent règlement.

21. — Les différends entre jurés de chaque métier et entre les marchands, maîtres artisans, compagnons et apprentis seront arrangés par les maîtres du bureau, sinon renvoyés au juge ordinaire, selon les clauses relatives au pouvoir des jurés des métiers.

22. — Ces maîtres chargeront l'un d'eux d'enregistrer l'argent reçu et d'en surveiller l'emploi.

23. — Ils auront un clerc à gages pour les écritures.

24. — La surveillance des maisons de travail dressées

(1) C'est là une mesure mal justifiée par l'accusation de négliger l'agriculture portée contre ceux qui s'habillaient de draps teints.

en chaque ville où il y aura un bureau établi leur appartiendra, comme celle des ouvrages faits.

25. — Ils seront censeurs des mœurs des marchands et artisans de leur circonscription.

26. — Tous les mois, les jurés de chaque métier donneront un état véritable de ses pauvres, incapables de travailler, et leur distribueront des secours.

27. — Les maîtres de chaque bureau resteront en charge deux ans, et à la fin la moitié d'entre eux sera remplacée à la pluralité des voix.

28. — Si un bureau ne peut suffire à un diocèse, il en sera créé un ou deux autres sous la dépendance du grand bureau, et chacun aura la même organisation et les mêmes pouvoirs que lui, à la condition de rendre compte de sa gestion de trois en trois mois.

29. — Les marchands et artisans ayant tenu boutique six mois avant la publication de ce règlement seront maintenus sans chef d'œuvre, mais non les nouveaux maîtres.

Quelques autres articles se trouvent reproduits dans les *Remontrances en forme d'édit*, dont il va être question ; ils ont été omis dans cet exposé succinct des idées de Laffemas pour éviter les répétitions.

M. Fagniez y remarque surtout celle des syndicats professionnels et il ajoute : « Les vœux des gens compétents qui s'occupent aujourd'hui de ces questions ne vont pas au-delà de ce qu'il demandait. »

Au lieu de ces réformes, un édit d'avril 1597 remit en vigueur, en le complétant, celui de décembre 1581 qui avait eu pour but de réorganiser l'industrie au moyen des maîtrises.

Ce n'était pas ce qu'avait désiré Laffemas ; aussi prépara-t-il un autre plan, sous le nom de : *Remontrances en forme d'édit*.

IV

AUTRES PROJETS

Il n'y a rien qui révèle mieux un réformateur que ses propres écrits. Ceux de Laffemas roulent tous sur le même sujet, malgré les différences de rédaction. Il y expose ses opinions, y réfute les objections faites, parfois avec vigueur ; mais toutes ses idées se retrouvent dans le *Règlement* déjà connu et dans les *Remontrances en forme d'édit*, rédigées après consultation préalable des principales corporations parisiennes, de 1598 à 1600. En voici le résumé ;

Défense sera faite d'importer toutes marchandises de l'étranger, draps d'or et d'argent, draperie, moncayarts (serge croisée), cuirs dorés et façonnés, ganterie, fer, acier, cuivre, laiton, montres et horloges, meubles, ornements et vêtements, à peine de la vie ; sont exceptés les bons livres, peintures et sculptures des bons maîtres, antérieures au règne de François I^{er}.

Afin de subvenir aux dépenses publiques, sans fouler le peuple et surcharger les finances, il sera levé un sol par livre de leur valeur sur toutes les marchandises et denrées ; mais toutes douanes, gabelles et impôts qui les grèvent seront abolis, et elles pourront circuler librement. A cet effet, les marchandises façonnées dans le pays seront visitées, marquées et plombées par les maîtres jurés de chaque métier, sans frais.

Les matières premières, laines, fils, chanvres, lins, cuirs en poil et autres, ne pourront sortir du royaume, à peine de confiscation.

Pour éviter toute fraude, chaque pièce de drap, toile et

autres de long aunage seront marquées gratuitement de 12 en 12 aunes.

Il sera fait une nouvelle estimation de toutes marchandises pour la levée du sol par livre, l'ancienne n'étant plus suffisante.

Chaque teinturier mettra sa marque de plomb sur les draps teints et sur les autres étoffes, avec son nom et la marque du lieu de fabrication.

Les maîtres artisans et façonniers ouvrant soies, laines, etc., ne pourront vendre leurs marchandises qu'à pièce entière, le détail étant réservé aux marchands qui tiennent boutique ouverte.

L'édit de janvier 1596 créant des visiteurs et marqueurs des cuirs sera supprimé et la finance de ces offices remboursée. Les cuirs, une fois marqués et les droits acquittés, circuleront librement en franchise.

Un règlement préparé par gens experts sera donné au commerce maritime.

On permettra l'avance d'argent sous le nom de change ; mais le *rechange* ou nouveau change, faute de paiement à jour fixe et au lieu indiqué, ne sera plus toléré, ni l'usage des lettres de change en blanc.

Il est permis à tous marchands et négociants d'emprunter au denier douze (huit et demi pour cent) par contrats ou promesses, pendant trois ans.

L'état de courtier des changes est supprimé, à cause des abus.

La justice poursuivra les banqueroutiers « à dessein » ou frauduleux comme larrons et voleurs publics, et la peine de mort leur sera appliquée ainsi qu'à leurs complices.

Aucune séparation de biens, sollicitée par les femmes

de marchands, ne sera autorisée qu'après information faite par dix notables marchands non suspects, ni parents, ni alliés.

Si les femmes ont participé aux fraudes de leurs maris, leurs biens seront affectés au désintéressement des créanciers.

Les marchands revendeurs qui empruntent de l'argent ou des marchandises ne pourront prêter celles-ci, mais seront tenus de les vendre au comptant. En cas d'impossibilité, il leur sera loisible de payer leurs créanciers en marchandise bonne et valable, avec tous dépens.

La crainte de perdre son argent l'ayant fait cacher, défense est faite d'en garder dans ses coffres, et les possesseurs de biens fonds pourront emprunter sur la valeur de ceux-ci sans caution (1).

L'égalité des poids et mesures étant nécessaire pour éviter les fraudes, les édits d'avril 1540 et de juillet 1543 sur les aunages seront observés ; quant aux poids, ils seront tous réduits au poids de marc ou de 16 onces à la livre.

Défense est faite de façonner draps, boutons, passements et franges d'or et d'argent, de dorer cheminées et planches, sauf pour le roi.

Tous propriétaires devront planter ou faire planter des mûriers blancs dans leurs terres ; les nobles, gens d'église et autres y seront même contraints. Il en sera aussi planté le long des routes par les propriétaires riverains.

Les soies écruës étrangères pourront être importées pendant six ans en payant les droits ; celles du royaume ne devront ni douanes, ni impôts.

(1) Laffemas s'éleva contre les lois qui défendaient la sortie au dehors de l'or et de l'argent dans une de ses brochures.

Après trois ans de séjour, les ouvriers étrangers seront naturalisés sans frais. Mais les maîtres ouvriers, apportant nouvelles inventions d'étoffes et ouvrages quelconques, seront sans délai accueillis comme vrais Français.

Il est créé un contrôleur général pour la visite et le plombage des marchandises ; mais le sol par livre sera perçu par les receveurs des aides.

Un surintendant du commerce général et douze membres du Conseil, du Parlement, etc., renouvelables par moitié tous les ans, veilleront à la police du commerce.

Comme les marchands, corps et communautés de Paris réclament un règlement, il leur sera préparé par douze notables bourgeois, anciens marchands.

Il n'y aura des maîtrises, selon les édits de 1581 et de 1597, qu'aux villes et lieux où se feront les visites et marques des marchandises ouvrées.

Le règlement de Paris sera applicable à tout le royaume et même aux marchands et artisans de la cour.

Les maîtrises de faveur ne seront accordées qu'à des personnes capables.

Les douze bourgeois chargés du règlement de Paris pourront augmenter ou diminuer les statuts des arts et métiers relatifs aux apprentis.

En cas de différends pour mal façon, les maîtres jurés seront appelés à faire leur rapport aux juges des lieux.

Les gardes et jurés taxeront les salaires et vacations des serviteurs, surveilleront leur conduite et avertiront les débauchés, joueurs et ivrognes.

Ils entendront les plaintes portées contre les maîtres tenant boutique et tâcheront gratuitement d'arranger le différend. Si l'accord ne peut s'obtenir, ils renverront les parties au juge ordinaire avec la copie de leurs propositions d'accommodement.

Les autres articles regardent la suppression des maîtrises des fripiers, savetiers, etc., la vente des pierreries et de l'orfèvrerie, réservée exclusivement aux orfèvres jurés, l'abolition des confréries des gens de métiers, déjà édictée par des ordonnances antérieures, et la défense de s'assembler sans autorisation des officiers de justice, sauf pour l'élection des maîtres, gardes et jurés de métiers.

Il est surtout un point auquel Laffemas tenait, c'est l'extinction de la mendicité. Chaque ville capitale de province devait à cet effet créer deux asiles, un pour les femmes mariées et les filles et l'autre pour les hommes valides pauvres, les vagabonds et les débauchés, où ils seraient contraints de travailler aux manufactures les plus faciles.

Une somme fixée par le conseil du commerce et payable par les marchands et artisans servait à l'entretien de ces asiles.

Il est de toute évidence que l'unité des poids et mesures, la répression des banqueroutes frauduleuses, un peu trop sévère pourtant, la libre circulation des marchandises moyennant un impôt fixe, l'institution des conseils de prudhommes et des chambres de commerce entrevues à près de trois siècles de distance, révèlent chez Laffemas un économiste de valeur et un génie véritable.

V

LE RÉSULTAT

Sur les conseils de Laffemas, Henri IV nomma, le 13 avril 1601, une commission de 17 personnes, complétée et modifiée le 10 juillet suivant, pour examiner les réformes utiles. Elle adopta en quelques séances celles qui avaient trait au commerce et recula devant l'organisation industrielle.

Le roi chargea le conseil de commerce, reconstitué en 1602, de reprendre l'œuvre inachevée, et il tint pendant deux ans jusqu'à 176 séances, dans lesquelles un grand nombre de points furent arrêtés et d'autres simplement abordés.

Ce conseil approuva et encouragea la plantation des mûriers et l'art de la soie, l'entrée en France des marchands étrangers, la navigation de l'Oise, l'art de battre et de filer l'or, la conversion du fer en acier, la fabrication des crêpes fins, des tapisseries en cuir doré et drapé, l'établissement des moulins tranchants et de fenderie et des martinets, des verreries et tuileries, ainsi que le blutage des farines.

Il s'occupa aussi des haras, des tapis de Turquie, des toiles et cordages faits avec l'écorce de mûriers, des tuyaux ou canaux de plomb pour les fontaines, des satins de Bruges et Damas cafards, c'est-à-dire de soie, des futaines d'Angleterre, du taux des vivres, de l'impôt foncier ou des tailles, des immondices de Paris, de la réforme des métiers, de la jonction de l'Océan à la Méditerranée par un canal, de la falsification des vins blancs d'Orléans, de diverses inventions pour filer sans peine dans un seul atelier les laines et filoselles, pour établir des moulins à eau dormante, pour faire marcher sur la Seine les bateaux à voiles et à rames. (1)

L'esprit investigateur et primesautier de Laffemas, se retrouve à chaque instant dans les travaux de ce Conseil. Mais de tous les résultats obtenus, il en est un qui a ré-

(1) Laffemas s'occupa aussi de la culture du riz, des monnaies, des procès, des pauvres, des prisons et de plusieurs inventions utiles à l'horticulture, à la minoterie, à la fromagerie, comme ses brochures en font foi.

pandu plus tard, dans la Drôme et l'Ardèche, ses trésors à flots sur l'agriculture, l'industrie et le commerce : c'est la sériciculture. Là encore notre compatriote par son active coopération a bien mérité de son pays.

Originaire de la Chine septentrionale, où le mûrier vit à l'état sauvage, le ver-à-soie entra dans l'Asie centrale avec la graine de l'arbre qui le nourrit, par les soins d'une princesse chinoise, 140 ans avant notre ère. Au VI^e siècle, deux moines acclimatèrent l'insecte et l'arbre en Europe ; les Maures les introduisirent en Espagne, au VIII^e, et Roger le Conquérant dans la Sicile et les Calabres, en 1146.

Charles de France, frère de S. Louis, ayant été appelé à conquérir la Sicile et Naples, ses successeurs en prirent le titre de rois, uni à celui de comtes de Provence. Des voyages fréquents d'un pays à l'autre eurent pour résultat l'importation de la soie et du mûrier blanc dans le midi. En 1345, Rolland, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, envoyait à Jeanne de Bourgogne, 12 livres de soie de Provence achetée à Montpellier.

Or, la seigneurie où l'on place le premier mûrier, appartenait dès 1337 à Robert II d'Anjou. D'autre part, le pape Clément V, en transférant à Avignon le siège pontifical, aurait, au rapport de quelques historiens, introduit la culture du mûrier dans les environs de cette ville, au commencement du XIV^e siècle. Aussi Rousset, dépendant du Comtat Venaissin, montrait-il naguère comme Allan quelques-uns de ces anciens arbres.

Ce n'est donc pas à Guy Pape que revient le mérite de la plantation du premier mûrier, après la conquête de Naples en 1494, car il était mort en 1472 et ses descendants ne possédèrent Allan que longtemps après.

Louis XI, héritier de René d'Anjou, fit planter des mû-

riers en Touraine ; Catherine de Médicis et Henri III en favorisèrent la culture et une ordonnance du dernier prince assure que « par toutes les villes assizes le long du Rhône, il y avoit plusieurs milliers d'hommes, femmes et enfants qui solloient gagner leur vie à filer soye. »

Dès 1554, François Traucat, jardinier de Nîmes, avait une pépinière de mûriers, et, en 1606, il se glorifiait d'en avoir répandu plus de 4 millions de plants en Dauphiné, Provence et Languedoc.

Malgré ces tentatives diverses, l'arbre d'or, comme on l'a si justement dénommé, soit à cause de la misère des populations, soit à cause des guerres de la fin du XVI^e siècle, n'avait pas encore obtenu auprès des cultivateurs la faveur qu'il mérita depuis.

Laffemas s'en émut et, d'après ses conseils, Henri IV, en 1596, fit planter des mûriers de trois ans dans le jardin des Tuileries. En 1598, le futur contrôleur général du commerce, dans sa brochure intitulée *Trésors et richesses*, indiquait les moyens de faire en France des soies aussi belles et aussi bonnes que celles d'Italie. Mais comme des échecs et des objections avaient un peu refroidi Henri IV, ce prince manda auprès de lui Ollivier de Serres, en 1599, et l'illustre agronome ardéchois leva ses derniers doutes et publia la même année son traité de *La cueillette de la soye par la nourriture des vers qui la font*.

D'après ces détails, Laffemas aurait donc la priorité sur Ollivier de Serres, et ce n'est pas là son moindre titre de gloire à nos yeux.

Une fois l'idée admise, elle se développa rapidement. Le sieur de Bordeaux, intendant des jardins du roi, et Ollivier de Serres envoyaient à Paris au commencement de 1601, de 15 à 20,000 plants de mûriers qui furent placés

aux Tuileries, dans le parc de Madrid et à Fontainebleau, où des magnaneries se construisirent peu après; en 1602, la capitale recevait encore du Languedoc, 60,000 plants, et l'année suivante, l'orangerie des Tuileries était transformée en magnanerie. Dès 1600, Béroalde de Verville publiait un poème sur la *Sérodocasie* ou histoire des vers qui filent la soie; en 1602 et 1603, Le Tellier répandait ses *Bref discours* et *Mémoires* sur les vers; enfin Laffemas venait à la rescousse, en 1603, avec la *Preuve du plant et profit* des mûriers, en 1604, avec la *Façon d'en semer la graine et de gouverner les vers à soie. Le naturel et profit admirable du meurier* et la *manière et façon d'enter, semer et faire pépinière des mûriers blancs*; thèmes repris, en 1605, par Le Roy, en 1607 et 1609 par Geffe, écrivain anglais.

A son tour, la Commission du commerce nommée en 1601, passait, le 20 août et le 14 octobre 1602, deux contrats pour la fourniture des plants de mûriers et des graines de vers à soie, dans les généralités de Tours, Lyon, Paris et Orléans, avec la clause qu'en 1604, toutes les généralités en seraient pourvues, et que les entrepreneurs feraient distribuer des instructions et enverraient des personnes capables pour guider les commençants.

Plants et graines n'étant pas encore arrivés en avril 1603, il y eut du retard, et les cultivateurs montrèrent si peu de zèle que, dans l'Election de Blois, 6 onces de graines seulement purent être distribuées, et que par suite du refus des propriétaires de donner gratuitement leur feuille, les vers périrent de faim; en 1604, au lieu de 4 généralités à pourvoir, la Commission désigna seulement celle de Poitiers, et là encore plants et graines furent refusés.

En vain Henri IV et Laffemas s'adressèrent-ils au clergé

et à la noblesse ; l'enthousiasme se montra rebelle, et tout en abandonnant l'entreprise commencée, une déclaration du roi prescrivit la création d'une pépinière de mûriers dans chaque diocèse.

L'insuccès d'alors ne provenait-il pas du choix des provinces où les tentatives eurent lieu ? N'aurait-il pas fallu commencer par la Provence, le Languedoc, le Dauphiné et le Vivarais ? Cela est vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, Henri IV et son conseiller fidèle avaient provoqué et encouragé une entreprise utile, et l'histoire doit tenir compte de leurs efforts. Ils avaient aussi en favorisant la production de la soie, subventionné les manufactures destinées à la convertir en étoffes, sous la direction de Saintot, Camus, Parfait, Lemagne et Colbert ; celle des Gobelins, établie en 1603, paraît due particulièrement à Laffemas qui y mit des ouvriers flamands. Il faut aussi rappeler que les verreries ayant cessé en France, des entrepreneurs italiens les relevèrent ; que la fabrication de l'acier inconnue dans le royaume fut découverte par Camus ; que le fer et le cuivre travaillés à bras d'hommes le furent désormais à l'aide de l'eau, sous la direction de Gaulmont, parisien ; que la draperie reçut des encouragements ; que Wolf et Lambert établirent une manufacture de toiles imitées de celles de Hollande ; que Pinçon apporta l'art de teindre et d'apprêter les futaines et basins ; que de Rozan fabriqua dès lors des tentures de cuirs dorés, gaufrés et argentés ; que la fabrication du blanc de plomb (sous-carbonate de plomb) fut confiée à Ferrier ou Fevrier, et que celle des faux s'établit à Vizille et à Voiron, etc. Pareille énumération suffit à notre thèse.

M. Fagniez, dans son étude savante sur *l'Industrie en France sous Henri IV* a recherché avec soin les résultats

généraux et particuliers obtenus alors et plus tard ; nous ne pouvons à regret le suivre sur ce terrain.

Notre unique but se réduisait à faire connaître un de nos compatriotes digne de figurer au premier rang parmi les illustrations de la province.

« A la fois théoricien et praticien, il se montra constamment pénétré de cette pensée que l'industrie ne peut vivre que de probité, et dans ses écrits, il ne sépara jamais le point de vue économique du point de vue moral. » Tel est le jugement de M. Paul Lafitte.

Pour quiconque étudiera ses écrits, Laffemas apparaîtra constamment préoccupé de la prospérité publique et des moyens d'assurer à chacun travail et bien-être.

Rien n'échappe à ses investigations : enfant du peuple, il a connu la souffrance et la misère ; ami des grands et des puissants, il a su les intéresser à la cause des faibles et des déshérités.

Que faut-il de plus pour arriver à la gloire ?

Et cependant, après tant de services, il est mort ignoré et méconnu ! Ce qui nous console, c'est la pensée que tôt ou tard l'histoire impartiale rend justice au génie et au dévouement, et que les statues et les bustes des grands hommes sont à la fois une récompense et un enseignement moral et populaire.

Il nous resterait à faire connaître la famille de Barthélemy de Laffemas et surtout son fils Isaac, magistrat, poète et historien, créature de Richelieu ; mais leur histoire appartient à une autre province, et nos statuts nous cantonnent en Dauphiné où une moisson abondante nous est offerte.

A. LACROIX.





JETONS D'AUMONE

VALENTINOIS

A RETROUVER



On connaît actuellement quatre types de méreaux du chapitre de St-Apollinaire, tous frappés probablement entre 1520 et 1550. D'autres, qui sont un peu plus anciens, mais qui n'ont pas été retrouvés, sont cités dans une sentence arbitrale du 30 janvier 1509 (1). La série des jetons valentinois de diverse nature est susceptible de s'enrichir encore, peut-être de plusieurs pièces.

Le 15 septembre 1398, Pierre Cellérier, riche marchand de Valence, dicta son testament à un notaire de cette ville. Chacun des prêtres qui assisteraient aux messes célébrées pour le repos de son âme devait recevoir une parpallole. Le testateur donnait une pension annuelle d'un sétier de blé à l'œuvre de la Charité de Valence, pension que ses héritiers pourraient racheter moyennant le versement d'une somme unique de six florins. La troisième disposition était, comme la seconde, en faveur des pauvres. Il leur léguait dix sétiers de froment. La distribution de cette aumône, qu'on devait transformer en pains et qui devait en outre comprendre des fèves et du jambon en quantité raisonnable, devait être faite au moyen de jetons, selon l'usage, durant l'année qui suivrait son décès (2) : *Item*

(1) ROGER VALLENTIN. — *De l'ancienneté de l'usage des méreaux au chapitre de St-Apollinaire de Valence.*

(2) L'usage de distribuer des pains s'est maintenu dans quelques régions de la France.

do et lego Christi pauperibus in civitate Valencie, per signa, ut est moris, unam donam seu helemosinam videlicet decem sestarium frumenti in pane cocto cum fabis et pectasone necessariis in eisdem. Et volo et ordino dictam helemosinam, modo predicto, de bonis meis dari et erogari Christi pauperibus infra annum post obitum meum per manus executorum meorum pro remedio anime mee parentumque et benefactorum meorum, semel tantum (1) ».

Le mot *signa* de ce texte signifie évidemment jetons, marques, ou méreaux, si l'on veut attribuer à ce dernier terme l'acception la plus large qu'il puisse comporter. Ce n'est pas d'ailleurs la première fois que je l'ai rencontré à Valence avec cette signification (2).

Grâce à l'extrême obligeance de M. Lacroix, j'ai pu explorer avec le plus grand soin les archives du chapitre de St-Apollinaire, qui ne sont pas classées. Le testament de 1398 est le seul document antérieur au XVI^e siècle, qui fasse mention de l'emploi de méreaux, de marques ou de jetons pour la répartition des aumônes faites aux pauvres de Valence. Soit dans ce fonds important, soit dans les minutes de divers notaires, se trouvent un grand nombre de dispositions testamentaires en faveur de ces derniers, toutes conçues dans les mêmes termes : « *Item do et lego Christi pauperibus in civitate Valencie, unam helemosinam, videlicet.....* ». Aucun texte ne fait allusion à l'usage de *signa*. On s'en servait pourtant couramment au moins à la fin du XIV^e siècle, puisque le testament de Pierre Cellérier renferme, après « *per signa* », l'expression « *ut est moris* ».

J'ai déjà montré que la création de marques ou de méreaux avait été reconnue indispensable à Avignon pour éviter les doubles emplois et pour empêcher que des distributions fussent faites à des personnes qui n'étaient pas nécessaires (3). A

(1) Archives de la Drôme. — Fonds de St-Apollinaire. Valence, n° 375.

(2) R. VALLENTIN. — Ibid. et Pièces de fantaisie en plomb analogues aux méreaux du chapitre de St-Apollinaire de Valence.

(3) Marques de la confrérie du St-Esprit, de l'Aumône de la rue de l'Épicerie et de l'Aumône générale d'Avignon.

Valence comme à Avignon, l'autorité dut prendre, à maintes reprises, de sérieuses et même de rigoureuses mesures contre l'extension illimitée de la mendicité et contre l'envahissement de la ville par les indigents étrangers.

De même qu'en divers lieux de la région, notamment à Romans (1), à Vienne (2), à Arles (3), on installa au Bourg, à une époque fort reculée, une maison de l'aumône (4). Cette institution est antérieure aux hôpitaux de Valence. Parallèlement aux divers établissements hospitaliers de cette dernière ville, on établit une œuvre, parfaitement distincte de l'Aumône, qui prit le nom de Charité et qui n'était autre chose que ce que nous appelons aujourd'hui un bureau de bienfaisance. Le premier document connu qui signale son existence est du mois d'avril 1285 (5). Les archives de la Drôme renferment un grand nombre de textes qui en font mention. En 1390, l'un de ses administrateurs était Jean Prudhomme (6). C'était le Samedi-Saint que ses délégués procédaient à la principale distribution de l'année. Pierre Cellérier fit un legs d'une pension d'un sétier de blé à la Charité de Valence, comme je l'ai déjà indiqué; ce legs devait être distribué le Samedi-Saint: « *Item do et lego Caritati que fit, singulis annis, sabbato sancto in civitate Valencie, videlicet unum sestarium bladi annuale et pensionale, singulis annis, solvendum rectoribus ejusdem et volo et ordino quod si heres meus subscriptus et substituti, sui successores, solvet*

(1) D^r Ulysse CHEVALIER. — *Essai hist. sur les hôpitaux et les institutions charitables de la ville de Romans.*

(2) CHORIER. — *Hist. général. de la maison de Sassenage*, p. 131 et 132.

(3) BARTHÉLEMY. — *Inventaire chron. et anal. des chartes de la maison de Baux*, p. 6.

(4) CHEVALIER. — *Cart. de St-Pierre du Bourg*. On la trouve citée dès 1183 « *domus nomine tenus pauperum quæ Helemosinaria dicitur* », p. 16. La dernière mention est du 26 juin 1330 « *juxta Helemosinam* », p. 107.

(5) *Archives de la Drôme, Fonds de St-Apollinaire et DUPRÉ DE LOIRE, Recherches sur les établis. de bienfaisance de la ville de Valence.*

(6) *Fonds de St-Apollinaire, Valence*, 171, f^o vi⁴² XIII (133).

seu solvent dicte Caritati et rectoribus ejusdem sex florenos simul et semel, quod dicti heres et substituti et bona mea a prestacione et solucione dicti sestarii bladi perpetuo ex tunc sint quicti et immunes ». Un grand nombre de villes ou de petites communes du Sud-Est avaient une œuvre de la Charité. En 1421, la Charité de Livron était appelée Aumône de la Charité « ... *dictum pratum do et lego Helemosine Caritatis loci Liberonis predicti...* » (1). La Charité de Lyon a laissé son nom à un hôpital; on constate le même fait à Romans. Le 3 mars 1705, Pierre-Joseph Taulier, baile de la Charité de Visan, fit faire un commandement à tous les débiteurs de cette œuvre (2).

Les hôpitaux et la Charité de Valence remettaient des jetons ou méreaux aux pauvres qu'ils assistaient ou qu'ils protégeaient, quand il y avait lieu, et en observant un roulement aussi équitable que possible. Munis de ces pièces, les pauvres se rendaient à l'endroit où une distribution devait se faire et, en échange, ils recevaient une aumône. Les *signa* étaient ensuite rendus aux hôpitaux et à l'œuvre de la Charité.

Odon de Jante, abbé de St-Félix, chanoine de St-Apollinaire et de la collégiale de St-Pierre du Bourg, mourut en novembre 1528; son enterrement eut lieu le 26 de ce mois (3). Ses biens furent vendus aux enchères publiques par les soins du chapitre qui distribua une aumône au mois de décembre, soit de son propre gré, soit en conformité du testament de ce chanoine. Voici ce que je lis dans le compte de gestion de la succession, fourni par Barthélemy Darneys : « *Item plus solvit, die predicta decima mensis decembris, Anthonio Fayni, laboratori Valencie, qui dedit SIGNA predictae elemosine per civitatem Valencie et Burgum ejusdem civitatis pauperibus, pro sua pena et*

(1) Ibid., Valence, 331. — *Testamentum nobilis Lamberti Bocherii, civis Valencie.*

(2) *Archives de la Drôme, cour. de Visan, B, 2,636.*

(3) Ce nom ne figure pas dans les listes, données à ce jour, des abbés de St-Félix. — BRUN-DURAND, *Lettres sur l'hist. ecclésiastique du Dauphiné.*

labore habitis in dando predictam elemosinam, die nona decembris anno predicto millesimo V° XXVIII°..... V grossos (1) ». Antoine Fayn avait donc été chargé, le 9 décembre 1528, de distribuer aux pauvres de Valence et à ceux du Bourg un certain nombre de méreaux qu'ils devaient remettre entre les mains d'un délégué du chapitre au moment où on leur délivrait l'aumône faite à l'occasion de la mort de l'abbé de St-Félix. Le chapitre de St-Apollinaire se servant de ses méreaux comme d'une monnaie courante, même dans ses rapports avec les Valentinois, les *signa* remis aux pauvres par Antoine Fayn n'étaient vraisemblablement que de simples méreaux de ce chapitre.

L'expression « *SIGNA predictae elemosine* » indique à l'évidence que l'usage de jetons pour la répartition des aumônes était habituel tout au moins en 1528 et ne signifie nullement qu'il s'agissait de pièces faites uniquement pour la circonstance. Cette coutume a-t-elle été observée sans interruption du XIV^e siècle à cette date? C'est peut-être douteux, car durant cette longue période on aurait certainement procédé plusieurs fois à la fabrication de ces *SIGNA*. A cause de leur grand nombre, quelques-uns d'entr'eux seraient probablement parvenus jusqu'à nous. Or, si les jetons de 1528 étaient simplement des méreaux du chapitre, on ne connaît pas le moindre *signum* valentinois du XIV^e ou du XV^e siècle.

On peut être assuré que les jetons de 1398 n'étaient pas quelques-uns de ces vulgaires jetons banaux si communs à cette époque. La fraude eût été aisée avec ces derniers; il était matériellement impossible de distribuer une aumône quelconque d'une manière sérieuse. Le contrôle n'existant plus, les mêmes pauvres auraient pu, en arrivant les premiers aux lieux

(1) *Fonds de St-Apollinaire, compte 38, f° viii, v° « Computum quod reddit Dominus Bartholomeus Darneys de pecuniis, per ipsum receptis, bonorum mobilium quondam Domini Odonis de Janta, canonici et abbatis ecclesie cathedralis Valentie ac canonici ecclesie collegiate Sancti Petri de Burgo Valentie, venditorum ad incantum. »*

respectifs des distributions, participer à toutes, eux et plusieurs membres de leurs familles, tandis qu'on voulait avant tout que les pauvres eussent leur part des aumônes, chacun à tour de rôle. D'ailleurs, les documents contemporains n'appellent pas les jetons banaux *SIGNA*, mais *GITONI*. L'inventaire fait le 5 avril 1427, après le décès de Pierre Aulor, chanoine de St-Apollinaire, renferme le paragraphe suivant : « *Item unam balestam clausam cum clave et infra quandam bursam existentes XXXII gitoni et plures res papiri et lictore missorie modici valoris, valet totum... I grossum pape* (1) ». De même les plus anciens dictionnaires du XVI^e siècle donnent tous au mot *SIGNA* la signification de médailles en dehors des acceptions de *cloches*, *images*, *enseignes*, etc.

Gustave Vallier a décrit, sous les n^{os} XLII, XLIII et XLIV, trois plombs de Vienne (2). Cet auteur est muet sur leur date et indécis sur leur destination. A mon avis, ces plombs ont été fabriqués au XVI^e siècle et sont tout simplement des jetons d'aumône.

Quel était le type des jetons valentinois, dont l'existence nous est révélée par le texte de 1398 ? Quelles étaient leurs légendes ? Quelle était leur nature, cuivre ou plomb ? Ce sont autant de questions insolubles, jusqu'au jour de la découverte de l'un d'entr'eux.

Le prénom de la femme de Pierre Cellérier était Guilhermete ; elle avait reçu en dot 400 florins, somme assez considérable pour cette époque. Notre excellent marchand lui légua tous les vêtements à son usage et tous les bijoux dont elle se parait : « *omnes vestes et omnia jocalia ad ornamentum sue persone, factas et facta* (3) ». Leur fils unique répondait au nom

(1) Ibidem, *Valence*, 374 « *Inventarium bonorum factorum per curiam capituli Valencie de bonis venerabilis viri Domini Petri Aulori quondam canonici Valencie*. »

(2) *Revue belge de Numismatique*, 1881, p. 77, 78 et 79

(3) *Fonds de St-Apollinaire, Valence*, n^o 339.

de Giraud. Pierre Cellérier avait un frère Aymond Cellérier, prêtre habitué du chapitre de St-Apollinaire et une sœur Mariette, qui avait épousé Guigues Vieux. Leur père avait porté le même prénom que son fils aîné, Pierre. La famille Cellérier habitait non loin de St-Jean ; ses divers membres furent enterrés à l'entrée de cette église : « *in ingressu ecclesie beati Johannis Valencie* », immédiatement au-dessous du clocher : « *subtus campanile ipsius ecclesie* (1) ». Cette famille Cellarier ou Cellérier était l'une des plus anciennes de Valence. On trouve dès 1191 Guillaume et son frère Pierre Cellérier, en 1214 A., fils de Pierre, en 1238 et en 1245 un Adhémar Cellérier, probablement le même que celui de 1214 (2). Giraud Cellérier, sa tante Mariette et son oncle Guigues Vieux étant successivement morts sans postérité quelques années après le décès d'Aymar, l'héritage de Pierre, conformément aux substitutions indiquées dans son testament, revint en majeure partie, à la date de 1427, à Jean Dodat, prêtre habitué de St-Apollinaire, qui habitait dans la rue Farnerie. (3).

(1) *Fonds de St-Apollinaire, Valence, n° 375.*

(2) CHEVALIER. — *Cart. de St-Pierre du Bourg, passim.*

(3) *Fonds de St-Apollinaire, Valence, n° 339.*

ROGER VALLENTIN.



LUC ET SA MOSAÏQUE

(Suite. — Voir la 103^e livraison)

III

Le Claps

Presque en face de Luc, au sud-est, s'élève une montagne, boisée par intervalles, connue sous le nom de Clot-Montard, dans le vieux cadastre, et sous celui de Clamontard, dans le pays. Elle commence à la Drôme et se dirige en triangle vers Poyols et vers le hameau de Salle, dont elle prend aussi le nom. Une autre montagne presque dénudée, appelée le Puey et par corruption le Pic de Luc (1), monte à 1,100 m. d'altitude vis-à-vis de la première, en pente rapide, au couchant, du côté du bourg actuel et, au levant, du côté du Claps. Ces deux rives formidables de la Drôme, à 1 kilom. environ du centre de Luc, resserrent la rivière dans un val étroit, sur lequel les ingénieurs ont jeté un pont d'une grande hardiesse, pour faire traverser Clamontard en tunnel par la voie ferrée.

Vers 1442, à la suite d'un orage, de pluies excessives ou d'un tremblement de terre, un banc de rochers considé-

(1) Puey dérive plus naturellement que pic de *Podium*, élévation, montagne.

nable du Puey, à son versant oriental, se détacha subitement de la masse totale et glissa sur un plan incliné très lisse dans le lit de la Drôme. Mais, comme il y avait déjà en bas un autre bloc énorme, dit le Pigeonnier, celui-ci divisa l'éboulement en deux coulées distinctes. L'inférieure barra complètement la rivière et forma le Petit-Lac ; la supérieure, à 500 mètres de distance en ligne perpendiculaire et à 74 mètres d'un niveau plus élevé, en arrêtant les eaux de la Drôme et celles du rif de Misson, dans un autre défilé entre le Puey et le monticule rocheux qui entoure le Petit-Lac à l'est et au nord, produisit le Grand-Lac, d'une longueur de 5 kilom. et d'une largeur variable entre 400 et 1,000 mètres, soit 300 hectares environ de superficie.

Au même moment descendaient avec fracas du sommet du Puey des roches isolées de toutes grosseurs, que l'on voit encore éparées entre le bourg actuel et le Claps. Ce dut être un spectacle effrayant que cette triple chute, car elle impressionne encore le passant stupéfait à la vue d'un chaos formé de blocs de toutes grosseurs, jetés ça et là en tous sens, couchés, debout, croisés les uns sur les autres, dans un désordre indescriptible.

On en remarque un aux abords du Petit-Lac, divisé en deux parties perpendiculaires, de 23 mètres de haut, connues sous le nom de *Jumeaux*, avec la petite roche appelée l'*Enclume* au sommet de l'une d'elles. La gravure de Née les représente exactement ; toutefois l'une a été détruite depuis pour la construction du viaduc du chemin de fer, comme le rocher du Grand-Papa avait été aussi coupé par la route de Valence à Sisteron.

Le Petit-Lac, dont l'étendue dépasse à peine 6 hectares, a toute la fraîcheur et la grâce d'un jardin véritable ; il

se prolonge au midi du côté de Salle, entre les montagnes de Clamontard, du Puey et d'une colline rocheuse à l'est, qui le protègent contre les vents.

Comme il n'était ni facile, ni prudent de laisser la route nationale commencée en l'an XIII, dans l'amoncellement de rochers connu sous le nom de Claps (1), à l'ouest du Petit-Lac, les ingénieurs l'ont établie à l'est au pied d'une colline stérile et l'ont fait monter en pente douce jusqu'au défilé supérieur, où il a fallu couper le rocher.

Ici le spectacle change. Le Grand-Lac, transformé peu à peu en une longue prairie, gardée par une ferme isolée à son entrée, présente çà et là des bordures et des bouquets d'arbres malingres. La route nationale et la voie ferrée, en la traversant dans toute sa longueur, rompent heureusement la monotonie de ses tons. Des montagnes boisées l'abritent au nord ; au midi, ce sont des collines presque nues, sauf vis-à-vis de Beaumont, village pittoresque, en face de la gare de Lesches, bien que les maisons de cette dernière commune se trouvent groupées, loin d'elle, sur un plateau élevé. La prairie se continue jusqu'à un monticule surmonté de deux tours, au pied duquel le village de Rochebriane et dans le pays Rochebrienne, disparut dans le lac en 1442

Pendant 300 ans, les eaux accumulées en cet endroit ne furent troublées que par les inondations et par les pêcheurs ; mais, en 1753, M. de Sérionne, avocat au Conseil du roi, offrit de dessécher le lac supérieur, à la condition de rester propriétaire du sol, qu'il supposait appartenir au domaine royal, et il démontra la possibilité et l'utilité de son projet.

(1) Le cadastre ancien de Luc écrit Clap, mot dérivé de *Clapus*, diminutif de *Claperius*, tas de pierres et non de *Collapsus*, comme on l'a prétendu.

Le Conseil d'Etat, sur l'exposé des droits des seigneurs riverains, chargea l'intendant de Dauphiné de s'assurer du fait et de leur offrir par préférence le dessèchement proposé, aux mêmes conditions. M. de La Porte, sur la production des titres de MM. Roger-Silvain de Ponnat, baron de Gresse et Beaurières, seigneur de Lesches, de Pierre de Léotaud Artaud de Montauban, seigneur de Bellegarde et de Beaumont et des Chartreux de Durbon, acquéreurs de la dame de Luc, reçut leurs premières soumissions. Elles furent trouvées insuffisantes, et pendant la préparation des nouvelles, D. Claret, prieur de Durbon, « la cheville ouvrière de l'entreprise », étant mort, elle demeura suspendue quelque temps, et lorsque les intéressés, après un traité conclu entr'eux le 17 juillet 1754, voulurent la reprendre, divers obstacles se dressèrent devant eux ; M. de La Porte lui-même, en présence de l'opposition de 30 communes, ne se montra plus, comme auparavant, favorable à l'œuvre.

Il fallut l'inondation de décembre 1765, qui entraîna une portion des rochers du barrage supérieur et fit baisser de 2 mètres la surface du Grand-Lac, pour rendre courage aux trois solliciteurs.

Après diverses procédures, le 22 juillet 1760, le roi en son Conseil autorisa enfin les Chartreux de Durbon et MM. de Montauban et de Ponnat « en qualité de propriétaires de la totalité du Grand-Lac, d'entreprendre à leurs frais le dessèchement des palus, marais et terres inondées composant le Grand et le Petit-Lac », à faire tous les travaux utiles, à passer dans les héritages voisins et y prendre les matériaux nécessaires, moyennant indemnité, déchargea les terres desséchées de toutes dîmes pendant dix ans et les réduisit au 50^e après ce délai.

Les procédures, l'arrêt, les lettres patentes qui l'accompagnaient et leur enregistrement à Grenoble coûtèrent 4,240 livres, dont 630 à l'avocat des concessionnaires, 2,480 à M. Bouchet, ingénieur en chef des ponts et chaussées de la province, pour ses honoraires, 600 à M. Renaudon, aussi ingénieur, pour plans des lieux et devis des travaux, etc. (1).

Les Chartreux, qui avaient avancé cette somme, commencèrent seuls le dessèchement en 1788 ; ils furent bientôt contraints de s'arrêter en présence de l'hostilité des populations et du changement de régime. Aussi voyons-nous les habitants de Luc, Beaumont, etc., réclamer au directoire du département l'envoi de commissaires pour rechercher les moyens de continuer les travaux en tout ou en partie. D'après le rapport de MM. Long, Gilly et Lesage, commissaires, qui se rendirent au Claps le 17 mai 1792, la chute des rochers en 1442 avait fait élever les eaux de la Drôme dans le lac supérieur « de 144 pieds au-dessus de leur niveau naturel », l'autre éboulement à 150 toises plus bas, avait par son barrage également formé un lac de 23 pieds de profondeur, sur une étendue peu considérable, et en 1789 et 1790, pendant l'été, un déblaiement de rochers sur 30 toises de long et 12 pieds de haut avait abaissé de 12 pieds les eaux du Grand-Lac.

Les commissaires conclurent à la reprise immédiate des travaux qui, à leur avis, ne devaient pas coûter plus de 4,000 fr.

On ignore les suites de l'affaire, rendue de plus en plus difficile par les revendications des habitants de Luc, de

(1) Renseignements tirés d'une obligeante communication de M. Ludovic Vallentin.

Beaumont et de Beaurières, après l'abolition du régime féodal. Tous cherchaient à prouver qu'étant propriétaires du sol, avant la formation des lacs, ils avaient toujours conservé leurs droits. Un procès en appel devant la cour de Grenoble, en l'an XII, fut même engagé par Beaumont contre M. de Montauban, qui le gagna sans doute, puisqu'il vendit sa part à M. Guillermoz, de Voiron.

D'un autre côté, un arrêté préfectoral du 28 messidor an XI autorisa les hospices de Die et de Crest à jouir du Grand-Lac à la place des Chartreux, Luc et Beaurières ayant obtenu plus tard une indemnité.

M. Guillermoz reprit et M. Crozet, son acquéreur, continua le dessèchement du Grand-Lac; M. Chabert, de Triors, les imita, et cependant l'œuvre en 1815 n'était pas achevée, témoin une demande de M. de Bésignan de la reprendre, restée sans réponse.

L'ouverture de la route nationale de Valence à Gap a facilité depuis lors une entreprise si souvent interrompue et que M. Gasparin désapprouve sous prétexte qu'elle préserverait la vallée de la Drôme des ravages causés par ses crues subites (1).

Tous ces détails seraient certainement étrangers à notre étude si Salvaing de Boissieu, Chorier, Guy Allard et Aimar du Rivail n'avaient placé Luc dans l'un des deux lacs. Le dernier auteur affirme même avoir vu, le 8 septembre 1533, après une longue sécheresse, une citadelle s'élevant au-dessus des eaux, « à la hauteur d'environ 40 « pieds, aussi bien conservée que si elle venait d'être « bâtie, avec deux doubles fenêtres, l'une au niveau des

(1) *Une Course au Claps de Luc*, par M. Gasparin. — Orange 1858, Raphel, broch. in-8°.

« eaux et l'autre à peu de distance du sommet ». Il ajoute
« que parfois, auprès de la citadelle, on aperçoit le faîte
« de l'église de la ville », et qu'en 1535, pendant l'été,
« beaucoup de gens allèrent au pied de la tour et dans
« l'intérieur de cette église, où il existe encore trois autels
« entiers. »

D'autres édifices, selon lui, apparaissent aussi « au-
« dessous des eaux » et se reconnaissent aux saillies des
pierres. Il y vit notamment, vers la partie nord, une tour
voûtée et des murailles allant rejoindre la citadelle. « L'eau
« en cet endroit ne s'élevait pas à plus d'un pied au-dessus
« des ruines ». Beaucoup de personnes, au moyen de
pièces de bois réunies, allaient y pêcher, d'autres pre-
naient dans la tour les pigeons qui y abondaient.

Au rapport de l'historien, la ville ne fut pas immédia-
tement submergée et les habitants s'enfuirent en empor-
tant leurs meubles. « Quelques-uns fixèrent leur demeure
« un peu au-dessous, au pied de la montagne, au cou-
« chant, et donnèrent à ce village le nom de la ville antique
« qu'il conserve encore aujourd'hui, avec une église appe-
« lée le Prieuré. »

M. Macé, traducteur d'Airar du Rivail, estime que « les
« allégations » d'un témoin oculaire, distinguant si nette-
ment la vieille ville et le village nouveau, méritent d'être
prises en sérieuse considération.

Il convient donc de les examiner avec calme, puisque
ni l'auteur de la *Statistique de la Drôme* ni celui des
Antiquités du pays des Vocontiens ne les ont pas connues,
lorsqu'ils ont émis une opinion tout à fait contraire à celle
de l'écrivain dauphinois.

Tout d'abord, il est utile de préciser nettement la situa-
tion de Luc. C'est, dit-il, un lieu fermé de tous les côtés

par des rochers, en forme de demi-cercle, à une lieue environ de la source de la Drôme. Il a deux issues, assez éloignées l'une de l'autre, large chacune de 18 pas, la première au nord et la deuxième inclinée vers l'ouest. La ville se trouvait dans le demi-cercle avec deux portes, des tours et une citadelle carrée au milieu. Mais, il y a environ 60 ans, une partie du rocher septentrional en s'écroulant barra les deux issues de Luc et forma ainsi deux lacs.

Ces détails ainsi que le « rocher nu et blanc » sur lequel glissa un banc de pierres énormes prouvent évidemment qu'aux yeux de du Rivail, la ville engloutie se trouvait placée dans le plus petit des deux.

Sans relever ici les inexactitudes commises par l'écrivain à l'endroit de la distance de Luc à la Bâtie-des-Fonds, située non pas à une lieue, mais à plus de 20 kilom. de là, et au sujet de la date de l'éboulement survenu en 1442 et non vers 1473, il est utile de constater qu'il a vu *sous les eaux* la plupart des constructions dont il décore la ville disparue, ou bien qu'il admet sans contrôle des affirmations basées sur des légendes : dans le premier cas, l'illusion était facile et les blocs de pierre enfouis pouvaient être confondus avec des constructions réelles ; dans le second, ce n'est plus son témoignage, mais celui de gens inconnus, sans autorité.

Au reste, il y a diverses objections sérieuses contre les allégations de du Rivail. Ainsi :

1° Le Petit-Lac, avant et après la chute des rochers, se trouvait exposé comme aujourd'hui aux inondations de la Drôme et du rif de Miscon, torrent considérable. C'était donc une situation dangereuse, sans avantage non seulement sur celle du Luc romain, mais difficile à cause de l'étroitesse du local habitable, et coûteuse par suite de

l'éloignement des terres et vignes à cultiver, à plus d'un kilomètre de là.

2° Si au moyen âge, les seigneurs choisissaient de préférence à la plaine, soit une colline élevée, soit un rocher peu accessible, comme firent ceux de Luc en construisant leur château au sommet du Puey, où des ruines et des citernes se voient encore, ils obéissaient aux nécessités d'une époque agitée et belliqueuse. Il n'est pas admissible que leurs vassaux eussent préféré construire leurs maisons dans un défilé facile à surprendre, au lieu de les placer entre le bourg romain et la citadelle seigneuriale, où des communications et des secours étaient possibles, alors que du côté du Claps ils ne l'étaient pas.

3° Le pigeonnier ou la tour dont parle du Rivail a laissé son nom au rocher qui le portait, et la gravure de Née le représente isolé et sans communication avec la citadelle du sommet du Puey, ni avec les constructions établies de l'autre côté de la Drôme. Au surplus, l'éboulement de 1442 l'épargna tout à fait, comme il aurait épargné les bâtiments contigus, puisque les deux coulées de rochers se produisirent un peu au-dessus et au-dessous, comme on l'a vu.

4° Le dessèchement des deux lacs s'est opéré au commencement de ce siècle ; les anciens pourraient avoir vu les édifices signalés en 1533 par du Rivail, et cependant aucun n'a gardé le souvenir d'un spectacle si curieux.

A la vérité, l'administration municipale, sous le Consulat et l'Empire, affirma, sur le témoignage de Chorier et de Salvaing de Boissieu, que Luc avait été englouti en 1442. C'était là à ses yeux un argument favorable à la revendication du sol desséché appartenant, disait-elle, à la population avant ce temps. Or, qui aurait résisté à l'évi-

dence des droits réclamés, si elle avait pu dire : « Nos maisons englouties, il y a plus de trois siècles, sont encore là debout ; elles servirent d'abris à nos pères et nous demandons le sol qu'elles occupaient et les débris qui en restent. » Ce simple langage, s'il y avait eu des ruines, aurait été bien autrement éloquent que le témoignage d'écrivains étrangers à la localité et nullement contemporains de l'événement raconté par eux.

Ajoutons qu'au Petit-Lac, le niveau de la Drôme ne permet pas de supposer un colmatage assez puissant pour laisser au sol la moindre fertilité, s'il avait renfermé réellement des substructions anciennes, et que le dragage opéré dans le lit de la Drôme pour l'établissement du viaduc voisin n'a révélé aucun fragment de maisons ruinées par les eaux.

5° Une ordonnance de Louis, dauphin, datée de Grenoble le 18 mars 1450, avant Pâques, réduisit à deux feux sur huit l'assiette des impositions supportées par les habitants de Luc, Miscon, St-Cassien, Lesches, Le Pilhon, Fourcinet, Montlaur, Beaumont et Beaurières, « à cause
« de la chute huit ans ou environ auparavant, d'une montagne auprès et au-dessous du châtel de Luc, laquelle
« empêcha le cours de la Drôme et y forma un lac de
« plus d'une lieue de pays entre Luc et Rochebriane,
« lequel a noyé et desperi les villaiges et habitations,
« terres et possessions, vignes et habitaiges des suppliants, estant entre lesdits lieux de Luc et de Rochebriane », de telle sorte qu'indépendamment de la perte du sol, ils ont été contraints de se constuire des habitations nouvelles.

Nous avons suivi la transcription donnée par M. Long de préférence à celle de la *Statistique de la Drôme* où il

est dit « que le lac a noyé et desperi les lieux, villages et « habitations..... *entre autres les lieux de Luc et Rochebriane* » ; ce qui change totalement le sens.

Le texte, obligeamment vérifié sur l'original par M. Prudhomme, archiviste de l'Isère, donne tout à fait raison à M. Long contre M. Delacroix.

Par conséquent, l'auteur de la *Statistique*, favorable d'ailleurs à notre opinion, a été induit en erreur par une transcription fautive.

Revenons à l'ordonnance de 1450. Evidemment, parmi les villages qu'elle énumère, ni Beaurières, ni Fourcinet, ni Le Pilhon, ni Montlaur, ni Miscon, ni Lesches, à cause de leur éloignement, ne perdirent aucune maison dans ce cataclysme local. Il reste donc seulement Beaumont, Luc, St-Cassien et Rochebriane. Quant à St-Cassien et Beaumont, placés sur un coteau, ils virent simplement leurs terres inondées ; mais Rochebriane périt. La preuve en est fournie par un pouillé de l'évêché de Die de 1450, où une exemption formelle de toute redevance pour droit de visite épiscopale est octroyée à ce lieu, « à cause du déluge du lac de Luc qui avait obligé les « paroissiens à s'enfuir. »

Si pareil malheur avait atteint ceux de Luc, mêmes, le document n'eût pas manqué de le constater. Cependant, la taxe de 1416 fixée à 4 florins pour le prieur reste la même en 1450. Par conséquent, les revenus n'avaient pas diminué avec la formation des lacs et le bourg ne se trouvait pas dans le plus petit.

6° Une dernière raison se tire encore d'une visite pastorale de l'évêque de Die à Luc, le 10 octobre 1509, dans laquelle il enjoignait au prieur de Notre-Dame de réparer le chœur et le clocher de son église qui menaçaient ruine.

De 1442 à 1509, il y a 67 ans. Ce court espace n'autoriserait pas la nécessité de telles réparations, si l'église avait été reconstruite après la chute des rochers du Claps. Le prélat voulut en outre que les vaisseaux ou muids installés près du chœur fussent enlevés. C'était là, sans doute, que le vin de la dîme se conservait. On se demande, avec le bourg dans le Petit-Lac, où se trouvaient les vignes sujettes à cette redevance et à celle plus considérable encore du vin du tail due au seigneur du lieu ?

Ces arguments réunis nous ont paru de nature à infirmer les allégations d'Aimar du Rivail.

A la vérité, une tradition constante, recueillie à Beaumont, Lesches et Miscon, veut qu'une ville ait été engloutie par l'éboulement de 1442. Mais cette ville s'appelait Amboise ou Ambroise, et à Poyols une agglomération du même nom aurait été écrasée par la chute d'un rocher de Clamontard. Voici le dicton recueilli dans le pays :

Amboise périra
Et Luc se relèvera.

Des recherches attentives ont permis de constater à Poyols la disparition d'une paroisse du nom de St-Marcel, à une époque indéterminée et celle d'une chapellenie appelée *de Abriis* dans l'archiprêtré de Die dont Luc dépendait. Cette chapellenie existait au XIV^e siècle ; on ne la trouve plus dans le pouillé de 1416 ; elle ne fut donc pas engloutie en 1442.

En somme, cette tradition serait plutôt favorable que contraire à notre thèse, puisque Amboise remplacerait Luc dans le Petit-Lac.

Aussi persistons-nous à soutenir que jamais Luc n'a été déplacé et que sa situation au couchant de la montagne du Puey, sous le chastel seigneurial, a induit en erreur Cho-

rier, Guy Allard et Salvaing de Boissieu ; tout au plus admettons-nous au Petit-Lac une tour et une ou deux maisons, abandonnées après la chute des rochers du Claps.

Des témoignages dignes de foi nous ont révélé depuis peu l'existence d'une relation contemporaine inédite de l'événement de 1442. Comme elle seule peut définitivement trancher la question, nous appelons sur ce point toute l'attention de nos dévoués collègues et des chercheurs et collectionneurs dauphinois.

N'ayant d'autre but que la découverte de la vérité, nous accepterons de grand cœur la décision donnée par ce document.

Au tour de la mosaïque à présent. Toutefois, comme une partie seule est actuellement découverte, il est utile d'attendre le résultat final des fouilles projetées et reconnues indispensables par les archéologues.

(A continuer).

A. LACROIX.

ERRATUM. — *Au lieu de* Bernardote, p. 434, ligne 25, lire Bernadotte.

JACQUES DE TARDIVON

dernier Abbé de la Congrégation de Saint-Ruf

ET LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE ET PATRIOTIQUE DE VALENCE

(SUITE ET FIN). — Voir la 103^e livr.)

Conformément aux lettres patentes du 12 juin 1773, Jacques de Tardivon avait continué à habiter le palais abbatial après la sécularisation de l'ordre de St-Ruf. J'aurais voulu donner quelques détails qui lui soient personnels, mais j'ai vainement consulté les mémoires du temps.

Il est certain cependant qu'il avait à Valence une haute situation. En feuilletant l'inventaire des délibérations de l'hôtel de ville, j'ai trouvé des documents qui établissent qu'il avait été mêlé aux affaires publiques de notre cité.

Une délibération du 14 juillet 1789 désigne l'abbé de Tardivon, le baron de Naillac, de Sucs, Bouveron fils, Pinet-Lavocé, et Chabert comme délégués auprès de la Commission intermédiaire, afin de concourir avec les

députés de la province à la conservation de la chose publique (1); le 22 juillet l'abbé de Tardivon, MM. de la Lombardière, chanoine, Levet, de Sucs, de Rosière, de Bachasson, Hortal, Bouveron, Chabert, Desgagères, sont appelés à faire partie du comité de correspondance politique, de police et du maintien de l'ordre et à s'occuper de la formation d'une société uniquement destinée au soulagement des pauvres. Sur la proposition de l'abbé de Tardivon, il fut pris le 26 juillet une délibération portant « qu'une messe de *Requiem* serait célébrée à la cathédrale le 29 pour les citoyens de Paris que leur courage et leur zèle ont rendu victimes. »

N'ayant plus à pourvoir à l'administration de l'ordre de St-Ruf, l'abbé de Tardivon songea à organiser, à Valence, une société qui prit d'abord le titre de *Société Royale et Académique*.

Elle avait surtout pour but de contribuer au progrès des sciences, arts et belles lettres dans leur application à tout ce qui pourrait être utile aux Valentinois.

Elle fut instituée par lettres patentes du mois de décembre 1786 enregistrées au parlement de Grenoble le 5 juin 1787.

Ses membres se subdivisaient en trois classes, les honoraires, les ordinaires, les associés.

La première classe était composée de grands personnages presque tous étrangers à la province. Ainsi il y avait le prince de Béthune ; le cardinal de Loménie de Brienne, archevêque de Sens ; Necker, ministre d'Etat ;

(1) Archives de la ville, B. B. 52.

le prince de Richebourg ; de Leyssins, ancien archevêque d'Embrun ; M. de Marcieu, lieutenant-général des armées du roi ; Mgr de Grave, évêque de Valence ; de Rozière ; Caze de la Bove, intendant ; de Fourcroy, maréchal de camp des armées du roi ; le duc de Tonnerre, commandant en Dauphiné. Lorsque ce dernier était amené à Valence par les devoirs de sa charge, une assemblée extraordinaire de la Société était convoquée et il s'y rendait tout couvert de cordons et de chamarrures, comme les théories d'égalité préoccupaient alors tous les esprits, il allait aux réunions tête nue, sans permettre qu'un siège particulier lui fût réservé. Le soir il réunissait tous les membres de la Société dans un banquet (1).

Voici la liste complète (2) des membres ordinaires : M. de Tardivon, ancien abbé de St-Ruf ; dom Pernetty, abbé de Burgel ; de l'Home, docteur en médecine ; de Rozière fils ; de St-Michel ; du Puy de Bordes ; Tardy de Beaufort ; Tardy ; le baron de Naillac ; Pernetty ; Tardy de Montravel ; Chaix de Loche ; le chevalier de Laurencin, de l'ordre royal de St-Louis ; des Jacques ; l'abbé St-Pierre ; Le R. P. Pajet ; Rostaing de la Bretonnière ; Aymé, procureur général syndic ; de Sucy, commissaire-général des guerres, qui devint l'ami intime du lieutenant Napoléon Buonaparte ; l'abbé Robert, professeur à l'Université de Valence.

(1) Œuvre de M. Rochas, imprimée, mais qui n'a jamais été publiée, ce travail m'a été obligeamment communiqué par M. Victor Colomb.

(2) Le bulletin en a publié déjà deux, l'une en 1866 et l'autre en 1874.

La classe des associés était formée de littérateurs étrangers à la société ou de simples amis des lettres. On remarque dans la liste les nom du botaniste Villard ; de Savoye-Rollin ; Achard de Germane ; de Mounier, secrétaire des Etats ; de la Richardière, docteur en médecine ; de Sallier, avocat au parlement ; du comte de Sattillieux ; du marquis de la Devèze ; De la Coche ; du marquis de Viennois ; Binelli, inspecteur-général des mines en Dauphiné ; Rouge, docteur en médecine à Avignon ; Nolle, chevalier du St-Empire ; l'abbé Bertolon, professeur de physique à Béziers ; de Bourmont, lieutenant des maréchaux de France ; la Peyrouse, lieutenant-colonel ; Riboud, procureur du roi au bailliage et siège présidial de Bourg-en-Bresse ; de Marvau, avocat général honoraire au parlement de Bourgogne ; Chausier, professeur d'anatomie à Dijon ; Bouthier, avocat à Vienne ; Dubois-Desosseux, écuyer à Arras ; De Moustier de Lafond, capitaine d'artillerie ; Masard de Cazelle, médecin à Toulouse ; l'abbé Grand-Didier, historiographe de France à Strasbourg ; Morel, médecin à l'hôpital de Villefranche ; Reynaud-Lagardette, à Crest ; Boniface, chimiste à Valence ; le comte de Vivier, colonel à Valence ; Sadin, vice-bailli du Graisivaudan ; dom Gauthey, religieux de Cîteaux à Léoncel ; l'abbé Gailon, à Lyon ; de Lagrange, chef de brigade d'artillerie ; Desgranges, docteur médecin à Lyon.

Les associés étaient divisés en correspondants et en adjoints. Je trouve dans la liste les noms de dom Carbois ; de dom Grappin ; de Faujas de St-Fond ; de Dupereau ; de Montalivet, ancien conseiller au ci-devant

parlement ; de Viret, imprimeur du département et de la Société académique et patriotique. Ce n'était plus la Société royale ; le titre de patriotique donne une date.

Les réunions avaient lieu le vendredi de chaque semaine, dans une des salles du palais abbatial. Elles avaient une durée de deux heures et étaient occupées par des lectures. Malheureusement deux manuscrits seuls nous sont parvenus : un sur la culture du mûrier et l'autre sur la destruction de la folle avoine. Tout membre qui ne pouvait pas assister à la réunion adressait une lettre d'excuse au président. La Société statuait sur la valeur des excuses. Il y avait interruption des séances du 15 octobre au 7 novembre. A une date indiquée d'avance, on examinait en comité secret, les mémoires et on statuait sur les prix à décerner. Il y avait une séance publique le lendemain des Rois et une après Pâques.

Le bureau, au début avait été ainsi composé :

M. l'abbé de Tardivon, président ;

M. l'abbé Pernetty, secrétaire ;

M. Delhôme, secrétaire.

La Société se préoccupait surtout des sciences dans leurs rapports avec l'industrie. Quant aux arts et belles-lettres, ils ne paraissent pas être entrés pour beaucoup dans ses travaux.

Voici des exemples des sujets donnés au concours :

Prix des sciences proposé par la Société patriotique de Valence. — 1786 — Agriculture.

Quelle serait la meilleure manière de cultiver le mûrier blanc, dans le bas Dauphiné et surtout dans les en-

virons de Valence ? On observera (textuel) que le terrain des environs est généralement sec, une partie est mêlée de sable et de cailloux ; l'autre est composée d'une argile rouge très compacte, mêlée de gravier. S'il convient de laisser prendre à ces arbres tout leur développement et, dans ce cas, à quelle distance il faut les planter ?

S'il vaudrait mieux les tenir en arbres nains ? S'il serait plus avantageux de les cultiver en buissons ?

Les mémoires seront adressés à M. Pernetty et le prix décerné le 20 août 1786 (1).

2^{me} Partie : Physique.

Un citoyen de Valence, en Dauphiné, zélé pour le progrès des sciences, ayant prié la Société de proposer un prix extraordinaire de 300 livres, pour être adjugé, le 26 août 1786, à celui qui, au jugement de la Société, aurait le mieux traité le sujet ci-après désigné, la Société a consenti à se charger des examens des mémoires qui lui seront présentés et à porter à la connaissance du public la question dont le citoyen lui-même a donné le programme en ces termes :

1° L'électricité artificielle, depuis sa découverte jus-

(1) Dans un ouvrage publié en 1789, chez J. Aurel, à Valence, M. Duvaure a inséré un mémoire sur la culture du mûrier blanc ; ce mémoire, envoyé trop tard n'a pu concourir. Dans une note insérée page 105, l'auteur dit qu'il a reçu, au mois de septembre 1786 une lettre du secrétaire lui annonçant que son travail avait mérité l'approbation des commissaires chargés de l'examiner. Ce travail est subdivisé en 13 chapitres. A la fin se trouve un rapport du secrétaire de la Société royale de Paris, du 25 juin 1789.

qu'à nos jours, a-t-elle réellement contribué au progrès des sciences ?

2°. Considérée comme remède, a-t-elle été dans son administration plus avantageuse que nuisible ?

Sur ces questions le prix fut décerné à M. Reynaud-Lagardette, résidant à Crest ; le premier accessit à M. Blancard, ci-devant député à l'Assemblée nationale constituante, demeurant à Loriol, le second accessit à M. Royannez, docteur en médecine, demeurant à Valence.

En 1787, la question proposée était l'application de l'électricité à l'industrie et à la médecine. Ce fut un hollandais qui obtint le prix.

En 1788 : De l'extinction de la mendicité ; prix : MM. Achard de Germane et Reynaud de Lagardette.

Ces Messieurs proposaient, entre autres moyens, d'occuper les gens sans travail à creuser un canal partant de St-Nazaire-en-Royans, et aboutissant à Valence, ne serait-ce pas l'idée-mère du canal de la Bourne ?

En 1789, M. Duvaure, résidant à Crest, obtint un prix sur une question d'agriculture.

Pour l'année 1790 je n'ai pu découvrir aucun document indiquant la nature de la question et les noms des lauréats.

En 1791 : Des engrais et de leur emploi ; M. Duvaure obtient le prix (1).

Pour 1792 : Eloge de Vauvenargues. — Le prix ne fut pas décerné, la Société avait cessé d'exister.

(1) Ce mémoire se trouve inséré dans l'ouvrage dont j'ai parlé plus haut.

Les frais divers de la Société arrivaient, à l'origine, à la somme de 1,200 livres. Ils étaient couverts par la contribution volontaire des membres ordinaires et honoraires (1).

Le Comité de l'instruction publique à l'Assemblée nationale prit des renseignements sur les sociétés littéraires et fit adresser un questionnaire à chacune d'elles.

Ce questionnaire fut envoyé à la Société de Valence (2), il se trouve aux archives. On y demande des renseignements très complets sur ses membres, leurs noms, prénoms, qualités, professions, résidence ; sur les dépenses, la manière dont on y fait face, et sur le but qu'elle se propose.

Le rédacteur des réponses fait observer en terminant que les dépenses ont augmenté ; la Société sollicite du gouvernement un secours annuel de 2,400 livres. Il fait remarquer qu'il paraît convenable que lors de la vente des immeubles déclarés nationaux, l'Assemblée nationale veuille bien ordonner la réserve d'un bâtiment destiné à servir de lieu de réunion aux sociétaires.

Dans une lettre du 18 floréal 1791, adressée au Directoire du département de la Drôme, M. Chaix-Deloch, président et de Rozière, vice-secrétaire, font observer que l'Académie delphinale, dont l'établissement est à peu près contemporain de celui de la Société académique et patriotique et qui n'a décerné de prix que bien après cette dernière, a obtenu un secours provisoire

(1) Archives de la Drôme, D. 72.

(2) Archives de la Drôme, D. 72, pièce 17.

de 500 livres du Directoire du département de l'Isère, et que définitivement l'Assemblée de Vienne lui a accordé annuellement 2,400 livres.

Le 1^{er} avril le Directoire fait répondre qu'il lui est impossible d'accorder le secours demandé, mais qu'à la prochaine réunion il fera tout son possible pour le faire obtenir (1).

Il est certain que la Société a continué à fonctionner avec ses ressources personnelles.

Pendant la plus grande partie de son existence elle eut pour président Jacques de Tardivon, ancien abbé général de l'Ordre de St-Ruf (2).

Possesseur, outre sa pension viagère de 6,000 livres, d'un patrimoine considérable, il mena une existence luxueuse, consacrée au beau monde et aux belles lettres. Il avait au plus haut degré les nobles et élégantes manières des grands seigneurs d'autrefois. Toute la haute société se donna rendez-vous dans son salon. Parmi les hôtes les plus assidus se trouvait un jeune officier d'artillerie en garnison à Valence, encore bien obscur, que l'on appelait Napoléon Buonaparte.

Je trouve dans un ouvrage devenu assez rare aujourd'hui (3) des détails intéressants sur les relations qui existèrent entre l'abbé de Tardivon et Napoléon.

En 1785, Napoléon Bonaparte reçut l'ordre d'aller à Valence comme lieutenant en second d'artillerie.

(1) Archives de la Drôme, D. 72.

(2) Œuvre de Rochas.

(3) *Biographie des premières années de Napoléon Bonaparte*, par M. le baron de Coston, t. I, pp. 89 et 131.

Il part avec son camarade le chevalier des Mazis. A Lyon, il rencontra M. Bartet qu'il avait connu en Corse, où il avait été secrétaire général des commandements de M. de Marbœuf, commandant de cette Ile. M. Barlet lui donna une lettre de recommandation pour l'abbé de Tardivon qui tenait à Valence un grand état de maison. Il lui fut aussi recommandé par Mgr de Marbœuf, évêque d'Autun.

Napoléon se rendit chez l'abbé de Tardivon qui l'accueillit très bien et l'admit à ses soupers et à ses soirées. Ce fut l'abbé de Tardivon qui présenta Napoléon à Mme du Colombier qui habitait une campagne nommée Basseaux à 3 kilomètres nord-ouest d'Etoile ou le prélat (l'abbé de Tardivon était crossé et mitré), allait en voiture conduire son protégé.

En 1789, au mois de septembre, Napoléon, alors en garnison à Auxonne, obtint un semestre pour se rendre à Ajaccio. Il passa à Valence où il vit l'abbé de Tardivon, dont l'obligeance pour lui ne se démentit jamais malgré la divergence de leurs opinions politiques. Le prélat paraissait très affecté des coups que l'on portait alors au clergé, et à ce sujet il dit à Napoléon que tout gouvernement qui se priverait de l'appui d'une religion quelconque pour ne s'appuyer que sur l'indifférence ne vivrait pas longtemps.

L'abbé de St-Ruf, homme d'ailleurs de sens et d'esprit, emporté par la chaleur de la conversation s'écria : « Au train dont nous allons, chacun peut devenir roi à son tour. Quand le vôtre viendra, accommodez-vous de la religion chrétienne, vous vous en trouverez

« bien. » « Monsieur l'abbé, répliqua Napoléon,
« quand ce temps viendra, je vous ferai cardinal. »

J'ai parlé de l'origine de la Société ; un de ses membres,
l'abbé Robert, adressa à son fondateur une pièce de
vers, élucubration assez plate d'ailleurs, mais qui nous
fait connaître comment la Société fut fondée :

Cette savante Académie
Où tu règues en Apollon,
On la doit à ton seul génie
Aimable abbé de Tardivon.

Comme la modeste violette
Qui ne veut pas se laisser voir,
D'abord humbles, presque en cachette,
Nous nous rendions chez toi le soir.

Là, dans de douces causeries
La science, l'esprit tour à tour,
Les vers, la nouvelle du jour
Charmaient nos oreilles ravies.

Tantôt c'était dans ces salons
Où chacun admire ta grâce,
Où règnent l'esprit, le bon ton,
Que près de toi nous prenions place.

Tantôt c'était au lieu sacré
Rempli de trésors littéraires,
De ton grand Saint-Ruf vénéré,
Dépouilles à ton cœur si chères.

Parfois aussi dans les détours
De tes jardins aux frais ombrages,
Tu nous charmais par tes discours
Sur les hommes des anciens âges.

Comme ces instants précieux
 Étaient hélas ! trop éphémères,
 Tu voulus écoutant nos vœux
 Des séances plus régulières.

Ainsi dans notre Académie
 Où tu règues comme Appollon,
 On admire ta causerie,
 Aimable abbé de Tardivon.

Soyons indulgent pour l'abbé Robert, tenons lui compte de ses bonnes intentions; espérons que ses essais poétiques se seront bornés à ces strophes.

C'est au milieu de ces réunions littéraires que vécut l'abbé de Tardivon. Il mena une existence heureuse et s'éteignit presque subitement sans souffrances le 14 janvier 1791.

La veille encore, il était dans son salon où une brillante société se trouvait réunie. Une lettre du 20 janvier 1791, adressée par le sieur Mésangère, notaire, à Mme de Montal (1), nièce de l'abbé de Tardivon, va nous permettre de pénétrer encore une fois dans ce salon. Je cite seulement la fin de sa lettre; le reste est consacré à des questions d'affaires absolument dénuées d'intérêt pour nous :

« Enfin, Madame, je me suis fait ouvrir le grand
 « salon pour y enlever, selon vos ordres, le portrait de

(1) L'Abbé de Tardivon laissa pour héritiers : Antoine de Tardivon du Besset, ancien vicaire-général de l'ordre de St-Ruf, Pierre de Tardivon, ci-devant chanoine de St-Apollinaire, ses frères, et trois sœurs : Anne, Marie Thérèse, qui eut de M. de Josselin une fille, mariée à M. Lesage, ingénieur du département. M. de Montal était conseiller au parlement de Grenoble.

« M. l'abbé de Tardivon. Personne n'y avait encore
« pénétré, et les choses s'y trouvaient comme la veille
« de sa mort. Rien n'y était arrangé ; les fauteuils ran-
« gés autour de la cheminée, on aurait cru que les per-
« sonnes qui les avaient occupés venaient de se lever
« depuis un instant. Une dame avait oublié son éventail
« sur le sofa ; auprès du grand fauteuil de M. l'abbé
« se trouvait sur sa petite table des lunettes posées sur
« la *Gazette Nationale*. »

« La grande pendule était arrêtée sur onze heures
« et demie et marquait l'heure où notre Société de
« Valence a cessé d'exister pour toujours.

La mort de l'abbé de Tardivon porta un coup fatal à la Société.

MM. Chaix-Deloché et de Rozière essayèrent en vain de la galvaniser en donnant un autre aliment à son activité.

De graves événements venaient d'avoir lieu, les esprits étaient absorbés par les questions politiques ; la Société s'éteignit sans secousse au milieu des orages de la Révolution.

Léon EMBLARD.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e et 103^e livraisons).

16. — *Annales de la ville de Romans pendant les guerres de Religion, de 1549 à 1599*, par le D^r Ulysse CHEVALIER. — Valence, imprimerie de Chenevier et Chavet, 1875. — In-8° de 111 pp.

(Extrait du *Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. IX, pp. 66-81, 130-46, 240-56, 426-42; t. X, pp. 35-56, 165-89).

Dans un *Avant-Propos* d'environ six pages, l'auteur jette d'abord un coup-d'œil d'ensemble sur les guerres de Religion; puis il relate en quelques mots les événements petits ou grands, et toutes les particularités de quelque intérêt survenues dans la ville pendant cette période de cinquante ans; il procède strictement par ordre chronologique, en suivant mois par mois et jour par jour les registres consulaires, dont cet intéressant travail est une analyse fidèle pendant un intervalle d'un demi-siècle, l'un des plus agités de l'histoire de Romans et de la France.

17. — *Mémoires du P. Archange de Clermont, de l'Ordre des Frères Mineurs Récollets, pour servir à l'his-*

toire des Huguenots à Romans (1547-1570), annotés et publiés par Jules CHEVALIER, Professeur d'histoire au Grand Séminaire de Romans. — Romans, R. Sibilat André, imprimeur-éditeur. 1887. — Petit in-8° de viii-75 pp. (Titre rouge et noir sur la couverture seulement).

Cette publication a paru d'abord dans l'*Impartial de Romans* des 29 avril; 6, 20, 27 mai; 1^{er}, 8, 15, 22, 29 juillet; 5, 12, 19 août; 2, 9, 16, 23, 30 septembre; 7, 14, 21, 28 octobre; 4, 11, 18, 25 novembre et 2 décembre 1886. (En tout, 26 articles).

Ce sont les quatre premiers chapitre du *Deuxième Traicté* de la *seconde partie*, la seule historique, du précieux volume du P. Archange de Clermont : *Le transport du Mont-Calvaire de Hiérusalem en France, par la piété d'un catholique Dauphinois*, que nous analyserons en son lieu. (Voir plus loin, la bibliographie du Mont-Calvaire). Ce deuxième traité est intitulé : *De la destruction du Mont-Calvaire de Romans, du Couvent et des Stations, par les Hérétiques Calvinistes*. M. l'abbé Jules Chevalier en a reproduit le texte dans son orthographe primitive, depuis la p. 560 jusqu'à la p. 631, en l'accompagnant de nombreuses notes biographiques, généalogiques et historiques. Il l'a fait précéder de huit pp. d'*Avant-Propos*, qui initient le lecteur à l'histoire des guerres de Religion; elles s'y trouvent résumées dans leur ensemble, principalement au point de vue local. Cette savante introduction, datée de Romans, le 10 mai 1886, a pour pendant un petit épilogue de deux pages, qui termine la brochure, et où l'auteur fait allusion à la construction d'un temple protestant à Romans, qui se terminait à ce moment-là (décembre 1886).

Les Mémoires du P. Archange de Clermont sont d'au-

tant plus intéressants et plus précieux pour l'histoire, que leur auteur était à peu près contemporain des événements qu'il raconte, et qu'il en tenait le récit de ceux qui en avaient été les témoins. Ils avaient du reste laissé de trop profondes traces dans tous les esprits pour qu'ils pussent être oubliés de si tôt.

18.—*Guerres de Religion en Dauphiné.*—*Notice sur la Citadelle de Romans, suivie de lettres inédites d'Henri III et de la Valette*, par M. Ulysse CHEVALIER. — Grenoble, librairie de Prudhomme, 1867. — (Grenoble, impr. *ibidem*). In-8° de 16 pp.

Cette brochure, ainsi que la suivante du même auteur (M. Chevalier père), est la réunion d'articles publiés d'abord dans le journal *le Dauphiné*. L'une et l'autre n'ont qu'un faux titre.

19. — *Lettres inédites du baron de Gordes, concernant les guerres de Religion en Dauphiné*. (Extrait du journal *le Dauphiné*). — (Grenoble, impr. de Prudhomme). — Brochure de 7 pp. in-8°, signée : Ulysse CHEVALIER.

Ce sont quatre lettres adressées par le baron de Gordes, aux consuls de Romans, le 28 août ; à M. de Veaulne, commandant pour le service du Roi, à Romans, le 19 et le 27 septembre 1572, et à M. le Juge de Romans, le 16 novembre (sans millésime).

N. — *Lettre des Consuls de Romans à ceux de Vienne*, du 12 mars 1578, au sujet des mouvements des protestants dans le Bas-Dauphiné. « Ils ont pris trois habitants du voisinage et les ont emmenés à Châteaudouble ».

(*Documents sur la Réforme en Dauphiné*, par J. ROMAN, p. 262, (n° 163). Voir aussi Eustache PIÉMONT, p. 60).

Item du Consistoire de l'Eglise de Romans, à MM. les Ministres de l'Eglise de Genève, (pour demander un mi-

nistre), 22 avril 1563, signée : DUCLAUX. (Ibid. p. 126, n° 73).

O. — *Lettres adressées aux Consuls de Romans* :

a De Valence, le 12 avril 1563, par Antoine de Crussol ;

b De Moirans, le 28 août 1572, par le baron de Gordes ;

c De Grenoble, le 12 mai 1578, par Miliard ;

d D'Ampuis, le 13 février 1579, par Maugiron ;

e De Grenoble, le même jour, par le secrétaire du Parlement de Grenoble, Basset ;

f De Grenoble, le 16 février 1579, par Maugiron ;

g De Grenoble, par Basset, au nom du Tiers-Etat de Dauphiné, 12 mai 1579 ;

h De Grenoble, par Maugiron, le 9 avril 1585 ;

i De Grenoble, par Fustier, secrétaire du Parlement, le 31 mai 1585. (Félicitations pour avoir su conserver la ville sous l'obéissance du roi).

(Dans le même ouvrage de M. Roman, aux n° 72, 109, 166, 174, 175, 176, 185, 307, 317, correspondant respectivement aux pages 125, 179, 269, 298-300, 300, 301, 321, 557 et 572). — Les lettres a, b, h et i, avaient été déjà publiées par M. le Dr Chevalier dans la brochure mentionnée ci-dessus, n° 16 ; toutes les autres étaient inédites.

P. — *Comptes de la maison d'Henri III, roi de France. Dépenses du 15 janvier 1575, à Romans.*

(Art. de M. le Dr Chevalier dans la *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, t. III, pp. 209-13).

Q. — *Lettre de Jacques Colas, vi-sénéchal de Montélimar, à Mons. de Virieu, conseiller du Roy en sa cour de Parlement du Dauphiné, à Romans, 2 novembre (1581) ;* — dans : *Un Ligueur. Le comte de la Fère*, par Ed. COLAS DE LA NOUE, p. 175.

20. — *Le comte de la Roche* (1554-1614), par M. J. ROMAN, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. — Valence, impr. Jules Céas et fils. 1883. — in-8° de 25 pp., (tiré à 25 exemplaires).

(Extrait du *Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. xvi, pp. 390-401; xvii, 93-103.

Balthazard Flotte fut gouverneur de Romans, de novembre 1587 à octobre 1597. Né dans le Gapençais, vers 1554, il fut condamné à mort et exécuté en place de Grève, le 6 août 1614, pour complicité d'assassinat.

R. — *La garde nationale mobile en 1600*, (art. de M. le Dr Chevalier dans le *Dauphiné* du 2 juillet 1868).

Henri IV prescrit au consuls de Romans d'envoyer, dans les premiers jours d'octobre 1600, cent hommes armés, sous la conduite d'un capitaine, pour servir parmi ses troupes de Savoie. Le capitaine Labarre est mis à leur tête.

S. — *Testament d'un pèlerin de Rome* (de passage à Romans) en 1620.

(*Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap...* livraison de juillet-août 1892, t. xii, pp. 129-33, article signé C. PERROSSIER).

C'est le testament de Jean Perrotin, fils du châtelain de Saint-Geoire, reçu par M^e Benoît Durand, notaire à Romans, le 25 avril 1620, avec quelques notes sur la famille Perrotin, et en particulier sur le premier historien de S. François de Sales, le sieur Perrotin de Longuetterre.

T. — *Guérison de Guillemette Carrat, femme d'Alain Le Comte, pâtissier de Romans, à Notre-Dame de Montaignu, de Tournon, le 15 août 1620.*

(*Tableau chronographique de l'Estat du Christianisme*, par le P. Jacques Gaultier, d'Annonay. (Lyon, Philippe Borde, 1651), p. 859).

21. — *Recherches sur les pestes de Romans, du XIV^e au XVII^e siècle*, par le D^r Ulysse CHEVALIER. — Valence, imprimerie de Chenevier et Pessieux. M.DCCC.LXXIX. In-8° de 31 pp.

(Extrait du *Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. XIII, pp. 255-83).

La peste avait fait quelques apparitions à Romans en 1348, 1494, 1505 et 1507. Ce fut à la suite de cette dernière que l'on joua le *Mystère des Trois Doms* (voir ci-devant, n^{os} 10 à 14). Pendant ce même siècle, elle apparut de nouveau en 1522, 1564, 1585 et 1598; puis encore en 1618, et enfin, de 1628 à 1630. Celle-ci fut la dernière qui désola la ville. Elle cessa à la suite d'un vœu. (Voir l'article suivant). La fameuse peste de 1720 n'occasionna à Romans qu'un grand déploiement de mesures préventives; elle ne franchit point les limites du Dauphiné. C'est donc en tout dix pestes principales que Romans a eu à subir.

U. — *Vœu de la ville de Romans en Dauphiné* (1630).

Texte de l'inscription gravée sur une plaque de cuivre, et conservée encore actuellement dans le Trésor de l'église de Saint-Antoine, en mémoire du vœu fait par les échevins de Romans au grand thaumaturge, pour obtenir la cessation du fléau de la peste qui décimait la ville en 1629. Cette inscription est comme le procès-verbal de l'accomplissement du dit vœu par les notables et les corps constitués de Romans, venus dans ce but à la célèbre abbaye, le 20 mai 1630.

Dans le *Trésor de l'église abbatiale de St-Antoine en*

Dauphiné, par J.-T. Dassy, p. 260. (Cf. p. 121); reproduite aussi dans l'article précédent, p. 27.

La fin de l'inscription a été mal lue par l'abbé Dassy, dont M. Chevalier a suivi la version, n'ayant pas eu l'original sous les yeux. On doit la rétablir ainsi :

..... *Acte recev par | maistre Arnavd Luya, secrétaire
de laditte ville, | dudit jovr et an. | Romans.*

M. I. CADE, pre^r,

C. MICHEL, III.

S. G. AYMON, II.

F. VIVET, IV.

On voit clairement qu'il s'agit ici du 1^{er}, du 2^e, du 3^e et du 4^e consuls : ce que l'abbé Dassy n'avait pas compris.

V. — *Romans et les passages de troupes en 1683.* (*Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. x. p. 227-8).

Requête présentée au roi par l'intendant Lebreton, tendant à obtenir que la ville de Romans soit dégreuvée des charges écrasantes que lui occasionnent les fréquents passages de troupes. (*Document communiqué par M. J. Vossier*).

X. — *Mystère représenté à Romans, à la clôture de la mission de 1698-9.* (Dans le *Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, t. vii, pp. 129-143).

D'après un manuscrit conservé chez les religieuses de Sainte-Claire de Romans.

Il est fait mention de cette publication dans le *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 4^e série, t. iii, p. 38.

Y. — *Les petits-fils de Louis XIV en Dauphiné. — Passage à Romans des ducs de Bourgogne et de Berry.*

(*Le Dauphiné* du 23 juin 1867, n^o 197. — Article de M. le D^r Chevalier).

Les ducs de Bourgogne et de Berry vinrent à Romans en mars 1701, et furent reçus par l'abbé de Lesseins, gouverneur de la ville, qui leur fit un accueil somptueux dans son hôtel des Allées (actuellement couvent de Sainte-Claire).

Z. — *Vœu fait par la ville de Romans en 1767, pour honorer le Sacré-Cœur de Jésus.*

Publié par la *Sentinelle de la Drôme* du 26 juin 1887, art. signé E(mile) C(LÉMENT) ; reproduit par M. Villard, *Ephémérides météorologiques*, 2^e décade, n^o 84, dans le *Journal de Valence* du 11 avril 1888.

Voici le sommaire de cet intéressant document :

Du dimanche, 18 avril 1767 Conseil ordinaire tenu dans l'Hôtel de Ville de Romans. Assemblée générale le 26, lundi de Pâques. Supplique à l'archevêque de Vienne ; autorisation de celui-ci, en date du 7 mai 1767, pour l'institution d'une procession générale de toute la ville, à faire pendant neuf ans, le dimanche le plus rapproché du 15 avril.

22. — *Un duel à Romans en 1769. Procès-verbal d'accusation et de condamnation, publié avec des notes, par Etienne CHARAVAY, archiviste-paléographe.*—A Paris, chez Alphonse Lemerre, 29, passage Choiseul, 1875.—In-8^o de 11 pp. — (Au revers du titre : Impr. par C. Motteroz, rue du Dragon, 31, et tiré à 75 exemplaires numérotés, dont 30 mis dans le commerce).

Publié d'abord dans la *Revue des documents historiques*, année 1875, p. 15, sous ce titre : *Procès criminel à Grenoble en 1769.*

C'est la relation du fameux duel entre Jacques-François Raymond-Merlin du Chélas et Jacques-Thomas Suel-Béguin, dans lequel celui-ci fut tué.

Voir encore sur cet événement: le *Journal de Romans* du 22 mai 1870 (art. signé Y.) ; les *Mémoires* de Dochier, p. 286, et plus loin, aux Biographies, l'art. *Raymond-Merlin*.

AA. — *Procédure contre les chenilles et autres bêtes nuisibles*. — (Art. de M. Emile Giraud dans le *Bulletin de la Société Archéologique de la Drôme*, t. 1^{er}, pp. 100-2).

En mars 1547, le territoire de Romans étant envahi par les chenilles, un monitoire fut lancé contre elles.....

III. Les Etats de Romans en 1788 ⁽¹⁾

HISTOIRE

23. — *Les assemblées de Vizille et de Romans en Dauphiné durant l'année 1788*, par J. A. Félix FAURE. — Paris, Hachette et C^o, 79, boulevard St-Germain. — Lyon, Auguste Cote, place Bellecour. — Grenoble, Barattier et Dardelet, Grande Rue, 1887. — 1 vol., petit in-8°

(1) Pour ce paragraphe et pour le suivant, nous avons largement puisé dans l'ouvrage plein d'érudition de M. Edmond Maignien, bibliothécaire de la ville de Grenoble: *Bibliographie historique du Dauphiné pendant la Révolution Française, de 1787 au 11 nivôse an XIV*. (Grenoble, imprimerie Dauphinoise, 1891-1892, 3 vol., parus à ce jour). Nous avons fait aussi, et pour toute cette étude, de nombreux emprunts au *Dictionnaire des Anonymes Dauphinois* du même auteur. (Grenoble, X. Drevet, 1892. 1 volume in-8°).

A cause de l'étendue considérable de ce paragraphe, nous l'avons subdivisé en deux sections, la première comprenant les notices publiées sur cet épisode important de l'histoire de la ville ; la seconde, les documents originaux qui en sont comme les pièces justificatives.

Nous procéderons de la même manière pour le paragraphe suivant, qui n'est que le corollaire de celui-ci.

de cxxxvii-399 pp. et une grav. représentant le château de Vizille (Grenoble, impr. Baratier et Dardelet).

Ouvrage couronné par l'Académie Française. Voir le rapport de M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel, sur les concours de l'année 1888, lu à la séance publique annuelle du 15 novembre 1888. — Voir aussi le *Bulletin de l'Académie Delphinale*, t. III de la 4^e série, p. 10. (Cf. n° 29, ci-après).

Ce bel ouvrage a servi de guide à M. l'abbé Bellet dans l'article suivant, qui en est un résumé :

24. — *Les événements de 1788 en Dauphiné, d'après un livre récent*, par Charles BELLET. — Paris, Alphonse Picard. — Lyon, Vitte et Perrussel. — Grenoble, Emile Baratier, MDCCCLXXXVII. (Lyon, imprimerie Vitte et Perrussel, rue de Condé). — In-8° de 89 pp. (Extrait de *la Controverse et le Contemporain*, livraisons de mars, mai et juillet 1888, t. XII, pp. 421-33; t. XIII, pp. 88-114 et 321-56). N'a qu'un titre de couverture.

C'est l'analyse du livre de M. Félix Faure. Ce qui a rapport aux Etats de Romans, fait l'objet des § VI et VIII, pp. 52-60 et 65-80. — On trouve un petit compte-rendu de cette brochure dans le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, t. VII, p. 342.

25. — *Les Etats du Dauphiné, et particulièrement ceux tenus dans la ville de Romans en 1788*, par le D^r Ulysse CHEVALIER. — Grenoble, Prudhomme, imprimeur libraire. 1869. — In-8° de 55 pp. (Extrait du journal *le Dauphiné*).

BB. — *Les commencements de la Révolution en Dauphiné*. Articles signés : Etienne LAMY (ancien député), dans le *Correspondant* des 25 octobre, 10 novembre, 25 décembre 1889 ; 25 janvier et 25 mars 1890.

Le récit de l'*Assemblée de Romans*, est dans le n° du 25 octobre 1889, pp. 199-229 (1).

26. — *La Révolution Dauphinoise de 1788. Grenoble, Vixille, Romans. — Conférence faite le 28 novembre 1887, par Emilien GIRAUD, Avocat à la Cour d'appel de Paris.* — Paris, imprim. de Pariset, 5, boulevard des Italiens, 1888. — In-12 de 28 pp.

27. — *Histoire élémentaire de la Révolution de 1788 en Dauphiné*, par Désiré JOSSEMAND, professeur à l'école professionnelle Vaucanson, et N. CUMINAL, instituteur à Grenoble. — Grenoble, A. Gratier. (Imprim. Breynat et C^{ie}). — 1888. In-8° de 32 pp.

28. — *Edition du Centenaire. — La Révolution de 1788 en Dauphiné. Journée des Tuiles. Assemblée de Vixille, avec Préface de M. Edgard MONTEIL*, par Octave CHENAVAS. — Grenoble, Alexandre Gratier, libraire-éditeur. 1888. (Impr. Breynat et C^{ie}, Grenoble). — Petit in-8° écu de xxii-235 pp., 2 grav. et 2 portraits (Barnave et Mounier).

Ouvrage beaucoup plus politique qu'historique, et où l'érudition n'a rien à voir. Le signataire de la Préface, auquel le livre est dédié, en indique assez l'esprit. Il peut se résumer dans ces mots, qui servent de titre à un paragraphe (pp. 173-5), car il n'y a pas de chapitres : *Vive la Révolution !* Du reste, il n'y est fait mention que pour mémoire de Etats de Romans (pp. 187-91). L'éloge de M. de Dellay (*sic*) d'Agier, maire de la ville en 1788 (pp.

(1) Les titres spéciaux des articles suivants sont : *Les Etats du Dauphiné* (pp. 461-91) ; *Les élections aux Etats Généraux* (pp. 982-1102) ; *L'Assemblée Constituante et le Dauphiné* (pp. 266-93) ; *Les Usurpations de Paris* (pp. 1068-97).

107-10), et la liste des membres qui assistèrent aux trois assemblées tenues dans ses murs cette année-là (pp. 206-12), sont, avec la mention précédente, tout ce que nous avons à y relever pour notre sujet.

29. — *Le Centenaire Dauphinois de 1788*, par J. A. Félix FAURE. — (10 centimes). — Grenoble, Baratier et Dardelet, imprimeurs-libraires, 1888. In-12 de 22 pp.

Résumé succinct des événements qui déterminèrent les assemblées de Vizille et de Romans. L'auteur fait ressortir l'esprit monarchique qui y présida; mais il ne parle qu'incidemment de celle de Romans.

30. — *Cahiers populaires du Centenaire de 1788 en Dauphiné*, par MM. D. JACQUET et A. MIARD, instituteurs à Grenoble. — 4 cahiers in-8°, illustrés de quelques gravures. On y trouve, au chapitre des Etats de Romans, le portrait de Dédelay d'Agier. (MAIGNIEN, *Bibliogr. révolution.*, n° 344).

31. — *Ville de Grenoble. Documents historiques sur les origines de la Révolution Dauphinoise de 1788, publiés sous les auspices de la municipalité à l'occasion des fêtes du Centenaire*. — Grenoble, imprim. Breynat et C^{ie}. 1888. — In-8° de xiv-110 p. et 1 f.

Cette brochure fut placée sous la serviette de chaque convive au banquet de Grenoble du 21 juillet. (MAIGNIEN, *Bibliogr. révolution.*, n° 351).

32. — *Centenaire de 1788. La Révolution française en Dauphiné. Documents recueillis par les membres de l'enseignement primaire des trois départements du Dauphiné*. — Grenoble, Xav. Drevet, 21 juillet 1888. — In-8° de 18 pp.

Sommaire de documents sur la Révolution, rédigé par MM. de Crozals, Prudhomme et Valois. Dédicace à M. Carnot, Président de la République.

CC. — *Analyse du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Trois-Ordres du Dauphiné tenue à Romans en 1788 (10 septembre).* — (Articles signés : V. B. (Vital BERTHIN) dans la *Revue de Vienne*, t. III (1840), pp. 64-78, 81-101 et 179-183).

DD. — *Centenaire de la Révolution.* (Suite des Documents).

Assemblée des notables de la ville de Romans du 2 octobre 1788. (Dans le *Républicain Romanais* du 6 octobre 1887).

EE. — *Etats de Romans de 1788*, dans l'*Echo Romanais* du 6 juin 1880, article signé: M. DE MONTER.

FF. — *Notes biographiques sur les Romanais qui ont figuré à l'Assemblée de Vizille et aux Etats Généraux du Dauphiné, à Romans, en 1788 et 1789.*

Bouvier des Marets	}	CLERGÉ
Suel Béguin.		
De Gillier	}	NOBLESSE
De Chaptal (François)		
Chaptal de la Mure		
De Delay d'Agier		
Du Vivier		
De Lolle des Faures	}	TIERS-ÉTAT
De la Cour d'Ambésieux		
Mortillet (Alexandre)		
Sablières des Hayes		
Andrevon (Louis)		
Pinet		
Massot		
Curtet (Guillaume), gardien des Cordeliers.		

Article anonyme de M. le Docteur Chevalier dans le *Journal de Romans*.

DOCUMENTS

33. — *Mémoire sur les corvées*. — In-8° de 23 pp. s. l. n. d., signé: DOCHIER, premier échevin. — Autre édition: *Mémoire sur les corvées en Dauphiné*. Grenoble, J. Allier, 1789, in-8°.

Un arrêt du 6 novembre 1786 ayant converti la corvée en prestation pécuniaire, les notables de Romans, assemblés le 1^{er} juillet 1787, demandent par ce mémoire, dont ils décrètent la publication, que l'entretien des routes soit à la charge des Trois-Ordres. C'est comme un premier signal du mouvement qui allait se produire bientôt d'une manière générale, principalement dans le Dauphiné, et provoquer l'année suivante la réunion des Etats de la Province à Vizille et à Romans.

(MAIGNIEN, *Bibliographie historique du Dauphiné pendant la Révolution française*, n° 4).

34. — *Délibération de la ville de Romans en réponse à celle de Grenoble, du 27 juillet 1787*. — In-12 de 8 pp. Au sujet d'une convocation politique.

(Notes de M. le Dr Ulysse Chevalier).

GG. — *Lettre écrite par Messieurs le Maire et les Echevins de la ville de Romans à Son Altesse Royale Monsieur, Frère du Roi*.

Cette pièce a été publiée dans le volume intitulé: *Nouveau Recueil ou Choix de pièces et d'écrits divers sur la Révolution qui a été tentée en France par les Edits du 8 mai 1788*. (Paris, décembre 1878). — In-8°, pp. 23-25.

C'est une protestation contre la dissolution du Parlement de Grenoble. Elle porte la date du 1^{er} juin 1788. M.

Maignien cite le préambule de ce factum dans sa *Bibliographie de la Révolution*, n° 87. Les habitants du *Bourgade-Péage de Pisançon, près Romans en Dauphiné*, en écrivirent une deux jours après, à la même adresse et pour le même objet; il en fait mention *ibidem*, n° 89. Elle a paru aussi dans le *Recueil* susdit, p. 25.

NOTA. — Par suite d'une regrettable inadvertance, nous avons dit (note de la page 410), que M. Giraud ne faisait aucune mention de M. le D^r Chevalier dans le récit qu'il a donné de la découverte du Cartulaire de St-Barnard. C'est une grosse erreur. Le consciencieux historien cite tout au long la lettre que lui adressa M. Chevalier pour lui faire part de cet heureux événement.

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.



SÉANCE DU 24 OCTOBRE 1892

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

Lecture est donnée des lettres d'excuses de MM. Vallentin, Peloux et Brun-Durand de ne pouvoir assister à la Séance.

Par une circulaire du 12 août, M. le Ministre de l'Instruction publique a fixé l'ouverture du 31^e Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne au 4 avril 1893.

Le programme des questions à traiter est communiqué à MM. les Membres présents, et M. le chanoine Ulysse Chevalier, désigné pour représenter la Société à ce Congrès.

Sur la présentation de MM. Villard et Clément, M. Charles MOSSANT, industriel au Bourg-de-Péage, est proclamé *membre titulaire*, et M. Martial MOULIN, présenté par MM. de Gallier et Brun-Durand, *membre correspondant*.

Le Secrétaire rend compte d'une visite, avec M. Alphonse Nuges, à la mosaïque de Luc, et propose un projet de demande de secours à M. le Ministre de l'Instruction publique pour le transfert de ce monument au Musée de Valence, auquel il vient d'être donné par M. Nal.

Ce projet adopté est adressé à M. le Ministre, séance tenante.

M. Lacroix communique ensuite ses impressions sur la submersion prétendue de Luc en 1442 et combat le récit d'Airar du Rivail.

Son travail sera publié.

CHRONIQUE

Nous sommes heureux d'offrir à nos collègues, en commençant le 27^e volume du *Bulletin*, tous nos remerciements pour leur bienveillance et leurs sympathies, et de leur annoncer que, grâce à un rapport favorable de MM. Héron de Villefosse et Charmes, directeur du secrétariat, M. le Ministre de l'Instruction publique a bien voulu accorder à la Société une somme de 500 fr. pour le transfert de la mosaïque de Luc au Musée de Valence.

Déjà un mosaïste est allé, à la fin d'octobre, constater l'état du monument, qu'il a trouvé alors trop humide pour être enlevé. Aujourd'hui, les rigueurs de la température nous créent un nouvel obstacle. Dès que l'opération sera possible, la Société s'efforcera de remplir convenablement la mission qui lui a été confiée.

Une inscription romaine, découverte à Crupies et estampée par les soins de M. le Curé de Bourdeaux, a été communiquée à M. Allmer, avec une autre d'Aulan.

Dès qu'il les aura expliquées, nous les ferons connaître à la Société.

M. le Secrétaire de la Bibliothèque du Vatican remercie la Société de l'envoi de la collection de son *Bulletin*.

OUVRAGES REÇUS

Congrès des Sociétés Savantes. Discours prononcés à la séance générale du Congrès, le samedi 11 juin 1892, par

M. Janssen, membre de l'Institut et M. Léon Bourgeois, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Br. in-4°, 32 p.

— *Journal des Savants*. Septembre-novembre.

— *Notes sur le fief de Montargues-en-Coiron et ses seigneurs, d'après des documents inédits*, par M. Benoît d'Entrevaux. — Privas, impr. centr., 1892, br. in-8°, 32 p.

Notre érudit collègue nous fait connaître les possesseurs du fief de Montargues, au sud-ouest de Privas, sur le plateau du Coiron, commune de Freyssenet : ce sont les Bénéfice et les Fargier dits Montargues. Rien n'est plus utile à l'historien que les études sur ces anciennes familles, et nous félicitons M. Benoît d'Entrevaux de les entreprendre.

— *Les amis de Jean Dragon, de Crest, étudiant à Genève, professeur à l'Académie de Die, pasteur à Crest et à St-Paul-Trois-Châteaux (1599-1615). Notes pour l'histoire de la Société protestante en Dauphiné au XVII^e siècle*, par Brun-Durand, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. — Valence, Jules Céas, 1892, 1 vol. in-8°, 169 p.

Il est inutile de recommander aux lecteurs du *Bulletin*, qui le connaissent déjà, le travail curieux de notre savant vice-président. C'est une mine féconde de renseignements historiques.

— *Le Registre baptistaire de St-Vallier (2 mai 1568, 17 décembre 1575). Etude sur l'état des personnes de cette paroisse et l'origine de leurs noms patronymiques*, par Albert Caise, membre de la Société des Gens de lettres, auteur de l'*Histoire de St-Vallier*. — Valence, J. Céas, 1892, br. in-8°, 19 p. Il y a là de très utiles révélations.

— *A la comtesso de Dio* (à la comtesse de Die), poésie de M. Ernest Chalamel, maître en « gay sçavoir, » lue lors de l'inauguration du buste de la comtesse de Die, le 12 août 1888, traduite par Sernin Santy, membre correspondant de la Cigale. — Brive, 1892. Roche, br. in-8°, 6 p.

Les œuvres de M. Chalamel révèlent toutes une inspiration et une verve poétiques remarquables.

— *Poésie liturgique du moyen âge. Histoire*, par Ulysse Chevalier, chanoine honoraire de la primatiale de Lyon, correspondant de l'Institut. — Lyon, 1892, Vitte, br. in-8°, 36 p., d'une profonde érudition.

— *Histoire religieuse du canton de la Chapelle-en-Vercors (Drôme)*, par l'abbé L. Fillet, curé d'Allex, membre de plusieurs Sociétés savantes. — Valence, 1892, Vercelin, vol. in-8°, 199 p.

L'auteur connaît à fond le sujet qu'il traite, et ses recherches variées sont exposées avec art.

— *Histoire de Valence. Etudes. Rabelais à Valence* (1532), par F. Guilleminet. — Valence, 1892, Teyssier et C^{ie}, br. in-8°, 23 p.

Un fait curieux ressort de cette étude humoristique, c'est que les géants de Valence ont donné l'idée première à Rabelais de son Pantagruel.

— *Un nouveau fragment des acta fratrum arvalium*, par M. Héron de Villefosse. (Extrait des *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*). — Imprimerie nationale, 1892, br. in-8°, 8 p.

— *Statuette en bronze de Dyonisos, appartenant au Musée du Louvre*, par Ant. Héron de Villefosse. (Extrait du *Bulletin des Musées*). — Paris, 1892, Leroux, broch. in-8°, 8 p.

La science d'un maître en archéologie se retrouve là comme dans toutes ses productions.

— *Sanctuaire de N.-D. de Fresnaud. Guérisons subites, grâces spirituelles et matérielles obtenues dans les sanctuaires bénis de la Très Sainte Vierge*, par M. le général de Montluisant. — Valence, 1892. Imprimerie Valentinoise, br. in-8°, 16 p.

C'est une œuvre consolante pour tous ceux qui croient, souffrent, prient et espèrent.

— Du même auteur : *Trois pages de la vie d'un ingénieur. — De Montluisant* (G.-L.-G.). — Toulon, 1825-1835). — *Alger*, 1835. — *Marseille*, 1836-1848. — Valence, 1892, J. Céas et fils, 1 vol. in-4°, 108 p. avec portrait et plans en héliogravure.

Cette monographie, véritable monument de piété filiale et de revendication historique, sera analysée dans une prochaine livraison. Les services éminents et les qualités personnelles de cet Ingénieur, enfant de la Drôme, lui donnent droit à une place honorable parmi les illustrations du département.

— Adèle Souchier. *Eclaircies d'or. Poésies offertes à mon pays*. — Lyon, 1892. Bernou et Cumin, 1 vol. in-12, 183 pages.

Un souffle patriotique anime les gracieuses compositions littéraires dont ce volume abonde. Le Dauphiné et ses héros y reviennent souvent, l'un avec ses beautés naturelles, les autres avec leur courage et leurs talents.

— *Histoire illustrée de la ville et du canton de St-Gervais-d'Auvergne*, par A. Tardieu et A. Madebène. — Clermont-Ferrand, Richet, 1892, 1 vol. in-12, 232 p.

Les documents de tout genre abondent dans ce travail aussi intéressant que condensé.

— *Les origines historiques de Chambly. Pierre de Laon, chevalier du roi S. Louis et sa descendance au pays Laonnais*, (par M. de La Tour-du-Pin-Chambly). — Laon, 1892, br. in-8°, 27 pages avec tableaux.

Excellente monographie d'une race chevaleresque.

— *Du prétendu monnayage des barons de Mévouillon*, par M. Roger Vallentin. — Valence, J. Céas et fils, 1892, br. in-8°, 15 p.

— Du même auteur : *Un atelier monétaire à Courthézon*. — Avignon, 1892, Seguin frères, br. in-8°, 7 p.

— Du même : *Observations sur le monnayage des évêques de Gap*. — Gap, 1892, Jouglard, br. in-8°, 16 p.

— Du même : *Deux sceaux inédits*. — Avignon, 1892, Seguin frères, br. in-8°, 12 p.

— Du même : *Du mode de nomination des prévôts généraux de la monnaie d'Avignon*. — Genève, 1892, br. in-8°, 46 p.

— Du même : *Un double denier inédit de Louis le Bon, prince d'Orange (1418-1463)*. — Paris, 1891, Rollin et Feuardent, br. in-8°, 7 p.

— Du même : *Marques de la Confrérie du St-Esprit, de l'Aumône de la rue de l'Epicerie et de l'Aumône générale d'Avignon*. — Bruxelles, 1892, Goemaere, br. in-8°, 17 p.

— Du même : *Du degré d'instruction du personnel des monnaies d'Avignon et de Villeneuve-lez-Avignon à la fin du XVI^e siècle*. — Bruxelles, 1892, Goemaere, br. in-8°, 21 pages.

— Du même : *La Charte du parlement général des compagnons du serment de l'Empire tenu à Avignon en 1531*. — Genève, 1891, br. in-8°, 24 p.

— Du même : *Les dîners de compagnon à la monnaie d'Avignon*, — Paris, 1891, br. in-4°, 15 p.

De toutes ces curieuses publications de notre érudit et laborieux collègue, la dernière contient d'intéressantes recherches sur les chapeaux et la chapellerie de Valence. Ainsi en 1561, la mode des chapeaux y devint générale. Il y avait un chapelier, Perrin, en 1504 ; un autre, Mulphi, en 1527 ; plus tard, en 1578, la Côte du Bourg prend le nom de Côte des Chapeliers, sans perdre son ancienne appellation ; enfin, en 1660, les chapeaux de Valence jouissent d'une certaine réputation.

Nous avons réservé pour la fin trois publications importantes pour notre région :

1° *La Vicomtesse Adolphe, Rose-Marie-Hélène de Tournon et les du Barry*, par Marius Tallon (avec un portrait d'après l'original de Drouais). — Prix 7 fr. 50. — Paris, Fischbacher, 1 vol. in-8°, 335 p.

2° *Histoire de Soulavie (naturaliste, diplomate, historien)*, par A. Mazon, 2 vol. in-8°, 299 et vii p. d'introduction ; 277 p. Paris, Fischbacher.

3° *Documents dauphinois. — VIII. Journal d'un bourgeois de Valence*, du 1^{er} janvier 1789 au 9 novembre 1799 (18 brumaire an VIII). *Œuvre posthume de Adol. Rochas, mise en ordre et publiée par un vieux bibliophile dauphinois.* — Grenoble, Allier, 1892, 2 vol. in-8°. Le premier, du 1^{er} janvier 1790 au 18 octobre 1793, a 348 p., et le deuxième, du 16 octobre 1793 au 22 décembre 1799, a 432 p.

Dans son livre, M. Marius Tallon retrace toutes les péripéties de la famille Du Barry et la vie de M^{lle} de Tournon mariée au vicomte Adolphe. En venant après

les de Goncourt, il a su rajeunir des faits un peu oubliés aujourd'hui et les présenter avec art et érudition.

M. Mazon, lui, n'avait pas de devanciers, et il a épuisé la biographie d'un savant géologue, égaré dans la politique, qui eut le mérite du moins de reconnaître plus tard ses erreurs. Ce n'est pas une apologie, mais une histoire vraie, impartiale, judicieuse avec preuves à l'appui de chaque affirmation. L'auteur connaît à fond son pays, l'époque où vivait son héros et son héros lui-même, si héros il y a ; c'est donc un monument sérieux élevé à un compatriote, qui eut ses heures de célébrité.

Dans son *Journal d'un Bourgeois de Valence*, M. Rochas ne vise pas à l'érudition, mais à l'exactitude ; il ne raisonne pas, il expose, et ses citations sont toutes extraites de brochures, placards, délibérations et registres contemporains. La ville de Valence pourra ainsi consulter ses annales intimes pendant les vingt années les moins connues et les plus curieuses de son passé.

Nous avons reçu encore : 1° de M. Prudhomme, archiviste de l'Isère, son *Rapport* annuel sur le service qu'il dirige si intelligemment ; 2° de Aimé Champollion, une étude magistrale sur un préfet de l'Isère, M. Fourier, administrateur des plus remarquables ; 3° de M. l'abbé Chapelle, une notice pleine de faits et d'érudition, intitulée : *Pont-de-Beauvoisin*.

A. LACROIX.





L'ATELIER TEMPORAIRE

DE

VALENCE

(1592)

J'ai déjà démontré dans ce *Bulletin* qu'un atelier temporaire avait été ouvert à Valence durant les troubles de la Ligue (1). Je suis heureux de pouvoir donner aujourd'hui divers renseignements complémentaires.

Le 9 novembre 1592, le duc d'Epéron ordonna, sans solliciter l'autorisation d'Henri IV, à un de ses lieutenants, Aymar de Poisieu, seigneur du Passage, d'ouvrir un atelier monétaire à Valence et d'y faire frapper des espèces à un titre et à une taille inférieurs à ceux fixés par l'édit de Poitiers du mois de septembre 1577, mais identiques à ceux des pièces fabriquées à Grenoble. De Poisieu s'occupa de cette affaire sans retard. Au même moment une autre Monnaie temporaire était installée à Nyons par Gouvernet ; elle ne fonctionna que 27 jours (2). Celle de Valence eut une durée presque aussi éphémère et qui

(1) 89^e livraison, p. 335.

(2) 96^e livraison, p. 51.

ne dépassa pas un mois et demi. Malgré d'actives recherches aux archives départementales, je n'ai pas pu découvrir le moindre document de nature à permettre de connaître l'emplacement de cette officine et le nom du maître.

Le 21 janvier 1593 (1), la cour de Grenoble décréta les pinatelles d'Orange (2), celles d'Avignon et celles de Trévoux, autorisa le cours des pinatelles au nom d'Henri IV pendant trois mois seulement, ordonna au maître de Grenoble de revenir « aux piés, poids et loy portés par l'ordonnance du feu Roy « Henri III, à peine de faux », et lui enjoignit de battre 6,000 écus de liards et 3,000 écus de doubles et de deniers tournois. Elle décida en outre que la Monnaie de Grenoble fonctionnerait seule en Dauphiné, « que doresnavant l'on ne laissera entrer en Daulphiné aucune des espèces descrites, ny aultres battues en ce royaume, affoiblies au préjudice de la dicte ordonnance et à ces fins commis des gardes aux passaiges. Que les hosteliers limitrophes seront tenus en advertir les passans, entrans dans la province. Qu'il ne sera permis à nulle personne d'amasser billons pour les porter aux Monnoyes hors la province, sous peine de confiscation et de la marchandise dans laquelle ils se trouveront empaquettez et des chevaux et mullets qui les porteront et d'amende arbitraire. Que le maistre de la Monnoye baillera du billon des pièces descrites la juste valeur qu'il sera advisé par des commissaires à ce députés. Item, que l'Assemblée prochaine sera advisée de remettre les denrées à juste valeur, eu esgard aux cours et valeur de la monnoye (3). » Ces mesures rigoureuses étaient la conséquence du marasme dans lequel se trouvait plongé le commerce.

(1) *Les Mémoires d'Eustache Piémond*, p. 309, donnent à tort la date du 13 janvier.

(2) Dans une récente notice sur les pinatelles de Philippe Guillaume, prince d'Orange, j'ai indiqué qu'aucun règlement ne mentionnait les pinatelles Orangeoises, à ma connaissance. Depuis lors, je les ai trouvées citées dans ce texte.

(3) *Mémoires d'Eustache Piémond*, pp. 309 et 310.

Le 11 mars suivant (1), un nouvel arrêt fut rendu pour fixer la valeur des pinatelles frappées dans la région. Voici le texte exact du paragraphe concernant l'atelier de Valence :

« Celles qu'on dict fabriquées à Vallance, contrefaites sur
« le coing de Grenoble, qui se porront diserner et cognoistre
« pour estre la taille plus grossière et les daulphins moingt
« courbés et pliés que ceux du dict Grenoble, vault le marc un
« escu, douze solz, neuf deniers ; l'once, neuf solz, ung denier,
« demy picte ; le denier, quatre deniers, obolle et vingt-quatre
« triesme ; le grain, demy picte et seiziesme de denier ; la
« pièce à raison que dessus, la forte non triée de la foyble et
« pesant, l'une comportant l'autre, deux deniers, deux grains,
« deux vingt-troisiesme, vault neuf deniers, obolle, moingt
« ung nonante deuxiesme de denier (2). »

Les pinatelles Valentinoises furent donc taillées à raison de 96 au marc et pesaient 2 g. 549 ; leur valeur réelle était de 9 deniers $\frac{1}{2}$ environ et leur titre de 2 deniers $\frac{1}{5}$. Elles n'en furent pas moins lancées dans la circulation pour 6 blancs, ou 10 liards, ou 30 deniers. Les pinatelles Grenobloises du deuxième affaiblissement, c'est-à-dire celles émises depuis le mois d'août 1592 jusqu'au 21 janvier 1593, dont elles devaient être une imitation, avaient une taille de 84 au marc, un titre de 3 deniers moins $\frac{1}{82}$ et une valeur de 14 deniers ou de 1 sol 2 deniers. Ainsi l'imitation devint une véritable contrefaçon. Soit en vertu des ordres d'Aymar de Poisieu, soit de son propre gré, le maître de Valence procéda à des opérations qu'on peut taxer de faux-monnayage. L'édit de Poitiers avait fixé la taille des doubles sols parisis ou pinatelles à 52 au marc, leur titre à 3 deniers $\frac{3}{4}$ et leur valeur à 30 deniers.

Lors du deuxième affaiblissement, une innovation fut introduite à Grenoble au point de vue du type par l'insertion d'un

(1) La plaquette que j'ai analysée dans la 89^e livraison donne par erreur la date du 13 mars.

(2) *Archives de l'Isère, registre B, 2915, pièce IV.*

dauphin dans chacun des cantons de la croix évidée et fleurdelisée du revers. C'est ce même type qui fut adopté à Valence ; non seulement on abaissa le titre, mais encore au lieu de conserver la taille de 84 au marc, on adopta celle de 96 en usage à Sisteron et à Toulon. Si les pinatelles de Nyons, taillées à raison de 100 au marc, n'étaient pas au type delphinal, c'est-à-dire si l'H du droit était accompagné de trois fleurs de lys et si les cantons de la croix du revers étaient vides, celles de Valence eurent un dauphin sous l'H et un dauphin dans chaque canton de la croix de la face opposée, comme celles de Grenoble du deuxième affaiblissement. Comme l'arrêt du 11 mars 1593 indique que le seul caractère distinctif des pièces Valentinoises et des pièces Grenobloises se trouvait dans ce fait que la taille des premières était plus grossière et que les cinq dauphins de l'avvers et du revers étaient « moingt courbés et pliés », il en résulte que le différent de Grenoble, Z et un cœur, étaient servilement reproduit. D'autre part, on ne connaît encore, comme espèces Grenobloises du deuxième affaiblissement, que les deux pièces de la collection Chaper. Il est donc peu probable, à moins d'une découverte contemporaine importante, qu'on parvienne à publier un jour des monnaies qu'on puisse attribuer avec certitude à l'atelier temporaire de Valence.

L'ordre une fois rétabli en France, le Parlement s'occupa de la question des Monnaies temporaires ouvertes en Dauphiné. Le 26 décembre 1593, Henri IV avait déjà approuvé les deux affaiblissements faits à l'atelier de Grenoble :

« HENRY, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre,
« Dauphin de Viennois, Comte de Vallantinoys et Dioys,

« A noz amez et féaulx, les gens tenantz nostre cour de parlement de nostre dict pays de Daulphiné, salut.

« Veu par nous et nostre conseil les arrestz par nous donnez
« les xiiii^e mars quatre vingtz unze, xxii^e aoust quatre vingtz
« douze et xxi janvier m. v^e quatre vingtz et treize pour le
« faict et fabrication de noz monoies au dict pays, et attendu

« que le tout a esté faict pour le bien de nostre service et soulagement de noz subjectz, aussy pour subvenir à la réparation et fortification de nostre ville de Grenoble, principale du dict pays, tuition et deffense d'icelle contre les mauvais desseingtz et entreprises de noz ennemis et rebelles, Nous, pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, avons les dictz arrestz confirmez, ratifiez et approuvez, confirmons, ratifions et approuvons, ensemble tout ce qui s'en est ensuivy sur l'exécution d'iceulx, comme s'il avoit esté faict en vertu de noz lectres pattantes et permission, sans qu'à l'advenir il en soit ou puisse estre faict aulchune recherche à l'encontre des Maistres de la dicte Monnoye, lesquelz nous en avons deschargés et deschargeons par ces présentes. Si vous mandons enregistrer ces dictes présentes à ce qu'il n'y soit aucunement contrevenu, car tel est nostre playsir nonobstant quelzconques ordonnances, mandementz, deffences et lettres à ce contraires.

« Donné à Vernon, le XXVI^e jour de décembre l'an de grâce mil v^e quatre-vingtz et treize et de nostre regne le cinquiesme.

« HENRY.

« Par le Roy Daulphin : FORGET (1). »

Au mois de février 1596, il reconnut de même que le duc d'Epemon avait agi au mieux des intérêts de la couronne. Ce dernier avait de son côté couvert de son nom le seigneur du Passage et déclaré le 27 avril 1596 qu'il n'avait fait que se conformer à ses instructions en ouvrant une officine à Valence.

Muni de ces deux documents, Aymar de Poisieu adressa au mois de juin la requête suivante au Parlement de Grenoble, afin de ne plus être recherché au sujet de l'altération du poids et du titre des monnaies qu'il avait fait frapper :

(1) *Archives de l'Isère, registre B, 2915, pièce X : « Adveu du Roy sur la fabrication des Monoyes. »*

« A Nosseigneurs du Parlement,

« Supplie humblement messire Aymard de Poysieu, seigneur
 « du Passaige, cappitaine de cinquante hommes d'armes des
 « ordonnances du Roy et commandant pour son service en la
 « ville et citadelle de Vallance et aultres lieux de ceste province.

« Comme il auroict pleu à sa dicte Majesté par ses lettres
 « patantes, données à Follambray au moys de fevrier dernier
 « agréer tout ce que auroit esté faict par Monseigneur le duc
 « d'Espernon et par ceux qui ont heu autorité et commande-
 « ment de luy pour quelque cause, occasion et en quelque part
 « que ce soit depuis l'advènement de sa dicte Majesté à la cou-
 « ronne, soit en levée d'hommes de guerre, vivres, munitions,
 « chevaux d'artillerie, soit d'icelle fabrique de monnoye, entre-
 « prise, forcement de villes, châteaux, forteresses, exploitz de
 « guerre et toutes aultres choses généralement quelconques,
 « estantz sa dicte Majesté contente de ses déportementz, ne
 « voulant et entendant que le dict seigneur duc d'Epernon, ou
 « ceux qui soubz son dict nom, autorité et commandement
 « ont esté par luy employés à tels actes, en soient ny puissent
 « estre inquiétez, poursuivis et molestés, ny tirés en justice,
 « soit en général ou particulier pour aulcung de tous les dictz
 « cas et aultres à plain mentionnés esdictes lettres sans qu'ils
 « soient pour ce tenuz obtenir aultre particulière déclaration et
 « descharge que les dictes patantes que serviront à tous ceux
 « à qui se pourroit toucher comme ilz y estoient expressément
 « dénommez et comprins, lesquelles patantes seroient esté par
 « vous mes dictz seigneurs veriffiés le trentiesme de may der-
 « nier, ainsi qu'appert par l'extraict d'icelles et arrest sur ce
 « intervenu, signé Arbalestier, le tout cy joint.

« Est-il que le dict suppliant est ung de ceux qui soubz le
 « nom, autorité et commandant du dict seigneur duc d'Eper-
 « non a esté par luy employé à tels actes et autres à plain
 « contenuz esdictes lectres patantes, ainsy qu'en appert par les
 « lectres de commission à luy octroïées par le dict seigneur

« duc d'Espernon, données à Riés le neufviesme de novembre
« mil v^e nonante deux, signées J. Loys de la Valette, et plus
« bas par mon dict seigneur de Vallier et scelées de ses armes
« et par l'adveu et approbation qu'en a depuis faict le dict sei-
« gneur duc d'Espernon, donnée à Brignolle le vingtiesme jour
« d'avril de l'année présente par luy aussy signée et par le
« dict Vallier est deubment scellée, estant le tout cy joint.

« Ce considéré vous plaise, Nosseigneurs, pour l'assurance
« du dict suppliant et des siens ordonner que les dicts com-
« mission et adveu seront enregistrés tant au greffe de céans
« qu'en la chambre des comptes et qu'il jouira du contenu aus-
« dictes lectres patantes octroïées par sa Majesté audict sei-
« gneur duc d'Espernon et par vous vérifiées comme estant
« des comprins en icelles et ferez bien. — Allud (1). »

Le procureur des états, Servien, et le procureur général Pellissier donnèrent un avis favorable le 22 juin 1596, et le 25 juin le Parlement ordonna l'enregistrement de toutes les pièces déposées devant lui. La conduite d'Aimar de Poisieu était approuvée sans réserve.

Au lieu de s'appliquer à faire reconnaître l'autorité d'Henri IV, le duc d'Espernon, malgré les diverses tentatives faites auprès de lui pour l'amener à se soumettre, rêvait de transformer pour lui la Provence en principauté indépendante. Lesdiguières et le duc de Guise réussirent enfin à l'en chasser. Il quitta cet admirable pays le 27 mai 1596, voué par le peuple à l'exécration des siècles à venir. Henri IV lui fit néanmoins un don de 50,000 écus et lui fit remettre 30,000 écus pour les distribuer entre ses capitaines. Au moment même où le Parlement de Grenoble entérinait la requête d'Aimar de Poisieu, Valence « tenoit encore le party du duc d'Espernon ». Dans un but de conciliation facile à comprendre, il évita avec le plus grand soin de soulever la moindre difficulté.

L'altération du titre et du poids des pinatelles pour avoir

(1) *Archives de l'Isère*, *ibid.*, pièce XXXV.

causé moins de maux qu'en Provence, n'en eut pas moins pour conséquence en Dauphiné l'élévation de la valeur de l'écu au soleil de 60 sols à 120 sols. De même les doubles ducats, les testons et les francs virent leur cours doublé et être porté respectivement à 5 écus 12 sols, 30 sols et 40 sols (1). Le prix des denrées et des marchandises devint exorbitant. En mars 1592, le Parlement de Grenoble avait déjà enjoint aux communautés de les tarifer et d'abaisser les prix à proportion du rabais des monnaies. Les marchands répondirent à cette mesure en refusant de vendre (2). La situation ne s'améliora pas de sitôt.

Des gentilshommes avaient battu monnaie publiquement en Provence. Il est fort possible que le même crime ait été commis en Dauphiné et je ne serais pas étonné que la phrase d'Eustache Piémond « Plusieurs avoient fait fabriquer à chutchut des pinatelles à leur mode, au coin du Roi, qu'on faisoit courir en mise pour celles de la Monnoye (3) » s'appliquât à quelques bandits, je veux dire à quelques seigneurs Dauphinois. Il est probable en effet qu'elle ne vise pas l'atelier de Valence, ouvert sans autorisation, mais qui fonctionnait au grand jour.

PIÈCES ANNEXES

I

Jehan Loys de la Valette, duc d'Espérnon, pair et colonnel de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy èz pais de Provence, Angoulmois, Xaintonge et Aunis, à Monsieur du Passaige, cappitaine de cinquante hommes d'armes et commandant pour le service de Sa Magesté en la ville et citadelle de

(1) La valeur légale des testons n'était pas de 15 sols, mais de 14 sols 6 deniers.

(2) BRVN-DYRAND, *Mémoires d'Eustache Piémond*, p. 311.

(3) Ibid.

Vallance, chasteaux et villes de Pierrelatte, La Roche de Glung et aultres lieux en la province de Daulphiné, ayant recognu notre autorité, salut.

Considérant combien le debvoir de notre charge est important au bien des affaires de sa dicte Magesté et qu'il est très expédiant et nécessaire de fere exactement et diligemment les fonctions d'icelle sellon l'occurrence des occasions et la nécessité de son service soubz notre autorité, sans rechercher les commissions et pouvoirs dont vous pourriez avoir besoin pour le préjudice que le retardement apporteroit auxdictes affaires, nous aurions advisé pour éviter les inconvéniens que telles longueurs produisent le plus souvent, vous mander et ordonner comme personaigie qui reconnoissez soubz l'obéissance du Roy notre autorité et qui deppendez de nous, de fortifier les dictes places, faire des entreprises sur celles qui sont dans l'enclos ou hors du dict pais de Daulphiné, les envahir et saisir si le moien vous en est donné, commectre et exploicter tous actes d'obstillité, lever gens de guerre tant à cheval qu'à pied et pionniers, ordonner pour leur nourriture, traicter avec toutes personnes que besoin sera, *establir fabrique de monnoie, dans la ville de Vallance et la fere battre au coing du Roy avec le mesme ordre, poids et alloy que les aultres Monnoyes establis en la province*, comme aussi prendre et ordonner des magasins de vivres et munitions nécessaires pour la guerre, fere fere pouldre, balles et canons et vous en aider là où bon vous semblera et de ce qui s'en trouvera jà dans la ville et citadelle de Vallance et magasins d'icelle, en disposer, faire faire la distribution et ordonner tant desdicts munitions et canons *que des deniers provenantz de la dicte fabrique, droitz et seigneuriage, boïttes et autres émoluments des dictes monnoyes* et aultres de quelque nature qu'ilz soient, soit du domaine ou publiques, ordinaires ou extraordinaires, décimes, subventions et aultres provenantz de la vente des biens du clergé, denier du seil (*sic*), des greniers, et vente d'icelluy, amandes, buttins, rançons de marchandises de contrebande, tailles, taillons, droictz forrains, interdictions de mar-

chandises sans paier douaire, droictz de levée sur icelles, imposer denier soit par forme d'emprunt ou aultrement pour vivres de gens de guerre, iceux fere vivre à discrétion, comme vous adviserez, prendre les bénéfices régiz par économat sans que vous soiez tenuz à aulcune restitution, imposer sur toutes sortes de marchandises; exiger et ordonner de toutes aultres natures de deniers dans le païs et provinces circonvoisines, establir à cest effect des commis pour le tout employer ainsi qu'aviserez et sellon que les occasions s'offriront. De quoy nous vous avons autorisé et autorisons et promectons vous fere advouer par sa dicte Magesté affin que vous, ny les vostres, n'en puissiez estre recherchés, et que voz actions ne soient subjectes à blasmes, repréhension, ny recherche par sa dicte Magesté, les lieutenants généraulx, cour de parlemant, justiciers et tous aultres officiers qu'il appartiendra, vous en donnant par ses présentes plain pouvoir, autorité, commission et mandement spécial avecq injonction à tous officiers et subjectz de sa dicte Magesté qu'en tout ce dessus ils vous hobéissent et entendent sans que ceulx qui à l'effaict des choses cy dessus s'emploieroient soubz vous en puissent jamais estre recherchés ny inquiettéz.

Donné à Riéz le neufviesme jour du mois de novembre mil v^e IIII^{xx} douze.

Jehan Loys DE LA VALLETTE.

Par mon dict seigneur : DE VALLIER.

II

Jehan Loys de la Vallette, duc d'Espernon, pair et colonnel de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy, ez païs de Provence, Angoulmois, Xaintonge et Aunis.

A tous qu'il appartiendra, sçavoir faisons que nous ayant le sieur du Passaige. cappitaine de cinquante hommes d'armes, commandant pour le service de Sa Magesté en la ville et citadelle de Vallance, chateaux et villes de Pierrelatte, La Roche de Glun et aultres lieux en la province de Dauphiné, fait enten-

dre comme pour la conservation sienne et des dictes places et pour empescher les desseings qui se sont faictz sur icelles depuis nostre arrivée en ceste province, il auroit esté contrainct en vertu de noz lettres de pouvoir et commission à luy données de fere commectre aulcungz actes d'obstillité, fortifier les dictes places, entreprendre sur celles qui sont dans l'encloz ou hors du dict pays de Daulphiné, lever gens de guerre tant à cheval qu'à pied et pionniers, ordonner pour leur nourriture, traicter avecq les étrangers et ceux de ce royaume, *establiſſir fabrique de monnoye dans la ville de Vallance et la fere battre de plus foible poix et alloy qu'il n'est porté par les ordonnances*, prendre et ordonner de magasins de vivres et munitions necessaires pour la guerre, fere faire pouldre, balles et canons et en s'aider aux occasions que bon luy a semblé, disposer et fere la distribution de ce qui s'est treuvé dans la dicte ville et citadelle et magasins d'icelles, ordonner tant des dictes munitions et canons *que de deniers provenantz de la dicte fabrique, droicts et seigneuriage, boïttes et aultres émoluments des dictes monnoyes*, du domaine ou publiqs, ordinaires ou extraordinaires, subventions et aultres provenantz de la vente des biens du clergé, deniers du clergé, deniers du sel des greniers et vente d'icelluy, amandes, buttins, rançons de marchandises de contrebande, tailles, taillon, droictz forains, introduction de marchandises sans paier douaire, droictz de levées sur icelles, prendre les biens des subjectz de sa Magesté et sur eux imposer deniers, soit par forme d'emprunt ou aultrement pour vivres de gens de guerre, iceux fere vivre à discrétion, prendre les bénéfices régis par iconomat, imposer en toutes sortes de marchandises, exiger et ordonner de toute aultre nature de deniers dans le dict païs et provinces circonvoisines et à cest effect établir des commis pour le tout employer ainsi qu'il a advisé et que les occasions se sont offer-tes. Sur quoy, désirant avoir encore ample approbation de nous pour fortifier notre dict pouvoir et commission, nous, à ces causes, avons approuvé et ordonné par ces présentes tout ce que par le dict sieur du Passaige et les siens a esté faict, com-

mis, prins, géré et négocié aux choses cy dessus mentionnées, circonstances et deppendances, comme faictes et exécutées par notre commandement pour le bien du service de sa Magesté à laquelle nous promettons les faire advouer par leur descharge et pour plus grande assurance du dict sieur du Passage et des siens, nous avons signé ces présentes de nostre main et fait mettre le cachet de nòs armes.

A Brignolle, le vingtiesme jour du mois d'apvril mil v^e quatre vingtz et seize.

J. LOYS DE LA VALLETTE.

Par mon dict seigneur : DE VALLIER (1).

(1) Je dois la communication de ces documents à l'obligeance de M. Georges de Manteyer, élève de l'Ecole des Chartes. — *Archives de l'Isère*, B, 2915, pièce XXXV : « *Commission de M. d'Espéron à M. du Passage.* »

ROGER VALLENTIN.





CHATEAUNEUF-D'ISÈRE

I. — Origines.

Entre Valence et le Bourg-de-Péage et à 11 kilomètres de son chef-lieu d'arrondissement et de son chef-lieu de canton, le village de Châteauneuf occupe un val gracieux et étroit en forme de cirque. Sa position au nord, près de l'Isère, dans la partie voisine de l'église, ne manque ni de fraîcheur ni de pittoresque ; celle qui est abritée par le mamelon de l'ancien château a plus de soleil et de moins larges horizons. Mais du sommet des deux collines enserrant l'agglomération, quel splendide panorama s'étale aux yeux du spectateur ! A l'ouest, le Rhône et les montagnes vertes de l'Ardèche ; au nord, les collines cultivées de Mercurol, Chanos-Curson et Clérieux ; puis, une vaste plaine, naguère couverte de vignes, de Romans à Tain et à la Roche-de-Glun : partout la vie, le mouvement et le triomphe de l'agriculture.

Les maisons, disséminées sans ordre, sauf le long de la route de Valence à Montfalcon et de celle de Romans, témoignent d'efforts successifs pour étendre l'enceinte primitive ; mais le voisinage de deux villes et l'absence pendant plusieurs siècles de voies de communication faciles, autres que l'Isère, ont toujours arrêté tout progrès. Des forts établis au sommet et à l'extrémité de deux coteaux de mollasse le protégeaient autrefois. Sur l'un,

du côté de Valence, l'homme préhistorique avait placé sa demeure et peut-être aussi des travaux défensifs en bois ou en terre, qui lui valurent le nom de Châtelard ; sur l'autre, au levant, la féodalité assit un château fort, des remparts, une chapelle et une citerne ovoïde curieuse, autour desquels des habitations s'étagèrent successivement. Dans le fond du val, des carrières de pierre alimentaient les chantiers de construction de Valence, et leurs méandres souterrains portaient le nom des rues de cette ville.

Les maisons nouvelles, en remplaçant les grottes ou baumes des premiers habitants, firent donner à l'ensemble le nom de *castrum novum Isare* ou Châteauneuf-d'Isère à cause des remparts et fortifications de l'enceinte et de la rivière qui roule ses eaux noirâtres à leurs pieds

Privés de l'usage des métaux, les tribus primitives de la contrée ne pouvaient se défendre contre les animaux féroces qu'à l'aide de silex taillés ou polis et de hachettes en pierre dure. Des ustensiles en os et de la vaisselle grossière ne constituaient pas un mobilier gênant : aussi changeaient-elles souvent de résidence.

Avec l'introduction du bronze et ensuite du fer, les maisons devinrent plus solides, la culture des terres et le soin des troupeaux occupèrent les Allobroges et les Ségalauniens. Mais ces cultivateurs gaulois confiaient à la tradition seule les souvenirs du passé et ils disparurent avec eux.

Appelés en Gaule par les Marseillais 153 ans la première fois, et 125 ans avant notre ère, la seconde, les Romains ne tardèrent pas à chercher querelle aux Allobroges. Ceux-ci appelèrent à leur secours les Arvernes, et Quintus Fabius Maximus livra bataille aux uns et aux autres, 121 ans avant J.-C., près du confluent de l'Isère et

du Rhône. La déroute des alliés fut complète et les fuyards périrent en grand nombre au passage du fleuve, sur des ponts de bateaux que leur précipitation détacha les uns des autres (1).

Une fois maîtres du pays, les Romains l'écrasèrent d'impôts. En vain Catugnat, 59 ans avant notre ère, essayait-il de secouer le joug ; il succomba à Ventia (St-Nazaire ou St-Paul-lès-Romans) et Solonium.

Pour mieux assurer leur domination, les vainqueurs ouvrirent, dans le Midi, la voie Domitienne des Pyrénées à Arles, et Agrippa, 20 ans avant J.-C. (2), relia Orange à Vienne, sur la rive gauche du Rhône. Sa route est connue dans le langage populaire sous le nom de Vimagne, Vimougne et Limougne de *Via magna* ou grande voie. Elle s'éloignait du chemin de fer actuel et de la route nationale en se rapprochant de Châteauneuf où la tradition place de ce côté un pont dit de la Déesse, depuis longtemps emporté par l'Isère.

Vers la fin du siècle dernier, on découvrit au quartier des Robins, un taurobole cédé en 1786 par M. Rolland-Fromentière à Sucy, commissaire des guerres à Valence, et conservé aujourd'hui au Musée de cette ville.

Il est en marbre blanc et mesure 1^m50 de hauteur sur 0^m70 de largeur et 0^m36 d'épaisseur. Le dessous est brut, le dessus creux, en forme de bassin ; sur les quatre faces existent des bas-reliefs ; à la première, une tête de taureau, large et haute, et une inscription en trois lignes ; à la deuxième, une tête de bélier, une hache et un candélabre ; à la troisième, une aiguière, une boîte à encens, une patère et un disque ; à la quatrième, un pin.

(1) M. Allmer, *Inscription de Vienne*, t. I, à la fin.

(2) Allmer, *ouvr. cité*, p. 183 et note.

Voici l'inscription :

M.D.M.I. TAVROBOL
DENDROPHOR. VAL.
SUA P. F.

*Matri Deum Magne Ideae Taurobolium Dendrophorus
Valentinus sua pecunia fecit.* Le Dendrophore de Valence
a élevé à ses frais ce taurobole à la mère des Dieux, déesse
du mont Ida.

Au temps de l'abbé Chalieu, de Tain, qui nous a fourni
cés détails, il y avait douze lettres à la première ligne,
treize à la deuxième et cinq à la troisième. Ce nombre est
resté le même ; seulement les lettres sont un peu effa-
cées (1).

On croit que les tauroboles, ou sacrifices de taureaux,
constituaient une sorte de baptême, à cause du sang
répandu sur les personnes placées au-dessous. C'était un
moyen de combattre les cérémonies chrétiennes et il se
trouve de semblables autels à Valence, à Die et à Tain.
Les progrès de la religion nouvelle ne furent arrêtés ni
par de tels sacrifices ni même par les persécutions et le
martyre (2).

On découvrit aussi près du taurobole de Châteauneuf
des tombes antiques, entassées les unes sur les autres, des
vases en terre, des médailles et des pièces de monnaie
depuis longtemps dispersés.

Vers la même époque, de l'autre côté de l'Isère, un ber-
ger recueillit « une belle agrafe dans une urne, avec un

(1) L'abbé Chalieu, *Mémoires sur quelques antiquités du département de
la Drôme*.

(2) M. le chanoine Rouchier, *Histoire du Vivarais*, t. I.

« collier d'or du poids d'une livre, collier qui fut malheureusement
« reusement acheté et presque fondu par un orfèvre. »

L'abbé Chalieu procura à Sucy cette agrafe, aujourd'hui probablement perdue (1).

D'où provenait-elle ? Les uns disent d'Annibal et les autres de Bitultus dont on a fait Bituit. La première opinion n'est guère probable ; la seconde, au contraire, peut très bien s'expliquer par la défaite en cet endroit des Allobroges et des Arvernes réunis.

Le long des voies romaines se trouvaient des relais de poste, des stations, des colonnes milliaires indiquant les distances et des tombeaux. Une inscription funéraire trouvée au sommet de la montée de la route de Valence à Montfalcon indique la direction de la voie d'Agrippa.

Des colonies de vétérans militaires comme à Valence, des fermes importantes et des forts complétaient le système de colonisation romaine. Ces forts construits de distance en distance pour contenir les vaincus étaient confiés à des soldats, à titre de bénéfices révocables (2).

On ne sait rien des Gallo-Romains, ni des Wisigoths, des Burgondes (411), des Huns (453), des Francs (496), des Lombards (574) et des Sarrasins (732 et 737) qui tour à tour envahirent leur territoire et couvrirent de ruines la vallée du Rhône. Des auteurs assurent pourtant que les Burgondes se fixèrent côte à côte avec les indigènes et que leurs comtes remplacèrent peu à peu les lieutenants impériaux romains, s'emparèrent des bénéfices immobiliers attachés à la conservation des forts et en rendirent la possession viagère.

L'élection de Boson au trône de Bourgogne faite à

(1) *Mémoires cités.*

(2) M. Alb. Du Boys, *Vie de S. Hugues.*

Mantaille en 879 et celle de son fils Louis à Valence en 890, furent l'œuvre du clergé supérieur et d'une aristocratie provenue des bénéficiers militaires, auxquels les populations rurales effrayées demandaient asile et protection. De viagers, les bénéfices deviennent héréditaires sous Charles-le-Chauve et, à la mort du dernier successeur de Boson (1032), ceux qui les possèdent se proclament souverains indépendants, chacun dans son territoire administratif.

C'est alors que s'élevèrent au sommet des collines les nombreux châteaux forts disséminés dans la province.

Odilon, premier seigneur connu de Châteauneuf, appartenait à l'une de ces familles de nouveaux suzerains, et c'est à lui sans doute qu'il faut attribuer la plupart des travaux défensifs détruits en 1585, et dont il ne reste plus que des ruines, parmi lesquelles on remarque des fragments de cheminée et d'une porte de ville. Quant aux restes de remparts reproduits en héliogravure dans le beau travail de Mgr Bellet, intitulé *Vita S^u Hugonis*, ils sont évidemment romains ou gallo-romains et permettent de supposer un autre château antérieur ; ce qui justifierait l'appellation de *Château neuf* donnée à celui d'Odilon.

II. — Les Châteauneuf.

Chez les Romains, les principales familles avaient un prénom, un nom et un surnom. Les premiers seigneurs féodaux se contentèrent souvent d'un prénom, comme les Alleman, les Eynard, les Artaud, etc., auquel ils joignirent bientôt le nom de leur fief. C'est ainsi qu'Odilon forma la maison de Châteauneuf-d'Isère, Silvion celle de Clérieux, Gontard celle de Chabeuil.

La biographie d'Odilon est demeurée à peu près inconnue, les chroniqueurs et les historiens étant alors fort rares. Après avoir suivi la carrière des armes, il alla finir ses jours à la Grande-Chartreuse le 23 mai 1111 ou 1121, après avoir donné de grands exemples d'humilité et d'obéissance chrétiennes.

Le *Cartulaire de S. Hugues*, son fils, mentionne un Odilon qui combattit à St-Donat contre Geoffroy de Moirans ; celui de St-Barnard cite un autre Odilon parmi les témoins d'un acte relatif à l'église de Silhac, peut-être le même qu'un adversaire de Guillaume de Clérieux ; mais rien ne prouve l'identité de ces personnages avec le seigneur de Châteauneuf. Laissons donc ces points obscurs.

Parmi les enfants d'Odilon, S. Hugues, évêque de Grenoble, figure avec honneur dans l'histoire de la province.

Notre cadre restreint ne nous permet pas de redire les vertus d'un prélat canonisé au concile de Pise par Innocent II. MM. Albert du Boys et Marion, les chanoines Nadal, C. Perrossier, Bouloumoy et Mgr Bellet ont, d'ailleurs, étudié sa vie avec tous les détails nécessaires, dans leurs remarquables travaux. Rappelons simplement qu'il concourut à la fondation de la Grande-Chartreuse et de l'abbaye de Chalais, dota Grenoble de corporations ouvrières, d'un pont sur l'Isère et d'un hôpital, qu'il y supprima la leyde ou impôt sur le blé et laissa des *Cartulaires* fort utiles aux historiens, publiés aux frais de l'Etat dans l'importante collection des *Documents inédits*.

D'abord chanoine de Valence, S. Hugues fut choisi pour occuper le siège épiscopal de Grenoble en 1079 et en prit possession l'année suivante. Il mourut en 1132, à l'âge de 79 ans.

On lui donne pour frères : 1° Guinisius, chanoine de St-Barnard, qui céda à son église ses prétentions sur Voi-

rasier (1) ; 2° Humbert, garant d'une donation faite à St-Ruf et à Léoncel en 1163 (2) ; 3° Arnaud ; 4° Guillaume ; 5° Guigues, cousin des Eynard de Domène ; 6° Raymond, auteur d'une branche et Berlie, religieuse à Vernaison.

Il est très difficile de suivre la postérité des frères de S. Hugues, qualifiés la plupart seigneurs de Châteauneuf, et M. de Pisançon a reculé devant une généalogie régulière de cette famille, illustre à l'origine, mais amoindrie peu à peu par des partages successifs de ses biens.

A la vérité, le *Cartulaire de Léoncel* et les chartes de Vernaison mentionnent bien des fois les Châteauneuf, mais sans détails suffisants. En outre, soit inadvertance, soit homonymie de noms, ces actes peuvent aisément induire en erreur.

Ainsi, en y voyant Gontard de Chabeuil, de 1205 à 1225, mari d'une Aalis et père d'un Guinisius, on pourrait croire à son identité avec Gontard de Châteauneuf, mari d'une autre Aalis ou Haélis et père d'un Guinisius ; or, une charte des Templiers de Valence de l'an 1206 déclare formellement que Gontard de Chabeuil était fils de Guillaume et celui-ci de Gontard de Royans.

Il y eut néanmoins des liens de parenté entre les deux maisons, puisque Arbert de Chabeuil, sacristain de Romans et doyen de Valence, est qualifié curatennr de Raymond de Châteauneuf.

Ce n'est pas tout. Une charte originale de Léoncel fait vivre, en 1282, nobles dames Vierre, mère de Guinisius de Châteauneuf, Aélis, sa femme, Gontard, Guillaume et Raymond, ses frères ; ce qui est impossible pour la plupart de ces personnages, puisque Guinisius, fils de

(1) M. Giraud, preuves, V, 69-76 ; II, 201, 148 ; I, 188.

(2) *Cartulaire de Léoncel*, p. 12.

Vierne, figure dans un acte de 1163, ce qui supposerait à sa mère de 135 à 145 ans et à lui-même 119 ans.

Ces remarques faites, essayons de faire connaître sommairement l'histoire des Châteauneuf.

Raymond, frère de S. Hugues, avait hérité des sentiments religieux de son père et, en 1163, se voyant âgé et malade, il donna ses biens d'Alixan à Léoncel et aux chanoines de St-Ruf, à l'exception des fiefs de sa mouvance, possédés par Hugues Raymond, Guillaume d'Hastelongue, Hugues d'Al, Humbert, Arnaud et Guillaume de Châteauneuf, ses frères ou parents, tous chevaliers, avec le consentement de Guinisius, son fils, et sous la garantie de Ponce de Châteauneuf et de plusieurs autres (1).

Il passe aussi avec raison pour le fondateur du monastère de filles, établi d'abord à Commercy ou Commiers, en face du village actuel, de l'autre côté de l'Isère. Une charte transcrite en 1781, mais non datée, nous apprend qu'il lui donna la ferme de l'Albine, deux champs à La Voulte sur la rive gauche, ainsi qu'une vigne et une terre contiguës (2).

L'ordre de Cîteaux, fondé en 1098, près de Dijon, par Robert, religieux de Molesme, n'avait pas tardé à étendre au loin sa réputation d'austérité. Calixte II, archevêque de Vienne, appela une de ses colonies à Bonnevaux (Isère) d'où elle essaima à Léoncel vers 1137 et à Mazan (Ardèche).

Le monastère de filles de Commercy suivait la règle de Cîteaux et se fonda vers 1150. Un fait certain, c'est que Berlie, sœur de Raymond de Châteauneuf, y vivait en religieuse en 1163.

(1) *Cartulaire de Léoncel*, p. 12.

(2) Fonds de Vernaison aux archives de la Drôme. Mgr de Catellan, *Les Antiquités de l'Eglise de Valence*.

Nous n'osons l'identifier avec une autre Berlie, prieure ou abbesse de Commercy, décédée en 1221, d'après son épitaphe, à cause du grand âge que cette date lui supposerait (1).

Raymond avait épousé Vierne, qui lui donna une fille de même prénom, religieuse à Commercy; *Ponce*, chevalier, père d'un autre Ponce et d'Odon ou Odilon, surnommé d'Alixan; *Hugues*, abbé de Léoncel et de Bonnevaux, mort en odeur de sainteté en 1194 et non en 1183, puisqu'il est cité dans une charte de novembre 1193, et enfin *Guinisius* appelé Genaise par Guy Allard et Genest par Mgr de Catellan.

Guinisius, héritier de son père, pour une part de Châteauneuf, accrut la dotation du monastère de Commercy par le don des curtils d'Alard, Bébier, Léger et Usanne, le bois de Chalopie et une redevance de 20 lapins et de 2 sétiers de seigle pour le repos de l'âme d'Audis, Aélis ou Aalis, son épouse. Il figure, en 1162, avec Humbert, son oncle ou son cousin, mari d'Audis de Châteauneuf, comme garant d'un accord intervenu entre Guillaume de Crussol et l'Eglise de St-Pierre-du-Bourg, ratifié, en 1165 et 1188, les libéralités à Léoncel de Raymond, son père et de ses ancêtres, et en 1188, avec Gontard, son fils, une donation faite à la Part-Dieu par Guidelin de Chaubeuil, en qualité de seigneur direct de l'immeuble cédé.

L'acte de 1188 en faveur de Léoncel fut passé dans la maison de Guinisius à Châteauneuf, en présence d'Odilon, son parent et du consentement d'Aaldis, sa femme, de Gontard, son fils et d'Hugues, abbé de Bonnevaux, son frère (2).

(1) Fonds de Vernaison.

(2) *Cartulaires de Léoncel et du Bourg*, p. 12, 13, 43, 55, 56, 89 du premier et 12 du deuxième.

Comme les historiens appellent tous ce dernier neveu de S. Hugues, la filiation de ces premiers Châteauneuf ne saurait être douteuse.

Il existe encore une charte de Guinisius de 1223 où il permet la vaine pâture dans sa terre aux troupeaux des religieuses de Commercy et il dut survivre peu de temps à cette concession.

On possède les noms de ses enfants : Gontard, Guillaume, chanoine de Viviers, Raymond ou Raymondet, père d'un Guinisius et Aaudis.

Gontard confirma, en 1204, aux chanoines de St-Ruf, la possession du fief des frères Brugnion au Colombier, par acte passé dans l'église de St-Thomas de Châteauneuf, se porta garant, en 1209, dans l'église de St-André, au même lieu, d'un accord intervenu entre la prieure de Commercy et Jarenton Vache et transigea en 1221 avec l'église du Bourg-lès-Valence au sujet de la colline de Mondonat et de l'île de Sorcelleyras (1).

Il semble résulter d'une charte de Commercy qu'il laissa un fils du nom de Guinisius, dont il n'est plus question dans la suite, à moins qu'il ne s'identifie avec le Gumis de Chorier, auquel l'évêque de Valence céda sa part de Montelier, en échange de Châteauneuf.

Sauf preuves contraires, la branche aînée disparut au milieu du XIII^e siècle. Quant aux branches collatérales, elles ne furent pas moins généreuses envers les abbayes de Léoncel et de Vernaison.

III. — Les derniers Châteauneuf.

On trouve un Guillaume de Châteauneuf affranchissant les moines de Léoncel de tout péage dans sa terre, par une

(1) *Cartulaires* précités et de St-Ruf, fonds de Vernaison.

charte non datée munie d'un sceau équestre rond, avec un cavalier qui galope à gauche et brandit son épée; approuvant, en 1163, des donations antérieures à St-Ruf et à Léoncel et le droit de vaine pâture en faveur des troupeaux de la première abbaye en 1193; ce qui permettrait de le croire frère de Raymond, de la branche aînée (1).

Ponce, frère d'Hugues, abbé de Léoncel et de Bonnevaux, et son fils Odon ou Odilon cédèrent en 1239 aux religieuses de Commercy le territoire de Bonlieu et une partie de Bois-Ratier moyennant 110 sols et un sétier de seigle de cense. Ponce, fils et frère des vendeurs, approuva l'acte.

De son côté, en 1243, Raymond de Châteauneuf, autorisé par Arbert de Chabeuil et Roger de La Roche, ses curateurs, albergait au même monastère le manse de Bonlieu pour 81 livres viennoises et 30 sétiers de seigle de cense annuelle. Arnaude, sa mère, Aaudis, sa tante paternelle, Béatrix, femme d'Humbert de Quint et Raymond, ses sœurs, approuvèrent la cession.

D'après Aimar du Rivail, qui se tait sur le motif, la seigneurie de Châteauneuf fut enlevée à ce Raymond; Chorier raconte ainsi le fait :

« Guigue de Bérenger, seigneur de Roians, Giraud
« Adhémar, seigneur de Monteil, Remond, seigneur de
« Châteauneuf-d'Isère, les habitants de la ville de Saillans
« et de celle d'Aoste, et ce qui étoit plus à craindre, ceux
« de Romans avoient été gaignez par le Comte (de Valen-
« tinois)..... Guigue de Bérenger s'étoit emparé de Sail-
« lans et de quelques terres qui avoient appartenu à sa
« maison...; mais l'évêque les reprit et traita avec Gui-
« gue; il promit 5,000 sols viennois à Giraud Adhémar

(1) *Cartul. de Léoncel*, p. 24, 230 et Vernaison. — *Quarante années de l'histoire de l'Eglise de Valence*, à la fin.

« et en fit son vassal ; il chassa Remond de sa terre et ne
« lui rendit Châteauneuf qu'après qu'il en eut reçu toutes
« les satisfactions qu'il desiroit (1). »

L'historien dauphinois, selon son habitude, n'indique pas l'époque de ces faits ; toutefois, d'après le contexte, il est aisé de reconnaître dans les belligérants Amédée de Roussillon, évêque de Valence et Aimar IV de Poitiers, comte de Valentinois en 1278.

Moins de dix ans plus tard, Guinisius, le Gumis de Chorier, abandonnait ses droits sur Châteauneuf à l'évêque de Valence et Guillaume, probablement son frère, en faisait autant moyennant la terre de Montelier.

Humbert de Châteauneuf, peut-être fils d'un autre Humbert, paraît avoir transmis ses biens à Pierre dont Rixente, la veuve et Guillaume, le fils ratifiaient en 1284 en faveur de Léoncel le droit de vaine pâture.

Tels sont, en résumé, les faits et gestes connus de la famille, et une charte de Léoncel, en 1290, rappelle les donations de Raymond, de Guinisius et de ses frères, d'Odilon de Châteaubourg, d'Arnaude, fille d'Arnaud, de Rixente et de Guillaume, remplacés alors par Jean de Genève, évêque de Valence (2).

Indépendamment des censes, rentes et immeubles donnés aux Cisterciens, le droit de vaine pâture dans le mandement de Châteauneuf constituait alors un privilège important, car il permettait d'embarquer sur l'Isère et de débarquer les troupeaux de bêtes à laine, amenés du midi dans les bois et pâturages de Léoncel et de Vernaison ; ce qui était une industrie réelle, reléguée actuellement dans les prairies d'Ambel et du Vercors.

(1) *De Allobrogibus*. Chorier, Histoire générale, II, 157.

(2) *Cart. de Léoncel*, 12, 97, 261, 291.

Il a été question déjà d'Hugues de Châteauneuf, abbé de Bonnevaux et de Léoncel ; Pierre fut aussi religieux dans la dernière abbaye, et, de son côté, Vernaison compte parmi ses prieures ou abbesses : Berlie en 1163, Béatrix en 1321 et Almues en 1339. (1).

Des liens étroits unissaient donc leur famille à l'Ordre de Cîteaux.

On a cru pouvoir reporter à la fin du XIII^e siècle l'extinction des Châteauneuf ; mais des chartes mentionnent en 1332, un Pierre ou Claude, vassal des évêques de Valence, Guillaume, seigneur en partie de Montelier, en 1338, et frère d'Armand, et, en 1361, Sibille, veuve de noble Eynard de Chabrillan, seigneur d'Autichamp, nommant pour héritière Polie, sa fille, et faisant divers legs à Vernaison.

Cette abbaye, où les Châteauneuf avaient leurs tombeaux, passa de Commercy au Monestier, derrière les Baumes, témoin un acte de 1308, qui cédait à deux religieuses, pendant leur vie, la maison de Commercy, appelé le vieux monastère, en considération de leurs vertus et de leurs services. Nous croyons qu'elle abandonna plus tard le Monestier pour le Vernaison actuel, plus près du Bourg-de-Péage, quartier plein de fraîcheur et de grâce, et qu'après les guerres du XVI^e siècle elle émigra à Valence dans le local occupé aujourd'hui par la caserne de gendarmerie. Cette dernière translation remonte à 1620.

Il y eut d'abord à Vernaison vingt religieuses de chœur, nombre réduit à huit en 1729. A la dernière date, les revenus de la maison atteignaient 3,105 livres, dont 1,260 du domaine de Vernaison, 800 de la Grand'Grange sur

(1) Cartul. de Léoncel et Vernaison.

Alixan, 370 de Laulagnier sur Fiancey, 300 d'un terrier ou des redevances foncières, etc. Ses charges s'élevaient à 909 livres, 30 pour la portion congrue du curé de Châteauneuf, 150 pour les domestiques, 150 pour l'aumônier, 131 de censes à l'évêque et au chapitre, 160 pour l'entretien de l'ancienne église et des domaines.

Il restait donc 2,195 aux religieuses (1).

Avant de posséder la seigneurie utile, c'est-à-dire les revenus de Châteauneuf, les évêques de Valence en tenaient déjà la suzeraineté des empereurs d'Allemagne. On possède les chartes qui leur avaient fait ce présent en 1157, 1204 et 1238. D'après l'inventaire des titres de Vernaison, Geoffroy de Chatte, doyen de Valence, avait obtenu de l'un de ces prélats, en 1276, la maison qui leur appartenait à Châteauneuf, sur les bords de l'Isère.

Pour être complet, il faudrait peut-être donner ici la liste des évêques, seigneurs de Châteauneuf ; mais ce travail a été fait récemment avec détails par M. Perrier et avec une exactitude rigoureuse par M. le chanoine Chevalier.

Que diraient, au surplus, des noms et des dates ? Les prélats confiaient à des fermiers la perception de leurs revenus, à un châtelain, la surveillance administrative et à leur juge mage de Valence le soin de rendre la justice. Ils ne résidaient pas dans la seigneurie et leurs rapports avec la population seront largement indiqués dans la suite de ce travail.

L'histoire de la maison de Châteauneuf ne nous a fourni aucun renseignement sur la condition de ses vassaux, à cause de la perte des documents contemporains ; celle de la domination épiscopale est beaucoup mieux connue. Tou-

(1) Pouillé du diocèse de Valence.

tefois, afin de la comprendre plus aisément, il faut un peu remonter aux temps antérieurs.

Or, sous les Romains et sous les Gaulois, il y avait déjà des patriciens et des plébéiens ; chez les Francs, les cultivateurs payaient des redevances réelles ou personnelles.

Au temps de Charles-le-Chauve, les emplois civils et militaires devinrent des fiefs héréditaires ; chacun se recommanda à un plus puissant que soi et la recommandation assit la hiérarchie. Les suzerains s'arrogèrent la meilleure part du territoire et pour avoir à leur dévotion une armée et une justice, ils cédèrent à des subalternes des fiefs qui les obligeaient à prendre les armes ou à rendre des services. Au-dessous d'eux, les laboureurs cultivaient les terres cédées moyennant des redevances.

Or, parmi ces derniers, figurent, de 800 à 811, des hommes libres, des colons, des lides et des serfs. Les premiers payaient un simple tribut ; les colons étaient grevés de redevances ; les lides devaient services et tributs. Quant aux serfs, simples esclaves jusqu'à l'arrivée des Barbares, ils virent peu à peu la liberté et la propriété pénétrer dans leur humble cabane. Leurs obligations déterminées pour les tributs ou impôts, étaient arbitraires pour les services.

Relier ensemble toutes ces classes diverses par un lien puissant, la protection réciproque, fût l'œuvre de la féodalité et ce lien était maintenu par le serment de fidélité et par l'hommage.

Il est facile de reconnaître les suzerains de la contrée à l'origine du régime féodal ; ce sont les Geilin, remplacés par les Poitiers, les Clérieux et d'autres familles puissantes ; puis, à côté ou au-dessous d'eux, les Châteauneuf et leurs vassaux nobles et roturiers, tenanciers ou justiciables. Les tenanciers ou emphytéotes comprenaient tous

ceux qui avaient reçu un coin de terre, moyennant des redevances ; les justiciables, tous ceux qui habitaient la seigneurie.

Or, les charges des tenanciers s'appelaient : *cense* ou *canon*, redevance annuelle en grains, en volailles, en marchandises, variable selon la nature de l'immeuble ; *plaid* ou *muage*, équivalant au double de la cense ; *lods*, prix du consentement du seigneur à la vente passée par un tenancier à un autre et les *mi-lods* pour échange ou donation ; *investiture* ou mise en possession ; *prélacion* ou préférence en faveur du seigneur.

Les justiciables étaient soumis à Châteauneuf à la *banalité* du four, mais non des moulins ; en maintes seigneuries ils acquittaient un droit de *glandage* ou de *civerage* à titre d'usagers dans les bois ; un droit de *moisson* levé sur les bêtes de labour ; un droit de *fouage* ou cote personnelle et des *corvées*, réduites ordinairement à quatre par an ; un droit de *vingtain* pour l'entretien des murs d'enceinte ; des *tailles* pour voyage à la cour ou en Terre-Sainte, chevalerie, mariage, rançon, achat de fiefs et dettes du seigneur. Les habitants de Châteauneuf ne connaissaient aucun de ses impôts, ordinairement fort onéreux, ni le *ban-vin* ou droit exclusif de vendre du vin en gros et en détail pendant 30 ou 40 jours, ni le *pulvé-rage* dû pour le passage des troupeaux étrangers.

(A suivre)

A. LACROIX.



MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS

ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101° et 102 livr.)

SECTION TROISIÈME

LES COMTES DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

DE LA MAISON DE POITIERS

Vers le milieu du XII^e siècle, nous voyons apparaître dans la contrée un personnage puissant, possesseur de riches domaines à Crest et dans les environs ; il s'appelle Guillaume, et une charte de Léoncel lui donne la qualification suivante : *cognomine Pictaviensis, officio vero Valentinus comes et divina ordinatione*. Longue serait l'énumération des auteurs qui, directement ou indirectement, ont abordé le problème de l'origine de ce Guillaume, tige de l'illustre maison de Poitiers. Les opinions sont multiples et variées, et si quelques-unes d'entre elles sont à jamais condamnées, d'autres réussissent encore à se maintenir et perpétuent la controverse. Prochainement, il faut l'espérer, une découverte heureuse nous apportera la vraie solution du problème.

Comme nous l'avons déjà signalé (1), Guy Allard fait des Poitiers les descendants directs des anciens comtes de Valence, dont nous perdons la trace avec Geilin II vers l'année 1058 : il n'hésite même pas à nous présenter leur filiation : Geilin aurait eu pour fils Albert, et celui-ci Aymar, qui fut le père de Guillaume, surnommé *de Poitiers*. Sur plusieurs points les découvertes récentes ont donné raison à Guy Allard. En effet, il est bien établi aujourd'hui que Guillaume n'est pas un étranger, venu s'implanter dans le pays ; sa famille y possédait de grands biens, et une charte de Léoncel nous montre son père appelé Aymar, comme le veut notre généalogiste dauphinois, prendre sous sa sauvegarde les troupeaux appartenant à ce monastère, situé dans les terres de sa juridiction : *in dominio et in dicione nostra* (2).

Cependant l'opinion autour de laquelle se groupe le plus grand nombre de partisans et qui est plus en rapport avec les légendes et les antiques traditions, soutient que les ancêtres de Guillaume de Poitiers vinrent dans le pays à une de ces époques où les révolutions politiques et les grandes commotions excitent les rêves ambitieux et développent le goût des expéditions aventureuses. Nos pays, comme on le sait, furent particulièrement agités à la fin du XI^e siècle, à l'occasion des croisades, et ils se ressentirent pendant les premières années du siècle suivant des révolutions du comté de Bourgogne. Aymar du Rivail, Chorier et les savants auteurs de l'*Histoire de Languedoc* appuient cette opinion, mais en la modifiant, chacun dans le détail, d'une foule de circonstances secondaires qui témoignent de l'incertitude dans laquelle ils se trouvent. Le vieil historien *des Allobroges* raconte naïvement qu'un fils de Guillaume V, duc d'Aquitaine et comte de

(1) Voir plus haut, p. 137.

(2) *Cartulaire de Léoncel*, n° 3, p. 6. — Gf. LACROIX. *L'Arrondissement de Montélimar*, t. V. p. 53-60 ; — H. DE PISANÇON. *L'allodialité dans la Drôme*, p. 156.

Poitiers, dépouillé de l'héritage paternel, avait cherché un refuge auprès du Dauphin, son parent, vers l'année 1137. À cette époque, une femme, unique héritière des comtés de Valentinois et de Diois, était en butte aux violences du chef de la maison des Arnaud, qui non content de lui avoir enlevé ses terres et ses châteaux, voulait encore la contraindre à l'épouser. Louis de Poitiers, fils de Guillaume d'Aquitaine, par adresse et par force, rentra en possession des biens de la comtesse, mit en fuite les Arnaud, et épousa celle qu'il venait de délivrer. Mais notre chroniqueur ne donne pas ce récit pour absolument véridique, *utcumque fuerit* (1).

Chorier tient aussi pour la descendance des ducs d'Aquitaine. « Le nom de Poitiers que portoient les comtes de « Valentinois dit leur origine. Les comtes de Poitiers furent « leur tige : ceux-ci étoient une branche de celle des ducs « d'Aquitaine.... Le comté de Valentinois passa d'une autre « famille, mais du même sang, à celle-ci environ l'an 1060. « Aimar de Poitiers, 1^{er} de ce nom, vivoit alors. Une généa- « logie faite il y a plus de cent ans sur les titres de cette « maison par le commandement de Diane, duchesse de Valen- « tinois, lui donne pour successeur Aimar II, son fils. Mais « ni l'un ni l'autre ne posséda le comté de Valentinois, qui « étoit dans les mains du comte Eustache. Celui-ci n'eut « qu'une fille qui eut le nom de Philippe. La terre la plus « considérable du comté étoit Marsanne où elle habitoit. Ce « n'est pas qu'Aimar 1^{er} et Aimar II n'eussent déjà des droits « et des terres dans le Valentinois, et entre autres un péage « que l'empereur Henri III avoit créé en faveur d'Aimar 1^{er}. « Ils avoient même des prétentions sur ce comté et sans « doute ils venoient de même tige que le comte Eustache. « Mais Berthon de Poitiers, fils d'Aimar II rendit des ser- « vices importants à Philippe, fille et héritière du comte.

(1) Ay. RIVALLI, *De Allobrogibus*. Viennæ Allobrogum, 1844, in-8°, p. 417-8.

« Elle fut elle-même le prix des bons offices que ce prince
 « lui avoit rendus. Elle étoit alors si jeune et elle vécut si
 « longtemps qu'elle mourut seulement l'an 1216, étant âgée
 « de plus de quatre-vingt-quinze ans (1) ». Des affirmations
 si nettes laissent supposer que l'historien du Dauphiné avait
 entre les mains des documents précieux ; il faut regretter
 qu'il n'ait point pris la peine de nous donner la preuve de ce
 qu'il avance. Nous verrons, dans un instant, ce qu'il peut y
 avoir de vrai dans le passage cité.

Les savants auteurs de l'*Histoire de Languedoc* soutiennent
 que les Poitiers sont originaires de leur province. « Nous
 « sommes persuadés, disent-ils, que ce seigneur (Guillaume,
 « époux de la comtesse de Die), n'est pas différent de Guil-
 « laume de Peiteus ou de Poitiers (*de Pictavis*), l'un des prin-
 « cipaux barons de la province, dont il est fait mention dans
 « plusieurs titres du pays, mais surtout du diocèse de Nar-
 « bonne, surtout depuis l'an 1146 jusqu'à 1163. Nous croyons
 « encore qu'il était fils naturel de Guillem IX, comte de
 » Poitiers et duc d'Aquitaine qui l'aura eu durant le séjour
 « qu'il faisait à Toulouse vers 1115 (2). »

L'intendant Fontanieu ferait du Guillaume de Poitiers, qui
 figure dans la chronique de Ditmar, en l'année 1016 (3), la

(1) CHORIER, t. II, p. 24.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. III (1872), p. 800.

(3) THIETMARUS. *Chronicon*, dans MIGNE, *Pat. lat.*, t. CXXXIX, col.
 1377 : L'empereur Henri II avait passé les fêtes de Pâques (1^{er} avril)
 de l'année 1016 à Bamberg. Rodolphe III, roi de Bourgogne, son oncle,
 n'ayant pu l'y rejoindre, le pria de venir à sa rencontre jusqu'à Stras-
 bourg, où il lui donna rendez-vous. Rodolphe était accompagné de son
 épouse, femme d'une naissance illustre, qui présenta et recommanda à
 l'empereur les deux fils qu'elle avait eus d'un premier mariage. Celui-ci
 leur donna en fief tout ce que Rodolphe, son oncle, avait promis de lui
 laisser en mourant, comme aussi tout ce que Guillaume de Poitiers
 tenait de la munificence royale, « *et quod Willelhelmus Pictaviensis hac-*

tige de la seconde race des comtes de Valentinois, et, d'après le même historien, ce personnage qui avait dans la Bourgogne une autorité considérable, ne serait autre qu'un fils de Raymond, comte de Rouergue, par indivis duc ou prince d'Aquitaine, marquis de Gothie et comte de Querci et d'Albigeois, qui avait épousé en 947 Berthe, nièce de Hugues, roi d'Italie, et qui mourut vers le commencement de l'année 961 (1). Cette filiation est plus que douteuse et il suffit de rapprocher ces diverses dates pour voir combien il est peu probable qu'en 1016 le prétendu fils de Raymond, âgé alors d'au moins 70 ans, ait tenté une expédition aventureuse en Bourgogne, au cours de laquelle il aurait songé à s'établir dans nos pays.

tenus habuit regio munere prestitum ». Désireux d'assurer un jour sa domination dans le pays, l'empereur fit donner un évêché à un noble personnage sur le dévouement duquel il pouvait compter bien mieux que sur celui des seigneurs laïques. Guillaume de Poitiers, peu soucieux de voir l'autorité impériale se substituer à celle du faible Rodolphe, chassa le nouvel évêque de son diocèse, et Henri II ne put que constater l'inutilité de ses efforts pour ramener au devoir ce puissant vassal. Les dernières années du règne de Rodolphe III furent profondément tristes : de son vivant, il put assister au démembrement de son royaume ; quiconque se sentait un peu d'audace et de force se taillait un petit Etat et il ne resta bientôt au malheureux monarque que l'ombre du pouvoir. Dietmar a décrit en termes énergiques cette lamentable situation ; le rôle de Guillaume de Poitiers y est bien caractérisé. « Ob hoc solum talis rector inter eos dominatur, ut eo liberiorum malignorum furor invicem vagetur et ne lex nova alterius regis ibi adveniat qua inolitam consuetudinem rumpat. Willelhemus comes, de quo predixi, miles est regis in nomine et dominus in re ; et in his partibus nullus vocatur comes, nisi is qui ducis honorem possidet, et ne illius potestas in hac regione paulo minus minueretur, consilio et actu, imperatoris magestati, sicut predixi, reluctatur. »

(1) FONTANIEU. *Preuves de l'hist. de Dauphiné*, t. I, n° XXXI, p. 183-196 (Ms. Bibliothèque nationale, fonds latin, 10,949) : *Dissertation sur l'origine des seigneurs de Poitiers*. Cette dissertation a été publiée par ROCHAS, *Biog. du Dauphiné*, t. II, p. 259-61.

On le voit, les historiens les plus graves s'accordent au moins sur ce point, l'origine étrangère des Poitiers; le berceau de cette famille serait la Provence ou le bas Languedoc. Les légendes donnent encore un appui à cette opinion. On peut les ranger en deux classes : les unes disent que le premier des Poitiers venu dans le pays épousa l'héritière de Marsanne ; les autres prétendent qu'il recueillit la succession des Arnaud de Crest, descendants des comtes de Die. Voici du reste les textes les plus anciens qui nous conservent l'écho de ces deux groupes de légendes. Dans une enquête faite à Romans en 1421, nous lisons ce qui suit : « Aynard Chabert, escuyer, capitaine de la Tour de Crest, dit qu'il a ouy dire plusieurs fois à son » père, que ainsi, comme il avoit ouy réciter aux anciens du » pays de Valentinoys et de Dioys, anciennement avoit esté » une dame audit pays de Valentinois, nommée la comtesse » de Marsanne, lequel lieu de Marsanne est assis aud. pays, » auquel, elle estant venue, les evesques de Valence et de Dye » firent forte guerre. Durant laquelle il passa par la ville de » Montélimar un surnommé seigneur de Poitiers accompa- » gné de plusieurs gens, auquel elle fit requérir qu'il la voulust » secourir et ayder en ladite guerre. Lequel lui fust très grand » secours et conquist plusieurs chasteaux et villes des dits » pays de Valentinois et Diois, auquel de Poitiers, pour le » récompenser des services qu'il luy avoit faits, elle offrit » donner la moitié de toute sa terre, ou qu'il luy pleut la » prendre toute en prenant aussy à femme une jeune fille » qu'elle avoit seulement. Laquelle filhe il prit par mariage » et fut seigneur de toute ladite terre (1) ». Il existe à la bibliothèque de Carpentras un Mémoire sur le Diois, œuvre inédite d'un chanoine de Die, croyons-nous, rédigé à la demande de Peiresc ; nous y avons trouvé l'écho de l'autre tradition. « Le vulgaire disoit qu'un bon père de la maison des Artaud

(1) DU CHESNE. *Hist. gén. des comtes de Valentinois et de Diois...* Paris, 1628, in-4°, preuves, p. 5.

« avoit un fils discole... Il institua pour heritiers les com-
 « tes du Diois avec une pension à son fils et à la charge
 « que si le comte entreprenoit de rendre l'héritage à son
 « dit fils, il vouloit qu'il fut devolu au pape, ce qu'on dit
 « estre arrivé et que de là les evesques possèdent un si grand
 « domaine (1) ».

Mais il est temps de quitter le terrain des controverses et des légendes et de demander aux documents, surtout à ceux qui ont été publiés dans ces dernières années, la part d'informations qu'ils peuvent bien nous fournir pour l'étude de notre problème historique. Vers le milieu du XII^e siècle, nous trouvons pour la première fois dans les chartes de nos pays le nom de Poitiers (*de Pictavo, de Pictavis, de Peiteus, Pictavensis, Pictaviensis*). Aymar I^{er} de Poitiers (*Aemarus Pictavensis* et au dos de la pièce *Ademarus Pictavensis*) accorde sa protection aux religieux de Léoncel, dont le monastère était situé sur les terres de son comté (2). Cet Aymar ne saurait être assurément l'étranger que la tradition nous montre venant se fixer chez nous : son nom d'Aymar ou Adhémar, nom si fréquent dans la généalogie des anciens comtes de Valence, permet de croire que l'alliance des Poitiers et des derniers descendants des Geilin, est antérieure à ce personnage. Aymar I^{er} avait un frère, nommé Guillaume, qui après avoir rempli quelque temps la charge de prévôt de l'Eglise de Valence, devint évêque de Viviers (3). Si nos conjectures ne nous trompent point, leur père s'appelait Guillaume et c'est lui qui par son mariage avec l'héritière des Geilin sera devenu la tige de la seconde race des comtes de Valentinois.

Tout nous invite à rechercher dans le midi de la France le

(1) Bibliothèque de Carpentras. Ms. 502, p. 234.

(2) *Cartulaire de Léoncel*, n° 3, p. 6.

(3) Bibliothèque de Grenoble, Reg. U, 460, p. 7.

berceau des Poitiers (1). Nous trouvons, en effet, dans les diocèses de Narbonne et de Nîmes une famille de Poitiers (*de Pictavi, de Pictavo, de Peiteus, de Pictavis*), dans laquelle le nom de Guillaume paraît avoir été en honneur. Cette famille occupait une haute situation. Guillaume de Poitiers figure dans un grand nombre d'actes concernant les comtes de Toulouse, les vicomtes d'Alby, de Nîmes et de Carcassonne, les archevêques de Narbonne, etc. (2). Il est fort probable qu'un membre de cette famille soit venu dans le Valentinois, au commencement du XII^e siècle. A cette époque nos pays, ressentant le contre-coup des révolutions politiques de la Bourgogne, étaient profondément bouleversés. L'Eglise de Valence avait à sa tête un prélat d'une naissance illustre, mais qui, à l'exemple de plusieurs de ses collègues, se préoccupait fort peu d'instruire et d'édifier son peuple. Il se nommait Eustache ; il siégea à Valence entre les années 1107 et 1141. Dans une lettre admirable de zèle apostolique qu'il lui adressa, saint Bernard nous le montre, avec une indignation à peine contenue, oubliant jusque sous les cheveux blancs ses devoirs les plus saints, opprimant les fidèles dont il était le pasteur et s'entourant de gens avides qui savaient le flatter et à qui il distribuait les richesses de son Eglise (3).

(1) « Vers la fin de l'année 1079 se tint un concile à Toulouse présidé par Hugues, évêque de Die. Frotard, qui était arrivé par simonie sur le siège d'Albi, fut déposé et excommunié et remplacé par Guillaume, surnommé de Poitiers, *Pictaviensis*. Frotard était accusé en outre par ses chanoines d'avoir vendu, au mépris de tous les droits et de toutes les règles canoniques, l'église de Vioux, dépendance du chapitre, aux moines d'Aurillac. » *Notices et extraits des manuscrits*, t. IV (an 7), p. 209.

(2) *Histoire de Languedoc*, t. V (1875), col. 1,085, 1,122, 1,072, 1,153, 1,144, 1,185, 1,214, 1,265, 1,271, 1,274.

(3) S. BERNARDI, *Opera*, dans MIGNÉ, *Patrol. lat.*, t. CLXXXII, col. 347-7. « Salutem tibi, vir illustrissime, etsi non scribo, opto tamen... Inde est sane ausus iste meus de præsentī, quo ad tuam magnitudinem

Le cartulaire de Léoncel donne à cet évêque la double qualification d'évêque et de comte Valentinois (*Eustachius episcopus et comes Valentinensis*) (1), ce qui est tout à fait digne de remarque et ce qui corroborerait sur un point les affirmations de Chorier qui nous montre Eustache, comte de Valentinois, introduisant dans le pays le chef de la maison de Poitiers, à qui il aurait donné sa fille en mariage. Nous n'avons aucun document qui nous permette de contrôler jusque-là la véracité du témoignage de notre historien ; mais ce qui est certain, c'est qu'un lien de parenté unissait ce personnage à la maison de Poitiers : nous sommes porté à croire qu'Eustache de Poitiers, prévôt de Valence, fils d'Aymar I^{er}, était le neveu de cet évêque et comte. On sait qu'une coutume, dégénérant le plus souvent en abus, autorisait chez nous un évêque à réserver à un de ses proches, plus particulièrement à un neveu, la première dignité du chapitre. Ajoutez que ce nom d'Eustache ne reparaitra plus dans la généalogie des Poitiers, peut-être à cause du mauvais renom qu'avait laissé cet évêque. Voici un document qui n'apportera pas sans doute une complète lumière sur la question,

præsumo scribere... Ego virum nobilem, quod in me est, in vera charitate decrevi his litteris suæ ipsius commonere salutis, excitare a somno... Quousque dissimulas ? quousque contemnis ?...quamdiu autem tu secundum duritiam tuam et cor impœnitentem, thesaurizas tibi iram in die iræ?... Cur, proh dolor ! sola veneranda canities solita veneratione fraudatur... Propterea qui te beatificant in errorem te inducunt, dantes verba, munera reportantes...

(1) *Cartulaire de Léoncel*, n° 4, p. 7 : « Notum sit omnibus presentibus et futuris quod Eustachius episcopus et comes Valentinensis (*sic*) dedit jure perpetuo Deo et beate Marie Fontis Lionne et fratribus ibidem commorantibus, in manu Falconi abbatis, pedagium et leidam suarum rerum apud Valentiam... » Cette charte, qui mentionne les confirmations de ce privilège par les deux successeurs d'Eustache, saint Jean et Bernard, a été rédigée sous l'épiscopat de ce dernier, qui s'est terminé vers 1154. — Eustache avait été chanoine du Puy avant d'occuper le siège de Valence.

mais qui du moins pourra fournir un nouvel argument probable en faveur de la double thèse de l'origine méridionale des Poitiers et de leur relation de parenté avec l'évêque Eustache. Il nous montre en effet l'évêque de Valence présent à une assemblée, tenue à Carcassonne en l'année 1118, où furent traités certains intérêts de famille entre Bernard Atton IV, vicomte de Carcassonne, Cécile sa femme et leurs enfants d'une part, et Rainon du Caylar et Guillaume, son frère d'autre part (1). Or, nous avons vu plus haut qu'un Guillaume de Poitiers fut bien des fois témoin d'actes passés en faveur de ce Bernard Atton IV. Autre détail non moins intéressant à recueillir et qu'aucun historien dauphinois n'a encore signalé : Bernard Atton eut de Cécile de Provence, son épouse, plusieurs enfants, entre autres Météline (dont la fille épousa Silvion de Clérieu). Ces faits sont attestés par une charte de 1152, où nous voyons cette Météline renoncer à toutes ses prétentions à l'héritage paternel en faveur de Bernard Atton V, vicomte de Narbonne, son frère. Cet engagement est souscrit par Silvion de Clérieu et son fils Silvion, par Aldebert et Guillaume de Crussol, par Girard Bastet, Falcon et Jourdan de Montchenu, Guillaume de Mercurol, Lambert de la Voulte, et huit autres personnages (2).

(1) TEULET. *Layettes du trésor des chartes*, n° 45. — *Histoire de Languedoc*, t. V, col. 854.

(2) TEULET. *Layettes du trésor des chartes*, n° 125. — *Histoire de Languedoc*, t. V, col. 1149. — Météline avait épousé, vers 1105, Arnaud de Béziers ; de ce mariage était née une fille, appelée comme sa mère, Météline qui devint la femme de Silvion II, seigneur de Clérieu. Ce Silvion fut père de Roger, de Silvion, époux d'Artaude de Crest et de Guillaume l'Abbé. — Roger I^{er}, seigneur de Clérieu (1186-1215) eut : 1^o Guillaume Gratepaille, seigneur de Clérieu, qui épousa Julienne, fille de Raymond-Béranger II, seigneur de Pont-en-Royans, et ne laissa pas de postérité ; 2^o Roger II, seigneur de la Roche-de-Glun, puis de Clérieu ; 3^o Météline, épouse de Guillaume Jourdain, seigneur de Fay et de Mezenc, fondateur de la Chartreuse de Bonnefoy, au diocèse de

Mais voici qu'une charte du Cartulaire de Cluny nous révèle l'existence au XI^e siècle d'un *castrum de Pictavis*, situé dans les environs de Taulignan, de Mirabel et de Nyons, et nous apporte en même temps de nouvelles et précieuses données sur divers personnages appartenant à une même race et devenus chacun la tige d'une illustre famille. C'est M. Em. Pilot de Thorey qui a bien voulu attirer notre attention sur ce document, et nous laisser entrevoir son importance dans la question historique qui nous occupe. Le 22 mai 1023, deux frères Léger et Pons, désireux de terminer leurs jours dans un monastère, veulent avant de quitter le siècle, disposer de leurs biens. En conséquence ils donnent aux religieux de Cluny la moitié d'un château appelé *Altonum*, situé dans le diocèse de Die ; l'autre moitié avait été déjà l'objet d'une libéralité de leur père envers les mêmes religieux. Quant à leurs autres possessions, ils les laissent en partage à leurs frères restés dans le monde et qui sont : Féraud, évêque de Gap, Pierre, évêque de Sisteron, Arnulfe, Giraud, Rodolphe et Raimbaud. Ces possessions sont soigneusement énumérées, et c'est là que se trouve la mention d'un *castrum de Pictavis* (1). Le nom de ce *castrum* sera-t-il devenu le nom patro-

Viviers, qui ne laissa que deux filles : Philippa de Fay (*de Fayno*), femme d'Aymar II de Poitiers, comte de Valentinois, et Saure, femme de Raymond de Mévouillon.

(1) *Chartes de Cluny*, n° 2,779 : « Est autem quoddam castrum, vocabulo Altonum, cujus partem dimidiam olim a patre nostro sancto Petro scimus esse derelictam..... Et ut hec donatio firma et stabilis permaneat, cuncta que infrascripta continentur ceteris nostris fratribus deveniat. De quodam castro Bar vocabulo, cum omnibus que ad eum pertinent, quarta pars. Item de alio qui vocatur Clarenciagias, quarta pars. De Guarno autem castro et de quadam villa similiter vocata Guarnum, quarta pars. Item de castro Pictavis, quarta pars. De villa Pupiana, quarta pars. De villa Texiana, quarta pars. De Montilio, quarta pars. De Frontiniaco vero, ea que nostre parti exire videntur similiter dimittimus. De Lachias, similiter. Sed et de quodam castro, Mirabellum no-

nymique d'une branche de cette famille ? Les documents ne nous permettent pas encore de nous prononcer à cet égard, il faut attendre de nouvelles découvertes ; toutefois, l'étude attentive des données que nous possédons nous conduit à des résultats qui projettent déjà un peu de lumière sur l'origine de quelques-unes de nos grandes familles féodales.

Les huit frères dont la charte de Cluny vient de nous faire connaître les noms étaient fils de Laugier et d'Odila. Ils appartenaient à une ancienne et puissante famille de vicomtes de Nice, qui étendant ses rameaux dans le nord de la Provence n'avait pas tardé à devenir prépondérante à Vence, Vaison, Sisteron, Gap, Orange, etc. (1). Trois d'entre eux nous intéressent tout particulièrement à cause de leur relation avec nos pays.

1° Arnulfé se fixa dans les environs de Grenoble probablement par suite de son mariage avec Frideburge « dame très illustre », et c'est lui qui en l'année 1050 environ fit de concert avec son épouse et son fils Rodolphe, à S. Odilon, abbé de Cluny, la donation que nous mentionne la charte 27 du Cartulaire de Domène (2). Il eut encore deux enfants, Boson et Euphémie, celle-ci épouse de Guillaume Morard.

mine, quem nobis jure paterno scimus provenire, quartam partem congregatio Cluniensis quamdiu nobis vita comes fuerit obtinebit ; post vero nostrum exitum... » Il est difficile d'identifier ces divers noms de lieux : *Altonum*, au diocèse de Die, paraît être Taulignan, l'ancien *Aletanum* ; *Bar*, le château de Barry, près de Mornans (?) ; *Guarnum* ne peut être que le château des *Guards*, ancienne citadelle de Nyons, appelé encore au XIV^e siècle *Guarnum* ; *Mirabellum* est sûrement Mirabel, près de Nyons.

(1) Pour l'histoire de Laugier et d'Odila et de leurs descendants, il faut consulter l'ouvrage du comte E. CAIS DE PIERLAS, *Le XI^e siècle dans les Alpes-Maritimes. Etudes généalogiques* (Turin, 1889, in-4°, 110 p.), p. 37 et suivantes. L'auteur a groupé tous les renseignements qu'ont pu lui fournir sur les origines des familles féodales de ce pays, les *Cartulaires de St-Victor, de Lérins, de Nice, d'Apt*, etc.

(2) *Cartulare monasterii beatorum Petri et Pauli de Domina*. Lugduni, 1859, in-8°, n° 27, p. 31.

2° Rodolphe fut la tige de l'illustre famille de Monteynard. C'est M. Em. Pilot de Thorey qui le premier a découvert cette filiation. Rodolphe devint possesseur des terres de Domène, près de Grenoble (1). Nous avons de lui une donation faite à l'abbé de Cluny. Il eut quatre fils : Aynard I^{er} qui suit ; b/ Rodolphe, qui succéda à son oncle Féraud sur le siège épiscopal de Gap vers l'année 1040 ; c/ Guigues de Domène, époux de Wuielleme, fille de Ponce, comte de Die, et père de Guillaume de Domène, de Pierre et de Wuilla. Une charte de Domène nous apprend qu'il était cousin de Guigues de Châteauneuf, père de saint Hugues, évêque de Grenoble (2). d/ Atenulfe, qui de sa femme Elisabeth eut plusieurs fils : Hugues, Siboud, Guiffrey, et une fille Aldegarde. e/ Gencion. — Aynard I^{er}, fondateur du prieuré de Domène en 1027 ou 1028 (3), eut successivement pour femmes Fecenna, Elisabeth et Adélaïde. Il laissa : a/ Ponce Aynard, père de Ponce II et aïeul de Guigues et de Raymond Béranger, tige des seigneurs de Pont-en-Royans. b/ Aynard II, père d'Aynard III et d'Isard de Voreppe ; c/ Nantelme ; d/ Soffrey ; e/ Pierre.

3° Raimbaud de Nice eut de nombreux enfants, tiges de familles puissantes. Nous citerons seulement Laugier surnommé le Roux, de qui descendent les seigneurs d'Apt (4) ; Guillaume qui prit part à la première croisade (5), et Bertrand, seigneur d'Orange, dont la femme Adélaïde est qua-

(1) *Cartulaires de l'Egl. cath. de Grenoble*, p. 19. — Aynard II, fils d'Aynard I^{er} et petit-fils de Rodolphe, rappelle dans cette charte les donations faites à son aïeul par Isarne, évêque de Grenoble. Cette donnée est en parfait accord avec notre charte de Cluny qui nous montre Rodolphe, frère d'Atenulfe ; c'est lui qui vint le premier de sa famille se fixer dans le Graisivaudan. Les généalogies qui lui donnent pour père un autre Rodolphe sont à corriger. (*Cartulare de Domina*, p. 451-4.)

(2) *Cartul. de Domina*, p. 257.

(3) *Chartes de Cluny*, n° 2,801.

(4) CAIS DE PIERLAS. *Le XI^e siècle dans les Alpes-Maritimes*, p. 60-2.

(5) CAIS DE PIERLAS. *Op. cit.*, p. 47, 86.

lifiée de *comtesse*. Ce dernier eut pour fils Raimbaud d'Orange qui nous est connu par des actes de 1061, 1073 et 1078 et qui mourut en Terre-Sainte l'an 1097. Raimbaud ne laissa qu'une fille Tiburge qui porta la seigneurie d'Orange à Guillaume de Montpellier, seigneur d'Omélas. Celui-ci testa en 1155 et eut quatre enfants : a/ Guillaume, dont l'existence, attestée par les anciens historiens de Provence, est mise en doute par les auteurs de l'*Histoire de Languedoc* ; b/ Raimbaud, seigneur d'Omélas et comte d'Orange en partie, mort sans enfants vers l'an 1180 ; c/ Tiburge, qui épousa vers 1146 Aymar de Murviel ; d/ autre Tiburge, femme en premières noces de Gaufred de Mornas, et en secondes de Bertrand de Baux ; elle hérita de son frère Raimbaud de la moitié d'Orange qu'elle transmit à Bertrand et Guillaume de Baux, ses fils du deuxième lit (1).

Il ne nous reste plus qu'un seul fait à signaler pour achever de faire connaître tout ce qu'il nous a été possible de recueillir sur les origines encore fort problématiques de la maison de Poitiers. On sait que les anciens comtes d'Orange portaient dans leurs armoiries cette étoile à seize rayons devenue légendaire et qu'ont chantée tous les poètes de la Provence, depuis les troubadours du moyen âge jusqu'à l'immortel auteur de *Calendal*. Or, coïncidence fort remarquable, le sceau le plus ancien à date certaine que nous possédions des comtes de Valentinois est celui d'Aymar II de Poitiers ; il est conservé à la préfecture de l'Isère et se voit au bas d'une charte en langue romane de l'année 1197 ; c'est un sceau équestre avec cette légende : † SIGILLVM : ADEMARI : COMITIS VALENTINENSIS. Sur le contre-sceau se trouve l'étoile à seize rayons et ces mots ? † COMITIS VALENTINENSIS (2). Il

(1) CAIS DE PIERLAS. Op. cit., p. 55-60. — D^r BARTHÉLEMY. *Inventaire des chartes de la maison de Baux*, Introd. — *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 183-5.

(2) Archives de l'Isère, B, 3,517.

existe plusieurs exemplaires du même sceau ; sur quelques-uns, on distingue très bien, à l'aver, sur l'écu du chevalier, les six besans qui sont les armes spéciales de la famille de Poitiers.

Dans les pages qui suivent nous allons présenter au lecteur un résumé de l'histoire des comtes de Valentinois et Diois de la maison de Poitiers, nous appliquant tout particulièrement à montrer comment ils surent, par une politique habile, agrandir leurs domaines, se créer une importante principauté, et aussi comment, dans une guerre de plus d'un siècle avec leurs rivaux les évêques de Valence, ils préparèrent, consommèrent leur ruine et se virent contraints de céder leurs Etats à la France.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



LUC ET SA MOSAÏQUE

(SUITE ET FIN. — Voir les 103^e et 104^e livraisons).

Aux diverses preuves déjà fournies en faveur de l'existence continue de Luc sur le même emplacement, il est utile d'ajouter celles que sa mosaïque met en évidence.

Cette œuvre d'art ne porte en elle-même, ni dans ses alentours, aucune trace d'incendie, et révèle une demeure somptueuse au centre même de la ville ancienne. En effet, la propriété où elle a été découverte, l'année dernière, en construisant une maison neuve, longue, au midi, la route nationale n° 93 de Valence à Sisteron par Die, et, au couchant, l'avenue de la gare de Luc sur la voie ferrée de Livron à Aspres-lès-Veynes ; elle touche ainsi à la place de la mairie, de la fontaine et de l'ancienne église, restaurée en 1671 et remplacée par une autre en 1844.

Devenu gîte d'étape, *mansio*, aux temps de la *Table de Peutinger*, de l'*Itinéraire d'Antonin* et de celui de *Bordeaux à Jérusalem*, Luc conserva tout naturellement des restes de son ancienne splendeur. En 514, sous le consulat de Cassiodore, la mort d'Arbacia, chrétienne baptisée, prouve la conversion des habitants à la foi chrétienne et l'existence d'une agglomération.

Mais, n'eut-elle rien à souffrir des Lombards en 576 et des Sarrasins, de 733 à 737 ? Les détails font défaut.

Un fait certain c'est que la mosaïque, à une époque reculée subit de graves mutilations et fut coupée par un canal, du nord au midi, dans toute sa longueur.

Jamais les Romains n'auraient sacrifié de la sorte une œuvre d'art, et il faut remonter à des temps de décadence littéraire et artistique pour expliquer cette espèce de sacrilège.

Est-ce à la suite d'inondations du rif de Luc ou de glissements de terre que les maisons voisines de la mosaïque descendirent un peu plus bas ? L'hypothèse est vraisemblable, puisque elle a été trouvée à 1^m50 au dessous du niveau de la route et que la partie méridionale du bourg actuel renferme des constructions anciennes. L'existence du canal qui la coupe accuse des exigences inconnues sous la domination romaine, et qui jamais ne se seraient produites, si Luc avait quitté, pour le Claps, son ancien emplacement. A quoi aurait servi un canal dans un lieu inhabité ?

En l'état, par suite de constructions postérieures (1) et de mutilations, la mosaïque de M. Nal présente seulement une longueur de 5 mètres sur une largeur de 3^m65 ; c'est-à-dire un tiers environ de la surface primitive. C'est à la fois un *pavimentum sectile* et un *pavimentum vermiculatum*, c'est-à-dire un mélange de figures géométriques et de figures d'oiseaux, de fleurs et d'insectes.

On y voit, du côté du jardin et de la gare, un panneau central, à quatre têtes de taureaux, entourés de quatre médaillons carrés avec des étoiles à 6 raies au centre, et de deux carrés longs avec losanges intérieurs, le tout ceint d'un encadrement en feuilles de vigne, d'une exécution si remarquable qu'on dirait une peinture.

Au levant et au midi de ce panneau existent six autres médaillons carrés avec décorations spéciales pour chacun, et l'un d'eux, sous le panneau central déjà décrit, porte

(1) Dans le jardin de M. Nal, où l'on espérait trouver la prolongation de la Mosaïque, les fouilles faites ont simplement mis à nu des fragments de murs.

une inscription, indiquant le nom de l'artiste, ce qui constitue un fait extrêmement rare.

Viennent ensuite une frise grecque, une assez large bande en blanc entre deux filets noirs et enfin le seuil, frise ou bordure, d'un travail élégant et fini, reproduisant des fleurs, des insectes et des oiseaux avec leurs couleurs naturelles. Il y a là de ravissants détails qui annoncent un artiste de valeur.

En dehors de ce seuil, les cubes employés sont en calcaire noir et blanc; les noirs proviennent des Alpes et les blancs du pays même ou du Pont du Gard; ils ont d'ordinaire de 9 à 10 millimètres et ceux des ornements, la moitié moins. On dirait que la guirlande en feuilles de vigne du panneau central était verte autrefois ou tirait sur le vert; la couleur a beaucoup pâli depuis; mais le travail est resté véritablement soigné et délicat.

M. Allmer a publié dans la *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 68 (dernier trimestre de 1892), l'inscription de la Mosaïque de Luc. Le savant épigraphiste déclare ne connaître aucun autre exemple du gentilice *Amiteius* et incline à y voir *Antei* ou *Ami(n)tei*. Il ne nous appartient pas de contredire un maître si compétent, mais nous pouvons déclarer qu'un examen sur place de l'inscription n'a pas permis de lire autre chose qu'*Amiteius* avec un *s* final plus petit, l'*a* et le *m*, le *t* et le *e*, dans *Amiteius*, et le *h* et l'*i*, dans *architectus*, liés en monogrammes. Un grand nombre de personnes, et notamment MM. Héron de Villefosse, Révoil et Nugues n'ont pas lu autrement. Le point après le *Q* est très apparent et on n'en voit pas d'autre. Il y a donc en réalité :

Q. AMITEIVS
ARCHITECT
FECIT

Ou en français : « Œuvre de Quintus Amiteius Architectus. » M. Allmer trouve une autre difficulté dans cette inscription : c'est la qualification d'*architecte*. « S'il s'agit, » dit-il, de l'architecte de la construction à laquelle la mosaïque appartenait, la place convenable de la signature « n'était pas sur la mosaïque, où elle désigne non pas l'architecte, mais l'artiste mosaïste, signant son œuvre sur « son œuvre même. » Or, l'auteur établit d'après des textes certains, que les mosaïstes s'appelaient *Musaerii* ou *Musivarii*.

Il ajoute que, dans une inscription de Gruter, *architectus* et *architectianus* sont incontestablement des cognomens, et que la lecture *Q. Amiteius Architectus* « fait « disparaître à la fois l'irrégularité d'un gentilice non suivi « d'un cognomen et la mention d'un qualificatif inutile à « rappeler, si la profession répondait à la nature de « l'œuvre signée, non motivé, si cette profession, comme « ce serait le cas, était sans rapport immédiat avec la « nature de l'œuvre. »

M. Révoil, l'habile architecte, si connu par ses beaux travaux archéologiques, nous a assuré qu'il a reconnu, dans d'autres mosaïques du midi, le savoir faire d'*Amiteius* ou des siens, malgré l'absence de tout nom de famille. Cette particularité expliquerait alors le surnom d'*architectus*, pris à Luc par cet artiste, et tout serait ainsi concilié.

La mosaïque, gracieusement offerte par M. Nal au musée de Valence, sur les conseils de M. Héron de Villefosse, a été enlevée par les soins de M. Mora, mosaïste à Lyon, et transportée dans notre ville, vers la mi-février. Mais elle n'a pas encore été replacée.

Dans quelques temps, il sera possible de la juger et nous sommes certain que le public ratifiera le jugement porté par les hommes les plus compétents sur sa valeur artistique.

Outre les inscriptions déjà signalées à Luc, il est bon d'en rappeler trois autres d'une certaine importance : la première, placée à Pauliane par M. Long et dans le bourg même par M. Delacroix, porte sur un autel votif à Mercure :

MERCVRIO
NOVELLVS
· IOVINCATI
V. S. L. M.

La 2^e est un fragment du cinéraire d'un médecin :

V. IVL. - . OL	{	<i>Vivus Julius.... ol.</i>
ANVS MED		<i>anus medicus</i>
OCO CINE		<i>Vocontiorum cinerarium.</i>

La 3^e, d'après Gruter, révèle le nom d'un prêtre de la colonie de Luc.

. . . R. POM. SAC	{	<i>Valerius Pompeianus sacerdos</i>
LUC. . . .		<i>Coloniæ Lucensis.</i>

M. Gillouin, agent voyer nous a montré aussi un fragment de statue de femme dans une cour voisine de son habitation, et, près de la gare, deux tronçons de colonnes considérables.

Un collectionneur éclairé et ami de son pays, qui aurait su recueillir toutes les épaves romaines de ce bourg, aurait rendu à la science historique un véritable service; à son défaut, nous avons tâché du moins de réunir ce que les auteurs de la province en ont dit.

A. LACROIX.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103° et 104° livr.).

35. — *Mémoire et consultation sur la dignité et les prérogatives du premier baron, connétable, grand maître héréditaire du Dauphiné, premier commis de la Province, droit de séance, etc.* — Paris, L.-M. Cellot. 1788.

In-4° de 99 pp. Par ou pour le duc de Clermont-Tonnerre. (Notes de M. le Dr Ul. Chevalier.)

36. — *Délibération de la ville de Romans du 16 juin 1788. — Assemblée extraordinaire des notables de la ville de Romans, convoquée aux formes ordinaires, où se sont trouvés plusieurs membres de MM. du clergé, de la noblesse et autres notables citoyens, ensuite de l'invitation qui leur a été faite.* — In-8° de 7 pp. non ch., s. l. n. d.

En réponse à la circulaire adressée à toutes les communautés du Dauphiné par les consuls et échevins de Grenoble, leur demandant de s'associer à la protestation des notables de cette ville assemblés le 14 juin 1788, pour demander au Roi de retirer ses nouveaux édits et de rendre à la province ses magistrats. Les notables de Romans expriment leur adhésion pleine et entière aux principes et

aux sentiments contenus dans l'adresse de Grenoble. Cette pièce débute par un discours de M. Dédelay d'Agier. (MAIGNIEN, *Bibliogr. révol. du Dauph.*, n° 115.)

37. — *Relation de ce qui s'est passé dans les villes de Grenoble et de Romans en Dauphiné depuis l'arrivée de M. le maréchal de Vaux.* — En Dauphiné, 1788. — In-8° de 16 pp. (Bibliothèque de M. Chaper.) — (MAIGNIEN, *Bibliogr. rév.*, n° 155.)

Le maréchal de Vaux, qui commandait les troupes chargées de réprimer l'effervescence causée à Grenoble par l'exil du Parlement, arriva dans cette ville le 15 juillet.

38. — *Arrêt du conseil d'Etat du Roi portant qu'il se tiendra dans la ville de Romans une assemblée des Trois-Ordres de la Province, à l'effet de délibérer et de porter son vœu, tant sur la manière la plus utile d'en convoquer les Etats, que sur la forme qui doit être donnée à leur composition ; règle ce qui sera observé pour l'élection et le choix des députés de chaque ordre qui composeront cette assemblée, laquelle est fixée au 5 du mois de septembre prochain.* — (Grenoble, in-8° de 8 pp.) — Autre édition : Versailles, imprimerie Royale, in-4° de 16 pp. (M. le Dr Ul. Chevalier). Autre édition : Paris, imprimerie Royale, in-4° de 8 pp. Autre édition : placard in-fol.

Le décret royal est en date du 8 août 1788.

« Suit l'arrêté de l'intendant Caze de la Bove, par lequel l'Assemblée générale est fixée au 5 septembre, celle de la noblesse, pour l'élection de ses députés, au 27 ; celle des communautés au 24 ; celle des députés des villes et communautés qui doivent se tenir dans le chef-lieu de chaque élection, au 31 du présent mois (d'août). » (MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 183).

39. — *De par le Roi.....*

Ordonnance de l'intendant de la province, par laquelle

les députés des communautés qui composent l'élection de Romans doivent se trouver en cette ville le 31 août, pour y élire les douze députés du Tiers-Etat qui doivent assister à l'assemblée des Trois-Ordres qui se tiendra à Romans, le 5 septembre prochain. — In-8° de 2 pp. s. l. n. d. (*Bibliographie révolut.*, n° 214.)

D'autres ordonnances du même intendant Caze de la Bove furent envoyées pour le même objet aux différentes élections du Dauphiné. M. Maignien cite celle adressée aux communautés de l'élection de Grenoble (qui devaient élire 21 députés); il en mentionne deux éditions. (*Ibidem*, n° 191 et 213).

40. — *Délibération de l'assemblée de la noblesse de Dauphiné tenue à Grenoble les 25, 26 et 27 août 1788, et présidée par M. le comte de Morges.* — In-8° de 6 pp. (s. l.) Au sujet de la réunion des Etats à Romans le 5 septembre. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 210.)

41. — *Copie de la lettre écrite par MM. les commissaires de l'ordre de la Noblesse aux officiers municipaux des chefs-lieux des élections.* — 2 pp. in-4°, s. l.

Publiant la résolution prise le 25 août, dans la délibération qui fait l'objet de l'article précédent, de former l'assemblée des Trois-Ordres le 1^{er} septembre, et de se réunir pour une prorogation, le 5, à Romans. M. Maignien mentionne cette pièce deux fois, l'une avec la date du 27 août, et l'autre avec celle du 31. (*Loc. cit.* n° 209 et 215).

42. — *Copie de la lettre écrite par M. le comte de Brienne, ayant le département de Dauphiné, à M. l'Archevêque de Vienne, président des Trois-Ordres de cette province.* — In-4° de 3 pp. non ch., s. l. n. d.

Cette lettre est datée de Versailles, le 5 septembre 1788. Le Roi y approuve la prorogation de l'Assemblée au 10 courant. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 236.)

43. — *Plan pour la formation des Etats du Dauphiné, arrêté et rédigé par les Etats assemblés à Romans le 14 septembre 1788.* — In-8° de 16 pp., s. l.

Ce plan ne contient que LV articles. Il a été modifié, augmenté, et publié de nouveau sous le titre suivant :

44. — *Projet d'un plan pour une nouvelle formation des Etats du Dauphiné, présenté par les Trois-Ordres de la Province, assemblés à Romans le 5 septembre 1788.* — In-8° de 61 pp., s. l.

A la suite des LX articles du règlement projeté (p. 3-41) est une *Lettre écrite au Roi par les Trois-Ordres de la Province de Dauph. assemblés à Romans, le 14 septembre 1788.* Elle est signée, au nom des Trois-Ordres : J.-G., Arch. de Vienne, Présid., MOUNIER, Secrét. (pp. 43-58) ; puis une autre lettre signée des mêmes à M. Necker (pp. 59-61).

Œuvre de Mounier. (MAIGNIEN, *Anonymes dauphinois*, n° 2088 ; voir aussi sa *Bibliogr. révolut.*, n° 222, où il est fait mention de la collaboration de Barnave.)

45. — *Lettre écrite au Roi par les Trois-Ordres de la province de Dauphiné assemblés à Romans le 14 septembre 1788.* — In-8° de 11 pp. (s. l.) — Autre édition de 8 pp. in-8° (s. l.).

Suit : *Lettre écrite à M. Necker, par...* (*ut suprâ*).

Ce sont les deux pièces qui terminent l'article précédent, avec les mêmes signatures

La lettre au roi finit à la p. 9. M. Maignien en cite un long extrait (*Bibliogr. révolut.*, n° 223), et en attribue la rédaction à Barnave. (*Anonymes dauph.*, n° 1376.)

46. — *Suite et fin du plan pour une nouvelle formation des Etats du Dauphiné, arrêté à Romans, le 28 septembre 1788, par l'assemblée des Trois-Ordres de cette province.* — In-8° de 4 pp. (s. l. n. d.).

Rédigé par Barnave et Mounier. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 231, et *Anonymes dauphinois*, n° 242.)

47. — *Procès-verbal de | l'Assemblée générale | des | Trois-Ordres | de la province | de Dauphiné, | tenue à Romans | par permission du Roi. |* — A Grenoble, de l'impr. de J.-M. Cuchet, impr.-lib. de Mgr le Duc d'ORLÉANS et de NOSSEIGNEURS des Trois-Ordres de la province de Dauphiné. M.DCC.LXXXVIII. — In-4° de 139 pp.

(Armes écartelées de France et de Dauphiné, sur le milieu du titre).

Commence: *Du mercredi 10 sept. 1788*, etc. Signé à la fin: J.-G., ARCH. DE VIENNE, présid.; MOUNIER, secrét.

Autre édition de format différent et avec un titre légèrement modifié, comme suit:

48. — *Procès-verbal de | l'assemblée générale | des | Trois-Ordres | de la province | de Dauphiné | tenue à Romans | le 10 septembre 1788.* — A Grenoble, de l'imprimerie de J.-M. Cuchet, imp.-lib. de Mgr le duc d'Orléans. 1788. — In-8° de 163 pp.

(MAIGNIEN, *Bibliographie Grenobloise*, n° 1458, et *Bibliographie révolutionnaire du Dauph.*, n° 219).

Voir plus loin, au *Centenaire des Etats de Romans*.

49. — *Précis des démarches des habitants du Bourg de la Guillotière en Dauphiné auprès des Trois-Ordres de cette province.* — In-8° de 3 pp., s. l. n. d., signé: Fer-rand, Allard.

On y trouve un *Mémoire pour servir d'instruction préliminaire à MM. des Trois-Ordres de la province de Dauphiné, assemblés à Romans le 10 septembre 1788*. (Extrait du *Procès-verbal de l'Assemblée de Romans* du 11 septembre, plus amplement analysé par M. Maignien, *loc. cit.*, n° 221.)

50. — *Délibération de l'Ordre de la noblesse de Dau-*

phiné du 27 septembre 1788. — In-4° de 4 ff. non chiff. (Bibliothèque de M. Gariel.)

C'est une lettre d'envoi contenant le règlement fait par ordre de la noblesse des Etats de Romans. Tirée à 50 exemplaires. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, p. 231.)

51. — *Réclamation d'un militaire du Dauphiné sur les exceptions faites en faveur de quelques membres de la noblesse de cette province pour passer de la seconde classe à la première.* 1788. — In-8° de 4 pp. (s. l.).

Protestation contre une disposition de l'assemblée de Romans, n'admettant comme éligibles aux Etats dans le second ordre que ceux qui avaient au moins cent ans de noblesse ; œuvre anonyme du comte de Narbonne-Fitzlar. (MAIGNIEN, *Anonymes dauphinois*, n° 1635 ; *Bibliographie révol.*, n° 326.)

52. — *Chacun a fait ses preuves.* — In-8° de 8 pp., s. l. n. d.

Du même auteur et dans le même sens que l'art. précédent. Le titre présente un jeu de mots. M. Maignien en cite un passage, *Bibliogr. révol.*, n° 316. Voir aussi *Anonymes dauph.*, n° 455.

HH. — *Lettre écrite à l'assemblée des Trois-Ordres de Dauphiné à Romans, par MM. les douze députés de Bretagne qui avaient été embastillés le 15 septembre 1788.*

(Dans le *Second recueil de pièces et écrits divers sur la Révolution*, p. 203.)

C'est une réponse à quelques questions qui leur avaient été adressées par les députés de la noblesse de Romans. M. Maignien en cite quelques lignes, *loc. cit.*, n° 224.

53. — *Avis aux Etats de Dauphiné séant à Romans. Abus à corriger.* — In-8° de 16 pp. (s. l. n. d.).

(Bibliothèque de M. Gariel.)

M. Maignien estime, vu les détails précis et circonstan-

ciés sur Romans et le Bourg-de-Péage contenus dans cette brochure, que son auteur est un habitant de ce dernier bourg. (*Loc. cit.* n° 309).

54. — *Lettre d'un citoyen Dauphinois à Monsieur M. S. D. E. D. D.* — In-8° de 77 pp. s. l. n. d.

Adressé par M. de Murat-Montferrand à M. M(ounier) S(ecrétaire) D(es) E(tats) D(u D(auphiné).

(MAIGNIEN, *Anonymes Dauph.*, n° 493, et *Bibliogr. révolution.*, n° 323.)

55. — *Esprit des opérations des Trois-Ordres de Dauphiné, depuis le 10 mai jusqu'à ce jour* (18 octobre 1788). — In-8° de 8 pp. s. l.

Autre édition de 15 pp.

Œuvre anonyme du comte de Virieu. Débute ainsi : « L'Assemblée de Vizille du 21 juillet a posé la première base de cet édifice de concorde et de justice qui a été consolidé par la délibération du clergé et de la noblesse, présentée à Romans, le 15 septembre 1788, à l'assemblée générale des Trois-Ordres..... »

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 235, et *Dict. des Anonymes Dauph.*, n° 872).

56. — *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Règlement pour la nouvelle formation des Etats de la province de Dauphiné. Du 22 octobre 1788. — Extrait des registres du Conseil d'Etat.* (A Versailles, de l'impr. royale, 1788.) — In-4° de 16 pp.

II. — *Nouveau Code pour la province du Dauphiné.* — A Paris, chez Simon, impr. du Roi, et se vend à Nismes, chez Buchet, libraire (s. d. 1789). — In-8° de 16 pp.

Contient le document précédent. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 257 et 258. L'art. précéd. y est indiqué comme in-8°).

57. — *Procès-verbal de l'Assemblée générale des Trois-Ordres de la Province de Dauphiné, tenue dans la ville de*

Romans, le 2 novembre 1788. — A Grenoble, de l'imprimerie de J.-M. Cuchet, impr. libr. de Mgr le duc d'Orléans et des Trois-Ordres de la Province de Dauphiné. MDCC.LXXXVIII. — In-4° de 102 pp. signé : MOUNIER.

Armes du Dauphiné écartelées de France, dans un écusson ovale, sur le titre.

(MAIGNIEN, *Bibliogr. grenobloise*, n° 1461, *Bibliogr. révolut.* (n° 263, et *Anonymes Dauph.*, n° 2060).

Contient les procès-verbaux des séances tenues du 2 au 8 novembre.

58. — *Second procès-verbal de l'Assemblée générale des Trois-Ordres de la province de Dauphiné, tenue dans la ville de Romans, le 2 novembre 1788.* — A Grenoble, de l'imprimerie de J.-M. Cuchet, Impr. Libr. de Mgr le duc d'Orléans et des Trois-Ordres de la Province de Dauphiné. MDCC.LXXXVIII.

In-8° de 120 pp. signé : MOUNIER. (MAIGNIEN, *Bibliogr. rév.*, n° 1462, et *Anonymes Dauph.*, n° 2324).

Ce volume contient le compte-rendu des séances du 2 au 8 novembre. On y remarque un long tableau sur trois colonnes des articles proposés par l'Assemblée de Romans pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné, avec les modifications apportées à leur rédaction par le conseil du roi, et les observations de l'Assemblée (pp. 63-81); puis la *Lettre écrite à Sa Majesté par les Trois-Ordres de la Province* (pp. 97-107), et enfin, les discours prononcés à la clôture des Etats par MM. Mortillet, premier échevin de Romans, le comte de Narbonne et le baron de la Bove, commissaires du Roi, l'archevêque de Vienne, l'abbé de la Salcette, le comte de Morges et M. de la Cour d'Ambésieux.

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.



LES ANTIQUITÉS

DE

SAINT-MARCEL-LÈS-VALENCE



A la dernière séance de la Société, je signalais la découverte, près de Valence, d'une statuette en bronze, paraissant être une réduction de la Vénus de Médicis, de 14 centimètres de hauteur, sans les pieds, qui ont disparu.

Le 14 février, MM. Mellier et Lafabrègue ont bien voulu m'accompagner à St-Marcel. De l'église du village part un chemin qui se dirige sur Montelieu ; on longe un instant à gauche, l'ancien lit d'un ruisseau desséché dans la direction du Sud-Est et l'on voit aussitôt la maison de M. Collion. A 2 ou 300 mètres d'elle, au midi, apparaissent sur un champ nouvellement converti en vigne, d'innombrables débris de tuiles plates, dites sarrasines et même de tuiles creuses. Non loin d'une dérivation de la Bourne, existe un bassin en ciment rouge de 1^m50 de longueur sur 1^m de largeur, 0,50 de profondeur et 0,40 d'épaisseur. C'est là tout près que la statuette de Vénus a été trouvée, ainsi qu'une autre plus petite (0^m14 cent. de hauteur), un socle et quelques pièces de monnaie en grand et moyen bronze, dont l'une à l'effigie d'Antonin.

L'étendue assez considérable du champ permet de supposer en cet endroit l'existence d'une métairie ou grosse ferme gallo-romaine, détruite par quelque invasion bar-

bare, comme l'indiquent des cendres et débris de charbon (1).

On voit par les testaments de l'abbé Ephibius et de Rufina, sa sœur, qu'en 696, sous Childebert, ces deux bienfaiteurs de l'Eglise de Vienne avaient à Genissieu et Parnans 1,400 serfs des deux sexes et 500 enfants ; ce qui suppose de grosses exploitations, ravagées sans doute par les Sarrasins, vers l'an 737.

La découverte à Chatuzanges de patères antiques en argent, prouve aussi qu'il y avaient là de riches propriétaires.

Pourquoi St-Marcel n'aurait-il pas eu un ou plusieurs domaines importants ? Une ancienne route allant de Valence à St-Nazaire-en-Royans et de là à Grenoble, traversait son territoire et, après la fondation de Romans, la voie qui reliait cette ville à celle de Valence, y passait.

Ce n'est pas tout : à quelques centaines de mètres au Sud-Ouest sur le bord du chemin de Montelier, M. Clémenson nous a montré aussi tout près de sa maison de nombreux débris de tuiles et de ciment romains et quelques pièces de monnaie. Il y aurait là, comme chez M. Collion, des fouilles à faire ; mais les ressources de la Société lui permettent-elles de les entreprendre ?

Quoi qu'il advienne, à cause de sa fort jolie statuette de Vénus, St-Marcel, appelé de Javeysan dans les chartes du Bourg-lès-Valence, pourra figurer désormais au nombre des stations archéologiques de la Drôme.

(1) L'endroit s'appelle *Caraboni*.



NOTES BIOGRAPHIQUES

CLAVEYSON (Exupère de)

ET

VOLET (Blaise)

Guy Allard, dans son *Dictionnaire historique et littéraire du Dauphiné* proclame Exupère de Claveyson « un rare esprit en toute sorte de littérature » et le fait vivre en 1580.

La Croix du Maine (François Grudé, sieur de), auteur de la *Bibliothèque françoise* (1584) n'était pas certain qu'il eût composé quelques ouvrages, et La Monnoie regarde ce nom comme chimérique, « ayant été fourni au vieux bibliographe par des gens qui abusaient de sa crédulité. »

Au dire de Chorier, « Exupère de Claveyson, » sieur de Parnans, et Blaise Volet, de Die, furent « deux beaux esprits » contemporains de La Croix du Maine; mais « leurs ouvrages n'ont pas eu, comme leurs noms, une ayde qui nous les ait conservez. » (1) Qu'y a-t-il de vrai ?

Enfin M. Rochas déclare, « ne rien connaître d'Exupère de Claveyson, problématique personnage. » (2)

S'il est très difficile aujourd'hui de savoir à quelles

(1) *Histoire générale*, II, 734.

(2) *Biographie du Dauphiné*.

enseignes les beaux esprits d'alors se reconnaissaient; s'ils devaient leur renommée à de fines réparties ou à des récits d'aventures curieuses, leur existence est un fait positif dont les preuves se retrouvent. Tel est le but de ce petit travail, en attendant que les bibliophiles nous fassent connaître leurs productions littéraires.

Blaise Volet paraît avoir eu à Valence un emploi dans les postes d'alors ou de chevaucheur du roi. Le 12 mars 1563, il fut choisi avec Rogier, Faure, etc., pour aller « remontrer l'innocence du corps de la ville touchant la mort de la Motte-Gondrin »; le 8 mai suivant, il entra dans le conseil politique de la cité, et comme il sollicitait une dispense d'assister aux délibérations, « étant contrainct se retirer en Suyse pour raison de sa poste, » ses collègues le prièrent de retarder son départ de trois mois.

Le 17 novembre de la même année, il reçut la mission de se plaindre aux officiers de trois compagnies de gens de guerre des mauvais traitements de leurs soldats. (1)

Ces détails un peu sommaires prouvent clairement la considération dont Blaise Volet jouissait à Valence à une époque fort troublée et le patriotisme de ce « bel esprit. »

Sur Exupère de Claveyson les archives publiques sont un peu moins avares de renseignements : celles de la Drôme le font descendre d'Artaud, seigneur de Claveyson; conseiller du dauphin Humbert II, lors du transfert de ses Etats à la couronne de France, et Chorier mentionne effectivement ses ancêtres :

1° Jean I, fils d'Artaud qui donna ses biens en 1424 à Jean II ;

2° Jean II, père d'André et d'Antoine.

Comme Salazar, Jean, bâtard de Lastic, François Pal-

(1) Délibérations consulaires, B, B, 6.

mier et quelques autres s'étaient emparés du château d'Etoile, André, châtelain et juge de Chabeuil, fut choisi par le gouverneur de la province et le parlement de Grenoble pour les en chasser et il y réussit (1484-1485) (1).

Guillaume fils d'André, épousa Philippine de Bressieu, dame de Parnans, héritière du nom, des armes et des biens de Geoffroy, son père. Elle était veuve en 1534, et par testament du 19 juillet, institua héritier universel Exupère de Claveyson, avec substitution au profit de François et de Louis, ses trois fils.

Moulinet, ancien archiviste de la Drôme, dans ses notes manuscrites faisant partie de la riche collection de M. Morin-Pons, assure qu'Exupère prit le nom de Bressieu, se maria d'abord avec Antoinette d'Hostun et ensuite avec Anne de Sibut ou Sibeud et testa le 12 février 1561.

François, héritier d'Exupère, naquit du premier lit et laissa une fille unique, Diane, épouse de Marin Laget, contrôleur principal des guerres en Dauphiné et secrétaire général de S. M. aux lignes suisses.

Il est probable que le nom de Bressieu pris par Exupère, a causé quelque confusion dans les écrits du temps.

Son frère, appelé François, eut deux fils Jean et Philibert qui se partagèrent ses biens en 1594 et formèrent les branches de Chavanes sur Moras (plus tard la Pérouse) et St-Martin sur Chabeuil. Des officiers de mérite ont illustré l'une et l'autre branche.

Après ces détails pourra-t-on regarder encore Exupère de Claveyson comme un personnage problématique.

Il resterait à établir sur preuves sa réputation de « bel esprit » ; mais cela est au-dessus de nos forces.

(1) Chorier, *Etat politique III*, au mot Claveyson et *Histoire générale II*, 488.

MONTLUISANT (Charles-Laurent-Joseph de)

Né à Montélimar le 22 décembre 1782 et sorti de l'école polytechnique et de celle des Ponts et Chaussées vers 1805, le jeune élève ingénieur prit part aux travaux maritimes des ports de la Manche, et de 1806 à 1815, prépara et accomplit le dessèchement des marais de Bourgoin. Il devint alors ingénieur de 2^e classe et obtint le service de l'arrondissement de Grenoble. Vers 1820, lorsqu'il fut question d'ouvrir un grand canal latéral au Rhône de Lyon à la mer, M. de Montluisant en qualité de chef de service dut étudier les projets de la section comprise entre Malmouche et Arles. Ses travaux durèrent deux ans et lui valurent les plus grands éloges du Conseil général des Ponts et Chaussées et, en 1825, le grade d'ingénieur en chef et de directeur des travaux hydrauliques du port militaire de Toulon.

Là, grâce à l'appui des vice-amiraux, préfets maritimes, il donna une grande impulsion aux constructions, fit adopter l'emploi de la chaux hydraulique du Teil et réalisa de la sorte des économies importantes. Envoyé de Toulon à Alger, où il prêta un concours utile au port, et à Marseille en 1835, il se trouva au début en présence d'un encombrement général causé par l'introduction de la vapeur dans les transports et d'une grande surexcitation d'intérêts privés. Son expérience, sa probité scrupuleuse et son travail intelligent lui concilièrent bientôt la confiance de l'autorité supérieure, du Conseil général, du Conseil municipal, de la Chambre de commerce. Fort du sentiment public, il fit agrandir la vieille Darse, créer les magnifiques quais de Rive-Vieille, adopter le premier

port de la Joliette, le canal de communication des deux ports et la route de ceinture. En 1847, il demanda la continuation des ports auxiliaires et le second bassin d'Arenc et proposa la grande rade du port de refuge et d'attente du Frioul. On lui doit aussi le choix de l'emplacement de la grande gare centrale de Marseille et celui de la gare maritime de la Joliette. Avec son collègue, M. Guillaume, il dirige l'étude du chemin de fer de Marseille à Toulon et présente, en 1846, le projet qui est exécuté aujourd'hui. Il est plus tard président de la commission de surveillance de tous les projets et de tous les travaux relatifs au magnifique canal des eaux de Marseille, et n'échoue que devant une coalition d'intérêts, lorsqu'il propose un grand port de refuge parfaitement abrité et sûr pour recevoir, en temps de guerre, nos flottes militaires et commerciales. Sa mort est du 25 septembre 1859.

Homme de devoir avant tout et partout, M. de Montluisant, placé à la tête des plus grands travaux pendant 25 ans, resta le type du véritable mérite ; modeste, habile, vigilant, infatigable, administrateur modèle, aimé de ses collaborateurs et de ses inférieurs qu'il savait faire récompenser, probe, désintéressé, et conservant à la fin de sa carrière le modeste patrimoine venu de ses parents, après avoir été appelé à donner son avis sur mille entreprises industrielles ou commerciales. En résumé, le grand ingénieur passe sa vie à se faire oublier et son unique désir est de voir le public jouir de l'œuvre sans découvrir la main qui la dirige.

Heureusement, tôt ou tard l'heure de la justice arrive et aujourd'hui nos grands ports de la Méditerranée portent gravé sur la pierre le nom M. de Montluisant. (1)

(1) Voir pour les détails et preuves la brochure intitulée : *Trois pages de la vie d'un ingénieur : de Montluisant (C.-L.-J.), Toulon, 1825-1835, Alger, 1835, Marseille, 1836-1848.*

UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97^e, 98^e, 100^e, 101^e et 102 livraisons).

GALERIE DES ANTIQUES

Voici maintenant l'inventaire des objets d'art et d'antiquité qui se trouvaient dans l'hôtel des Allées. Comme on va le voir, cette collection d'antiques était aussi fort riche, et complétait magnifiquement la galerie de peinture de l'abbé de Lesseins. Il y en avait d'autres au château de Triors. Nous en donnerons plus loin la nomenclature en décrivant le mobilier.

Dans la galerie :

Un taureau de bronze.

Un lion de bronze.

Un sanglier de bronze.

Un éléphant de bronze.

Une tête de bronze sur un buste de marbre.

Deux figures de bronze en un groupe, dont l'une menace l'autre d'un soufflet.

Un Hercule sur le Centaure.

Un cheval de bronze échappé.

Un taureau de bronze courant.

Un cheval marchant, de bronze.

Un gladiateur de bronze.

Une femme de bronze.

(Toutes les figures susnommées, de bronze, sont sur des pieds de marbre).

Un Hercule portant un sanglier, de bronze.

Un Mercure avec son caducée, de bronze.

Un Maure, buste en marbre.

Deux autres bustes de marbre blanc.

Deux autres bustes de marbre blanc, dont l'un a le col cassé, et l'autre le menton.

Neuf figures de plâtre, dont il y en a trois de rompues et endommagées.

Quatre bustes de plâtre.

Huit vases de faïence de différentes grandeurs, dont trois endommagés.

Deux petits vases de terre d'Hérôme (1).

Onze pièces de terre d'Hérôme, de différentes formes, pour garnir une cheminée.

Vingt-sept consoles de plâtre, dont il y en a quatre de rompues.

Une console de bois.

(Tous ces objets avaient été transportés dans la salle qui est à l'extrémité de la galerie).

Un autre inventaire fait mention des objets suivants dans ladite galerie ou dans la salle qui y fait suite :

Une antique de marbre dans une niche, sur la porte du parterre.

Un More, sur la porte de la Lionne, accompagné de trois médailles de bois peint.

Quelques figures de plâtre, en bustes et en vases.

(1) Erôme, canton de Tain, renommé pour sa terre à pipes.

Dans les entre-deux des tableaux, il y a, sur des consoles de bois blanchi, ce qui suit : une antique ; — cinq figures de marbre blanc et une de plâtre ; — huit médailles en bois peint.

Le buste de Monsieur l'abbé de Lesseins, modelé en terre blanchie, accompagné de deux médaillons en bois blanchi. — A côté : deux figures de bois sur des consoles ; un guerrier qui fume ; une femme.

Un troisième inventaire porte encore ce qui suit, toujours dans la galerie :

Un buste représentant un Maure.

Un autre buste de plâtre, portrait de feu M. l'Abbé.

Seize figures de plâtre représentant les empereurs, en médaillons sur des carrés de bois.

Deux figures ensemble, en toile collée sur du bois découpé.

Une autre petite figure de même, représentant un enfant qui caresse un chien.

Les figures d'une boîte... collées de même sur du bois, carton.

Une autre figure représentant un chien tigre.

Une autre petite figure de même, représentant un lapin.

Deux autres de même, représentant deux coqs.

Dans la grande chambre du pavillon qui est sur le vivier, où sont beaucoup de tableaux :

Six bustes antiques de marbre blanc, sur des piédestaux de bois peint de différentes couleurs.

Trois autres bustes de bronze noir, sur *item*.

Dans la chambre des vitres :

Sept pièces d'une vieille tapisserie à personnages, trouvées en divers endroits, de deux aunes et demi de haut sur dix-neuf aunes de cours.

Dans le cabinet du feu seigneur Abbé :

Une petite Vénus dans du verre.

Six petites figures de terre cuite.

Un petit enfant d'ivoire sur du bois noir.

Deux figures de plâtre, une représentant un Phénix et l'autre un Pélican.

Une figure de Neptune sur un Triton, de terre.

Dix-neuf figures ou bustes de plâtre ou de terre, dont six entiers et les autres endommagés.

Une figure représentant S. François d'Assise tenant un crucifix en main, la tête, les pieds et les mains d'ivoire, et le reste façon d'ébène.

Autre figure d'un enfant assis sur une tortue, en terre cuite.

La figure d'un chien sur de terre cuite de plâtre rompu (*sic*).

Une petite tête de cerf en laiton.

Un fruit sur bois chantorné (*sic*).

Une petite tête de mort d'ivoire, sur un piédestal de marbre noir.

Autre petite tête de mort sur un pied de marbre.

Quatre figures de terre cuite.

Une tête de marbre blanc.

Un groupe de marbre représentant un petit enfant avec une chienne et des petits chiens, dont la table est un peu endommagée.

Deux petites pyramides de terre d'Hérosme.

Quatre Pagaudes (1) de plâtre.

Dans le garde-meuble du galetas :

Un chapiteau de noyer sculpté, ayant une Vierge et un enfant Jésus.

(1) Bagaudes ?

Dans le parterre de la galerie d'en bas :

Dix lions de terre de Venise (ou) de Nevers, sur leurs piédestaux de touve (*sic* pour tuf).

Douze bustes de plâtre d'un pied et demi de hauteur dans des niches, à la muraille de la galerie basse.

Seize autres bustes de plâtre conformes, contre la muraille de la maison.

Deux lions de pierre.

Une figure de plâtre, beaucoup endommagée.

Quatre grandes urnes de pierre sculptées, peintes en porcelaine, sur leurs piédestaux de pierre.

Vingt-sept vases de pierre, en trois pièces chacun, en figure de cloches, l'un desquels est beaucoup endommagé.

42 vases en faïence ou en terre vernissée, plus 30 caisses de différentes formes ou grandeurs pour lauriers ou orangers, et 22 vases plus petits pour fleurs. L'un des grands vases est ainsi décrit : « Un grand vase ou cuvette à deux têtes humaines, en terre de faïence, en porcelaine, garni d'un petit oranger, sur un piédestal de touve (tuf). »

Dans la chambre du duc de Bourgogne :

Deux groupes de bronze, à deux figures chacun.

Deux groupes de marbre.

Un buste de femme, de marbre.

Un groupe de bronze, de deux femmes qui luttent.

Deux petites têtes de bronze.

Dans une chambre attenante :

Deux groupes de bronze de deux figures chacun.

Quatre petits bustes antiques, de marbre blanc.

Quatorze bustes sur la corniche, dont douze sur carton et deux de terre ou en figure.

Deux bustes en modelé de terre.

Deux bustes de marbre élevés sur deux pieds de sapin, (peints) en porcelaine.

BIBLIOTHÈQUE

Un autre genre de collection dans lequel, mieux encore que dans le sujet de ses tableaux et la composition de sa galerie de statuaire et de sculpture, se reflètent les goûts et la tournure d'esprit de l'abbé de Lesseins, c'est sa bibliothèque. Elle était fort belle, et on voit immédiatement, à la première inspection du catalogue, que c'était celle d'un amateur. L'inventaire qui en fut dressé après sa mort porte environ cinq cents articles, désignés malheureusement d'une manière fort sommaire, sans indication de format ni d'édition, le plus souvent même sans aucune mention des auteurs ni du nombre de volumes. Malgré cela, cet inventaire est intéressant à étudier, non seulement pour le motif que nous avons énoncé tout-à-l'heure, mais aussi au point de vue bibliographique. Il comprend un bon nombre de livres rares, une quarantaine d'éditions gothiques, la plupart incunables, des ouvrages dauphinois, beaucoup d'histoire, passablement de mathématiques, un certain nombre de livres de théologie et de controverse religieuse, quelques ouvrages sur l'art militaire et la vénerie ; mais on y trouve surtout de la littérature et des romans, et la plupart des productions littéraires de l'époque. C'est l'élément qui domine. On y remarque aussi un bon nombre d'ouvrages relatifs à l'astrologie judiciaire, à la magie et aux sciences occultes ; enfin, il y a une certaine quantité de livres italiens et quelques-uns d'espagnols. Voici, classés par catégories principales, les articles qui nous ont paru les plus significatifs ou les plus curieux :

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

Platina Cremonensis. De vitis ac gestis summorum Pontificum, relié en veau.

- Respublica Namurcensis, (item).
L'Histoire de N.-D. de Lorette, relié en parchemin.
De justâ abdicatione Henrici tertii, (item).
Martyre de la reine d'Écosse (Marie Stuart).
Le siège de Montauban (relié en vieux parchemin).
Discours des premiers troubles de Lyon (relié en parchemin).
Histoire de l'Église naissante, (item).
Vita Ignatii Loyolæ.
Vie du P. Lainez, jésuite.
Paradoxe de l'origine de Hugues Capet.
Le grand empire de l'un et l'autre monde.
Les trophées d'Henri IV.
Généalogie et épitaphes des rois de France.
Remontrance des confédérés de l'Empereur aux Etats sur la reddition de Milan (imprimé sur parchemin, couvert d'un vieux reclus (?), noir).
Institution de l'Aumosne générale de la ville de Lyon, (relié en parchemin).
Des maisons plus illustres de la chrétienté.
Obsidio Corbeiensis.
Géographie historique.
Chronique scandaleuse sous Louis XI.
Tableau des Gaules.
Relation de l'isle de Saint-Irini (*sic*).
De ducibus et comitibus Galliæ.
Alliances de France et Savoie.
Traité de la majorité de nos rois.
Catalogue des illustres ducs et connétables de France.
Epitome genealogicum.
Voyage du Loir.
Voyage de Cayenne.
Antiquités gauloises.

Recueils des Etats de France.

Généalogie de la maison de Bourbon.

Gallia Christiania, par Monsieur de Sainte-Marthe, 4 vol. reliés en veau.

Histoire des neuf rois de France appelés Charles.

Alliance des roys et princes des Gaules.

Chronique et annales de Jean Zonare.

Historiæ Francorum scriptores, 4 vol.

Historia Galliæ, a decessu Henrici quarti.

Histoire du maréchal de Thoiras.

Orbis maritimi historia.

Historiale description de l'Afrique.

Supplementum supplementi (c'est une histoire sainte en italien) (*sic*).

L'origine des Bourguignons.

Entrée du duc d'Anjou à Anvers.

Histoire sainte, en Gaulois (*sic*).

Trois tomes de la vie, mort et passion des saints.

Annales de Bourgogne.

Il compendio delli annali del Baronio.

Guerre civili di Francia.

Las memorias de Felipe de Comines.

THÉOLOGIE. — CONTROVERSE RELIGIEUSE. — MORALE CHRÉTIENNE

Histoire de l'Eucharistie, in-4° (relié en veau).

La créance de l'Eglise réformée, par Martin, prêtre.

Sixti V fulmen brutum in Henricum IV, (relié en veau).

Thomæ a Kempis, de Imitatione Christi. (Relié en parchemin, mangé des rats et fort endommagé).

La généalogie et la fin des Huguenots, (2 exemplaires, reliés en parchemin).

L'antimoine, contre Bèze. (Item, aussi deux exempl.)

La défense de l'étendard de la Sainte Croix. (Item).

- Le défi de la mort, ou la manière de bien mourir. (Item).
Le rocher de S. Pierre. (Item).
Vérification des propositions sur le Très Saint-Sacrement. (Item).
Traité sur la réformation des Jésuites.
Réponse aux plaintes des prétendus Réformés.
Explications des raisons de la conversion des sieurs Peylade et du Mazel, par le P. Irénée.
Traité des reliques (en papier, *sic*).
De miraculis Christi.
Des sept paroles de Jésus en croix.
Guidon des gens de Genève.
Complainte contre les hérétiques.
Actes du synode de Montpellier.
Les allumettes du feu divin.
Conversion de Martin. (*Autre exemplaire* : La conversion du ministre Martin).
Un paquet d'imprimés concernant les Jésuites et les Jansénistes.
Le Panthéon Huguenot.
Déclaration de la conversion de Sponde.
L'anti-Hugues, controverse (*sic*).
La vie de Jésus-Christ, par Fouquée (*sic*).
Réponse au livre du P. Nouet sur le St-Sacrement.
Les cérémonies de l'Eglise, par Dumoulin.
Discours sur l'immodestie et superfluité d'habits.
Florctus omnium virtutum.
Confutation d'un livre pestilent et plein d'erreurs, nommé *Les signes sacrés*.
Deffense de l'Eglise d'Aleth.
Summa Henrici Cardinalis (1).

(1) Henri de Suze, évêque d'Ostie, a écrit une Somme du droit Canon.

Georgius Unicerlius. De doctrina et moribus sectæ et de Evangelii quærelâ.

Summa Divi Thomæ.

Haymonis episcopi commentarii (1).

Combattimento spirituale.

Un livre intitulé : *Jacobi Gretzeri, societatis Jesu*, relié en basane (2).

MATHÉMATIQUES. — SCIENCES EXACTES. — ASTRONOMIE.

L'arithmétique de Tartaglia.

Arithmetica Finæi (relié en parchemin).

Pselli musica et arithmetica.

Machinarum omnium vires.

Francisci Maurolici, De lumine et umbrâ.

La pratique de la géométrie d'Oronce Finé (relié en parchemin).

Geometria Jo. Buteonis.

Buteonis Logistica.

Opus geometricum quadraturæ circuli.

Oculus, hoc est fundamentum opticum (relié en basane).

Thaumaturgue optical.

Opticæ thesaurus.

Optica Aguilonii.

De motu naturali gravium, solidorum et liquidorum.

Primitiæ horologiographiæ.

Astronomia Joannis Kepleri (relié en basane).

(1) Haymon, évêque d'Alberstadt, est l'auteur de nombreux commentaires sur l'Ecriture Sainte et de différents traités religieux, qui ont été réédités par l'abbé Migne dans sa *Patrologie latine*, tomes 116, 117 et 118.

(2) Jacques Gretzer, jésuite de Souabe, a publié cent cinquante-trois ouvrages sur des sujets religieux et littéraires. Le plus remarquable est son traité historique de la Ste Croix, en 3 vol. in-8°, en latin (*De Sanctâ Cruce*).

- Exercitationes astronomicæ.
 De principiis astronomiæ.
 De systemate mundi.
 Theoricæ Planetarum.
 Cosmographie du Levant.
 De centro gravitatis.
 Judæorum annus lunæ solaris, par Muleri (*sic*).
 Cabæus, de Meteori (2 vol.)
 De anguli rectilinei divisione.
 Doctrina triangulorum.
 Logarithmorum canonis descriptio, ouvrage d'harémétique (*sic*).
 Stereometriæ inanum nova ratio, ouvrage de géométrie.
 Pandosion sphæricum And. Argoli (relié en veau).
 Algèbre tant vulgaire que spécieuse.
 Déclaration du graphomètre.
 L'usage des globes.
 Trigonometria Pitisci.
 Arthmetica divi Severini.
 Guidi Ubaldi, De mechanicis.
 Nova clavis geometriæ.
 Curvilineorum contemplatio.
 Mydorgii Conicorum.

ASTROLOGIE JUDICIAIRE. — MAGIE. — SCIENCES OCCULTES.

- Apologie de Nostradamus (relié en veau).
 Apologie des magiciens.
 Albertus Magnus, de secretis.... (Item).
 Janua aurea reserata (relié en parchemin).
 Syntaxis artis mirabilis (relié en veau, fort usé).
 Des talismans et sous-constellations (relié en parch.)
 De miraculis naturæ, (item).

Julii Pacii, Artis Lullianæ, (item) (1).

Livre des faux prophètes, séducteurs et hypocrites.
De novem stellis.

L'histoire de la possession et conversion d'une pénitente.

Abrégé des observations et réflexions sur la comète qui
a paru au mois de décembre et aux mois de janvier,
février et mars en 1681, (relié en veau).

Speculum astrologiæ.

De magnetæ.

Philosophia magnetica.

De la monomanie des sorciers.

Campanella, De magiâ.

Saint Thomas Campanella (sic).

LITTÉRATURE ET VARIÉTÉS.

Un bréviaire romain, in-fol., impression de Cologne,
reliure en noir, usée.

Les deux parties d'hiver et d'été du bréviaire romain,
relié en maroquin rouge, aux armes du dit feu sgr. abbé.

Bréviaire romain en quatre vol., relié en veau rouge,
aux armes du dit feu seigneur, avec un diurnal.

Un autre diurnal plus petit.

Le 1^{er}, le 2^e, le 4^e et le 5^e tomes du Missel romain,
(relié en veau).

De virginitate virginum (item).

Elenchus librorum omnium (relié en parchemin).

Le premier et le second tome du Journal des savants
(relié en veau).

76 volumes du Mercure galant (item).

Poëme du quinquina (item).

(1) Cet ouvrage de Jules Pacius, professeur de droit à l'Université de Valence, a été imprimé dans cette ville en 1618. (*Bulletin de la Société Archéolog. de la Drôme*, t. XX, p. 481.)

Alaric, ou Rome vaincue (item).

Les œuvres poétiques de Dalibran (en parchemin).

Lettres amoureuses de M. le Maréchal de Bassompierre.

Les œuvres de Scarron, (relié en veau, fort usé).

Poésies de Scarron.

Virgile travesti, par Scarron.

Romans comiques de M. Scarron.

Onze tomes de Clélie, 3 reliés en veau et les autres en parchemin.

Horæ successivæ de nobilate gentilitiâ.

Le capitaine de Jérôme Cattaneo. Autre : Cathaneus, de Arte bellicâ.

Oraison faite au sacre du roi Henri Second.

L'escurie du S^r Frédéric Grizon, napolitain (2 exempl.)

Marseille aux pieds du Roy.

Artifices de feu et divers instruments de guerre.

Instruction pour dresser des soldats.

Histoire des quatre fils d'Aymon (relié en vieux parch.)

Le vieux calendrier, par le Berger de la grande montagne.

Discours du songe de Polyphile.

L'horloge des princes, dédié à Henri Dauphin, Duc de Bretagne.

La marachalerie de Laurent Ruzé, pour les chevaux.

Stanislai opera.

Histoire des poisons.

Le jardin du Roy.

Encyclopedia universa, 4 vol.

Philosophia collegii Tolosani.

Epître dorée.

Le vrai et ancien usage des deuils.

Tombeau de l'Orateur français.

Nouvelle allégorique sur le royaume d'éloquence.

Instruction au Roi pour monter à cheval.

La maladie d'amour, relié en parchemin, dont la couverture est à moitié rompue.

Deux exemplaires du Catholicon d'Espagne, dont un relié en veau rouge.

Poésies de Jasmin.

La pucelle de Chapelain, (relié en parchemin).

Les apophthegmes de plusieurs rois, (en parchemin).

La comédie des comédies, (relié en parchemin).

L'hécatomphile d'Albert, (item).

Les tablettes de la vie et de la mort, traité par M. le conseiller Mathieu.

La devise des armes des chevaliers de la Table-Ronde.

Prophéties en Gaulois (*sic*), (relié en parchemin).

Pourparlers de Gigord (?), item.

Des hiéropoèmes, ou sacrés sonnets.

Œuvres de dame Cognard (*sic*).

Nomenclator octilinguis.

Sacrarum apodixeon epapia (*sic*).

Banquet d'Augier Gaillard.

Le plaisant jeu du dodre chédron (*sic*), en vieux parch.

Le parfait joailler.

De proprietatibus animalium.

Le jardinage de Antoine Miaoust.

Isaaci Casauboni, de satyrica poesi.

Le Mercure Jésuite.

Borbonia sidera.

Musicæ libri IV.

Tablature de Luth, en 3 vol., 2 reliés en parchemin et l'autre sans couverture, en airs de différents auteurs.

Deux paquets de petits livres en tablature de musique.

Recueil de chansons.

Cinq recueils factices (dont le contenu n'est pas indiqué).

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



LA COMTESSE DE DIE

Il est peu de question qui ait, à un plus haut degré, piqué la curiosité des historiens dauphinois et exercé la sagacité des érudits, investigateurs patients des trésors de la littérature romane, que l'existence de cette femme célèbre, désignée dans le recueil des vieux troubadours sous le nom de comtesse de Die. Depuis le XVI^e siècle, avec Jean de Nostredame, le problème a été étudié ; mais historiens et érudits, même avec les ressources de la science contemporaine, ne sont point encore parvenus à donner le mot de l'énigme, le vrai nom de notre comtesse.

Sous ce titre *La comtesse de Die*, M. Sernin Santy vient de faire paraître à la librairie Picard un superbe volume, d'une toilette typographique irréprochable ; beau papier, beaux caractères, gravures, rien n'y manque. A en juger, du moins, par ce déploiement de luxe et l'importance de la publication (xviii et 128 pages), on était peut-être en droit d'espérer que le nuage derrière lequel se cachait depuis des siècles notre mystérieuse comtesse allait enfin être dissipé. Hélas ! il faut bien le dire, notre attente a été déçue. Après avoir lu ce beau livre, avec l'attention qu'on apporte aux ouvrages traitant d'un sujet qui depuis

longtemps a hanté notre esprit et nous est cher, nous l'avons fermé, en répétant tristement : rien de nouveau ! Hâtons-nous pourtant de reconnaître à l'œuvre de M. Santy certains mérites. Il a recueilli avec soin, disons même avec amour, non seulement ce qui a été écrit sur le sujet, mais encore toutes les pièces de poésie attribuées à la noble dame. Le tout est précédé d'une introduction, due à la plume de M. Mariéton, résumant à grands traits l'histoire du Félibrige, et suivi d'un compte-rendu détaillé des fêtes qui eurent lieu à Die, au mois d'août 1888, en l'honneur de notre illustre compatriote : l'antique cité des Voconces reçut alors dans ses murs les Félibres, les Cigaliers, tous ceux en un mot qui ont au cœur la flamme poétique et l'amour des gloires provençales (1).

Le livre de M. Santy va nous fournir l'occasion de dire un mot du fameux problème ; ce n'est pas que nous ayons la prétention de réussir là où tant d'autres plus habiles ont échoué ; dans l'état actuel de la science, il n'est pas possible d'y donner une solution qui exclue le doute et fasse sur tous les points une lumière complète. Mais nous croyons qu'il y aurait profit pour tous ceux qu'intéressent ces sortes de recherches à consulter de plus près les annales dioises ; nous croyons qu'il est possible de débarrasser le terrain d'hypothèses qui ne sauraient demeurer debout en présence de nouveaux documents et qu'il y a moyen de faire entrer la question dans une voie vraiment historique et par là même plus féconde.

Commençons par relever les textes anciens, fort rares et assez vagues, qui affirment l'existence de la comtesse de

(1) On a inauguré dans cette circonstance, sur la terrasse de l'Évêché, le buste de la comtesse de Die, dû au ciseau de M^{me} Clovis Hugues.

Die, et sont de nature à nous renseigner sur sa famille. Le premier en date est formé de deux ou trois lignes empruntées à une biographie anonyme des vieux troubadours, dont nous ne possédons aucun manuscrit antérieur au XIII^e siècle ; puis viennent cinq extraits des ouvrages d'un poète et conteur italien, François de Barberino, mort à Florence en 1348, et c'est tout. Le biographe anonyme s'exprime ainsi : *La comtessa da Dia si fo moiller d'en Guillem de Peitieux, bella dompna et bona ; et enamoret se d'en Raembaut d'Aurenga, et fetz de lui mains bons vers* (1). Quant aux récits de Barberino, outre la mention expresse de *la comtessa da Dia*, nous n'avons à recueillir ici que deux faits qui intéressent sa vie : le premier nous la montre faisant un voyage à Toulouse ; le second nous apprend que, désabusée des vanités du siècle, elle fit un jour à un de ses chevaliers qui poussait un peu loin la galanterie et l'amour de la toilette, une réprimande pleine d'une sagesse toute chrétienne : le chevalier sut profiter de la leçon, et Barberino ajoute ce détail qui nous fournit une indication chronologique très précieuse : « je l'ai vu dans la suite d'une tenue parfaitement correcte, *quem considerans miles ab inde in antea multum correctus est et vidi eum postea mirabiliter ordinatum* (2). »

Quel est ce Guillaume de Poitiers que le biographe anonyme donne pour époux à la comtesse de Die ? Tous

(1) CHABANEAU. *Biographies des Troubadours*, dans *Histoire générale de Languedoc*, édition Privat, t. X, p. 285.

(2) CHABANEAU. Op. cit., p. 285-8. Les cinq extraits de Barberino que M. Chabaneau a reproduits et dont plusieurs étaient déjà connus par un travail de M. Bartsch (*Jahrbuch für rom. und engl. literatur*, t. II, p. 43-55), ont été puisés dans l'ouvrage de M. THOMAS, *Francesco da Barberino et la littérature provençale en Italie au moyen âge* (fascicule 35 de la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome).

les historiens et les critiques (nous verrons plus loin si l'on doit suivre aveuglément leur opinion sur ce point), reconnaissent dans ce personnage le comte de Valentinien qui en l'année 1163 fit hommage à Pierre, évêque de Die, pour les châteaux de Suze et de Gigors, qui assista au couronnement de Frédéric Barberousse à Arles, le 30 août 1178 et dont l'existence est encore constatée en 1187 par une charte de donation en faveur de la chartreuse de Sylve-Bénite (1). A cette même époque l'histoire nous montre également un Raimbaud d'Orange qui testa en 1173 en faveur de Tiburge sa sœur, mariée à Bertrand de Baux ; ajoutons que ce Raimbaud est rangé parmi les troubadours (2). Il n'est point différent, sans doute, de celui qui fut aimé et chanté par notre comtesse. Mais alors comment mettre d'accord le témoignage du biographe avec celui de Barberino, qui affirme avoir connu le chevalier que la comtesse réprimanda dans la circonstance indiquée plus haut ? N'oublions pas que Barberino mourut en 1348. Il est évident que ces données chronologiques nous placent en présence de deux comtesses de Die. Les historiens et les critiques acceptent donc deux comtesses. Jean de Nostredame, dont on connaît l'imagination féconde, donne même des détails sur la vie de l'une et de l'autre ; mais on a le droit d'être quelque peu étonné de voir dans l'*Histoire littéraire de la France* les productions de cet auteur prises au sérieux. « Nous avons parlé de la comtesse de Die à l'article de Raimbaud d'Orange, écrit M. Guinguené. Il y eut deux comtesses de ce nom. Toutes deux poètes et toutes deux aimées et chantées par

(1) ANSELME. *Hist. gén. de la maison de France, des pairs*., t. II, p. 186.

(2) D^r BARTHÉLEMY. *Inventaire des chartes de la maison de Baux*. Introd. — *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 183-5, et t. X, p. 284.

« deux troubadours provençaux. On ne peut que conjecturer ce que ces deux comtesses étaient l'une à l'autre. « Il paraît que c'étaient la mère et la fille. Rambaud d'Orange, amant de la première, étant mort en 1173, on peut croire que ce fut alors qu'elle épousa Guillaume de Poitiers. Elle lui apporta le comté de Die, dont elle garda le titre, suivant l'usage du temps, et ce titre passa même à sa fille. C'est dix-sept ans après, en 1190, que l'on place la mort de Guillaume Adhémar, amoureux de la jeune comtesse. Rien de plus naturel que le goût héréditaire de la fille pour la poésie et pour les poètes; rien aussi qui le soit plus que cette visite de la mère et de la fille chez le Troubadour mourant, et le soin que prit la première de lui faire élever un tombeau et d'y faire graver des vers à sa louange prouve suffisamment l'estime qu'elle avait pour les talents poétiques et ceux qu'elle possédait elle-même.

« Nostradamus dit que celle qui fut aimée de Guillaume Adhémar était l'une des dames présidant la cour d'amour de Signe et de Pierrefeu. On trouve, en effet, dans la liste de ces dames une comtesse de Die; mais il est plus vraisemblable que c'était la mère, celle qui était aimée de Rambaud d'Orange. Sa fille qui mourut de chagrin dans un couvent de Tarascon, peu de temps après la mort d'Adhémar, était trop jeune et, n'étant pas mariée, ne pouvait sans doute présider ce grave tribunal.

« C'est de la première comtesse de Die que sont les quatre pièces de vers que l'on trouve dans quelques manuscrits. Il ne s'est rien conservé de la seconde. Nostradamus dit qu'elle avait composé dans sa retraite un traité de la Tarasque en rimes provençales. La Tarasque était un mannequin en forme de poisson, qu'on promenait en

« certains jours dans la ville de Tarascon et dont un homme caché au dedans mettait la queue en mouvement ;
« mais on ne sait ce qu'est devenu ce traité (1). »

Inutile, croyons-nous, de faire remarquer au lecteur que les *Vies des plus célèbres et anciens poètes provençaux* de Jean de Nostredame (2) forment l'unique source où l'auteur de l'article que nous venons de reproduire a puisé tous ces détails fantaisistes. Il n'est pas jusqu'à ces cours d'amour qu'il signale dont on ne doive, à bon droit, mettre en doute l'existence.

Mais si les historiens et les critiques se montrent jusqu'ici d'accord pour reconnaître deux comtesses de Die, les divergences parmi eux s'accroissent fortement quand il s'agit d'indiquer les noms de ces dames ou de les identifier à quelques personnages historiques. Les noms mis en avant sont : *Véronique*, *Béatrix*, *Philippe*, *Alix*, *Isoarde*. Examinons en quelques mots les raisons qui ont pu dicter aux différents auteurs leur préférence.

Véronique n'est autre que cette légendaire comtesse de Marsanne, qui aurait fondé après la mort de son époux (Aymar 1^{er} de Poitiers), le couvent de Bonlieu, et à qui ses deux fils Guillaume de Poitiers et Eustache, prévôt de Valence, auraient donné le mas de Genevès, divers droits féodaux et une somme de deux mille sols viennois pour aider à la fondation. Ces faits n'ont d'autre garant qu'une charte apocryphe qui porte la date du 27 avril 1239 et dans laquelle Aymar II de Poitiers reproduit textuellement les chartes de la donation faite par Guillaume et Eustache en 1171 et les confirme. On ne saurait s'arrêter à

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XV (1820), p. 446-7.

(2) Lyon, 1515, in-8°.

discuter ces textes, dont nous ne possédons qu'une copie du XVII^e siècle et dont la lecture suffit pour convaincre de leur fausseté (1). Dans tous les cas, Véronique ne serait ni comtesse de Die, ni épouse de Guillaume de Poitiers, comme le veut le biographe des troubadours. On ne voit donc pas pourquoi quelques auteurs l'ont amenée dans le débat.

Béatrix est aujourd'hui le nom en honneur parmi les savants. « Le Guilhem de Poitiers, écrit M. Ant. Thomas, « est évidemment Guillaume de Poitiers, comte de Valen-
« tinois, que l'on voit figurer dans des documents authen-
« tiques de 1178 à 1187. Il eut pour femme Béatrix de
« Viennois, fille de Guigues VI, comte d'Albon et de Gre-
« noble, lequel était mort en 1142. Cette Béatrix serait
« donc la même personne que notre comtesse (2). » Un
auteur allemand, O. Schultz, s'emparant de cette donnée
que lui fournit M. Thomas, écrit à son tour, mais sans
imiter la prudente réserve de son prédécesseur : « La
« nôtre (la comtesse de Die), qu'on a appelée la Sapho pro-
« vençale, était la fille du Dauphin de Vienne Guigues
« VI mort en 1142 et d'après les manuscrits l'épouse de

(1) Cette prétendue charte de fondation de Bonlieu fait partie des archives de M. Morin-Pons, de Lyon. Elle débute ainsi : « Notum sit omnibus hoc scriptum vel sigillum precepto Veronice comitisse Marsane scriptum fuisse. Hec nobilis domina hedificavit ad honorem Dei et sancte Marie matris ejus, pro salute anime sue et omnium fidelium quoddam monasterium sanctimonialium quod Bonus Locus dicitur. Unde filios, filias et parentes et omnes amicos suos multum rogavit ut ad hedificationem et sustentationem hujus loci, Deo et beate Marie servientibus, respectu divine misericordie et sui amore, largam manum beneficii et solacii exhiberent.... ». Ces quelques lignes suffiront pour donner une idée du style et de la valeur de la pièce qui est fort longue.

(2) A. THOMAS. *Francesco da Barberino*, p. 174.

« Guillaume de Poitiers qui était en même temps comte de Valentinois et qui régna de 1158 à 1189 (1). »

Le seul document contemporain qui nous parle de l'épouse du comte de Valentinois est la vie de Marguerite de Bourgogne, fille d'Etienne le Hardi, nièce du pape Calixte II et femme de Guigues VI, comte d'Albon, le premier qui porta le surnom de Dauphin. Ce document ne nous fait connaître ni le nom de l'épouse du comte de Valentinois, ni même celui de ce comte ; la chronologie nous montre néanmoins qu'il ne saurait s'agir ici que de Guillaume 1^{er} de Poitiers. Le chanoine de Grenoble, Guillaume, auteur de cette vie de Marguerite, se contente de dire qu'elle eut deux filles et qu'elle les maria (*non absque sumptibus copiosis*) l'une au comte d'Auvergne, parent du roi de France, l'autre au comte de Valentinois, d'une illustre naissance (*alteram Valentiniensi comiti, viro claris natalibus orto*). Puis, deux pages plus loin, il raconte que Marguerite, de retour des fêtes qui eurent lieu pour le mariage de sa petite-fille Béatrix, fille unique du dauphin Guigues VII, avec Albéric Taillefer, fils du comte de Saint-Gilles, en l'année 1163, venait de rentrer dans ses domaines et d'arriver à La Mure, quand elle tomba tout à coup gravement malade. Il ajoute ce détail fort intéressant : « A cette nouvelle, accourut aussitôt près d'elle Marchise, sa fille, femme qu'aucune difficulté n'effrayait, dont la réserve et la beauté étaient également remarquables et qui excellait dans l'art de bien dire. » *Quo audito filia ejus Marchisia domina, scilicet in his quæ*

(1) O. SCHULTZ. *Die provenzalischen Dichterinnen* (Leipzig 1888), p. 8, et cf. JEANROY, *La Tenson provençale*, dans *Annales du Midi*, t. II (1890), p. 291-3.

mundi sunt admodum strenua, in decenti ac speciosa corporis habitudine, verborumque elegantia vehementer idonea, ad eam festinato pervenit (1). Voilà un signalement qui conviendrait à merveille pour notre comtesse de Die, la Sapho provençale. Mais il faut renoncer à l'identifier avec Marchise, aussi bien qu'avec Béatrix (puisque Béatrix on veut l'appeler), la seconde fille de Marguerite. Marchise est la femme du comte d'Auvergne. Nous savons en effet que Guigues VI en mariant sa fille au comte lui avait donné en dot les terres de Voreppe et de Varacieux, terres qui retournèrent au domaine delphinal vers l'année 1223 ; or, à cette date, nous avons une charte d'André, dauphin, confirmant toutes les anciennes donations faites à la maison de Chalais dans la châellenie de Voreppe, notamment celle de sa tante Marchise et celle de son cousin le dauphin d'Auvergne (2). Ajoutons enfin que la fille de Guigues VI mariée au comte de Valentinois n'a jamais pris et ne pouvait prendre le titre de comtesse de Die ; son père le dauphin n'avait alors aucune possession dans le Diois et les chefs de la maison de Poitiers ne devaient porter que bien des années plus tard, à une époque que nous allons fixer, le titre de comte de Valentinois.

Philippe, d'après certains critiques, serait le nom de la seconde comtesse de Die, héroïne de l'anecdote citée par Barberino. Il ne faut pas s'étonner de voir M. Schultz embrasser cette opinion : il est étranger aux faits de notre histoire locale ; mais on ne saurait pardonner à des historiens dauphinois de faire de Philippe, épouse du comte Aymar II de Poitiers, une comtesse de Die. Philippe ap-

(1) MARTÈNE. *Amplissima collectio*, t. VI, col. 1207, 1209.

(2) VALBONNAYS. *Hist. de Dauphiné*, t. II, p. 377.

porta dans la maison de son mari de vastes domaines et contribua à en faire un des plus puissants seigneurs de la vallée du Rhône ; la plupart de ses domaines étaient sur la rive droite du fleuve. Philippe était fille de Guillaume-Jourdain, seigneur de Mézenc, et de Météline de Clérieu, petite-fille de Roger de Clérieu (1). Aymar II ne porta jamais le titre de comte de Diois.

Alix est sans doute une invention de Jean de Nostredame. Ce nom ne figure dans aucun document.

Isoarde mérite un peu plus d'attention. Le dernier personnage, à notre connaissance, appartenant sûrement à l'ancienne famille comtale de Die et en ayant porté le titre, est Isoard II, fils de Josserand, comte de Die, et de Béatrix. Son existence est attestée par diverses chartes qui s'échelonnent de 1149 à 1168 et que nous avons publiées dans le *Bulletin*. Isoard II eut certainement un fils, Pierre Isoard, qui ne paraît pas lui avoir survécu, et deux filles : Roais, épouse de Hugues d'Aix, tige de la famille des Artaud, seigneur d'Aix et de Châtillon; Isoarde épouse de Raymond d'Agoult (2). Dans aucune charte, on ne voit figurer ces dames avec le titre de comtesses. Isoard II, aurait-il eu une autre fille, plus âgée que celle-ci, héritière du titre de comtesse, et qui serait devenue la femme de Guillaume de Poitiers ? On ne peut à cet égard que faire des conjectures. Les Poitiers n'ont jamais eu de possessions dans le haut Diois, où se trouvaient les domaines des anciens comtes de Die, domaines passés au pouvoir des

(1) *Histoire de Languedoc*, t. IV, p. 649; PONCER. *Mémoires hist. sur le Vivarais*, t. III, 54-108. — DE GALLIER. *Essai hist. sur la baronnie de Clérieu*, p. 41; — *Essai hist. sur l'Eglise et la ville de Die*, t. I, p. 476-8.

(2) Voir nos *Mémoires sur le Valentinois et le Diois*, dans le *Bulletin*, t. XXIII (1889), p. 124.

évêques, des Artaud et des d'Agoult. Les biens des Poitiers à Crest, dans le mandement d'Egluy, et dans le Vercors paraissent avoir été dans la famille à une époque antérieure à celle où vivait le comte Guillaume 1^{er}. Cependant si l'on tient absolument pour l'existence d'une première comtesse de Die, épouse de Guillaume 1^{er} de Poitiers, la seule hypothèse qui puisse être présentée avec quelque vraisemblance, est celle donnant à Isoard II, comte de Die, une fille, qui selon l'usage du temps aurait gardé le titre de *comitissa* (1). Aux suppositions qui ont été faites, ajoutons encore que Guillaume l'aurait épousée après la mort de sa première femme, la fille du dauphin Guigues VI, et qu'il n'en eut probablement pas d'enfant. Enfin pour ne rien omettre, signalons ce détail : Hugues d'Aix, l'époux de Roais, fille du dernier comte de Die, étant devenu veuf, voulut terminer ses jours dans le cloître de Saint-Marcel de Die ; le 2 février 1212, il y fit profession religieuse et se dépouilla en faveur de la communauté de quelques-uns de ses biens. A cette occasion il y eut une assemblée de parents et d'amis qui ratifièrent les cessions faites par le nouveau profès. Or, parmi les personnages qui prirent part à cette réunion, nous voyons figurer au premier rang une comtesse Béatrix, *Beatrix comitissa* (2). Quelle peut bien être cette dame, dont le nom et la qualité ne nous ont été transmis que dans ce seul document ? Sommes-nous ici en présence d'une fille aînée d'Isoard II, comte de Die, de la petite fille de Josserand, comte de Die, et de Béatrix, de la veuve de Guillaume de Poitiers, en un mot de la célèbre comtesse de Die qui est l'objet de tant de

(1) *Mémoires sur le Valentinois et le Diois*, l. c., p. 124-6.

(2) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t. I, p. 466-8.

recherches ? Nous ne pouvons que faire la question ; à d'autres plus heureux, plus habiles d'y donner une réponse.

Cependant nous avons insinué plus haut qu'il ne serait peut-être pas nécessaire de recourir à l'hypothèse de l'existence de deux comtesses de Die pour expliquer et mettre d'accord les témoignages du biographe anonyme et de Barberino. En effet, si nous regardons de très près les textes qu'ils nous ont laissés, seuls documents, du reste, sur lesquels nous pouvons nous appuyer dans cette étude, nous remarquons qu'ils ne donnent point à Guillaume de Poitiers la qualité de comte de Valentinois et qu'ils se bornent à mentionner un Raimbaud d'Orange, son contemporain, mais sans aucune note explicative. Or, nous trouvons dans le XIII^e siècle un Raimbaud d'Orange, neveu du premier et que les généalogistes n'ont pas connu ; nous trouvons un Guillaume de Poitiers, petit-fils du premier Guillaume et qui n'a jamais porté le titre de comte de Valentinois. Ajoutons encore que ce Guillaume de Poitiers avait une femme, alliée aux plus grandes familles, d'un noble et énergique caractère. Quelques détails vont nous la faire connaître et apprécier.

Tiburge, dernière héritière de la première maison d'Orange, avait laissé quatre enfants de Guillaume de Montpellier-Omélas : 1^o Guillaume, qui suit ; 2^o Raimbaud, qui porta comme son frère le titre d'Orange et résida à Courthéson ; en 1173 il fit héritière sa sœur ; 3^o Tiburge, mariée à Bertrand de Baux ; 4^o Tiburgette, mariée à Adhémar de Marseille. Guillaume, seigneur d'Orange, eut un fils : Raimbaud, qui fut après la mort de son père seigneur d'Orange et dont l'existence est prouvée par un document de l'année 1218 : à cette dernière date il

donnait aux chevaliers de St-Jean de Jérusalem les châteaux de Lardins, Gault, etc. (1). M. Chabaneau avait soupçonné l'existence d'un second Raimbaud d'Orange, amant celui-ci de la comtesse de Die (2) ; la note biographique que nous possédons sur le premier Raimbaud, qui testa en 1173, ne pouvait que le confirmer plus fortement dans cette idée : elle nous donne quelques détails intéressants sur sa vie ; elle nous apprend, entre autres choses, qu'il aima Marie de Verfeuil et la comtesse d'Urgel (3) ; mais elle garde le plus profond silence sur la comtesse de Die, et ce silence serait pour nous surprendre si ce Raimbaud eût été, comme on l'a écrit jusqu'à ce jour, le troubadour aimé et chanté par notre comtesse.

Guillaume de Poitiers était fils d'Aymar II, comte de Valentinois, et de Philippe de Fay, dont il a été question plus haut. Il naquit le 31 janvier 1202 (n. s.), détail que nous a révélé une charte de donation faite au prieuré de Rompon par le comte et sa femme dans le but d'attirer sur leur enfant les bénédictions du ciel (4). Il mourut à peine âgé de vingt-cinq ans (5). Il avait épousé Flotte Béranger, dame de Royans, fille unique et héritière de Raimbaud Béranger, surnommé *Ossasicca* (6) ; il en laissa un fils, Aymar, alors en très bas âge, qu'il plaça sous la tutelle de sa mère, déclarant formellement vouloir écarter de l'administration des biens de cet enfant le comte

(1) CAIS DE PIERLAS. *Le XI^e siècle dans les Alpes Maritimes. Etudes généalogique*. Turin, 1889, in-4°, p. 54. — BLANCARD. *Iconographie des sceaux de Provence*, p. 64. — Archives des Bouches-du-Rhône, B, 310.

(2) CHABANEAU. *Biographies des Troubadours*, loc. cit., p. 376.

(3) CHABANEAU, op. cit., p. 284.

(4) Archives de l'Isère, B, 3518.

(5) Il était mort dès l'année 1226.

(6) CHORIER, *Histoire de la maison de Sassenage*, p. 40.

de Valentinois, aïeul de celui-ci. Pour quel motif Guillaume de Poitiers enleva-t-il la tutelle de son fils au comte Aymar II ? Nous n'avons point ici à l'examiner. Nous avons raconté ailleurs les péripéties de la lutte que Flotte eut à soutenir contre son beau-père pour revendiquer le plein exercice des droits que lui avait reconnus son époux. Jeune encore, elle se montra à la hauteur des circonstances, sut s'entourer d'habiles conseillers, et grâce à l'appui de l'élu de Valence, Guillaume de Savoie, qu'elle gagna à sa cause moyennant finance, elle finit par triompher et conserva la garde de son enfant (1). Le comte de Toulouse avait pourtant pris parti pour Aymar II : son titre de marquis de Provence lui assurait une suprématie, en réalité toute honorifique, sur le Valentinois ; il menaça le jeune Aymaret de le dépouiller de son fief. Ces menaces ne pouvaient avoir des suites sérieuses, et qui sait si la veuve de Guillaume dans un voyage à Toulouse ne fut pas assez habile pour en prévenir les effets (2) ?

Que Flotte Béranger, épouse de Guillaume de Poitiers, contemporaine de Raimbaud d'Orange, obligée de traiter avec le comte de Toulouse, soit le mystérieux personnage dont parlent et le biographe anonyme des troubadours et le conteur italien Barberino, il n'y aurait à cela rien d'impossible. Dans cette hypothèse, on s'expliquerait très bien que Barberino ait pu dire qu'il avait connu le cheva-

(1) *Quarante années de l'histoire des évêques de Valence au moyen âge. Guillaume et Philippe de Savoie.* Paris, 1889, in-8°, p. 9-17. (Extrait du Bulletin d'hist. eccl. de Valence).

(2) Archives de l'Isère, B, 3520. — Aymon, seigneur de Faucigny, qui lui aussi avait pris le parti d'Aymar II contre Flotte et qui était venu pour la combattre, se laissa, paraît-il, vaincre et subjuguier par ses charmes et la demanda en mariage. Voir sur cet épisode nos *Quarante années de l'hist. des év. de Valence*, p. 17-21.

lier réprimandé par la comtesse, puisque Flotte vécut encore de longues années après la mort de son époux (1). Ses goûts poétiques ne sont pas pour nous surprendre ; au contraire. Le culte de la poésie était alors en honneur, et il n'était pas une grande dame, jeune, active, intelligente qui ne se piquât de réussir dans ce genre de composition littéraire qui conduisait au succès et à la renommée. Le XIII^e siècle fut en particulier pour nos pays une époque féconde en poètes : les patientes recherches des érudits ont déjà rendu à la lumière plusieurs noms et plusieurs productions de ce passé glorieux. Aymar II de Poitiers, comte de Valentinois, le beau-père de Flotte, fut lui aussi poète. « Nous avons de lui une tenson avec Raimbaud de Vaqueiras. C'est contre lui que paraît dirigé une pièce satirique de Guilhem de S. Gregori, imitée de la sextine d'Arnaud Daniel (2). » Son oncle, Eustache de Poitiers, « lo prebost de Valensa, » dont Guilhem de S. Gregori vante la générosité en y opposant l'avarice du neveu, avait composé quelques pièces (3). Rappelons ici les noms de quelques-uns de nos compatriotes qui eurent leur moment de célébrité : Ugolino de Forcalquier, Guillaume Adhémar, Guillaume de Baux, Folquet de Romans, Raimond d'Anjou, près de Vienne, Ogier et Guillaume Magret de Vienne, Albert de Gap (4).

Resterait maintenant une dernière question à élucider : si Flotte Béranger, dame de Royans, épouse de Guillaume de Poitiers, est le poète dont parlent le biographe ano-

(1) Nous avons des actes de l'année 1257 qui nous la montrent pleine d'activité.

(2) CHABANEAU, loc. cit., 288, 296, 301.

(3) CHABANEAU. *Biographies des Troubadours*, loc. cit., p. 295, 355.

(4) CHABANEAU, loc. cit., p. 385.

nyme et Barberino, comment expliquer le titre de *Comtesse de Die* qu'ils se plaisent l'un et l'autre à lui décerner et que la tradition a accepté ? La difficulté ici est plus grande. Toutefois, nous pensons qu'en plaçant ce problème dans le milieu historique qui lui convient et en l'éclairant de toute la lumière des documents à notre disposition, il est déjà possible d'entrevoir la vraie solution.

Les Poitiers ne possédaient des domaines que dans la partie occidentale et méridionale du Diois ; le centre de cette région et la partie orientale échappaient à leur influence. De très bonne heure, ils songèrent à se créer un petit Etat et à réaliser dans nos contrées l'œuvre entreprise et menée à bonne fin dans le Viennois et le Graisivaudan par les comtes d'Albon. Ils apportèrent à la poursuite de ces projets une âpre persévérance et souvent une absence complète de délicatesse et de probité. Soumettre à leur domination les petits possesseurs de fiefs allodiaux du Valentinois et du Diois, tel fut pendant près de trois siècles le but constant de leurs efforts. Mais les évêques de Valence et de Die étaient là, possesseurs eux aussi de vastes terres allodiales, grands feudataires de l'Empire, et, à ce titre, les égaux des Poitiers. La lutte ne pouvait manquer de s'engager entre eux. Ce qui ouvrit le conflit fut la cession de la parerie de Crest faite à l'évêque de Valence par Silvion de Crest vers l'année 1226 : Aymar II de Poitiers, possesseur déjà d'une moitié de la ville pouvait espérer que Silvion, son parent, devenu chanoine et doyen de Valence, lui vendrait sa part ou tout au moins la lui abandonnerait après sa mort. La cession faite à l'évêque renversait ses plans, car il avait rêvé de faire de Crest, belle et forte place à l'entrée de la vallée de la Drôme, sur les confins des deux diocèses de Valence et de Die, la capitale de ce petit Etat, à la formation duquel

il travaillait sans relâche. La guerre entre les évêques et les Poitiers, guerre où la question de Crest ne fut en réalité que secondaire, dura plus de cent ans et ne se termina que par les traités de 1356 et de 1358.

Ce fut durant cette lutte acharnée, du côté des évêques lutte pour l'indépendance, du côté des Poitiers lutte pour l'extension de leur fief, lutte dont nous avons longuement raconté les péripéties dans notre histoire du Diois, que la maison de Poitiers afficha ses prétentions sur le comté de Diois. On mit tout en œuvre pour se procurer des titres que l'on ne possédait pas. Les évêques produisaient des bulles impériales qui, non seulement les reconnaissaient vassaux immédiats de l'Empire et leur donnaient dans toute l'étendue de leur diocèse les droits régaliens, mais encore défendaient aux Poitiers d'établir des péages dans le Diois et condamnaient leurs tentatives d'usurpation sur les domaines de l'Eglise de Die. A ces documents authentiques il fallait en opposer d'autres. Aymar III de Poitiers, le fils de Flotte Béranger, s'estima heureux de trouver dans ses archives une antique charte que Raymond, duc de Narbonne, comte de Toulouse et marquis de Provence, avait octroyée en 1189 à son aïeul Aymar II et par laquelle il lui conférait tous les droits qu'il pouvait avoir, comme marquis de Provence, dans le comté de Diois. Cette charte était en fort mauvais état, peut-être même n'était-il pas prudent de la produire sans l'entourer de certaines formalités juridiques pour lui donner ou lui garantir l'authenticité. Par ordre du comte de Valentinois, Hugues de Barcelonne, châtelain de Baix, et Bernard Aynard en firent faire un vidimé par le chancelier de Hugues de la Tour, évêque de Viviers ; cette pièce leur fut délivrée le 1^{er} novembre 1275. Comme on le voit, c'était pour Aymar III une machine de guerre, dont il

comptait bien se servir ; mais il était si peu sûr de la justice de sa cause et de l'effet de ses procédés, qu'il n'osa jamais prendre ouvertement le titre de comte de Diois. Ce titre n'apparaîtra pour la première fois, dans les actes des Poitiers, que vers le commencement du XIV^e siècle. Ce fut Aymar IV, le petit-fils de Flotte, qui le premier s'intitula comte de Valentinois *et de Diois* ; l'acte le plus ancien, à notre connaissance, où figure cette appellation nouvelle est de l'année 1307. La nouveauté, l'usurpation était tellement flagrante, que l'évêque Guillaume de Rousillon, sentant bien qu'il y avait là une menace pour son indépendance, s'empessa de protester. N'étant pas écouté, il releva fièrement le défi, et comme il avait dans le Valentinois et le Diois des droits de souveraineté pour le moins aussi nombreux que le comte Aymar, à son tour, complétant son titre ecclésiastique, il s'intitula évêque *et comte* de Valence et de Die (1).

Maintenant, qui sait si dans ce fameux procès les allégations d'Aymar III et d'Aymar IV pour établir et justifier leurs prétentions au titre de comte de Diois ou de Die (*comes Diensis*), allégations dont il n'était peut-être pas prudent de laisser subsister des traces dans les archives et que se contentaient d'exploiter les légistes de l'époque, n'ont point créé la légende d'une comtesse de Die, dont les Poitiers se présentaient comme les descendants et les héritiers ? Pour remplir ce rôle, il fallait une personnalité marquante et qui ne fut pas sans avoir au moins quelque apparence d'un droit sur le Diois. Flotte Béranger était dame de Royans, qui est une partie importante du Diois, formant autrefois tout un

(1) Voir pour les détails et les preuves, notre *Essai hist. sur Die*, t. II.

archiprêtre de l'ancien diocèse ; sa famille avait une origine des plus anciennes et des plus nobles : comme celle des premiers seigneurs d'Orange, elle descendait de Laugier, comte de Nice, et d'Odila, qui vivaient dans la première moitié du XI^e siècle. Rodolphe, un des fils de Laugier, venu se fixer dans le Graisivaudan, y avait laissé une postérité nombreuse ; entre autres enfants, il eut Guigues de Domène, époux de Guillelma, fille de Pons, comte de Die, et Ainard, tige des Montaynard et des Bérenger, seigneurs de Royans (1).

Résumons cette étude, encombrée forcément de détails qui en ont rendu la lecture difficile. Y a-t-il eu deux comtesses de Die ? Oui, si l'on admet que le Guillaume de Poitiers cité par le biographe anonyme soit le même que Guillaume I^{er}, comte de Valentinois, mort vers 1187. Dans ce cas, quel pourrait bien être le nom de la comtesse ? Les opinions qui l'appellent Véronique, Philippe, Alix, ne sont plus soutenables. Seuls les noms d'Isoarde, de Béatrix pourraient encore avoir quelque chance. Ces noms, qui appartiennent sûrement à la généalogie de la famille comtale de Die, se retrouvent dans les documents : *nobilis mulier Isoarda*, *Beatrix comitissa*. Béatrix qui vivait en 1212 était probablement fille d'Isoard II, comte de Die, petite-fille du comte Josserand et de Béatrix. Rien ne prouve jusqu'ici qu'elle ait épousé Guillaume de Poitiers. — L'hypothèse d'une seule comtesse de Die semble pouvoir être présentée avec des arguments qui ont bien leur valeur. Cette comtesse, personnage moitié historique,

(1) C'est à M. Em. Pilot de Thorey que revient l'honneur d'avoir découvert cette filiation. Voir aussi CAIS DE PIERLAS. *Le XI^e siècle dans les Alpes-Maritimes*, ouvrage cité plus haut.

moitié légendaire, serait Flotte Béranger, dame de Royans, veuve dès l'année 1225 de Guillaume de Poitiers : celui-ci, mort très jeune, ne laissa qu'un fils, Aymaret de Poitiers, devenu dans la suite Aymar III, comte de Valentinois, le premier qui éleva des prétentions sur le comté de Diois, mais sans en prendre encore le titre. Aymar IV, petit-fils de Flotte, est le premier qui s'intitula comte de Valentinois et de Diois. N'oublions pas que la famille des Béranger du Royans, d'une origine commune avec les seigneurs d'Orange, avait fait des alliances avec les anciens comtes de Die.

La question, comme on le voit, n'est pas tranchée. Peut-être discutera-t-on longtemps encore. Nous nous estimerions satisfait si ces notes, après avoir quelque peu intéressé le lecteur, pouvaient être utiles à ceux qui auront le courage d'étudier de nouveau ce problème historique. Nous leur souhaitons d'être plus heureux que leurs devanciers.

JULES CHEVALIER.



NÉCROLOGIES



M. CLAUDE-HENRI DE LA CROIX-CHEVRIÈRES,

MARQUIS DE PISANÇON.

Le goût des recherches historiques sur une province où sa famille a tenu une place si grande et si honorable valut à la *Société d'Archéologie de la Drôme*, à ses débuts, les sympathies, les encouragements et la collaboration du respectable et vénéré défunt. Il fut des premiers à s'inscrire parmi ses membres fondateurs et des premiers à couvrir de l'autorité de son nom le genre d'études qu'elle inaugurerait dans le département.

Ses articles publiés dans le *Bulletin* comprennent une *Etude sur les Dauphins de la première race*, *Les testaments et traités des comtes de Valence*, *Guillaume de Poitiers* et *la Cuisine au moyen âge*. Pendant longtemps il apporta aussi aux réunions trimestrielles de la Société le fruit de ses études, de son expérience, de ses voyages et de ses méditations pour éclairer les discussions historiques et archéologiques.

Son œuvre capitale, intitulée *Etude sur l'allodialité dans la Drôme*, de 1000 à 1400, révèle de longues et sérieuses recherches d'érudition et nous fait assister à la naissance des lois, coutumes, gouvernements et classification de la province. Il la prend à la fin des invasions barbares et la suit jusqu'à Louis XI, éclairant chaque transformation successive de l'explication de ses causes.

Pareil travail d'appréciation exigeait les vastes connaissances d'un savant et les méditations profondes d'un penseur.

On possède aussi de lui des articles dans la *Revue du Lyonnais* et notamment un *Voyage en Espagne*, à l'exemple de son père, auteur de *Mes souvenirs sur l'Italie*.

L'amour de l'étude et des belles-lettres entraînait de plein droit dans le patrimoine de la famille. Expilly a loué, dans un de ses plaidoyers, Félix, avocat et ensuite conseiller au Parlement de Grenoble, au XVI^e siècle ; Boniel de Catilhon et Guy Allard ont fait de même de Jean, fils de Félix. La liste pourrait être continuée jusqu'à M. le marquis de Pisançon.

Malgré ce passé glorieux le regretté défunt se montrait bienveillant, accessible à tous, constamment prêt à soulager une infortune, à seconder une bonne œuvre, une institution de bienfaisance.

Aussi, à ses funérailles qui ont eu lieu à Pisançon le 2 mars 1893 les larmes sincères trahissaient-elles les regrets causés par la mort de cet homme de bien.

Au moment du tirage du *Bulletin*, nous apprenons la mort de M. Montour, qui fonda la Société, et celle de M. le docteur U. Chevalier, ancien chirurgien-major, un de nos collaborateurs les plus sympathiques et les plus laborieux.

Un article sera consacré à l'un et à l'autre dans la prochaine livraison.

A. L.

CHRONIQUE

On nous prie d'annoncer qu'une collection de médailles serait cédée à des conditions avantageuses à un amateur sérieux.

D'autre part, un de nos collègues désirerait un exemplaire de la *Vie de province au XVII^e siècle*, par M. de Gallier.

OUVRAGES REÇUS

De M. le Ministre de l'Instruction publique :

— *Bulletin historique et philologique du comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1892, n^{os} 2 et 3. A signaler comme se rapportant à la province des communications de : M. Brun-Durand relatives à l'engagement d'un professeur par le recteur des écoles de Crest et au contrat passé entre un professeur de droit et un magistrat déjà docteur en droit ; — de M. André sur un passage à Privas, attribué au pape Pascal II ; — de M. l'abbé Guillaume sur la secte ou confrérie de la discipline à Embrun en 1456 ; — de M. Lacroix sur les revenus de la baronnie de Sassenage au XVII^e siècle.

— *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1892, n^o 2. Il s'y trouve des communications de M. Reymond sur Saint-Laurent de Grenoble et de M. Cornillon sur la voie Domitienne, ainsi qu'un rapport de M. Le Blant sur une inscription découverte à Vienne.

Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique, par Robert de Lasteyrie et Eugène Lefèvre-Pontalis, — tome II, 3^e livraison. Paris. 1892, Imprimerie Nationale, in-4^o, 183 pages.

— *Romania, Recueil trimestriel consacré à l'étude des langues et des littératures romanes*, publiées par Paul Meyer et Gaston Paris. Octobre 1892.

— *Journal des Savants* ; novembre et décembre 1892 — janvier et février 1893.

Annales du Musée Guimet. Tome XXII. Le Zend Avesta, traduction nouvelle avec commentaire historique et philologique, par James Darmesteter. La loi (Vendidad). — l'Epopée (Yashts). — le Livre de prière (Khorda avesta). — Paris, 1892. Leroux, 1 vol. 747 pages in-4°.

— Mêmes annales. — Tome XXIII. Le Yi : King ou livre des changements de la dynastie des Tsheou, traduit pour la première fois du chinois en français par P. L. F. Philastre. Paris, 1893. Leroux, 1 vol. in-4°, 608 pages.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS

— *La peste en Languedoc de 1627-1632*, par le P. Apollinaire (Dupont). Nîmes, Gervais-Bedot, 1892, br. in-8°, 37 pp. Récit simple et touchant du dévouement des Capucins de la province de Toulouse.

— P. de Faucher. — *Liste des anciens syndics et consuls des officiers municipaux, maires et adjoints de Carpentras, du XIII^e siècle jusqu'à nos jours, précédée de quelques notes historiques sur l'ancienne administration municipale de cette ville*. Avignon, 1893, Seguin frères, br. in-8° de 48 pages.

Travail utile et intéressant.

— *La comtesse de Die. Discours prononcé le 10 août 1888 à la fête cigalière et félibréenne de Die*, par M. Maurice Faure, député de la Drôme. Brive, 1892. 1 br. in-8°, 11 pp. L'éloge de la comtesse ne pouvait être confié à un orateur plus éloquent.

— *Calendrier agricole. Taille des arbres à fruits. Viticulture. Recettes diverses*, par E. Faure-Pomier. Brioude, 1892, br. in-8°, 58 pages.

— *Madame d'Herculais, 1619-1654*, par A. M. de Franclieu,

Grenoble, Baratier et Dardelet, 1893, 1 vol., 252 pages, in-12. Nous sommes là en pleine vie extatique et tout est présenté avec un art infini et dans un style merveilleux.

— Sernin Santy. — *La comtesse de Die. Sa vie. — Ses œuvres complètes. — Les fêtes données en son honneur avec tous les documents. — Introduction* par Paul Mariéton. Paris, Alphonse Picard, 1893. 1 vol. in-8°, xviii-146 pages.

Un de nos collègues apprécie ce beau livre.

— *Des échéa ou vases acoustiques dans les théâtres antiques et les églises du moyen âge*, par A. Vachez, avocat, docteur en droit, membre de l'Académie de Lyon et de la Société française d'Archéologie, Caen. 1886, br. in-8°, 30 pages.

— Du même auteur : *Fondation Clément Livet, Rapport sur les prix de vertu*, lu dans la séance publique (de l'académie de Lyon) du 20 décembre 1892, — br. in-8°, 10 pages.

— *De l'indemnité des députés aux Etats généraux*. Lyon, Rey, 1892, br. in-8°, 16 pages.

— *Les livres de raison dans le Lyonnais et les provinces voisines*. Lyon, L. Brun. br. in-8°, 71 pages.

Les études du savant Secrétaire de l'Académie de Lyon offrent toutes un puissant intérêt ; celle qui nous fait connaître la vie intime d'un bourgeois Lyonnais au XIV^e siècle, d'un bourgeois d'Annonay au XVII^e et d'une famille de robe à la même époque, contient des révélations fort curieuses. La famille de robe était d'Etoile et s'appelait Fornet.

Une liste des publications des Sociétés savantes en relations avec la nôtre sera publiée dans la prochaine livraison.



SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1893

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER

Lecture est donnée d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative au Congrès des Sociétés savantes, et des lettres d'excuses de MM. Vallentin et Brun-Durand.

Le secrétaire rend compte de ce qui a été fait pour le transfert au Musée de Valence de la mosaïque de Luc. M. Mora, mosaïste à Lyon, chargé de ce travail s'est acquitté avec succès de cette première partie de sa mission ; il reste maintenant la seconde et pour cela le concours de la ville est indispensable.

Instruit de la découverte à St-Marcel-lès-Valence d'une statuette en bronze, le secrétaire invite ceux de ses collègues qui voudraient l'accompagner à se trouver à la gare le lendemain matin.

Sur la présentation de MM. de Gallier et Brun-Durand, M. Vachez, secrétaire général de l'Académie de Lyon, et bâtonnier de l'ordre des avocats de cette ville, est proclamé *membre correspondant*.

Après diverses communications, la Société décide en principe sur la proposition de M. Victor Colomb, qu'elle prendra part à la souscription pour la statue d'Emile Augier.

A. LACROIX.



TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
de la Drôme en 1893

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Evêque de Valence.

Membre fondateur :

M. MONTLUISANT (DE), général d'artillerie en retraite, à Marsanne.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

ALLEMAND (l'abbé), supérieur du Petit-Séminaire, à Valence.

ARCES (le marquis D'), à Mercurol.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près
Renage.

BELLET (Mgr) à Tain.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat à Valence.

- BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.
 BOISSON, ancien percepteur, architecte, au Pont-Saint-Esprit.
 BORDAS (Joseph-Michel), à Saint-Martin-d'Août.
 BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.
 BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.
 BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
 BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
 BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.
 BOULOUMOY (le chanoine), supérieur du Grand-Séminaire
 à Romans.
 BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, vice-président de la
 Société, à Crest.
 CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur général, à Lyon.
 CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.
 CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
 CHAIX, ancien notaire, officier d'Académie, à Montrosier-sur-
 Seyssuel, près Vienne.
 CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
 CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du
 Comité des travaux historiques, à Romans.
 CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire,
 à Romans.
 CLÉMENT (Emile), à Romans.
 COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire
 adjoint de la Société, à Valence.
 DIDELOT (le chanoine), curé de la cathédrale, à Valence.
 DUMONTEIL (le chanoine), secrétaire de l'évêché, à Valence.
 DU PORT-ROUX, à Romans.
 EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.
 FAURE-BIGUET, conseiller à la cour de Cassation, à Paris.
 FAURE, ancien président du Tribunal, à Valence.
 FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Die.
 FILLET (l'abbé), curé d'Allex.
 FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.
 FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORCHERON (Emile), juge, à Valence.

FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'appel d'Angers.

FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.

FROMENT (l'abbé), curé à Veaunes.

GAILLARD, avocat, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), avocat, à Alex.

GALLE, agent-voyer d'arrondissement, à Valence, trésorier de la Société.

GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.

GIRARDON, avocat à Divajeu.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé, à Suze-la-Rousse.

LA BAUME (DE), marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LALANDE, avoué, à Valence.

LATUNE (Gustave), à Crest.

LATUNE (Henri), à Crest.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MELLIER, directeur d'assurances, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (Adolphe), à Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.

MONTCHENU (le marquis DE), à Montchenu.

MONTÉYARD (le comte DE), à Montelier.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

MOSSANT (Charles), membre du Conseil général, à Bourg-de-Péage.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

NUGUES (Félix), à Orange (St-Estève).

PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts-et-chaussées, à Valence, vice-président de la Société.
 PERROSSIER (l'abbé Cyprien), archiviste diocésain, à Romans.
 PERROT (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de Valence.
 POMPÉI, avocat, à Valence.
 PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.
 REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Baupié.
 REY, architecte, à Valence.
 SAYN (Gustave), à Montvendre.
 TAVAN (Charles), à Aouste.
 THOMÉ, notaire à Bourg-de-Péage.
 TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
 URTIN (Marc), avocat, à Valence.
 VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.
 VIGNE (Mgr), archevêque d'Avignon.
 VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

ACCARIAS, ancien conseiller à la cour de Grenoble.
 ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.
 ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.
 ANDIGNÉ (le marquis d'), général et sénateur, à Paris.
 BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine Religieuse*, à Viviers.
 BAUME-PLUVINEL (M^{lle} la marquise DE LA), à Paris.
 BELMONT, à Lyon.
 BENOIT, attaché aux archives du Rhône, à Lyon.
 BERGERON (Paul), au Cheylard (Ardèche).
 BERNARD, conseiller à la cour d'appel de Grenoble.
 BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).
 BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.

- BESSET, architecte, à Tournon.
BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).
BLANCHARD (le chanoine), archiprêtre, à Saint-Péray.
BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.
BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.
BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.
BOURG (Gontran DU), au château de l'Île-Vicille, près Mont-dragon.
BROSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Nîmes.
CAIZE (Albert), publiciste, à Blidah.
CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.
CHAPER, à Grenoble.
CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
CHAPELLE (l'abbé), à Châlons-sur-Marne.
CHAPON (Jules), à Paris (agence parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*).
CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.
CHENAVAS, conseiller général de l'Isère, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.
COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.
COURCIVAL (DE), à Paris.
DURAND, libraire, pour le musée Calvet, à Avignon.
DUPRÉ-LATOUR, ancien magistrat, avocat, à Paris.
FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.
FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.
FAYARD, ancien conseiller à la cour d'appel de Lyon.
FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.
FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpré-sur-Saint-Geoirs.

- GAP (Lucien), instituteur, à Mérindol (Vaucluse).
 GAUDUEL, à Grenoble.
 GENTHON, ancien juge, à Saint-Marcellin.
 GODARD (l'abbé), professeur des sciences au Petit-Séminaire de Vernoux.
 GRÉAU (Julien), à Paris.
 GUEYFFIER, juge de paix, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.
 GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
 JOUFFRAY (A.), chef d'escadrons d'artillerie, sous-directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.
 JUIGNÉ DE LASSIGNY, à Lyon.
 KLÉBER (Alphonse), à Rives.
 LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard (Ardèche).
 LAGIER (l'abbé), curé, à Blandin (Isère).
 LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, à Grenoble.
 LOMBARD, avocat, à Grenoble.
 MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.
 MANTEYER (Georges DE), à Paris.
 MASIMBERT, avocat, à Grenoble.
 MAZON, publiciste, à Paris.
 MONCLAR (le marquis DE), consul général, à Caracas.
 MONTALIVET (Georges DE), à Paris.
 MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.
 MONTS (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
 MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).
 MOULIN (Martial), à Paris.
 OLLIVIER DE MARICHARD, à Vallon.
 ORIOI (l'abbé), à Annonay.
 PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.
 PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.
 PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.
 PETIT (l'abbé), curé, à Saint-Antoine.
 PEYROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.

PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.

REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat, à Lyon.

ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.

SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques au Havre (Seine-Inférieure).

SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.

SAUREL (le chanoine), secrétaire de l'Académie de Montpellier, à Montpellier.

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.

TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arrençy, par Festieu.

TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte DE LA), au château de Bezonville, par Sermaize.

TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.

TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).

VACHEZ, bâtonnier des avocats, à Lyon.

VALLENTIN (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

*** Communes abonnées :**

ANNONAY (Bibliothèque). — AOUSTE. — BARBIÈRES. — BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). — MONTÉ-LIMAR. — ROMANS (Bibliothèque).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE.





LE CONFLIT DE VERNOUX

EN 1745

Le pasteur Majal, dit des Hubas (du nom d'un hameau de la paroisse de Vernoux, où il était né) (1), ayant été arrêté en décembre 1745, les protestants de la contrée dont il était très aimé, voulurent le délivrer, et un conflit sanglant fut le résultat de cette tentative. Voilà le fait général sur lequel tout le monde est d'accord, mais il n'en est pas ainsi de certains détails, et l'on comprend que de chaque côté on ait voulu tirer tout le bon droit pour soi en laissant tout l'odieux au parti opposé. Nous allons essayer d'éclairer le sujet par quelques documents nouveaux ; mais avant d'aborder le fait même de l'arrestation de Majal, il ne sera pas sans intérêt de voir quelle était, pendant les années précédentes, la situation des protestants des Cévennes et du Vivarais.

Une lettre du commandant militaire du Vivarais, M. de la Devèze, nous paraît à cet égard particulièrement

(1) Le domaine des Hubas appartient aujourd'hui à M. Jules Sonier de Lubac, le collaborateur du vicomte Lepic dans les recherches préhistoriques sur les grottes de Soyons et de Châteaubourg.

intéressante, tant par les détails qu'elle donne que par l'impartialité qui anime son auteur. C'est un rapport confidentiel, adressé au premier ministre d'alors, le cardinal Fleury. En voici le texte :

Tournon, 22 avril 1734.

Monseigneur,

J'arrive d'une tournée que j'ai faite dans le pays, sous prétexte de visiter quelques gentilshommes de mes amis, mais le seul motif de mon voyage était de voir par moi-même les allures de nos religionnaires et si leurs discours hasardés étaient suivis d'une conduite autre que celle qu'ils tenaient lorsque nous avions des troupes. Si j'avais voulu, Monseigneur, m'en rapporter aux lettres de MM. les Curés et à celles que je recevais de plusieurs endroits, j'aurais dû trouver des choses extraordinaires, mais, tout examiné, je ne vois de leur part qu'un air de liberté qu'ils prennent de s'assembler pour prier ensemble, sans que jusqu'ici on ait vu aucun d'eux aller dans ces assemblées avec des armes. C'est pourtant vrai, Monseigneur, que leurs ministres se promènent la tête levée dans nos montagnes, au lieu qu'ils n'y allaient qu'en tâtonnant, depuis que le fameux Durand, que je leur fis prendre, a été pendu. Il est vrai encore que Genève, pour les exciter à se maintenir dans leur religion, leur a fait passer plusieurs livres, entr'autres la *Pratique de la religion chrétienne pour les fidèles qui sont privés du ministère*, avec une prière pour demander à Dieu la conservation de l'exercice public de la religion, que le nommé Artaud, messager de Genève, que je fis arrêter, débitait. Il a, Monseigneur, été interrogé par les délégués de M. de Bernage, et vous devez avoir ses réponses. Je concerterai avec lui, comme vous me faites l'honneur de me le mander, sur tout ce qui le regardera. C'est un petit coquin hardi, habitué dans ce métier, que je faisais guetter depuis longtemps. Il ne paraît pas qu'il soit venu d'autres gens dans le pays faire le même commerce. Il s'y est cependant glissé quelques autres

craindre, comme les portes de la ville étoient hors d'état de pouvoir servir. D'abord le sieur Chalmeton, juge, fit prendre une délibération pour les faire accomoder et mettre en état. On se pourvut devant Mgr l'Intendant, qui donna son ordonnance conforme à la demande, et à présent que ces portes sont accomodées, on les laisse ouvertes. Le premier consul, qui est originairement N. C. et qui fait semblant d'être catholique, diffère à les faire fermer, ce qui serait très nécessaire, et surtout la porte de derrière, que ledit sieur Dupuy a à sa maison, par où les ministres et autres N. C. entrent et sortent. Il conviendrait qu'il y eût des ordres pour la faire murer.

Tout ce qui vient d'être dit donna lieu audit sieur Chalmeton, juge, d'envoyer secrètement à Alais le sieur Cade, second consul, à ses frais et dépens, qui est un homme secret et de confiance, à lui affidé, pour donner avis à M. d'Iverny, en la personne de M. l'abbé Maurin, aumônier du fort d'Alais, de tout ce qui s'était passé, avec un mémoire en détail, n'ayant pas osé en écrire à Mgr l'Intendant ni à M. d'Iverny, parce que les N. C. ont des espions qui découvrent tout. Voilà pourquoi on n'ose rien écrire de peur d'en être la victime.

Si le roy n'a pas la précaution d'avoir dans chaque ville où il y a des N. C. des espions secrets et de confiance pour informer la cour de tout ce qui se passera, il est à craindre qu'il n'arrive quelque chose de fâcheux, parce qu'ils voient qu'il n'y a point de troupes dans la province pour les empêcher, et eux-mêmes disent ouvertement qu'entre cy et la St-Barthélemy prochaine on verra bien des choses ; personne n'ose écrire à ceux qui gouvernent la province là-dessus.

Le nommé Cortés, ministre, duquel il a été parlé cy devant (la tête duquel étoit au prix de cent pistoles, disait-on) a eu le secret d'obtenir de Mgr l'Intendant, sur l'avis de M. Prat, son subdélégué, une ordonnance qui lui permet de vendre son bien, ce qu'il a fait au nommé Jean-Pierre Vieljus pour 787 livres, quoiqu'il vaille plus de 3,000, ce qui fait voir que les N. C. parviennent à tout ce qu'ils veulent avec de l'argent.

Pour mettre cette ville en sûreté, il conviendrait d'éloigner les chefs des N. C. qui sont les sieurs Dupuy, Charrier, Merle, Jacques et Pierre Roure et les Lahondès frères, et y envoyer des troupes ou faire des bourgeoisies des villages qui l'environnent, pour veiller à ce qui se passerait et donner main-forte, commandées par des officiers bons catholiques.

Il y a près d'un mois et demi qu'il se fit une assemblée où il y avait environ six cents personnes, qui furent se rafraîchir chez ledit Jacques Roure, qui reste hors la ville, où il y avait des vigneronns catholiques du lieu de Brahic qui entendirent tout ce qu'on disait, lesquels ayant eu peur, ils s'en allèrent au point du jour, mais auparavant ils furent voir M. le Curé des Vans pour lui dire ce qui s'était passé, qui fut épouvanté et en écrivit à M. Bernard, commandant au St-Esprit.

On assure qu'il passe dans la nuit beaucoup de gens N. C. qui viennent du Vivarais et qui vont dans les Cévennes. Il y a là des habitants des faubourgs qui les voient passer, ce qui fait craindre qu'il n'arrive quelque sédition. Comme les catholiques de ces cantons et de la ville ont été désarmés, il seroit très nécessaires de les faire armer, et faire désarmer de nouveau tous les N. C. des Vans, mais pour cela il faudrait prendre les précautions convenables. Il y en a qui se font gloire d'aller à la chasse et de faire voir leurs fusils, et surtout le s^r Delor fils, Charrier et Domergue.

La politique des N. C. est de faire leur cour à la noblesse catholique. Il y a aux Vans deux dames, M^{me} d'Elze et M^{me} de Villefort, chez qui les principaux vont souvent pour voir ce qui se passe, afin qu'elles ne leur soient pas contraires.

La cloche du temple des N. C. est encore à sa place. Le s^r Chalmeton, juge, avait pris des précautions pour la faire placer au clocher de l'église ; mais les N. C., instruits de cela par les enchères qui ont été faites, ont dit hautement bien des choses qu'on a fait semblant d'ignorer, à cause de la situation du temps ; on attendra un temps plus favorable pour exécuter le projet qui avait été fait.

*Extrait d'une lettre écrite à M. le duc d'Uzès,
en date aux Vans le 13 juin 1734.*

J'ai l'honneur de vous envoyer le mémoire que vous souhaitiez le 11^e du courant. Il y a eu depuis une assemblée à la métairie du sieur Mathieu Delor, située dans la paroisse de Naves, appelée Palheironne, de tous les N. C. de cette ville et des environs, pour se préparer à recevoir la Cène, qu'ils ont prise cette nuit dernière au même endroit, de la main du ministre qui est actuellement ici, qui apprend le plain-chant à la jeunesse pour chanter les psaumes. Il ne loge plus chez le nommé Roure, chirurgien ; il est à présent chez Marion Vernes, à la rue de la Fabrique, vis-à-vis Merle, boulanger. Si S. M. ne prend le parti d'éloigner les chefs, de faire raser les lieux où les assemblées se font, on n'en viendra pas à bout ; on est plus méchant que jamais, et il faut que les catholiques filent doux par force.

*Extrait d'une lettre écrite à M. le duc d'Uzès,
en date de Robiac du 12 juin 1734.*

Comme nous vous regardons dans cette province comme le chef, et que nous savons le zèle que vous avez pour le roy et notre religion, j'ai cru en confiance vous devoir donner des avis qui regardent l'Etat, afin que vous en fassiez part à la cour, si vous le jugez à propos, pour prévenir des suites fâcheuses. J'aurai donc l'honneur de vous dire, Monseigneur, que les religieux font grand bruit dans ce canton, qu'ils s'assemblent publiquement, qu'ils prêchent ouvertement, dans lesquels discours ils comparent l'Eglise à une Babylone, le nôtre roy à un cruel Hérode et chantent des chansons dans ces termes. Ils nous ont menacés depuis le commencement de la guerre de vouloir se soulever et prendre les armes, et nous croyons que n'eût été la crainte qu'ils ont des catholiques, ils auraient déjà fait leur soulèvement, voyant la province sans troupes. Et aujourd'hui que le roy veut exiger le dixième dans son royaume,

ils tâchent d'inspirer aux catholiques de s'unir avec eux pour en empêcher l'exécution, demandant chacun à son particulier sa liberté. Ce motif est fort engageant pour les deux partis, et l'on craint fort qu'il n'arrive quelques désordres. Nous savons sûrement qu'il est venu du pays étranger plusieurs ministres ou prédicateurs dans les Cévennes, munis de livres et des armes, et qu'on n'attend que le moment favorable pour faire leur coup. Voilà les avis que j'ai à vous donner pour vous marquer la considération que j'ai pour vous et l'attachement fidèle que j'ai pour S. M. (1).

Les alarmes manifestées dans ces lettres s'expliquent non seulement par l'attitude générale des protestants, mais par un horrible assassinat qui avait eu lieu au mois d'avril précédent à St-Sébastien, dans ce même diocèse d'Uzès. L'évêque ayant commencé sa tournée dans les Cévennes était allé coucher à St-Sébastien. Or, pendant, la nuit quelques protestants assassinèrent un nouveau converti, affidé de l'évêque, en lui disant : « C'est pour t'apprendre à ne pas venir aux assemblées et à avertir de celles que nous faisons. » Nous devons ajouter que l'évêque, en signalant le fait au ministre, reconnaît que ce meurtre avait été hautement désapprouvé par les principaux protestants de la région et qu'ils avaient recommandé à leurs coreligionnaires de ne plus se livrer à de pareils actes (2).

On comprend que ces incidents aient été de nature à appeler l'attention de l'autorité et à la déterminer à des mesures plus sévères, D'après les auteurs protestants, la

(1) Idem, folio 322.

(2) Idem, fol. 317.

cour, qui avait jusque-là temporisé avec ce qu'on appelait les nouveaux convertis, aurait résolu, à la suite de ses succès du moment, dans la guerre de la succession d'Autriche, de revenir à la stricte exécution des édits. Le 4 décembre 1745, le ministre de la guerre, M. de St-Florentin, aurait écrit à M. de la Devèze : « Les amendes frappées sur les arrondissements protestants ne suffisent pas pour les contenir. Rien ne peut faire plus d'impression que le supplice d'un prédicant ; il est fort à désirer que vous réussissiez dans les vues que vous avez pour en faire arrêter un. » Le commandant, ajoute-t-on, se mit donc en campagne avec ses espions et ses soldats, et Desubas fut pris.

Nous ne savons si cette dépêche de St-Florentin est bien authentique. M. Daniel Benoit, l'auteur de l'ouvrage le plus récent sur Desubas(2), aurait bien fait dans tous les cas d'en indiquer la source. Il est de fait que l'arrestation de Majal Desubas eut lieu quelques jours après. S'il faut en croire un chroniqueur dauphinois (les Annales de Michel Forest), dont le récit présente, d'ailleurs, de nombreuses inexactitudes, la dénonciation émana d'un habitant de Vernoux qui avait vendu un cheval à un maquignon protestant, lequel eut l'imprudence de le mettre en rapport avec son ministre, tandis que les auteurs protestants l'attribuent à un nouveau converti de St-Agrève. Quoi qu'il en soit l'arrestation fut évidemment le résultat d'un acte individuel et fortuit, beaucoup plus que des efforts de l'autorité et de ses agents.

(2) *Une victime de l'intolérance au XVIII^e siècle — Desubas, son ministère, son martyre.* Toulouse, 1879 — in-12.

L'Histoire du Languedoc expose ainsi les faits :

« Mathieu Majal Desubas, prédicant ayant été arrêté dans la nuit du 11 au 12 décembre 1745, dans le hameau du Mazel près de St-Agrève, était conduit à Vernoux, lorsque, dans le bois de la Trousse, un rassemblement voulut exiger sa liberté du commandant de l'escorte qui, pour les écarter, fit faire feu à ses soldats. Six protestants furent atteints. A peine était-il arrivé dans le bourg qu'une assemblée religieuse, convoquée dans le voisinage par un autre ministre, arriva et réclama Desubas. On ne voulut point le lui rendre et elle entra dans le bourg : mais accablée par le feu des habitants, elle perdit une trentaine d'hommes et le reste fut poursuivi dans les champs. »

L'auteur protestant, que nous avons déjà cité (M. Benoît), nous apprend qu'il a trouvé beaucoup de documents pour son sujet dans les archives du pasteur Lebrat, de Roubaix, arrière-petit-neveu de Majal, dans les archives de l'Hérault, et dans le *Recueil des actes tenus en la province du Vivarais de 1721 à 1793*, que possède le consistoire de La Voulte ; mais le récit suivant qu'il fait des circonstances du conflit paraît uniquement emprunté à un ouvrage intitulé : *La nécessité du culte public parmi les chrétiens*, publié à Francfort en 1747 par M. Armand de la Chapelle (t. II, p. 313) :

« Au hameau de Cluac, le pasteur fut reconnu, vers les 8 heures du matin, le 12 décembre, par un de ses paroissiens, Etienne Gourdol, qui, touché de compassion en voyant « ces colombes au milieu de ces vautours », réunit une vingtaine de ses voisins et vint, avec eux, atten-

dre le détachement au bois de la Trousse, à un quart de lieue de Vernoux. Ils étaient sans armes et n'avaient qu'un but : obtenir, par leurs prières, de la pitié du commandant, la liberté des prévenus. Leur demande fut repoussée avec hauteur. Alors Gourdol, se jetant au cou du pasteur, déclara qu'il ne le lâcherait point. Les soldats firent feu, Gourdol et cinq de ses compagnons furent tués et quatre faits prisonniers. Desubas lui-même fut blessé d'un coup de baïonnette à l'épaule. Le ministre fit son entrée à Vernoux, à 10 heures, du matin au milieu des huées d'une population fanatisée. »

Le récit de M. le pasteur Arnaud est dans le même sens, et paraît basé principalement sur un mémoire dicté à Antoine Court, à Genève, par le pasteur Coste, un des prédicants de l'époque en Vivarais (1), mais qui n'avait pas été le témoin oculaire du conflit.

Or, voici deux témoignages nouveaux, dont l'importance est incontestable, puisqu'ils émanent de deux personnes de Vernoux qui ont assisté aux faits qu'elles racontent.

Le premier est de M. de Monjoux qui habitait en 1780 Belay, près de Vernoux.

Le second est de l'abbé Rostand, curé de Vernoux à l'époque du conflit; ce prêtre fut nommé plus tard prieur-curé de St-Andéol de Bourlenc, et c'est là qu'il est mort en 1779. Sa lettre est datée de l'année d'avant sa mort et elle est adressée à Soulavie, alors vicaire à Antraigues, qui lui avait demandé une relation de l'événement.

(1) *Histoire des protestants du Velay et du Vivarais*, t. II, p. 222, 425 et 455. Mss. Court, n° 17, t. P, à la bibliothèque de Genève, p. 353.

Voici le texte de ces deux pièces :

RELATION DE M. DE MONJOUX.

Le nommé Mathieu Majal dit des Hubas, natif de la paroisse de Vernoux en Vivarais, ministre protestant du district de cet endroit, fut arrêté, la nuit du 11 au 12 décembre 1745, dans la paroisse de St-Agrève, à quatre lieues de Vernoux, chez le nommé Rochette, où il s'était rendu pour exercer le lendemain dimanche les fonctions de son ministère.

Les troupes qui le prirent, au nombre de vingt hommes, étaient des milices du Berry en garnison à St-Agrève, commandées par un lieutenant appelé La Baronnière, homme de tête et de courage, qui partit tout de suite pour Vernoux, où il espérait prendre un renfort, avec son prisonnier et l'hôte qui l'avait reçu.

Les protestants instruits de l'événement dépêchèrent sur-le-champ de tous côtés des exprès à leurs confrères pour l'enlever en chemin. Leur activité fut si prompte qu'un corps de protestants d'une trentaine d'hommes se présenta au lieutenant La Baronnière, à demi-lieue de Vernoux, mais sans armes, pour demander leur ministre, sous prétexte que c'était un honnête homme qui les instruisait et ne faisait aucun mal. L'officier leur répondit de se retirer. Ils insistèrent, prirent de force la bride du cheval qui portait le ministre et commençaient à le délier. L'officier, s'en étant aperçu, cria qu'il allait faire feu s'ils n'obéissaient. Sa menace étant vaine, il ordonna de tirer, mais de ménager le feu. On l'effectua, et cinq tombèrent à terre. Alors le reste des protestants recula, saisit des pierres qu'il jeta de toute sa force aux soldats, dont plusieurs furent considérablement blessés, et l'officier, sans perdre de temps, continua son chemin, en faisant passer devant un soldat, qui courut à toutes jambes demander du secours au commandant de Vernoux, qui se trouva à la grand'messe avec nombre de ses soldats. Dès qu'il eût appris l'événement, il cria à haute voix à

ses soldats d'aller vite prendre leurs armes, ce qui rendit l'église comme déserte, les habitants étant tous sortis pour savoir ce qui se passait. Les soldats ayant à leur tête le sieur de Préblame, leur capitaine, marchèrent vite au-devant de la troupe de St-Agrève, qu'ils trouvèrent tout près de l'endroit.

Ce même jour, 12 décembre, qui était un dimanche, il y avait une grande assemblée de protestants dans la paroisse de Bofres, à une grande lieue de Vernoux. La nouvelle de ce qui se passait y étant parvenue, elle se mit en chemin pour Vernoux, au nombre de deux à trois mille individus, les femmes comprises, mais sans armes, comptant que leur nombre en imposerait et qu'ils auraient le ministre de gré ou de force. Y étant arrivée, elle le demanda avec hauteur et menace de saccager l'endroit si on refusait. Le s^r de Préblame, commandant, ne fut pas peu embarrassé ; il n'avait qu'environ quarante-deux soldats, compris la troupe venue de St-Agrève. Il savait, d'ailleurs, que Vernoux était tout ouvert et sans la moindre défense. Son premier soin fut d'abord de doubler la garde de la prison, et ensuite de placer des soldats avec des bourgeois à travers la rue, avec défense de laisser entrer personne, précaution sage, parce qu'il n'aurait pas ensuite été maître. Puis il fit crier à cette multitude de ne pas avancer, qu'il allait délibérer de la façon dont il s'y prendrait pour rendre le ministre sans être compromis, ce qui la fit patienter. Il tint effectivement conseil avec les officiers et quelques bourgeois sur le parti à prendre dans la situation délicate où l'on se trouvait, car l'on craignait qu'ils ne brûlasent Vernoux. Mais autre difficulté : peu d'armes chez les bourgeois qui fussent en état, et ni plomb ni poudre. Il fut cependant convenu de fondre d'étain pour avoir des balles, de préparer des fusils et de chercher de poudre chez les bourgeois. Aussitôt on mit la main à l'œuvre.

Cependant les rebelles s'impatientaient de recevoir réponse. Alors un considérable bourgeois de l'endroit fut à eux pour leur dire de patienter encore, que dans peu on leur donnerait satisfaction. Ils le crurent bonnement, mais peu à peu voyant qu'on

les amusait, ils voulurent avancer en foule. Les soldats avec six à sept bourgeois, qui étaient sur les armes à travers la rue par où ils venaient, leur crièrent de ne pas avancer ; mais, n'y ayant pas déféré, ils firent feu, de même que quelques bourgeois de leurs fenêtres, et étendirent vingt-sept sur la place, parmi lesquels il y eut une femme qui avait son tablier plein de pierres avec deux à la main. Il y eut aussi en même temps un jeune homme qui, ayant pénétré dans Vernoux, suivait la grande rue avec deux pierres à la main, en criant : *Courage ! Vernoux est à nous !* Mais trois coups de feu partis des fenêtres le couchèrent raide mort. On aurait pu, après la première décharge, en tuer bien d'autres ; la presse était si grande qu'ils se renversaient les uns sur les autres ; mais on s'en abstint par religion.

Ces rebelles, épouvantés d'une telle réception et de la mort de tant des leurs, reculèrent avec précipitation et s'allèrent mettre hors la portée du fusil, où ils délibérèrent, ce qui donna le temps aux commandant et bourgeois de respirer ; la poudre manquait ; celui qui la vendait était absent et protestant ; on fit ouvrir sa porte et on prit celle qui s'y trouva.

Le temps devenant plus froid, les rebelles s'allèrent mettre à l'abri d'un monticule à deux quarts de lieue de l'endroit ; il y avait du bois, ils en coupèrent et allumèrent du feu, afin de passer la nuit plus aisément. Alors les femmes et plusieurs hommes se retirèrent, tant à cause du froid qui devenait plus vif, que pour procurer des vivres au camp, qui en manquait totalement ; mais en même temps on vit venir de tous côtés des gens armés, dont plusieurs, outre leurs armes, portaient des pains entiers pour leurs camarades.

M. de Châteauneuf, commandant en Vivarais, à qui on avait dépêché d'abord que le ministre fut arrivé à Vernoux, fit partir de suite de Tournon, où il demeurait, la compagnie de grenadiers qui y était, avec la brigade de maréchaussée de sa ville, qui arrivèrent sur la minuit à Vernoux (qui est à six lieues de chemin de Tournon). Ce secours releva le courage des uns et des autres, car tout Vernoux s'attendait à tout moment à être

pris de force et brûlé. Le bruit effrayant qui venait du camp des rebelles, et qu'on entendait d'une lieue, fortifiait cette crainte.

M. de Châteauneuf avait encore mandé à la compagnie de St-Péray de marcher à Vernoux, ordre reçu, ce qu'elle fit. Elle aurait risqué sans un hasard favorable. Le capitaine de cette compagnie trouva en chemin un homme qui venait de la Justice, village que traverse le chemin de St-Péray à Vernoux, à près d'une demi-lieue de ce dernier endroit. Il l'interrogea. Le paysan lui dit qu'il y avait un peu au-delà de la Justice une troupe de gens armés qui barraient le chemin. Ce capitaine s'avisa d'une ruse qui lui réussit. Il prit deux de ses soldats les plus déterminés, leur donna la leçon et les fit passer premiers. Les soldats arrivés vers la troupe armée leur dirent : « Hé ! Messieurs, que faites-vous ici ? Vous allez être exterminés, si vous ne vous retirez promptement. Voici un bataillon qui vient, et vous allez voir dans le moment l'avant-garde dont nous sommes. » Ils le crurent et se sauvèrent. Le capitaine profita de ce moment pour pénétrer à Vernoux. Il était environ deux heures avant jour et il y avait des brouillards, ce qui lui servit beaucoup.

Ce même jour, Vernoux toujours justement alarmé fit demander des secours aux paroisses de St-Julien-le-Roux et Silhac qui en envoyèrent. Celui de Silhac était sous les ordres du sieur de Moreure, sieur de Rochesauve, capitaine réformé et commandant de la paroisse, qui sachant qu'on l'attendait près du pont de Dunière, prit à travers les champs, laissant le grand chemin, et pénétra heureusement avec les siens dans Vernoux.

La nuit du lundi 13 décembre au mardi, la compagnie en garnison au Cheylard, à quatre lieues de Vernoux, y arriva encore, et pareillement celle de la ville de Privas, à la pointe du jour, qui venait d'un chemin opposé au camp des rebelles. Le capitaine de la compagnie du Cheylard faillit être tué près d'un village appelé Cluac que le grand chemin traverse ; heureusement il apprit en chemin qu'il y avait au village de Cluac nom-

bre de gens armés, ce qui lui donna lieu de se méfier ; étant arrivé près, il passa sous le village. La troupe l'ayant aperçu, lui cria : Qui vive ? A quoi il répondit. Alors on lui tira un coup dont la balle lui emporta partie de la frisure de sa perruque du côté gauche, mais comme il avait une certaine avance et qu'il marchait à grands pas, on le laissa, et ce capitaine de son côté continua son chemin avec sa troupe.

Enfin, M. de Châteauneuf, commandant en Vivarais, instruit que les rebelles s'obstinaient à tenir bon dans leur camp où ils se relevaient continuellement, se décida à venir à Vernoux, le vendredi ou samedi suivant, avec de nouvelles troupes et quelques bourgeois qu'il prit en passant à Cornas et à St-Péray. Il y arriva le matin, fit ses arrangements, parce qu'il convenait de laisser des troupes pour garder l'endroit, puis il dina et monta à cheval pour emmener le ministre à Tournon. A peine y était-il qu'il fallut mettre pied à terre sur l'avis qu'on lui donna, qu'un gros corps de rebelles barrait le chemin qui conduit à Tournon par le village de la Justice. Il se consulta et il fut conseillé de prendre le chemin du Pape, qui est au midi de Vernoux, et de laisser celui de Tournon qui est au nord, ce qu'il effectua. Le chemin du Pape passe le long d'un ruisseau au bas d'une colline et est couvert d'un monticule, de sorte qu'il se trouva loin avant que les rebelles s'en fussent aperçus ; il s'éloigna de deux grandes lieues, mais il arriva heureusement à Tournon avec sa troupe, le ministre, son hôte Rochette et quelque autre prisonnier. Les rebelles, se voyant déçus et tous leurs projets échoués, ne pensèrent plus à rien. On laissa cependant durant plusieurs mois nombre de troupes à Vernoux pour le garder, sachant que l'animosité des rebelles contre cet endroit était extrême, mais à la fin elle se ralentit et le calme succéda à la tempête (1).

(1) Archives du Ministère des affaires étrangères. Fonds de France, n° 1,626, fol. 471. Papiers provenant de Soulavie.

Voici maintenant la relation du curé de Vernoux :

HISTOIRE DE LA RÉBELLION CONTRE LES TROUPES DU ROY, DE LA PART DE CEUX DE LA R. P. R., *arrivée dans ma paroisse de Vernoux et lieux voisins en 1745, écrite par moi Roustand, prêtre-curé dudit Vernoux pendant l'émeute, et de présent prieur de St-Andéol de Bourlenc* (1).

A M. l'abbé G. Soulavie l'aîné, d'Antraigues en Vivarais, auteur de l'histoire de ce diocèse.

De St-Andéol de Bourlenc, le 4 juin 1778.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer la relation des troubles arrivés à Vernoux pendant que j'étais curé de cette paroisse. En faisant transcrire ici le récit que j'ai dressé en son temps, je désire qu'il soit utile à vos travaux et suis bien persuadé que vous donnerez à cette histoire un style que je n'ai pu, faute de talents, revêtir des fleurs de la rhétorique.

Les troubles de Vivarais en 1745 sont arrivés à l'occasion d'un Mathieu Majal, ministre de la Religion, né aux Hubas, près de Chalancon ; il avait pris le nom du lieu de sa naissance, avait fait quelque étude à Genève où on l'avait choisi pour ministre de ceux de la R. P. R. et pour prêcher, contre les ordres du roy, tant à ceux de ma paroisse qu'à ceux d'autres paroisses voisines, où il y a beaucoup de personnes prévenues des erreurs du calvinisme. Ce Majal était ardent prédicateur contre tous les prêtres catholiques ; il criait de toutes ses forces dans le désert (où ceux de sa religion s'assemblent) contre l'évêque, contre moi surtout qui ne voulais rien autre de lui, sinon le ramener (ce qui est l'effet de la grâce de Dieu), du moins l'en-

(1) Il est mort le mois de mai 1779. (Note de la main de Soulavie).

gager à se retenir dans ses imprécations contre la Mère de Dieu, les Saints, le Purgatoire ; sur quoi je le traitais vraiment comme mon frère en diverses rencontres.

Depuis longtemps les officiers du roy en cette province veillaient par eux ou par leurs subdélégués au bon ordre de l'intérieur du diocèse, car, pendant la guerre avec l'étranger, les protestants étaient ou jaloux ou inquiets lorsque le roy avait quelques succès, ou même prêts à la rébellion, voyant que la province était moins garnie et soutenue du soldat qu'auparavant à cause de ladite guerre.

Mathieu Majal, pour lors âgé de vingt-cinq ans, ou vingt-six ans, fut pris le 11 décembre 1745 au lieu de Montréal, sur le chemin du Puy à St-Agrève, et un détachement de troupes le conduisit à Vernoux, ma paroisse.

Le lendemain, 12 décembre, le détachement arriva à Cluac, entre les Nonnières et Vernoux. Il y rencontra un nombre pareil de protestants qui se trouvèrent par hasard à prier Dieu dans leur désert, et qui n'attendaient pas de voir un ministre de leur religion pris et arrêté. Le plus hardi de tous, nommé Etienne Gourdol, vint se présenter aux troupes du roy. Il leur dit : « Messieurs, je vous prie de nous rendre notre ministre qui n'a point commis de crimes, de le laisser enseigner la parole de Dieu et de vous distinguer dans la guerre contre les ennemis et non pas contre nous, et si vous ne voulez pas nous le rendre, nous vous l'enlèverons bien. »

Alors le lieutenant, qui était à la tête des soldats, fit tirer sur les protestants, et il y en eut quatre de tués à cette première décharge, ce qui servit de réponse à leur demande et ce qui les rendit si craintifs qu'ils prirent la fuite sans attendre la seconde.

Cependant l'alarme se mit dans Cluac, et ceux de la religion dans ce même moment firent courir des messages à tous ceux de leur secte pour les avertir de l'enlèvement de Majal, dit des Hubas, leur ministre. Il en partit pour St-Pierreville, les Nonnières, St-Basile, St-Jean-Chambre, et d'autres pour St-

Apollinaire, village assez près du chemin où les troupes devaient passer, de manière qu'il se forma une seconde troupe qui se mit en devoir de s'opposer au passage des soldats qui avaient garotté Majal ; car les protestants, qui furent plus courageux cette fois-ci que la première, s'armèrent, qui de bâtons, qui de pierres, pour se défendre.

Ils demandèrent alors encore une fois leur ministre, mais on ne répondit que par une autre décharge des fusils qui tua six protestants et blessa deux femmes, ce qui les mit encore en fuite pour la seconde fois.

Les huguenots, hommes, femmes et enfants, se rallièrent encore pour la troisième fois et suivirent de près les troupes du roy qui entrèrent en partie à Vernoux, le dimanche sur les 10 et 11 heures, tandis que je disais la grand'messe.

Alors j'entendis battre caisse, et lorsque je disais le premier *Memento*, il se fit en mon église une rumeur particulière et je crus que c'était un incendie qui brûlait toute la paroisse.

Après l'élévation du calice, cette rumeur fut changée en bruit et paroles que je ne pouvais distinguer. Je reconnus qu'on vidait l'église et qu'on criait : *Au soldat ! aux armes ! C'est l'ennemi ! Vernoux est perdu ! Les huguenots l'ont pris !*

Je continuai ma messe et je priai Dieu de sauver ma pauvre paroisse, et je consumai toutes les hosties, de peur que les ennemis de la religion, ayant pris la paroisse, n'en vinssent aux mêmes sacrilèges que ceux qu'ils ont commis si souvent dans une pareille rencontre.

A la Communion, je fus délaissé seul, de telle manière qu'il ne resta personne pour chanter la Communion, et au *Dominus vobiscum* je n'eus que mon clerc.

Après ma messe, je trouvai toute ma paroisse aux armes, et les huguenots qui voulaient reprendre ou par bon gré ou par force leur ministre étaient inarmés (*sic*) ; aussi j'entendis crier : Si on ne rend notre ministre, nous allons mettre le feu dans Vernoux, et nous ferons à votre curé ce que vous faites à notre ministre.

Les plus sages de ma paroisse reconnurent le danger de cette émeute. M. Afforti, l'un des principaux, parla aux plus ardents du parti protestant, mais ils voulurent toujours pour condition première qu'on déliât leur ministre.

M. Afforti, M. Abrial, M. Garnier, etc. et les principaux de l'endroit promirent de le rendre, et en cela ils eurent tort, puisqu'il ne fut pas rendu, ou bien ils eurent tort de promettre. Trois heures se passèrent tant en demandes qu'en réponses de la part de la paroisse et des protestants, qui menaçaient à chaque instant de nous brûler tous vivants dans Vernoux, tandis que les soldats de la garnison faisaient leurs opérations militaires qui leur sont connues, pour faire décamper les protestants qui s'étaient emparés en partie des rues, des places et de quelques maisons.

Les troupes du roy étaient commandées par un commandant et un lieutenant. Le premier, qui voyait ses troupes faibles, avait voulu rendre le ministre. Le second, plus aguerri, lui dit qu'il se plaindrait à la cour, s'il rendait le prisonnier qui lui avait tant coûté pour le conduire de St-Agrève à Vernoux, tant il y a que le capitaine se rendit et résolut de suivre au point l'ordre du roy.

Pendant ces moments, on vit venir de loin une nouvelle troupe de protestants qui venaient secourir ceux qui étaient déjà dans Vernoux, de manière que ce jour-là toutes les paroisses voisines fondirent sur la mienne.

Une quarantaine de mes paroissiens, sans être au fait de la guerre défensive en pareil cas, suivirent l'instinct naturel et s'en allèrent occuper toutes les fenêtres qui étaient sur le lieu de passage pour empêcher, en tirant de dessus, ces nouveaux venus de se joindre aux précédents.

D'autres de ma paroisse, principalement la jeunesse, gardèrent les autres avenues, et comme les autres protestants voulurent les forcer, on tira sur eux dans ces petites ruelles. Et comme le coup et la réponse riposte des paroles tout fut entendu dans le même instant, tous les bourgeois qui gardaient les fenêtres

tirèrent sur les protestants dans les rues, et de cette première décharge il y eut trente-trois de morts sur le carreau, principalement de la troupe de protestants qui se trouva engagée entre les deux feux opposés des soldats et des bourgeois.

Ce qu'il y a de plus remarquable et en même temps de plus surprenant, c'est que tant de ces protestants-là que ceux du dehors étant au nombre de trois mille, environ cinq cent cinquante desdits protestants furent blessés.

L'épouvante s'empara alors de ces troupes mutines qui étaient ci-devant tant audacieuses, et elles s'empressèrent si fort de sortir de Vernoux, que les révoltés se blessaient eux-mêmes en fuyant, sans qu'aucune sorte de secours vint panser leurs plaies, tant il y a que plus de deux cents en moururent, qui ne seraient point morts s'ils avaient eu des secours en fait de chirurgien et médecin.

Le bruit de cette mutinerie arriva le même jour dans les Boutières qui renferment beaucoup de protestants et qui prirent part à cette querelle, car on a observé toujours que le parti se soutient le mieux qu'il le peut. Ainsi le lendemain, lundi 13 décembre, on vit arriver d'abord toute la jeunesse des Boutières au nombre d'environ quatre cents, qui, n'étant pas assez nombreux, n'osèrent entrer dans la ville; les habitants, de leur côté, barricadèrent le mieux qu'ils purent et, comme le bourg n'est pas bien fortifié, on imagina des retranchements faits avec des boisages et des tonneaux de vin remplis de pierailles et de sable.

Sur ces entrefaites, on me porta un mot de lettre qu'on trouva sur le cadavre d'un religionnaire étendu sur le carreau; elle n'est pas signée, mais elle fait voir qu'il y avait de l'intelligence entre les ministres protestants du Vivarais et les ennemis anglais, non pas pour la présente rébellion qui est advenue sans dessein prémédité, mais bien pour prendre les moyens de résister aux exactions faites dans les Boutières contre les protestants.

Si vous pouviez, dit la lettre anonyme, engager les peuples

de vos cantons à secouer le joug et à empêcher qu'on ne les maltraitât, en les faisant soulever contre leurs tyrans d'un commun accord, vous recevriez des secours en argent et autres à ce nécessaires ; le secret et une prompte expédition tentative (*sic*) sont à pratiquer dans ce cas.

Je conclus à cette lecture que les ennemis de la France avaient des mauvais desseins sur nous, et de vrai le roy était en guerre contre les Anglais qui depuis longtemps ont essayé d'envoyer le trouble dans le cœur de notre province, et cela est arrivé souvent pour le passé, comme nos pères le savent et le disent encore.

Quoiqu'il en soit, il se trouva bientôt devant ma pauvre paroisse de Vernoux un nombre de protestants, jusqu'à trois mille cinq ou six cents, qui la tinrent dans une espèce de blocus. Les habitants de Vernoux, de leur côté, déjà bien barricadés, envoyèrent un député au commandant de la province, M. de Châteauneuf, qui vint à la tête des garnisons de St-Pierreville, de St-Agrève, Privas, Tournon, Cheylard. D'un autre côté, M. de la Devèze, commandant du Languedoc, venant à la tête d'autres troupes, se retint à Privas, d'où il publia la paix aux conditions qu'on quitterait les armes. La paix ni les troupes fraîchement venues n'auraient pas intimidé les assiégeants, mais comme ils étaient sans tentes, exposés à un froid excessif, la gelée les mit plutôt en déroute que les troupes du roy, et ainsi finit l'émeute qui causa tant d'alarmes dans ce pays et la mort à tant de monde.

Pour Mathieu Majal, dit des Hubas, qui en avait été la cause, il fut conduit à Montpellier et condamné le 1^{er} février à être pendu, ce qui fut fait.

Voilà, Monsieur, la relation que vous me demandez, et je suis avec respect,

Votre très humble et très obéissant serviteur

ROUSTAND (1).

(1) Idem, fol. 477.

L'exécution de Majal eut lieu à Montpellier le 1^{er} avril 1746. Le président Chalamel (1) raconte qu'une nouvelle tentative pour délivrer le prisonnier eut lieu sur la route du Vivarais à Montpellier, mais c'est là une confusion évidente avec les engagements de Vernoux.

En somme, les faits sont les mêmes dans les deux versions, catholique et protestante, sauf quelques détails secondaires et certaines nuances qui s'expliquent par les points de vue différents où se placent ceux qui les racontent. M. Daniel Benoît justifie en ces termes, avec une part de blâme, ses coreligionnaires :

« Tout ce que l'on peut dire de plus vrai sur le compte des protestants du Vivarais, c'est que trop de confiance dans la justice de leur cause, dans l'humanité et dans les compassions de leurs concitoyens, dans l'effet de leurs prières et de leurs larmes, et trop de zèle pour leur pasteur, les fit agir dans cette occasion fort inconsidérément et sans réflexion (2). »

Ce qu'on peut justement reprocher aux auteurs protestants, c'est la lacune que présente leurs récits au point de vue des motifs qui faisaient agir le gouvernement d'alors. Sans doute, il est fâcheux que celui-ci ne comprît pas la tolérance religieuse comme nous la comprenons aujourd'hui, — nous reconnaissons même volontiers qu'il était en arrière sur l'opinion publique à qui les persécutions pour faits de croyance et de culte commençaient à paraître souverainement injustes et odieuses ; —

(1) CHRONOLOGIE DE L'ARDÈCHE, Mss.

(2) Ouvrage cité plus haut, p. 319.

mais il est fâcheux aussi que les protestants d'alors ne comprissent pas, de leur côté, le patriotisme national, comme nous le comprenons de nos jours, et l'on conçoit que leurs perpétuelles menées depuis la fin du siècle précédent eussent inspiré au gouvernement royal les défiances les plus vives et parfois les plus justifiées. C'est cette considération qu'il ne faut pas perdre de vue dans tous les incidents de ce genre au siècle dernier, et c'est elle qui explique la dépêche de St-Florentin, si elle est authentique. Au fond, quand on examine de près nos guerres religieuses, on voit que la politique y a presque toujours joué un rôle encore plus grand que la religion.

Pour en revenir à l'affaire de Vernoux, il faut y voir une sorte de fatalité, produit spontané autant que malheureux des circonstances, plutôt que le résultat d'un plan quelconque prémédité d'un côté ou de l'autre. Entre la masse protestante exaspérée par l'arrestation d'un ministre très aimé dans le pays et les soldats et habitants catholiques de Vernoux affolés par le nombre des envahisseurs et les menaces de mort et d'incendie, il arriva ce qui serait arrivé partout ailleurs en semblable occurrence, et plutôt que d'entreprendre la difficile tâche de peser les responsabilités, nous croyons plus sage d'envelopper dans un sentiment de pitié commune tous les acteurs de ce terrible drame.

A. MAZON.





Transaction entre G. de Malleva

Commandant du Château de Châteauneuf-de-Mazene, en 1579

ET

MELCHIONNE PHILIP, VEUVE VILLET,

habitante de ce lieu,

dont la maison fut alors pillée par des soldats

(6 MARS 1608)

L'acte que voici, est emprunté aux minutes de Bertrand Farsac, notaire à Crest (1), dans les commencements du XVII^e siècle et constitue, selon nous, un document historique digne d'attention ; non seulement parce qu'il rappelle certains excès de la soldatesque, dans un bourg du Dauphiné, au temps des guerres de religion, dont l'histoire de ce bourg ne parle pas, mais encore et surtout parce qu'on y voit qu'une des personnes qui eurent le plus à souffrir de ses excès, ayant actionné, vingt-neuf ans plus tard, pour cette raison, à défaut des coupables, celui qui avait alors mission d'assurer l'ordre public dans le bourg dont il s'agit, ce dernier, qui était un vieux capitaine protestant, après avoir cherché à dégager sa respon-

(1) Aujourd'hui dans l'étude de M^e Bauthéac.

sabilité, ne trouva rien de mieux à faire que de transiger avec la plaignante. Pour obtenir d'elle une renonciation « aux droit, action et prétention, despens, damages et intérêts qu'elle pouvoit avoir contre luy », il lui donna la somme relativement importante de deux cent quarante livres, et le fait est d'autant plus à noter, qu'en 1579, date à laquelle les soldats du capitaine Laprade (1) pillèrent et incendièrent, sous les yeux du capitaine Guillaume de Malleval, commandant du château de Châteauneuf-de-Mazenc (2), la maison de Melchionne de Philip, le Dauphiné était, on peut le dire, livré à l'anarchie. Tellement que, pour se garantir des gens de guerre de tous les partis, dont ils étaient la proie, les habitants du Valentinois et du Bas-Viennois, particulièrement ceux des campagnes, formèrent à l'instigation du fameux Jacques Colas, visénéchal de Montélimar (3), une sorte de ligue, dont le premier résultat fut la prise des châteaux de Roussas et de Châteaudouble (4), sur le même capitaine Laprade, par les paysans de la contrée ; mais dont les conséquences furent ensuite des plus malheureuses, à cause du caractère démagogique qu'eut bientôt ce mouvement (5).

(1) Antoine de La Salle, dit le capitaine Laprade, qui, chassé de Châteaudouble par les « liguaires », comme disent les écrits du temps, se réfugia dans le marquisat de Saluces, où le maréchal de Bellegarde le fit périr.

(2) Commune du canton de Dieulefit (Drôme).

(3) Ce personnage qui était, au dire de De Thou, « un parleur véhément, présomptueux et hardi, qui paraissait disposé à tout pour s'élever au-dessus de sa condition » et qui finit, en effet, par trahir sa patrie pour devenir comte de La Fère, était le fils de Claude Colas, avocat de Montélimar et le petit-fils de Gilet Colas, cordonnier de la même ville, qui testa le 1^{er} décembre 1459.

(4) Communes des cantons de Grignan et de Chabeuil (Drôme). Roussas fut pris le 28 février et Châteaudouble le 16 mars 1579.

(5) Cette ligue, qui prit naissance dans les environs de Montélimar, au

Indépendamment de cela, on peut relever dans cet acte plus d'un trait de mœurs et, somme toute, il y a là une pièce tout à la fois intéressante et curieuse.

BRUN-DURAND.

TRANSACTION

Comme ainsy soit que demoyselle Melchionne Phelip, vefve à feu noble Nicolas Villet, fust en voye d'intenter procès à s^r Guillaume de Malleval, dict le cappitaine Ponchot, de Grane, sur ce qu'elle disoit qu'en l'année mil v^e septante neuf, au mois de janvier, elle estant pour lhors maryée, en première nopce, à feu s^r François Mezard, dict cappitaine Poince et faisant sa demeure à Chasteauneuf-de-Mazenc, certains soldarts se disant de la compagnie, tant du cappitaine Laprade que dudict Malleval, commandant pour lhors au chateau dudict lieu, pour feu le seigneur du Poët (1), vindrent et entrarent par force et violence dans la maison paternelle, où feue demoyselle

mois d'octobre 1578 et dont le prompt développement est évidemment une des causes de la venue de Catherine de Médicis dans cette province, au mois de juillet 1579 (voir ses lettres des 16, 17, 18, 19 et 21 de ce mois), aboutit à un véritable massacre des paysans révoltés de la Valloire, par les troupes royales, à Moirans, le 28 mars 1580.

(1) Louis de Blain de Marcel, seigneur du Poët-Célar, un des meilleurs lieutenants de Lesdiguières et conséquemment un des meilleurs chefs du parti huguenot en Dauphiné, à cette époque. Il périt dans un duel avec Gouvernet, autre chef huguenot, au mois d'avril 1598, étant alors conseiller d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes et lieutenant général au gouvernement du marquisat de Saluces.

Anne de la Roche, sa mère (1), habitoit aussy avec elle, de nuict, deux heures ou environ advant jour, laquelle ils pillarent et emportarent tous les meilleurs meubles de sadicte mère et de sondict premier mary. et bruslarent la plus part des meubles de boix qui se trouvaient de reste, et oultre ce, plusieurs papiers, instruments et registres des nottices que feux M^{re} Anthoyne et Jan Philips, ses ayeul et bisayeul paternels, luy avoient laissé (2). De sorte qu'elle et sadicte mère furent contraintes en sortir et evader par ung endroit, avec grand dangier de leurs personnes, et l'abandonner au feu, lequel l'auroit du tout bruslée ne fust le secours et ayde qu'aportarent les voysins. Et d'aultant que ledit s^r de Mallevall commandoit au chasteau, c'estoit de son devoir, non seulement de ne permettre que sesdicts soldats commissent ces excès, mais encore d'empescher, de tout son pouvoir, que les aultres dudict Laprade ne les peussent entreprendre ny exécuter, ce que n'ayant faict et ne s'y estant opposé, il en est responsable, comme ladicte Philip prétendoit, et de luy payer tous les dommages interests qu'elle a souffert et qu'elle estime de notable somme ; attendu notamment le bruslement et perte desdicts papiers, mesme pour avoir esté advertie que ledict s^r de Mallevall fust veu près de ladicte maison lhorsque lesdicts soldarts ferent ladite violence, sans avoir uzé d'aulcune resistance, contre ce qu'est porté par les ordonnances du Roy, enjoignants à tous de s'opposer et porter ayde à ses sujets contre les malfaiteurs, les apprehander et les constituer prisonniers. Et à ce concluyoit contre ledict de Mallevall, à son propre et privé nom,

(1) Veuve du capitaine Pierre Philip.

(2) Il s'agit évidemment ici de minutes de notaire.

attendu la charge qu'il avoit et que s'estoit en temps de paix et, par ainsy, subject à recherche, sauf à luy à se pourvoir, pour sa garantie, contre lesdicts soldarts qui ont perpétré ledict delict.

Et au contraire, ledict de Malleval, par le moyen de Jehan et David de Malleval, ses enfants soubz nommés, opposoit à ladicte demoysselle Philip n'avoir aulcung droit ny action contre luy, soubstenant que si elle a souffert ceste perte et interest, ce n'est pas par son faict et occasion, moins encore par le moyen des soldarts sur qui il heüst commandement, et sy tels excès ont esté perpétrés, ça esté à son deceu et contre son consentement ; et d'ailleurs que tout ce qu'elle avance contre luy est impertinant et irrelevatoire, considéré qu'au temps sus desclairé, il estoit dans ledict chasteau pour seulement le conserver audict seigneur de Poët, avec fort petit nombre de soldarts, duquel il n'osoit facilement sortir, crainte d'estre surprins, pour estre ledict village hors bandier (?) et surtout de nuict. Que si on la veu près ou dans ladicte maison, ou quelques uns de ses soldarts, dont il ne peut avoir memoyre et les desavoyer, ça esté en intention, ou de s'informer dudict cas advenu ou pour y apporter secours comme les aultres habitants, et sy luy mesme s'est trouvé là, ce qu'il nye expressement, ça esté ou pour empêcher et s'opposer, de faict ou de parolles, que plus grand mal n'advient, ou arrester lesdicts soldarts treuvés sur ce delict, s'il se fust treuvé plus fort qu'eux. Sy bien que s'il y a heu du mal et damage pour ladicte demoysselle, sondict mary et sa mère, ils ne luy peuvent estre imputés, moins estre actionné par elle, joinct qu'en ce temps-là la guerre estoit, ou du moins la paix n'estoit assurée, ains les affaires de la province en trouble et les

deux partis des relligions entrés en souspçon l'un contre l'autre, puis que ledict seigneur du Poët tenoit encore ledict chasteau, ce qu'il n'eust faict sy la paix fusse esté pour lhors, ainsy qu'on peut remarquer tant par la date de l'esdict de passification (1) que par la conférence de Nérac (2) advenue après ledict temps, alléguée, laquelle abolit et oste tout moyen de recherche de semblables cas. Quand ainsi seroit que lesdicts excès fussent esté commis par qui et comme elle présuppose, et d'ailleurs que si luy ou lesdicts soldarts fussent esté çolpables desdicts faicts, elle en eusse faict quelque poursuite contre eulx et que n'ayant faict, s'il y a heu de mal doibt estre imputé contre elle, veu que sy elle heust faict ladite poursuite, il eust heu recours en garantie contre lesdicts soldarts, sy aulcungs s'en fust treuvé de coupables, ce qu'il ne peult à present, pour estre ou descédés ou fort esloignés de ceste province, ne sachant où ils peuvent estre à present et, en tout cas, que la recherche de tels prétendus excès est prescrite par le laps de plus de vingt-huilt ans, qui oste tout moyen d'agir et criminellement et civilement. Et qu'au moyen de ses raisons, il n'estoit tenu à aulcune chose envers elle ny aultre, pour ce subject et plusieurs autres raisons disoint et allegoint lesdictes parties l'une et l'autre. Estant ladicte Philip en volonté d'entrer en procès pour la réparation de sesdicts damages et interests, auquel neantmoins vollant obvyer, tant de leur mouvement,

(1) L'édit de Nantes, dont l'article 76 déclare « quittes et deschargés » tous ceux qui « ont prins et levés, tant des deniers royaux..., que des villes, communaultés et particuliers..., ventes de biens ecclésiastiques et autres..., amendes, butins, rançons ou autre nature de deniers par eux prins à l'occasion des troubles... »

(2) Le 28 février 1579.

aprehandant nottamment le doubteux evenement des jugements et grands frais qui se font en les poursuites, que par l'advis de leurs commungs amys et après en avoir conferé avec eulx et heu esgard à l'aage décrépité dudict Malleval, qui ne pourroit s'occuper à la poursuit de ses deffances et garanties, icelles parties dudict different, ses adnexes et de tout ce qu'en despend, après que ledict s^r Guilhaume de Malleval en personne a heu desclairé son intention et au tracté et conferance qui sur ce ont esté faicts, ont transigé et accordé ce que s'en suit :

Pour ce est il, que ce jourd'huy sixiesme jour du mois de mars année mil six cents huict, au regne de très crestien et souverain prince Henry, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, daulphin du Viennois, comte de Vallentinois et Diois, et par devant moy, notaire royal delphinal soubsigné et tesmoings soubsonnés, establie en personne damoyselle Melchionne Felip, d'une part et honnestes hommes Jehan et David de Malleval (1) comme procureurs et ayant charge expresse, par procuration faicte par ledict de Malleval, leur père, à faire et passer la presente transaction receue, comme ont dict, par M^e Astier, notaire, n'estant icelluy constituant peu venir dans ceste ville, causant l'indisposition de son aage et personne, d'aulture. Lesquels ont transigé et convenu mutuellement et réciproquement estipulations et acceptations intervenant d'une part et d'aulture et de moy notaire, en tant que de besoing, sçavoir que ledict s^r Guilhaume de Malleval payera ou fera payer à ladicte demoyselle de Philip la somme de deux cents quarante livres, comme de faict il les luy a payées et deslivrées, par le moyen et des deniers

(1) Châtelain de Grau.

propres dudict David de Malleval, son fils aîné de second lict, et ce reallement, en doublons d'Espagne, ducaton, sixains, testons et aultre monnoye, receue, prins retirés et emboursés par ladicte damoyselle, voyant moy dict notaire et tesmoings, dont le quitte avec promesse de jamais en rien demander, renonçant à l'exception de la chose non heue et espoir de la recepvoir à l'advenir, moyennant laquelle somme de deux cents quarante livres receues elle s'est despartie de tout droict, action et prétention, despens, damages et interests sus mentionnés, avec promesse de n'en oncques faire demande ny recherche quelconque par justice ny aultrement, renonçant à tout procès meu ou à mouvoir pour ce subject, et sy au moyen de ce, encore cedde, remet audict de Malleval, à son peril, à l'estipulation de ses procureurs et de moy dict notaire, tous les droicts et actions qu'elle avoit contre lesdicts soldarts, pour en estre faicte la poursuyte par luy contre eulx, pour l'indempnité et garantie, le constituant ad ces fins son procureur irrevocable, en son faict, pour agir en jugement et dehors et en faire comme de sa chose propre legittimement acquise. Item, que pour l'advenir sera paix et amytié entre lesdictes parties et comme cy dessus est escript; elles, en ce chascune conserne, ont promis et juré, tenir, garder et observer et ne contrevenir à peyne de tous despans, damages et interests et, pour ce, ont soubmis et obligé tous et chascung leurs biens présents et advenir, outre iceulx, lesdits procureurs les biens de leur père, suivant lesdictes procurations, aux cours de Crest, Chabeuil et autres dalphinalles et à chascune seulle, renonçant à tous droicts, privilèges et libertés par lesquels se pourroient ayder et venir au contraire et generallement à tous aultres droicts à ce contraire, mesme ladicte damoyselle Philip.

Faict et recitté à Crest, dans la maison et estude de monsieur maistre Jehan Vincent, docteur ez droicts (1), en présence dudict s^r Vincent et de monsieur maistre Pierre Arnoulx (2), aussy docteur et advocat au siège dudict Crest, soubsignés avec lesdictes parties et moy notaire recepvant requis.

MELCHIONNE DE PHILIP. J. VINCENT, présent. FARSAC.

J. DE MALLEVAL. P. ARNOUX, présent.

D. MALLEVAL.

(1) Un des plus fameux avocats du Dauphiné à cette époque. Il fut un des défenseurs du Dauphiné dans le *procès des tailles* et publia pour cela, en 1598 et 1600 « deux plaidoyers » qui sont fort recherchés des bibliophiles.

(2) Il était en même temps juge seigneurial de Roche-sur-Grane.



CHATEAUNEUF-D'ISÈRE

(SUITE. — Voir la 105^e livraison).

IV. — Les Vassaux.

Une délibération consulaire du 26 mai 1590 nous apprend que l'évêque de Valence, seigneur du lieu, fut alors prié de maintenir les libertés et coutumes anciennes, sans les faire connaître toutefois par la moindre explication. Nous les croyons indiquées dans les reconnaissances que les consuls et délégués passèrent à Daniel de Cosnac et Alexandre Milon en 1675 et 1770 selon la forme indiquée par des actes semblables de 1478, 1540, 1601 et 1637. Là se trouvent, en effet, les droits et les devoirs du seigneur et des vassaux.

Tout d'abord les consuls et délégués s'y déclarent hommes-liges, bons et fidèles sujets et emphytéotes de l'évêque et donnent pour limites à sa seigneurie les terres d'Alixan et du Bourg-lès-Valence, la rivière d'Isère et le mandement de Pisançon comprenant alors le Bourg-de-Péage, le grand chemin de Valence à Romans entre deux jusqu'au milieu des ruisseau et pont de la Maladière.

Voici, d'après eux, l'énumération des droits épiscopaux :

En qualité de seigneur, l'évêque exerce la justice haute, moyenne et basse conformément aux concessions impériales de 1157, 1204, 1207 et 1238, confirmées par une transaction de 1456 avec le Dauphin, par Louis XII en 1514, François 1^{er} en 1543, Charles IX et Louis XIII. Il peut

instituer et destituer ses juge, lieutenant de juge, châtelain, procureur d'office, sergents, crieurs publics, banniers ou gardes champêtres, greffiers de judicature de châtelainie et même de la communauté pour toutes affaires étrangères aux tailles, en vertu d'arrêts du Parlement de Grenoble de 1660 et de 1672.

A lui appartiennent les chemins, les eaux, cours d'eau, « navigages » moulins, prés, pâturages et terres, ainsi que la connaissance des cas royaux et le droit de ressort immédiat au parlement.

Tous les possesseurs de fiefs, rentes et droit seigneuriaux, nobles ou roturiers, lui doivent l'hommage, c'est à dire la promesse de lui être fidèles et de le servir en cas de guerre.

Les vassaux nobles énumérés sont Pierre ou Claude de Châteauneuf en 1332, Pierre Reynier, seigneur de la Bâtie-de-Baix (Plan-de-Baix), Antoine Granet et Antoine Bayle en 1475, Galbert de Blanchelaine en 1477, Gontard Chapeyron en 1355, Guillaume et Claude Bayle en 1475, Etienne Ducoin en 1477, Guillaume de Cheylus, la même année, Jean de Granet et Jean de Lattier en 1501.

Les lods dus par les tenanciers sujets à l'hommage se lèvent au 5° denier et par les autres au 8°, en cas de vente, et la moitié moins pour échange ou donation.

Une indemnité lui est due en cas de transfert de fiefs, censes et rentes de sa directe seigneurie aux gens de main-morte ou autres privilégiés de droit.

Ses officiers visitent les chemins, que nul ne peut changer et les font réparer ; ils défendent ou permettent la chasse et la pêche.

La succession des étrangers, morts sans héritiers et sans lettres de naturalisation et les biens vacants, qui ne relèvent d'aucun autre seigneur direct, lui sont dévolus.

Les mesures sont celles de Valence : le sétier de 4 quarts et de 24 civayers ou pugnères, pour les grains, la charge du vin de 2 barraux, le barral de 24 pots et le pot de 4 livres. Elles sont vérifiées et marquées par les agents de l'évêque.

A cause de son péage, il lui est payé 1 liard par bœuf ou vache de passage, 10 deniers par 30 chèvres ou bêtes à laine, demi-gros par cheval ou mulet, par charge de sel, de chanvre, de céréales, fruits et légumes, de poisson salé, de marchandises, de poterie, etc. Des arrêts du Parlement en 1405 et les commissaires royaux en 1607 avaient réglé ces tarifs.

L'évêque possède un bateau pour traverser l'Isère ; il a droit aux langues des bœufs et vaches tués dans le mandement, et à une poule de cense pour la maison commune contiguë au four, à la Motte du château et au chemin des Baumes.

Les habitants en corps tiennent de lui en fiefs, moyennant l'hommage : 1° 150 sétérées de terre au Chasse, près du chemin de Châteauneuf au Monastier ; 2° 100 sétérées au devès de Méanes ou Valronde, près du chemin de Saint-Marcel et du bois de Chapolier et, sur ces contenances, 12 sétérées et demi sont assujetties aux lods et à des censes ; 3° une maison et baume données en 1431, par Gontard, pour servir d'hôpital, dans la rue qui va de la place à Romans, sous la cense d'un quart de poule ; 4° une maison avec jardin, habitée par le curé, au chemin de la place à l'église, sous la cense d'un denier obole et d'un quart de poule ; 5° une baume et un jardin près de la Motte du château, sous la cense d'une poule et 6° une quartelée de terre en Téoloron, grevée d'une obole de cense annuelle.

Les maisons de l'hôpital et de la cure ne figurent plus

dans la reconnaissance de 1770 : mais on y trouve 3 pugnérées de terre au Châtelard, près de l'église, servant de cimetière aux Réformés, sous la cense d'une pite.

Dans certains quartiers la vaine pâture est interdite de la St-Hugues (1^{er} avril) à la St-Martin (11 novembre) ; en voici les limites : l'Isère, les Gayes, la croix des Baumes, celle de Collet, le serre de St-Julien, le bois de Chapolier, le chemin de Meyane, celui de Valence au serre de Frommentières, les Mures ou églises des Nèves vers les Robins et la Loyo de Chambon. S'il y est trouvé des troupeaux de bêtes à laine, on confisque deux moutons, l'un au profit de l'évêque et l'autre pour être mangé sur la place publique ; pour les bœufs c'est une amende de 4 gros, 2 pour l'évêque et 2 pour la commune. En 1770 le passage des troupeaux allant s'abreuver à l'Isère y était permis.

Comme les évêques avaient autorisé plus tard la vaine pâture moyennant 40 charges de bois par an, le marché fut rompu en 1777 pour 200 livres, une fois payées, et les anciennes *défundues* se trouvèrent rétablies ; ce qui occasionna une délimitation nouvelle.

Dans les reconnaissances de 1675 et 1770 figurent encore parmi les possessions épiscopales : « un château ruiné et son circuit dans les limites duquel est la mesure de la chapelle de St-Hugues, jadis évêque de Grenoble ; » 100 sétérées de bois à Chapolier, 50 au Gour de Marnaud, albergées à divers particuliers et un four banal où le droit de cuisson se lève à la 20^e pièce ou livre.

Les censes en grains sont acquittées le 1^{er} novembre, Elles sont dues par les tenanciers de l'évêque, au nombre de 85 en 1430, de 92 en 1498 et de 334 en 1776. Il n'est pas possible de reproduire ici leurs noms. Au surplus, les prélats Valentinois n'étaient pas les seuls à exiger des redevances foncières : le chapitre du Bourg, l'abbaye de

Vernaison, les chevaliers de Malte et les seigneurs de Pisançon en levaient aussi, et les titres féodaux de ces divers possesseurs de fiefs ont disparu (1).

Quelques baux à ferme nous édifieront suffisamment d'ailleurs sur les revenus épiscopaux à Châteauneuf. Ainsi le 19 décembre 1521, Jean de Saillans, grenetier du Pont-St-Esprit et fermier des évêchés de Valence et Die affermaît à noble Antoine Combes, capitaine de Chabeuil, et à Jean Romey, marchand de Romans, le revenu de Châteauneuf pour 3 ans et 1200 florins petits de 12 sols chacun sous la réserve des lods dus par les nobles, « de toute la spiritualité » c'est à dire des dîmes, de la moitié des lods ruraux, des condamnations et enquêtes, des censes en poules, des greffes et de leurs émoluments et « des cops gale-rans » dont nous ignorons la signification (2). Les preneurs devaient en outre payer le châtelain ou représentant de l'évêque.

En 1622, Helain Serret, mandataire du prélat, affermaît à Rotolier pour 4 ans les seigneurie, juridiction, censes, dîmes, four, garenne, port et droits pour 600 livres tournois et 6 paires de chapons. La portion congrue (traitement) du curé, les gages des officiers de justice, la 24^e partie de la dîme attribuée aux pauvres demeuraient à la charge du preneur, ainsi que le charroi annuel à l'évêché de 20 charges de bois pris à Chapolier.

Un autre bail de 1650 passé par noble Etienne de la Villette, au nom de Charles-Jacques de Léberon, à Mathieu de La Passa, notaire et à Giraud (Jean), stipulait 46 sétiers de blé, 100 de méteil, mesure de Valence et 23 muids de vin pour les revenus, droits seigneuriaux, censes,

(1) Archives de la Drôme; Evêché de Valence.

(2) Le bail de 1622 dit les « Saisses et bois de l'Isère. »

lods, « loyrot sur l'Isère, » dîmes de tous grains, de la vendange, du chanvre et des agneaux. Les preneurs s'obligeaient, de plus, à payer la portion congrue du curé, liquidée avec Chareney, le titulaire, à 20 sétiers de seigle et 10 de blé, la 24^e partie de la dîme aux pauvres, les gages des officiers et les frais des procédures criminelles. Ajoutons que le péage par eau et par terre, perçu à Valence, le bois de Chapolier, le Gour de Marnaud, « les défendues » pâturages et tirage des pierres, les lods des fiefs nobles, les biens vacants et le droit d'aubaine n'étaient pas compris dans le bail et que le prix devait en être acquitté, malgré les cas fortuits de guerre, grêle et autres.

En 1551, le péage s'affermait 350 livres à Combel et la seigneurie 370 livres à Tardif et Dannonay ; cette dernière à la fin du XVIII^e siècle rapportait 2,310 livres, sur lesquelles il était payé 550 livres de portion congrue au curé, 350 au vicaire et 21 pour les cas de droit (1).

A cette époque, les habitants refusaient à l'évêque la dîme du blé noir, celle des agneaux et du chanvre. Malgré l'offre de prouver qu'elle avait toujours été payée, le parlement refusa de maintenir la dîme du blé noir sur retourable, tout en accordant celle du blé noir sur guéret et celle des agneaux et du chanvre.

Cette décision se justifiait par la raison que le même terrain ne devait pas deux fois la dîme la même année (2).

De cet exposé résulte une situation meilleure que celle des seigneuries voisines ; ainsi quand, en 1789, de toutes les parties de la province s'élevaient des plaintes contre les charges féodales, Châteauneuf n'en formulait aucune et se bornait à y signaler un sol graveleux, pierreux ou sablon-

(1) Archives de la Drôme : Evêché de Valence.

(2) Idem. de Châteauneuf, série FF.

neux, c'est à dire sec et aride. On y récoltait du seigle, du blé noir et quelque peu de blé. Il y avait des mûriers, des amandiers, des châtaigners et des noyers. Pour se nourrir les habitants achetaient au dehors 5 ou 600 sétiers de grains et vendaient à vil prix leurs vins et leurs amandes à Romans et Valence. Les bois de belle venue comme Chapolier, les Chaux et Bois-Raymond appartenaient à Vernaison ou à l'évêque. Il ne croissait guère que du blé noir au Devès et aux Chasses, terres communales, et on songeait alors à les aliéner en parties brisées, moyennant des redevances annuelles.

Avec un sol desséché, le bétail était insuffisant, rare et d'un prix élevé. En outre le village n'avait ni foire, ni marché, ni commerce, ni industrie (1).

Depuis 1789, l'agriculture a réalisé des progrès sensibles; les chemins ont rendu les communications faciles; la Bourne a amené ses eaux dans toute une plaine immense, naguère desséchée et sans la maladie de la vigne et des vers à soie, la population serait dans l'aisance.

Rappelons qu'en 1603, l'abbaye de la jeunesse exerçait à Châteauneuf la police des mariages et qu'alors Charbonnel, notaire et greffier, la dirigeait; qu'en 1610, la commune envoyait un barral de vin à la fête de St-Marcel; qu'en 1760 on y comptait jusqu'à 6 ménétriers ou violonneux et 7 en 1764 dont voici les noms : Jossand, le gendre de Vachier, Figuet, Darlay, Sestre, Baffert et Chodier (2).

V. — La commune, l'église, l'école, etc.

La perte des anciens titres ne permet pas de dissiper les ténèbres qui environnent l'organisation primitive de la

(1) Archives de la Drôme, série C, 4.

(2) Archives de Châteauneuf, série CC.

commune ; il est pourtant logique d'y supposer, comme partout ailleurs, des réunions des chefs de famille pour régler les affaires d'intérêt général.

Après l'établissement des tailles ou impôt foncier sous Louis XI, ces assemblées délibérantes durent se renouveler plus souvent ; en effet les résolutions prises depuis 1585 et les comptes consulaires depuis 1567 nous montrent un ou deux consuls annuels, choisis sous la présidence du châtelain, pour recevoir l'impôt royal et le budget communal. En 1789, le régime municipal comprenait le châtelain, un consul et des assemblées populaires. Un subdélégué de l'intendant à Valence transmettait aux officiers locaux les ordres relatifs à l'administration, aux finances et à la guerre ; les questions d'impôts allaient au bureau de l'Election.

Consuls et châtelain veillaient à la sûreté des habitants en cas de guerre, levaient les miliciens, prenaient les mesures de police, réclamaient des secours pour intempéries et remplaçaient nos maires actuels.

IMPÔTS. — Avant Louis XI, la population payait uniquement les redevances dues aux seigneurs ; ce fut la création des armées permanentes et des sièges de justice appelés bailliages et parlement qui obligea le monarque à réclamer des dons gratuits votés par les trois ordres de la province ; ces dons devinrent obligatoires sous le nom de tailles. Il fallut pour les asseoir un cadastre général et des cadastres particuliers, créer des divisions basées sur le revenu et appelées feux (1), établir des receveurs et des pré-réquateurs et faire rendre les comptes consulaires chaque année à des auditeurs élus à cet effet.

(1) Il y en avait 4 et demi à Châteauneuf et en 1706, 4 2/3 roturiers et 2 3/4 nobles.

Afin de mieux comprendre les détails qui vont suivre il est utile de faire connaître la statistique actuelle de la commune.

En 1835 on y trouvait 651 hectares de bois particuliers, 3,459 de terres et jardins, 120 de vignes, 45 de prairies, 254 de pâturages, 292 de routes, rivières et chemins, 35 de terres incultes, 15 d'édifices publics, total 4,862.

Quatre ans plus tard, le directeur des contributions directes ayant pris St-Paul-lès-Romans pour terme de comparaison, évaluait le revenu des 4,557 hectares imposables à 154,955 fr. soit 30 fr. l'un et celui des 493 maisons 11,799 fr, soit 66,754 en tout.

Le montant des quatre contributions directes en 1873 a été de 16,277 fr. 92 pour l'Etat ; de 7,489 fr. 84 pour le département ; de 12,777 fr. 79 pour la commune et 669 fr. 50 pour les non-valeurs, total : 37,160 fr. 11.

On ne connaît pas les chiffres du compte consulaire de 1789 ; mais celui de 1782 accuse 4,171 livres de recettes et 4,027 de dépenses. Le budget communal de 1789 comprenait 20 livres pour l'entretien de l'église et du presbytère, 24 pour celui de la maison commune, 40 pour celui des ponts et passerelles, 20 pour le garde-fruits, 20 pour le logement du vicaire, 12 pour le mandeur et 12 pour le cierge pascal et le sonneur, total : 154.

Si nous ajoutons à ces 4,171 livres d'impôts, les 2,310 des droits seigneuriaux payés à la fin du siècle dernier, nous arrivons à 6,481 et, en multipliant ce total par 3 à cause de la différence du pouvoir de l'argent à un siècle d'intervalle, à 19,443 fr.

Ces chiffres ont leur éloquence. Qui n'a pas entendu soutenir que les populations agricoles, avant 1789 succombaient sous le poids de leurs charges ? Il y avait cer-

tainement des communes dans ce cas ; mais Châteauneuf n'était pas du nombre.

A la vérité la population de 1790 portée à 1,000 communians, était inférieure à celle d'aujourd'hui qui s'élève à 2093 habitants, après avoir été en 1820 de 2,083 ; en 1840 de 2,253 ; en 1850 de 2,308 ; en 1860 de 2,312 ; en 1870 de 2,093 ; et en 1880 de 2,081 (1).

ECOLE. — Bien qu'en 1789, il n'y eût pas de maître, l'instruction était donnée aux enfants aux XVII^e et XVIII^e siècles. En 1619 le loyer de la classe atteignait 9 livres ; en 1630 Colomb se contentait du logement et de la rétribution scolaire fixée à 5 et 8 sols par mois ; en 1643, un candidat offrit d'apprendre l'écriture « et autre choses » moyennant le logement ; Delacroix en 1655 recevait 16 livres et instruisait gratuitement les pauvres ; c'était aussi la condition de Jullian en 1658 ; Ferrand en 1674 et Barriel en 1685 et 1689 se firent allouer 30 et 31 livres ; Astorgue, en 1693 traita pour 60 ; Mathieu, Vernet, et Merma, ses successeurs redescendirent à 30 ; mais Martin et Avignon en 1712 et 1721 en obtinrent 60 et Pailheret en 1737 et 1739, 100. Depuis la dernière date jusqu'en 1784, le traitement de Rocherie, Pouzin et Guilibert ne dépassa pas 18, 19 et 20 livres pour 3 mois d'exercice.

BIENFAISANCE. — L'hôpital signalé en 1675 avait été aliéné à Ruel en 1732. Une rente de 60 livres distribuée par le curé, une pension de 3 sétiers de grains convertis en pain et servie par Béranger, de Patry, et la 24^e partie de la dîme, produisant annéé commune 6 sétiers de grains mêlés, formaient le revenu des pauvres et se délivraient en présence du curé et des officiers municipaux.

(1) Archives de la Drôme ; *Annuaire*, projet de répartition de 1839. — *Statistique*.

EPIDÉMIES. — L'établissement de barrières et d'un bureau de santé et la garde des lignes entraînaient d'assez grands frais en temps de contagion. Une délibération consulaire de 1586 nous apprend qu'alors un tiers de la population succomba. En 1630, les habitants firent vœu d'élever un autel dans l'église et d'y faire célébrer 2 messes par semaine, d'y placer les tableaux de S. Roch et de S. Sébastien et d'aller à St-Antoine offrir un cierge et les honoraires de 3 messes. Delon et Dupré, chirurgiens recevaient en 1726 et 1731, un traitement de 30 à 40 livres.

INTEMPÉRIES. — Les archives communale signalent des inondations de l'Isère en 1647, 1649, 1708, 1733, 1739. et 1741, des grêles en 1645, 1700, 1708, 1717, 1718, 1721, 1739, 1744-45-47 et 1775 ; des tempêtes en 1632, 1710, 1716 et 1740 ; des gelées en 1644 et 1749 ; des froids rigoureux en 1709 ; des sécheresses en 1716 et 1724 ; des chenilles en 1700 ; et la rouille des vignes en 1739 (1).

JUSTICE. — Le juge mage de l'évêque rendait la justice à Valence aux habitants de Châteauneuf et à ceux des autres terres épiscopales, Livron, Loriol, Mirmande, etc. En 1550 des proclamations y défendaient les jurements et les blasphèmes, le vol, le port d'armes défensives, les jeux de cartes et de dés, la chasse aux perdrix, aux pigeons des colombiers et aux lapins des garennes, l'introduction du bétail étranger et le passage de marchandises sans acquitter les droits de péage, le tout à peine d'amende ou de punition. En 1634, le châtelain recourait au magistrat épiscopal pour empêcher toute assemblée délibérante hors de sa présence : voilà tout ce qu'on sait.

CULTE. — La paroisse dépendit à l'origine du chapitre du Bourg-lès-Valence, que l'on a fait remonter sans preu-

(1) Archives de Châteauneuf, série CC.

ves jusqu'à Charlemagne, alors que sa plus ancienne charte date seulement de 1095.

En 1192, le pape Célestin III énumérait parmi les dépendances de ce chapitre les églises de St-Thomas et de St-André à Châteauneuf, celles de Notre-Dame de Marnaud, de Notre-Dame du Colombier et de St-Marcel de Javeysan ou St-Marcel-lès-Valence, section érigée en succursale le 1^{er} novembre 1820 et en commune le 1^{er} juillet 1850.

Notre-Dame du Colombier avait été cédée à Vernaison en 1202 et 1288 avec ses dîmes, censes et revenus ; mais l'abbaye la rendit au chapitre St-Pierre le 24 août 1498, et depuis lors il n'en est plus fait mention (1).

Les églises de St-Thomas et de St-André, encore existantes en 1204 et 1207 ont disparu depuis longtemps, comme celle de Marnaud placée sans doute près du gour de ce nom et emportée par quelque inondation de l'Isère après 1288, car à cette date le prieur assistait comme témoin à une transaction entre les religieuses de Vernaison et la veuve de Pierre de Châteauneuf.

En 1465, le luminaire de l'église paroissiale était assuré au moyen de censes payées par les possesseurs de fonds vers les Baumes, Simon, Garnier, Barbier, etc.

Le culte ayant cessé en 1563, les consuls réclamèrent les revenus des terres de la cure ; il paraît qu'il cessa de nouveau en 1596, puisqu'il fut question d'attribuer 25 ou 30 écus à quelque religieux. L'année suivante le clocher menaçait ruine « estant sur bois » et vers 1600, des réparations à la toiture et au chœur de l'église étaient demandées à l'évêque, seigneur décimateur. D'après la supplique, l'église alors « desmolie, ruinée, ne pouvoit servir » et les

(1) Cartulaire du Bourg-lès-Valence. — Fonds de Vernaison.

surcharges et foules supportées pendant les troubles empêchaient de la réparer.

On sait que les guerres dites de religion commencèrent en 1562 et durèrent avec des intervalles de calme jusqu'à Henri IV.

En 1610 la commune emprunta 90 livres pour restaurer l'église et l'année suivante elle en paya 120 pour la crotte (voute) et la toiture du chœur.

Vers ce temps, Martin, curé, réclamait 100 livres franches, à cause de l'insuffisance de ses revenus. D'après une enquête de l'époque, Daniel de Galbert, curé, recevait 20 sétiers de seigle et 10 de blé, à titre de portion congrue et jouissait d'une châtaigneraie et de terres affermées ensemble 33 écus (1).

L'église présentait vers 1640 plus de cent crevasses ou fentes toutes pleines de chauves-souris ; en 1685, le conseil vota 12 livres pour garnir les fenêtres de chassiss, opération renouvelée en 1730, et un emprunt de 600 livres pour l'esplanade et les murs de soutènement.

Depuis lors jusqu'à ces dernières années il est souvent question de réparer et modifier l'église et il appartenait à M. Carre, curé actuel, de mener à bien tous ces projets. Grâce à une subvention fournie par les Pères Chartreux en souvenir de S. Hugues, il a put obtenir un clocher élégant, gracieux et d'un bon style, d'après les dessins de M. Johannis Rey, architecte à Valence.

On trouve à Châteauneuf un vicaire en 1707 et en 1789.

M. de Bayane, en 1774 offrait 100 livres par an pour rétablir à Ste-Colombe la messe fondée par son oncle dans la chapelle de ce nom, afin de soulager les habitants les plus éloignés de l'église paroissiale, » à la condition que la commune ferait recouvrir cette chapelle (1).

(1) Archives de Châteauneuf, séries BB, CC, et GG.

VI. — Les guerres.

Un modeste village ne saurait offrir une longue série de sièges et de combats émouvants ; toutefois le voisinage de la route latérale au Rhône ne pouvait manquer d'être fatale à Châteauneuf au moment des invasions des Goths, Wisigoths, Lombards et Sarrasins.

Au moyen-âge, à l'époque des luttes armées des Cléricux contre leurs voisins et des Poitiers contre les prélats Valentinois, le lieu se trouva sans doute en dehors du cercle des opérations militaires. Les documents conservés se bornent à nous révéler le don en gage de la seigneurie au comte par Philippe de Savoie, évêque élu de Valence, en 1244 et la punition du seigneur de Châteauneuf qui avait pris les armes contre son suzerain.

D'après Chorier, lorsque de Lestrac eut défait Louis II de Poitiers et pris Châteauneuf-de-Mazenc, les habitants de Valence, Alex, Beaumont, Mirmande, Châteauneuf-d'Isère, Montvendre et Montéléger se placèrent sous la protection du roi de France par un traité du 3 octobre 1396, moyennant l'obligation de lui fournir annuellement 100 hommes de pied. L'évêque Jean de Poitiers s'opposa d'abord à l'exécution d'une pareille mesure et finit par l'approuver, en exigeant la conversion de la clause relative aux soldats promis en une rente annuelle de 60 écus d'or payable au châtelain de Chabeuil, dont 40 à la charge de Valence, 2 à celle du Bourg, 2 à celle de Châteauneuf, 15 florins 6 gros à celle de Loriol, 2 florins 8 gros à celle de Beaumont, etc.

L'historien dauphinois se trompe évidemment sur un

(1) Archives de Châteauneuf, série GG.

point, car le traité de 1396 n'eut pas pour cause l'approche d'Arnaud de Lestrac, mais de Raymond de Turenne. Cet ennemi du pape, du comte de Provence et du roi de France, était venu en effet, assiéger Montéligier et Beaumont et toutes les terres de l'évêque de Valence se trouvaient menacées. Les lettres du roi Charles VI sont formelles à cet égard. Depuis sept ans, y est-il déclaré, le Valentinois est ravagé par des routiers et larrons armés, et les guerres, pillages et rançons, rapt de femmes, assassinats et autres calamités vont contraindre ses habitants à s'enfuir (1).

Il est un autre fait, inconnu des historiens, qui vers 1526 dut effrayer encore la population. Les documents qui le relatent ne précisent rien et se bornent à accuser des fils d'iniquité du pillage des archives, titres de perception et de propriété de l'abbaye de Commercy ou Vernaison, de ses vases d'or, d'argent ou de métal, linge de laine et de soie, tuniques, manteaux, ceintures, anneaux, perles, pierres précieuses, bijoux, lits, coïtres, ustensiles, chevaux, brebis, bœufs, etc. Faut-il d'après ces vagues données, accuser les troupes italiennes signalées vers ce temps à la Côte-St-André, ou les soldats de Maclou dont 1,500 avaient passé le Rhône et commettaient toute sorte de crimes dans le Viennois ?

Quoi qu'il en soit, Péronette de Fontanes, abbesse de Vernaison se plaignit au pape des violences commises et Léon X chargea l'abbé de Léoncel de découvrir les coupables en employant les censures ecclésiastiques. La bulle est datée du 1^{er} mai 1526 et sa publication du 14 du même mois (2).

(1) Inventaire des archives de Valence, AA, 1.

(2) Archives de Vernaison.

Les détails font défaut sur les suites de cette affaire et sur le renouvellement à moins de 40 ans de date, de pareille scène de dévastations dans la même abbaye. Toutefois un acte des archives hospitalières de Romans permet de les reporter à 1568, puisqu'en 1570 une somme fut affectée à réparer l'abbaye que ceux de la religion avaient ruinée (1).

Au lieu et place de combats, les archives communales révèlent une foule de petits faits de nature à laisser entrevoir les malheurs de la population à la fin du XVI^e siècle.

Une délibération consulaire de 1598 les résume en ces termes : « Les troubles pour cause de religion ayant duré 40 ans ont été suivis, de 1584 à 1598, de conspirations fomentées par la Ligue et par le roi d'Espagne, et le pauvre Daulphiné a tellement supporté la charge et foule de la gendarmerie que en ces dernières quatorze années il a forny, payé et soldoyé plus qu'il n'avoit faict en cent ans auparavant. » Les habitants réunis évaluaient en effet les fournitures à 30,000 écus et les gages donnés aux marchands à 10,000, sommes qui, multipliées par 3 ou 4, donneraient aujourd'hui 4 à 500,000 fr. au minimum. Aussi la publication de la paix fut-elle accueillie avec joie par le pauvre peuple, au témoignage de ce document authentique.

On n'y trouve pas le moindre détail sur la première guerre de religion, en 1562, marquée de sang par des Adrets, ni sur la seconde sous Montbrun. Il en existe seulement à partir de 1567 et encore sont-ils incomplets et fort laconiques ; tels quels pourtant, ils permettent de se faire une idée des *foules* et charges d'alors.

(1) Inventaire des archives de Romans, III B, 34.

1567. — Châteauneuf fournit à Valence 40 sétiers de blé et 20 moutons, 88 florins à la « gendarmerie » de Gordes, lieutenant général, et 32 pour logements militaires.

1568. — La commune est obligée de venir en aide à Chabeuil pour 315 florins, d'envoyer des vivres à Valence, de transporter des bagages de troupes et de payer les pontonniers de l'Isère.

1569. — Collet de La Chasserie (d'Alixan) enjoint aux consuls, à peine de la hart, d'envoyer 15 hommes bien armés au Bourg-lès-Valence.

1570. — Il est dépensé 18 florins pour bois de chauffage apporté au corps de garde de Valence, 13 pour aide à Alixan où se trouve M. de Suze et 5 pour charroi des bagages de Laverrière à St-Donat.

1572. — Des parcelles de frais pour l'entretien des gens de guerre de Gordes ne donnent aucuns détails explicites.

1573. — Les Suisses campés à Loriol et Livron reçoivent de Châteauneuf 17 livres, le capitaine Courset et sa compagnie 32 et de Gordes des vivres et de l'argent.

Ce n'est là certainement qu'un petit coin du tableau, à cause de la perte des archives contemporaines. Une lacune nous reporte même à juillet 1581, époque où des troupes s'assemblent autour de Romans, y restent dix jours et se dirigent ensuite sur Alixan et Châteauneuf et y campent pendant deux mois, et en avril 1585.

1585 — Comme le lieutenant général faisait alors démanteler Livron, le baron de Chatte écrivit à Antoine de Vocance, homme d'armes de la compagnie de Maugiron, de lever 6 pionniers à Grane, 3 à Beaumont, 4 à Châteauneuf-d'Isère, etc., soit en tout 57 dans 17 communes.

Le 9 mai, le baron de Montoisson réclama un homme par feu et par jour et un maçon pour deux feux. Cinq

d'entre elles refusèrent d'obéir et parmi elles Châteauneuf. Ses habitants se retranchèrent derrière leurs remparts et répondirent par des hostilités aux sommations qui leur furent faites au nom du roi. Aussitôt Maugiron ordonna à de Vocance de démolir promptement « la tour et fort de « Châteauneuf rez pied rez terre, en sorte qu'il n'en demeureât aucun vestige. »

De Vocance se dirige sans retard vers les rebelles et essuie une nouvelle résistance de la part d'un groupe de protestants qui s'étaient réfugiés chez eux. Maugiron, instruit du fait, lui envoie une compagnie, et au bout de deux jours une capitulation met fin à l'équipée.

Cette fois seize communes voisines fournissent un pionnier et un maçon par feu, Beaumont-Monteux en envoie 2, Clérieux 24, Mercurol 3, St-Donat 11, etc., en tout 119 et, malgré le refus de quelques-unes, de Vocance, avec l'aide d'ouvriers à ses frais, termine son œuvre de destruction du 12 au 19 octobre. Il y avait employé 900 journées de maçons à un teston chacune, 500 de goudjats à 12 sols ou de pionniers à 8 sols, 50 écus de bois, ferrures, soufre, poix résine, poudre et outils divers (1).

Ainsi tombèrent les fortifications du bourg et le château des Châteauneuf, et à cette heure il n'y reste plus que des fragments d'une cheminée antique, d'une porte et de remparts romains, avec une citerne ovoïde fort curieuse.

La compagnie de Maugiron demeura à Châteauneuf quelque temps après la ruine des murailles et recevait 6 écus et 18 sols, 18 quintaux de foin et 14 ras d'avoine par jour.

1586. — D'après les comptes consulaires, une première

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, année 1884.

course de soldats coûte 9 écus et une seconde 66 ; il faut payer en outre 20 livres d'aide à Valence et 90 à Savasse.

1587. — On trouve un envoi de pionniers à la citadelle de Valence, le payement de 206 livres pour la rançon de Chapuis et Trollier au capitaine La Rolière, 200 à M. de Vachères et 30 aux compagnies de La Valette.

1588. — Les contributions de guerre continuent et il est payé 6 écus au régiment du baron de La Roche, 100 écus aux soldats de Cugie, 200 aux arquebusiers à cheval de M. de Blacons, 4 à M. du Poet, 132 à M. de Vachères.

1590-91. — Il n'y a guère alors que des présents à MM. du Passage et de St-Ferréol dont la protection était précieuse pour la sécurité du bourg.

1592. — 86 pionniers de Châteauneuf travaillent à la citadelle de Valence, et il est en outre fourni du bois pour 69 livres.

1593. — Le travail continue à la citadelle et la commune paie encore 278 journées de manouvriers ; elle envoie aussi des présents de gibier et de volailles à MM. du Passage et de St-Ferréol pour faire déloger les soldats de passage et autres. Ceux de M. d'Urre avaient déjà dépensé 200 écus et M. de Mures en réclamait 400 avec menace d'envoyer courir sa compagnie.

Alors aussi apparaissent des caravanes de Bohémiens, Egyptiens ou Sarrasins qui depuis 1442 parcouraient la France.

1595. — Outre les pionniers employés à la citadelle de Valence, Châteauneuf en dirige d'autres sur Rochefort et Barbières pour démolir les châteaux de ces localités.

1596. — Les troupes du duc de Guise passent l'Isère et une lettre des consuls de Valence les représente fort nombreuses et faisant beaucoup d'insolences.

1597. — On dépense 180 écus pour nourrir les gens d'armes de Cugie, 2 1/2 pour voyage à Moras, afin d'obtenir le délogement des soldats de M. d'Urre, sans parler des présents faits à MM. du Passage, de St-Ferréol et La Rolière. Enfin, le 18 octobre, il est résolu d'imposer 700 écus pour fournitures militaires depuis 8 mois.

1598. — Le Maître veut loger ses soldats à Château-neuf, il est éloigné moyennant 4 paires de bas de soie. Lector n'est pas si accommodant et il contient si mal sa compagnie que personne n'ose cultiver ses terres par crainte de perdre son bétail.

Une enquête de cette année-là sur les foules extraordinaires constate que la plus grande partie de la population manque de vivres à cause des surcharges et des logements militaires.

A partir de ce moment jusqu'en 1621, il y a bien encore en 1606 un passage de 400 hommes de pied et en 1616 de 3 compagnies du régiment de La Roche; mais en 1621, les impositions de guerre recommencent : 800 livres pour l'entretien des troupes, 600 pour les soldats de M. d'Orcinas et des aides à Chabeuil et Alixan; puis, l'année suivante, il faut diriger des pionniers sur le Pouzin, nourrir la compagnie Gagnol en formation dans les environs, la compagnie des cheveu-légers de La Liègue, les compagnies de Beauregard et de St-Paul et la recrue de celle de Verdun.

En 1623 et 1624, mêmes charges : pionniers à Livron et logement de cheveu-légers et de recrues.

L'étape y est placée en 1625 avec 145 feux d'aides, et l'évêque de Valence parvint seulement en 1655 à la faire rayer de la liste officielle.

Il serait aisé de multiplier les détails des vexations de toute nature commises par les soldats catholiques ou pro-

testants ; nous nous bornerons à rappeler qu'en 1630, la maison de l'étape située aux Robins fut brûlée et que deux ans auparavant les troupes envoyées au secours du duc de Mantoue s'y livrèrent à de nombreux excès.

Un procès-verbal de visite du lieutenant du roi en l'Election de Valence, du 2 novembre 1631, établit péremptoirement le bilan de la situation d'alors : la communauté devait 30,000 livres (plus de 100,000 fr. d'aujourd'hui) à cause « du passage excessif des gens de guerre, « outre la ruine des particuliers qui s'en est ensuyvie, « car le passage de l'armée du roy conduite par le marquis « d'Uxelles, toutes les montées et descentes des armées et « creues allant delà les Monts, ensemble celles qui sont « allées en Provence et Languedoc, ont eu l'estape établie dans le lieu, qui seul l'a supportée, quoiqu'il ne « soit composé que de 4 feux et demy, et pour toutes les « aydes qui ont esté données, la taxe ayant esté faite à « grands frais, leur demeure inutile (1). »

N'aurions-nous pas raison de dire, après cet exposé tout à fait sommaire, que les fonctions de consuls exigeaient alors un rare dévouement et que notre histoire communale est complètement inconnue dans ses détails intimes ?

(1) Archives de Châteauneuf, série EE. — Archives de la Drôme, G.

(A suivre)

A. LACROIX.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS

ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101° 102 et 105° livr.)

I. GUILLAUME I^{er} (car c'est sous ce nom que nous croyons pouvoir le désigner) est peut-être l'étranger que les traditions nous présentent comme étant venu se fixer par un mariage dans le pays (1). Rien d'absolument certain ne saurait être dit à son sujet. Il eut au moins deux fils :

(1) Notons ici que d'après quelques auteurs qui considèrent la maison de Poitiers comme la continuation directe de celle des anciens comtes de Valence, Guillaume I^{er} (par corruption *Gélin*, *Geilinus*) aurait eu pour frère l'évêque Gontard (1063-1099) ; leur père aurait été le comte Hugues, quatrième fils de Geilin. Aucun document, à notre connaissance, ne parle de ce comte Hugues, qui aurait vécu dans la seconde moitié du XI^e siècle. Serait-ce le personnage de même nom, revêtu du titre de comte, qui fut excommunié par Urbain II, et à l'occasion duquel le Pape écrivit à l'archevêque d'Embrun et aux évêques de Gap et Die pour leur indiquer la conduite que ses vassaux devaient tenir envers lui, tant que durerait son excommunication ? Un fragment de cette lettre nous a été conservé dans le *Corpus juris canonici* : Gratiani decretum, Causa XV, quest. 6, c. 5 : « Juratos milites Hugoni comiti ne ipsi quamdiu excommunicatus est, prohibeto. Qui si sacra-

1° Aymar I^{er} de Poitiers, qui suit ;

2° Guillaume, qui après avoir été prévôt de Valence, charge depuis de longues années héréditaire dans l'ancienne famille comtale, monta sur le siège épiscopal de Viviers (1). On conteste l'authenticité d'un diplôme que l'empereur Conrad III lui aurait délivré en 1147, pour lui conférer les droits régaliens, et dans lequel il le reconnaît pour son parent : *Wuilhelmo dilecto consanguineo suo* (2). En l'année 1154, Guillaume confirmait aux religieuses de Saint-André de Vienne certains droits sur des églises du Vivarais (3).

II. AYMAR I^{er} DE POITIERS est, sans doute, cet *Aemarus Pictaviensis* qui prit sous sa sauvegarde les moines de Léoncel et leur délivra une charte non datée, il est vrai, mais « sa contexture, non moins que ses autres caractères diplomatiques », nous permettent de la placer vers le milieu du XII^e siècle. Le sceau qui est au bas de la pièce attribuée à Aymar le titre de comte de Valentinois (4). Quoi qu'il en soit, une autre charte de Léoncel nous a conservé son nom et le désigne formellement comme étant le père de Guillaume de Poitiers, comte de Valentinois (5). Les chartes apocryphes de

menta prætenderint, moneantur oportere Deo magis servire quam hominibus. Fidelitatem enim quam christiano principi jurarunt, Deo ejusque sanctis adversanti et eorum præcepta calcanti, nulla prohibentur auctoritate persolvere. »

(1) Bibliothèque de Grenoble, U, 460, p. 7.

(2) FOURNIER. *Le royaume d'Arles*, p. 13.

(3) *Gallia christiana*, t. XVI, c. 557.

(4) *Cartulaire de Léoncel*, n° 3. «...Est quedam Cisterciensis ordinis abbacia, Liuncellum nomine, que in dominio et in dicione nostra sita est...» Le sceau qui pend encore à la charte, est en cire brune de 58 mill. de diamètre : cavalier allant à gauche, au pas ; sur son écu, les 6 besants des Poitiers ; légende : † SIGILUM A. PICTAVIENSIS COMITIS VALENTINI.

(5) *Cartulaire de Léoncel*, n° 8. «...Audi, quidem quod quidam pestilentes et etiam de terra mea et patris mei domini Aidemari, Liuncellensibus injuriari non metuunt... »

Bonlieu le font époux de Véronique de Marsanne (1), tandis

(1) Les chartes de Bonlieu ne sont connues que par des copies de diverses époques ; la plus ancienne, qui est sur parchemin et paraît être de la fin du XV^e siècle, est conservée dans les riches collections dauphinoises de M. Morin-Pons, de Lyon ; les autres se trouvent aux archives de la Drôme (fonds de l'abbaye de Bonlieu, non classé), et à la mairie de Bonlieu, FF. (Inventaire des arch. de la Drôme, E, 6134). Ces chartes furent produites dans des procès que les abbés de Bonlieu intentèrent aux habitants, au XVII^e siècle, en revendication des dîmes et autres droits seigneuriaux. Après un préambule d'une contexture bizarre, vient une prétendue charte de 1171, par laquelle Guillaume de Poitiers et Eustache, prévôt de Valence, donnent à leur mère, Véronique, le mas de Genevès, pour y construire l'église et le couvent de Bonlieu ; ils complètent cette donation par celle d'un moulin sur le Roubion et celle de deux mille sols de viennois. Puis vient le texte d'une autre donation faite le 27 avril 1239 par Aymar II de Poitiers, fils de Guillaume, à Adhemare, abbesse de Bonlieu et à sa communauté ; dans cette pièce se trouve reproduite tout au long la précédente donation de 1171, aussi bien que la ratification qu'en avait faite Eustache par un acte spécial daté de 1173 et donné en présence d'Albert, abbé d'Aiguebelle et d'Aymar, abbé de Saou. — Voici les premières lignes de la copie de ces documents : « Notum sit omnibus hoc scriptum vel sigillum precepto Veronice, comitisse Marsanne, scriptum fuisse. Hec nobilis domina hedificavit ad honorem Dei et sancte Marie, matris ejus, pro salute anime sue et omnium fidelium quoddam monasterium sanctimonialium quod Bonus Locus dicitur : unde filios et filias et parentes et omnes amicos suos multum rogavit ut ad hedificationem et sustentationem hujus loci Deo et beate Marie ibi servientibus, respectu divine misericordie et sui amore, largam manum beneficii et solatii exhiberent et impenderent, intercedens et supplicans ad Dominum pro eis et pro omnibus qui predicto monasterio helemosinas et beneficia sua miserint et tribuerint, utriusque vite felicitatem obtinere et totius beneficii et servicii omniumque orationum et precum que ibi fiunt et cotidie funduntur ad Dominum participes fieri, nunc et semper, amen. Notum sit presentibus et futuris quod ego Guillelmus de Peutiers, comes Valentinus, et ego Heustachius, ecclesie Valentine prepositus, donamus vobis, o mater Veronica, in honore Jhesu Christi et genitricis ejus Marie, et omnium Dei fidelium, mansum de Geneves, cum toto labore et rameria et nemore et pertenemento quod ipsi manso pertinet, et in terra mansi fiet ecclesia et in bastimentum domorum.... »

que Chorier et Guy Allard lui donnent pour femme Mar-chise ou Marquise, fille de Guigues VI dauphin (1). Il eut deux fils :

1° Guillaume II de Poitiers, comte de Valentinois, qui suit ;

2° Eustache, prévôt de Valence, dont le nom serait à lui seul l'indice des liens de parenté qui l'unissaient au fameux Eustache, évêque et comte de Valence ; nous verrons plus loin qu'il fut possesseur, avec son frère Guillaume, de certains domaines ayant appartenu à ce prélat et qui lui vinrent, sans doute, par voie d'héritage. Ce prévôt de Valence est mentionné dans un grand nombre d'actes jusqu'en l'année 1217 ; à cette dernière date, il promet de respecter la donation du territoire de Cléon (*Clivum cum mandamento*) faite aux Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem par Guillaume, prévôt de Valence, son oncle. Cette même donation avait été dans la suite ratifiée par Guillaume de Poitiers et son frère : *Quam donationem similiter ratam et firmam postea habuerunt Wuilhelmus Pictaviensis et frater suus* (2). Eustache, paraît-il, à l'exemple des plus nobles personnages de son temps et de quelques membres de sa famille, cultiva la poésie ; il est compté parmi les troubadours. Un de ses contemporains, Guilhem de S. Gregori, auteur d'une pièce satirique, vante sa générosité, en y opposant l'avarice bien connue de son neveu, le comte Aymard II de Poitiers (3).

III. GUILLAUME II, surnommé de Poitiers, par sa charge comte de Valentinois : *W. Pictaviensis cognomine, officio vero Valentiniensis comes et divina ordinatione*. C'est ainsi qu'il se qualifie et se désigne lui-même dans une charte

(1) CHORIER, t. I, p. 798-9. — Bibliothèque de Grenoble. Ms. de Guy Allard, U, 460, p. 7.

(2) *Cartulaire de St-Chaffre*, p. 185. — Archives de l'Isère, B, 3518. Original ; fragm. de deux sceaux.

(3) CHABANEAU, *Biographies des Troubadours*, dans *Histoire de Languedoc*, t. X, p. 295, 355.

sans date, par laquelle il prend sous sa sauvegarde les moines de Léoncel (1). Ces expressions sont tout à fait dignes de remarque. Elles nous montrent que le nom *de Poitiers*, à l'origine sorte de *cognomen*, est devenu le nom patronymique de la famille, tout comme dans l'illustre maison des comtes d'Albon, le nom de Dauphin qui servit d'abord à désigner Guigues VI, époux de Marguerite de Bourgogne, fut porté par tous leurs descendants. Enfin elles nous apprennent qu'à cette époque on n'avait point oublié la vraie signification du titre de comte : c'était un office, une charge publique qui par elle-même ne supposait pas la possession du sol (2).

En l'année 1163, le comte Guillaume reprit en fief de Pierre, évêque de Die, les châteaux de Suze et de Gigors, ainsi que tout ce qu'il possédait déjà ou pourrait acquérir dans le Diois (3). Deux ans plus tard, avec Arnaud de Crest, il se déclarait encore vassal du même évêque. Ces divers actes, aussi bien que la formule toute particulière dont il entourait l'énoncé de son titre, permettraient de supposer que son autorité dans le pays était de date récente et y rencontrait plus d'un obstacle. Dans une charte de 1175, qui intéresse, il est vrai, certains territoires du diocèse de Viviers, on ne lui donne pas le titre de comte : il est dit simplement qu'il se porta caution, à raison d'une garantie de mille sols, des engagements pris par Geoffroy de Barre, Ponce Gontard et Henry, son fils, envers Josserand de Baix, au sujet de la remise à faire à celui-ci des châteaux de Barry et de Rochesauve, à de certaines époques déterminées. Guillaume Artaud, Adémar d'Etoile et Gencion de Divajeu furent, à leur tour, les répondants de la parole de Guillaume de Poitiers (4).

(1) *Cartulaire de Léoncel*, n° 18.

(2) SALVAING DE BOISSIEU. *De l'usage des fiefs*. Grenoble, 1731, t. I, p. 316.

(3) U. CHEVALIER. *Tituli Dienses*, p. 35.

(4) Archives de l'Isère, B, 3,517. « ... Item dictor Wuill. de Peiteus pro mille solidis; fidemjussores W. Artaut, Ademarus de Stella, Genzo

Très attentif à fortifier et à étendre ses droits, le comte de Valentinois n'eut garde de laisser échapper une occasion favorable. Frédéric Barberousse, réconcilié avec le pape à la suite du traité de Venise, avait résolu de relever le prestige et l'autorité de l'Empire dans les royaumes d'Arles et de Vienne, dont il était de nom le souverain. Parti de Turin le 12 juillet 1178, il passait à Briançon le 14, à Gap le 18 : nous le trouvons à Arles le 30. La nouvelle de la visite de l'empereur avait attiré dans cette antique capitale une foule considérable d'évêques et de seigneurs, tous désireux de faire confirmer leurs privilèges ou d'en obtenir de nouveaux. Ils ne furent point déçus dans leur attente : l'empereur se montra prodigue de concessions et de faveurs qui en réalité ne lui coûtaient rien et pouvaient être considérées comme une reconnaissance officielle de ses droits. Le 30 juillet, dans l'église de Saint-Trophime, il se fit couronner roi de Bourgogne par l'archevêque Raymond de Bollène, qu'entouraient les archevêques de Vienne et d'Aix, les évêques de Cavaillon, de Carpentras, d'Avignon, de Vaison et de Saint-Paul-Trois-Châteaux (1). Le même jour il accorde à Robert, évêque de Die, les droits régaliens dans son diocèse, l'investit par le sceptre des terres de son Eglise et lui reconnaît les prérogatives de prince de l'empire (2). Guillaume de Poitiers, qui à l'exemple des autres seigneurs était accouru aux fêtes du cou-

de Devaiua. Item dictor et fidejussor pro CCC L solidis capitulum Vivariense. Omnes isti solidi sunt Viennensis monete. Preterea sciendum est quod domnus N., Vivariensis episcopus, est responsor et fidejussor Jaucerandi de Bais et successoribus ejus pro Gaufrido de Barre et filiis ejus,.... » L'acte porte le sceau de l'évêque Nicolas, qui avait été doyen de Die et qui joua un rôle dans la guerre des Albigeois. Sceau ovale en cire jaune : évêque en pied, mitré, crossé et bénissant de la droite, légende : SIGILUM NICOLAI VIVARIENSIS *episcopi*.

(1) FOURNIER. *Le royaume d'Arles*, p. 61-5.

(2) *Tituli Dienses*, p. 4-6. — Voir notre *Histoire de Die*, t. I, p. 215-218.

ronnement, eut sa part dans la distribution des privilèges impériaux : il fut autorisé à lever, sur le Rhône, entre Valence et Montélimar, un péage qu'il devait tenir en fief du Dauphin (1). Le comte de Valentinois accompagna ensuite l'empereur dans son voyage à travers nos contrées. Le 8 août, Frédéric était à Valence, où se trouvèrent réunis pour lui faire leur cour l'évêque diocésain, l'archevêque de Vienne, l'abbé de Bonnevaux, et Raymond de Mévouillon, qui obtint en qualité de vassal de l'empire la confirmation de ses possessions (2). Après s'être enquis des différends de l'évêque de Valence avec les habitants de cette ville, l'empereur gagna Vienne, puis Lyon, où nous retrouvons encore dans son entourage notre Guillaume de Poitiers (3).

Cette même année, Guillaume donna son approbation à une vente faite par Pierre d'Auriol aux chanoines de Saint-Ruf de diverses terres situées à Montvendre et qui dépendaient de sa juridiction féodale (4). Peu de temps après, il mit fin à des difficultés qu'il avait avec le prieur de Montmeyran. Voici à quelle occasion. L'évêque Gontard, sur la demande de Jarenton, abbé de Saint-Bénigne de Dijon, ancien chanoine de Valence, avait autrefois, de concert avec son chapitre, confié aux moines de Dijon quelques églises de son diocèse, entre autres celle de Montmeyran, où le culte du martyr d'Arles, S. Genès, était en grand honneur (5).

(1) Archives de l'Isère, B, 2983, f° 33. — U. CHEVALIER. *Inventaire des archives des Dauphins, à St-André de Grenoble en 1277*, Paris, 1869, p. 27-8. « ... Notificamus quod nos dilectis ac fidelibus nostris, scilicet Willelmo de Peiteus, Valentino comiti, necnon Delphino comiti pedagium illud quod in ea strata que est a Valencia usque Montilium exhigitur, de nostra imperiali munificentia concessimus... »

(2) *Tituli Dienses*, p. 6, note.

(3) COLUMBI. *Opuscula*, p. 258. — OLLIVIER. *Essais hist. sur Valence*, p. 238.

(4) U. CHEVALIER. *Codex diplomaticus ordinis S. Rufi*, n° 64.

(5) PÉRARD. *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*. Paris, 1664, in-f°, p. 207-8.

Cette église, comme bien d'autres, se ressentit du malheur du temps ; ses dîmes et autres revenus étaient devenus la proie d'un avide seigneur. Le comte Eustache, qui n'est autre que l'évêque de Valence si vivement réprimandé par S. Bernard, après les avoir détenus, les avait transmis à Guillaume de Poitiers. Celui-ci finit par reconnaître la légitimité des revendications de Bernard, prieur de Montmeyran, et lui rendit les revenus de sa paroisse. Eudes, évêque de Valence, fut invité à sanctionner de son autorité cette donation, ou plutôt cette restitution du comte de Valentinois (1).

Deux sentences arbitrales rendues par Guillaume de Poitiers nous révèlent encore quelques particularités intéressantes. La première, datée de mai 1184, nous apprend que des religieux de Saint-Ruf ayant acquis les biens et les droits d'un certain P. de Donnai se virent contester la faculté de percevoir directement les revenus provenant de ce fief : Dieuloguar, le baile du comte, prétendait que c'était à lui qu'il appartenait de faire cette perception, dont il devait ensuite leur rendre compte. Guillaume pacifia ce différend ; il fut convenu que Dieuloguar renoncerait à son droit, et que les religieux reconnaissants le mettraient, lui, sa femme et ses fils, après leur mort, aux prières de la communauté et cela à perpétuité. Mais notre baile ne se contenta pas de ces rémunérations dans l'autre monde ; il se fit donner encore quelques

(1) PÉCARD, p. 256. «... Ea propter ego Odo, Valentinus episcopus, tibi, Bernarde, prior monasterii Montis Mairani... donamus et confirmamus quascunque decimas infra terminos parrochiæ tuæ vel extra Willelmus Pictaviensis, comes Valentinus, vel alii quilibet... concessisse seu potius reddidisse videntur. Concedimus et eidem ecclesiæ tuæ specialiter decimas infra terminos Montis Latgerii, quas per manum d. R., Viennensis archiepiscopi et nostram, te et Willelmo de Monte Veneris, priore Bellimontis, coram me super his querelam habentibus, transigendo retinuisti. Hæc sunt eorum omnium decimæ quæ comitis Eustachii propria fuerunt... »

sétiers de blé et d'avoine, et une somme de vingt sols, monnaie de Valence (1). La seconde sentence arbitrale est du 31 mars 1185 (n. s.). Giraud Adhémar prétendait avoir un droit de gîte à Cléon pour le nombre d'hommes qu'il jugeait à propos de conduire avec lui, et pendant qu'il exercerait ce droit, ajoutait-il, on devait le laisser maître des fortifications du lieu : l'abbé de Saint-Chaffre, à qui appartenait le fief de Cléon, s'opposait aux exigences de Giraud Adhémar. Guillaume de Poitiers les mit d'accord : Giraud Adhémar renonça à ses prétentions, moyennant une redevance annuelle de quatre sétiers de froment, douze sétiers d'avoine et vingt sols de viennois que lui feraient l'abbé et ses moines (2).

Nous avons encore à mentionner ici une donation faite par Guillaume et son fils Aymar, le 4 mai 1187, à la chartreuse de la Sylve-Bénite, de deux sétiers de pois chiches (*duo sestaria siceris, vulgairement cizes*), deux sétiers d'amandes, payables chaque année, à la Saint-Michel, au château d'Etoile : si cette redevance ne pouvait être fournie en nature, elle serait remplacée par vingt sols de viennois. La charte qui relate cette libéralité fut écrite à Saint-Ruf de Valence, en présence de Robert, prieur de la Sylve, et de Pons, prieur du Val-Sainte-Marie (3).

D'après les historiens dauphinois, l'épouse de Guillaume de Poitiers ne serait autre que la célèbre comtesse de Die, dont il nous reste quelques compositions poétiques qui l'ont fait surnommer la Sapho provençale ; ils se fondent sur un texte très laconique, d'une authenticité peut-être douteuse, qu'on lit dans une biographie des anciens troubadours : *La comtessa da Dia si fo moiller d'en Guilhem de Peitieu, bella dompna et bona ; et enamoret se d'en Rembaut d'Aurenga et*

(1) U. CHEVALIER. *Codex diplomaticus... S. Rufi*, n° 69.

(2) Archives de l'Isère, B, 3517. Sceau d'Odon, évêque de Valence.

(3) LAGIER. *La Chartreuse de la Sylve-Bénite*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 4^e série, t. II (1889), p. 282.

fetz de lui mains bons vers (1). Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons écrit déjà sur cet énigmatique personnage, sur les systèmes mis en avant pour concilier le fameux texte cité avec les affirmations très nettes d'un poète et conteur italien, François de Barberino, qui place une comtesse de Die au XIII^e siècle, et sur les différents noms sous lesquels on croit pouvoir désigner cette célèbre dame (2). Rappelons seulement que l'épouse de Guillaume de Poitiers fut cette fille du dauphin Guignes VI, dont il est fait mention dans la vie de Marguerite de Bourgogne, écrite par Guillaume, chanoine de Grenoble, et qui, nous dit cet auteur, « fut mariée au comte de Valentinois, d'une illustre naissance (3). » Il est probable qu'elle se nommait Béatrix; la seconde fille du Dauphin et de Marguerite de Bourgogne, appelée Marquise, épousa le comte d'Auvergne. Guillaume de Poitiers fut le père d'Aymar II de Poitiers.

IV. AYMAR II DE POITIERS, comte de Valentinois, était encore fort jeune lorsqu'il fut appelé, par la mort de son père, à prendre en main les rênes de son petit Etat. Il le gouverna pendant cinquante-trois ans, le plus souvent au milieu de graves difficultés; mais toujours sa prudence et son habileté se trouvèrent à la hauteur de sa mission. Il eut le mérite de tracer les grandes lignes de la politique qui sera invariablement suivie par ses successeurs et qui réussira à les faire aller de pair avec les plus puissants seigneurs. Son but était de réaliser dans nos contrées l'œuvre à laquelle travaillaient, dans le Viennois et le Graisivaudan, les comtes d'Albon. Il voulait soumettre à sa domination tous les territoires compris dans les diocèses de Valence et de Die, pour en former un

(1) CHABANEAU. *Biographies des Troubadours*, dans *Hist. de Languedoc*, t. X, p. 285.

(2) *La Comtesse de Die*, dans le *Bulletin*, t. XXVII, p. 183-202.

(3) MARTÈNE. *Amplissima collectio*, t. VI, col. 1,207, 1,209.

Etat compact, capable de résister à l'anarchie intérieure et de repousser toute attaque venant du dehors. Si l'histoire doit lui reconnaître les qualités d'un véritable chef d'Etat, elle ne saurait manquer d'ajouter qu'il mit à la poursuite de ses projets ambitieux un égoïsme, une âpre persévérance, une absence de délicatesse et de justice qui vont devenir des traits caractéristiques de sa race.

Le plan qu'avait rêvé le comte de Valentinois ne pouvait que susciter autour de lui beaucoup de mécontents, parmi les seigneurs ecclésiastiques et laïques, qui voyaient leur indépendance menacée. Les évêques de Valence et de Die, vassaux de l'Empire et possesseurs de vastes terres allodiales, furent contraints de s'opposer à ses empiètements. La lutte qui éclata entre eux et le comte revêtit dès le premier jour son véritable caractère : des rivaux étaient en présence, et il s'agissait de savoir quel est celui qui subirait le joug féodal. Cette lutte dura près de trois siècles. Elle devait aboutir à l'affaiblissement des deux pouvoirs, consommer enfin leur ruine et assurer la domination française sur nos pays.

Aymar se montra généralement très favorable aux communautés religieuses : c'était une tactique habile. Les clercs réguliers, comme on le sait, échappaient en beaucoup de points à la juridiction des évêques, et ceux-ci se plaignaient de ces privilèges d'exemption. La conduite du comte était donc toute tracée : il avait tout avantage à ménager les réguliers, à prendre à leur égard un rôle de protecteur qui lui procurait des amis et lui donnait aux yeux des populations un certain prestige. Les chartreux établis depuis quelques années dans la solitude du Val-Sainte-Marie désiraient ne plus voir s'exercer sur leur territoire la juridiction des religieux de Saint-Bénigne de Dijon, à qui appartenait la paroisse de Bouvantes. Aymar leur vint en aide et leur fournit le moyen d'éloigner les bénédictins de cette partie du Royans. Il donna un droit de gîte et de procure qu'il avait au monastère de Montmeyran à Ponce, prieur du Val, et celui-ci, avec

le consentement du comte, échangea avec les bénédictins, possesseurs du prieuré de Montmeyran, ce droit de gîte, qui leur était onéreux, contre la paroisse de Bouvantes. L'acte de cette cession mutuelle eut lieu à Valence, en l'année 1187 (n. s.), en présence de Lantelme, évêque de Valence, d'Eustache, prévôt du chapitre, et du doyen Lambert (1). La même année, le comte donna son approbation à une libéralité de Roger de Clérieu, en faveur des chanoines réguliers de Saint-Ruf. Le sceau d'Aymar est appendu à la charte (2).

(1) PÉRARD. *Recueil... servant à l'hist. de Bourgogne*, p. 261.

(2) U. CHEVALIER. *Codex diplomaticus ord. S. Rufi*, n° 63.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°. 104° et 105° livr.).

59. — *Motifs des changements apportés par le Conseil du Roi à quelques articles du plan présenté au nom de l'Assemblée de Romans, pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné.* — In-8° de 16 pp. à 3 col., s. l. n. d.

C'est la reproduction partielle des *Procès-Verbaux des Etats de Romans*. (Voir les deux art. précédents, savoir : le n° 57 à la p. 55 et le n° 58, pp. 63-81).

Une première colonne contient les articles proposés par l'Assemblée ; la seconde, le règlement arrêté par le Roi, et la troisième, des observations. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 310).

60. — *Précis des objets arrêtés à Romans par la nouvelle Assemblée des Trois-Ordres de cette province, commencée le 2 du mois de novembre et terminée le 8, suivie de la Réponse de M. Necker.* — In-8° de 7 pp. (s. l.).

Sur les diverses modifications apportées au plan de formation des Etats de la Province. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 278. Ce même article se trouve mentionné au n° 264).

61. — *Romans, le 8 novembre 1788.* — Plaquette, in-8°, une p. imprimée, s. l.

Circulaire adressée aux officiers municipaux pour les inviter à nommer en assemblée générale leurs députés à l'assemblée de Chorges, le 24 du courant. Signature autographe de l'Archevêque de Vienne. (Bibliothèque de M. Gariel).

Autre lettre du même, écrite sous la même date aux officiers des communautés de Dauphiné, leur prescrivant de tenir une assemblée le 23 nov., afin d'élire leurs députés, lesquels se réuniront eux-mêmes le 27 pour nommer leurs représentants aux Etats Généraux. « Pièce importante et rare », dit M. Maignien, *loc. cit.*, n° 271. (Bibliothèque de M. Chaper).

Autre lettre annonçant que les Etats se réuniront à Romans, et que l'ouverture s'en fera le 1^{er} décembre prochain. — A Romans, le 8 nov. 1788. — In-4° de 2 pp. (s. l.). MAIGNIEN, n° 270, 271 et 272. (Même bibliothèque).

62. — *Lettre écrite à Sa Majesté sur les formes des Etats Généraux, par les Trois-Ordres de la Province assemblés à Romans.* — In-8° de 15 pp., s. l.

Autre édition in-8° de 12 pp.

Cette lettre, datée du 8 novembre 1788, est signée : J.-G. LEFRANC DE POMPIGNAN, *Archevêque de Vienne, président* ; MOUNIER, *secrétaire*. Elle est l'œuvre de ce dernier. (MAIGNIEN, *Dict. des Anonymes Dauphinois*, n° 1373).

On en trouve un résumé dans le *Nouveau Recueil ou choix...*, pp. 50-51, sous ce titre : « *Extrait des Affiches du Dauphiné, ou analyse contenant la substance d'une lettre écrite à Sa Majesté sur les formes des Etats Généraux, par les Trois-Ordres de la Province de Dauphiné assemblés à Romans le 8 de ce mois.* »

Elle demande en substance : 1° la libre élection des représentants ; 2° un nombre de députés plus considérable qu'aux précédents Etats Généraux ; 3° une députation du

Tiers-Etat égale en nombre à ceux des deux premiers ordres réunis ; 4° la supputation des suffrages par tête. (Maignien, *loc. cit.*, n° 273, 274 et 275 ; *Anonymes Dauph.*, n° 1375).

63. — *Observations sur la lettre des Etats de Dauphiné au Roi sur les Etats Généraux, du 8 novembre 1788.* — In-8° de 47 pp., s. l. n. d.

64. — *Lettre d'un Breton à plusieurs des Trois-Ordres du Dauphiné au sujet de la lettre qu'ils ont écrite au Roi, sur la forme des Etats Généraux, suivie d'un problème à résoudre, et de quelques observations sur l'ouvrage de M. T*** (Target), l'un des quarante de l'Académie française.* 1788. — In-8° de 59 pp., s. l.

(Bibliothèque de M. Masimbert).

(Maignien, *loc. cit.*, n° 276).

65. — *Première lettre d'un citoyen aux Trois-Ordres de Dauphiné, en réponse à la lettre des Trois-Ordres au Roi.* — In-8° de 8 pp., s. l. (datée de Paris, 8 novembre 1788).

Reproduite dans la *Suite au nouveau Recueil...*, pp. 128 à 136. — L'auteur y examine les « vices de constitution ». (Maignien, *loc. cit.*, n° 294).

66. — *Procès-verbal | des | Etats de Dauphiné, | assemblés à Romans | Dans le mois de Décembre 1788.* — A Grenoble, de l'imprimerie de J.-M. Cuchet, imp. lib. de Mgr le Duc d'Orléans, et de Nosseigneurs des Etats de Dauphiné. M.DCC.LXXXVIII. — In-4° de 195 pp., plus une p. non ch. pour la table.

Sur le titre, armes du Dauphiné entourées des colliers des ordres de St-Michel et du St-Esprit.

A la fin, avant la table : *A Grenoble, 1789* (sans plus).

Ce sont les procès-verbaux de la dernière session des Etats de Romans, tenue du 1^{er} décembre 1788 au 16 jan-

vier 1789. Le volume est signé à la fin : MOUNIER, *secrétaire des Etats*. M. Maignien en a reproduit la table en partie dans sa *Bibliogr. révolut.*, n° 292. — Voir aussi *Bibliogr. Grenobloise*, n° 1464, le dernier de la série bibliographique, et *Dict. des Anonymes. Dauph.*, n° 2060.

Les principaux documents contenus dans ce volume sont les suivants : Discours du comte de Narbonne-Fritzlär et de M. Caze, baron de la Bove, à l'ouverture de la session (ce dernier n'a pas moins de 22 pp.) et à la clôture ; des archev. de Vienne et d'Embrun et du comte de la Blache à la première séance. — Listes des membres des Etats (pp. 41-9, 108-17 et 133-8). — Intéressant rapport de M. Revol, avocat, sur le bourg de la Guillotière, dépendant du Dauphiné et non pas de Lyon (pp. 89-102). — Discours de MM. de Monspey et de Delay d'Agier. — Adresse au Roi et à M. Necker à la clôture des Etats.

67. — *Lettre adressée par l'Archev. de Vienne, datée de Romans le 8 déc. 1788, pour la nomination des députés aux Etats de la province.* — In-4° de 2 pp., s. l. n. d.

Les officiers municipaux devront se réunir le 21 décembre, à l'effet de nommer un député qui se rendra à Romans le 28. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 294).

68. — *Lettre de convocation* (sans titre).

Pour procéder à la nomination de trois nouveaux députés de Grenoble aux Etats de Romans, datée du 15 décembre 1788.

Une demi-page imprimée, — in-4°, s. l. Bibliothèque de M. Chaper. (MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 302).

69. — *Réponse des Etats de la province de Dauphiné assemblés à Romans à M. Necker, ministre d'Etat, directeur des finances, sur la formation des prochains Etats-Généraux.* — In-8° de 8 pp., s. l.

Datée du 9 décembre 1788.

70. — *Arrêté des Etats du Dauphiné. — Extrait du registre des Etats de Dauphiné assemblés à Romans.* — In-8° de 7 pp., s. l., daté du 9 décembre 1788 ; autre édition, in-8° de 8 pp., s. l., signée : MOUNIER.

Sur le nombre des députés à élire aux Etats Généraux. « On devrait, y est-il dit, nommer pour les Etats Généraux un député par vingt mille âmes..... D'après cette proportion, le Dauphiné doit avoir trente députés. »

Plaquette très rare, dit M. Maignien, qui en cite un fragment et la mentionne deux fois (*loc. cit.*, n° 296 et 297 ; voir aussi *Anonymes Dauphinois*, n° 951). Elle a été reproduite dans la *Suite au nouveau Recueil ou choix de pièces et d'écrits sur la Révolution.....* (Paris, janvier 1789, in-8°), pp. 82-85 de la seconde pagination.

71. — *Observations sur les principes de la constitution des Etats de Dauphiné, contenant leur développement, pour servir aux Etats Généraux.* 1788. — In-8° de 87 pp., s. l.

Le titre intérieur est ainsi conçu : *Observations sur les principes de la constitution des Etats de Dauphiné, établis par les Trois-Ordres de cette province assemblés à Romans.*

Dans sa *Bibliographie révolutionnaire*, M. Maignien attribue cette pièce à Mounier (n° 225) et dans son *Dictionnaire des Anonymes Dauphinois*, à M. J.-J. Lenoir-Laroche (n° 1812).

72. — *Lettre d'un vieux militaire des montagnes du Briançonnais aux Etats assemblés à Romans.* 1788. — Petit in-8° de 8 pp., s. l.

Attribué par M. Maignien à M. de Jouffrey. (*Anonymes Dauph.* n° 2617. Voir aussi *Bibliogr. révolut.*, n° 298).

Au sujet du choix à faire des députés à l'assemblée de la Nation : « Ayez l'amour propre de justifier votre bril-

lante renommée par un choix qui mette le comble à votre gloire. »

73. — *Extrait des Registres des Etats du Dauphiné assemblés à Romans. 29 décembre 1788.* — In-8°, s. l.

(Mentionné sans autre explication par M. Maignien, *loc. cit.*, n° 306).

74. — *Arrêté de l'Assemblée de Romans du 2 janvier 1789.* — In-8° de 4 pp., s. l.

Déterminant que le suffrage sera compté par tête. A la page 3 sont les noms des onze députés déjà nommés pour les Etats Généraux. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 406).

75. — *Avis.* — In-8° de 2 pp., s. l. n. d.

C'est le libraire Cuchet qui prévient le public qu'on ne doit ajouter aucune confiance à un imprimé ayant pour titre : DAUPHINÉ. *Arrêté de l'Assemblée de Romans du 2 janvier 1789*, prétendant déterminer les pouvoirs des députés du Dauphiné aux Etats Généraux. — Cette pièce est datée de Paris, le 11 janvier 1789. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 415.)

76. — *Du sept janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf. Nous soussignés, membres du Clergé et de la Noblesse....* — In-4° de 3 pp. sans titre ni l. n. d.

Délibération, par les députés titulaires et adjoints du clergé et de la noblesse aux Etats de Romans, pour solliciter des lettres de noblesse en faveur de M. Imbert-Desgranges, l'un des membres de l'Assemblée. (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 408).

77. — *Nous, gentilshommes députés et adjoints aux Etats assemblés à Romans.....* — In-4° de 2 pp. n. ch.

Faisant suite à la pièce précédente et portant la même date. Il y est déclaré que M. Imbert-Desgranges devra, lorsqu'il aura obtenu ses lettres de noblesse, jouir de l'ex-

ception faite en faveur des nobles qui ont assisté aux Etats de Romans. — (MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 409).

78. — *Pouvoir des députés de la province du Dauphiné aux Etats Généraux*, 1789. — In-8° de 13 pp. (s. l.).

Autre édition sous ce titre :

Extrait du Procès-verbal des Etats de la province de Dauphiné assemblés à Romans (du 31 décembre 1788 au 9 janvier 1789). — In-8° de 20 pp. (s. l.).

Détermine les charges et l'étendue du mandat des membres de l'assemblée qui seront nommés aux Etats Généraux. Election desdits.

M. Maignien attribue cette pièce à Mounier. (*Dictionnaire des Anon. Dauph.*, n° 955. Voir aussi *Bibliogr. révolut.*, n° 411 et 413).

79. — *Copie du mandat à remettre à MM. les députés de la province du Dauphiné aux Etats Généraux, par l'Assemblée des Etats Provinciaux séant à Romans*. — In-8° de 7 pp. s. l. n. d.

(Bibliothèque de M. Gauduel, à Grenoble).

Autre édition sous ce titre :

Mandat donné à MM. les députés du Dauphiné pour leurs pouvoirs aux Etats Généraux prochains, à Romans, le 9 janvier 1789. — In-8° de 7 pp. s. l.

Défense de délibérer séparément. Procurer la réforme des abus relatifs aux tribunaux et à l'administration de la justice, etc.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 307 et 410).

80. — *Observations d'un citoyen sur l'addition faite le 9 janvier au mandat donné à Romans aux représentants du Dauphiné*. 1789. — In-8° de 19 pp. (s. l.).

Au sujet de l'assiette des impôts, l'assemblée formulait le vœu de voir établir ceux qui étaient le plus susceptibles d'être également répartis sur tous les citoyens, et qu'aucun

subside ne fut perçu sans le libre consentement des Etats-Généraux. « Cette addition blesse-t-elle les plébéiens Dauphinois et surtout les possesseurs de fonds roturiers ? » C'est la question qu'examine et que résout l'auteur de cette brochure, en démontrant la sagesse et l'équité de cette disposition.

(MAIGNIEN, *loc. cit.* n° 414).

81. — *Lettre écrite à M. Necker par les Etats de la Province de Dauphiné, sur son rapport fait au Roi dans son conseil.* — In-8° de 2 pp. (s. l.).

Lettre signée MOUNIER, relative à la forme des Etats Généraux. Elle est datée de Romans, le 12 janvier 1789. « Tous les cœurs dauphinois sont à vous pour jamais... »

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 418 ; *Anon. Dauph.*, n° 1372).

82. — *Nouvelles du Dauphiné. Lettre d'un membre des Etats du Dauphiné, du 12 janvier 1789. — Mandat donné par les Etats de Dauphiné à leurs députés aux Etats Généraux, et arrêté dans la séance du 9 janvier 1789.* — 1789. — In-8° de 7 pp. (s. l.).

Débute ainsi : « Vous voilà donc, Messieurs du Tiers, dans une crise bien intéressante et vraiment salulaire. Et moi aussi, je crie : bravo !... »

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 417).

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.



UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97^e, 98^e, 100^e, 101^e et 102 livraisons).

OUVRAGES DAUPHINOIS.

Une thèse sur satin, dédiée au dit feu seigneur abbé,
par le sieur Escoffier, attachée à deux bâtons dorés (1).

Le Bréviaire de S. Barnard (deux exemplaires).

Vie de la sœur Marie de Valence (2).

De gestis Valentiniensium et Diensium Episcoporum (3).

Réponse du Père Marcellin (relié en parchemin) (4).

(1) Cette pièce était suspendue dans l'antichambre précédant le cabinet de l'abbé de Lesseins. Comme cela se pratiquait généralement, un exemplaire avait été imprimé sur satin pour le haut personnage auquel elle était dédiée, et quelques autres sur papier. Elle est assurément très rare, et M. Chaper ne la mentionne pas dans ses *Thèses dauphinoises illustrées*.

(2) Par le P. de la Rivière. Il y en a deux éditions, Lyon, 1650, et Paris, 1655, l'une et l'autre fort rares.

(3) Par le P. Colombi, S. J. Ouvrage connu, qui a eu pareillement deux éditions (Lyon, 1638 et 1652), outre celle qui se trouve dans les *Opuscula varia* du même auteur (*Lugduni, Deville*, in-fol., pp. 242-361).

(4) Le P. Marcellin de Pont-de-Beauvoisin, capucin. Voir sa notice dans Rochas, qui n'a pas connu cet ouvrage. M. Maignien en donne la description analytique dans sa *Bibliographie Grenobloise*, n° 66. (Imprimé à Grenoble, chez Guill. Verdier, en 1615).

Le coq à l'asne au lieu de response faict par un ministre Calvinien aux demandes de Messire Charles de Claveson.

Oraison pour les festes de l'année, faict par Monsieur de Claveson (relié en parchemin).

Le vieil Papiste (item).

Les troiscenturies des sonnets du vieux Papiste (item) (1).

Marcha, ministre de Boffres (item) (2).

Le Mercure réformé (3).

Manifeste du sieur de Mérez (4).

Histoire de la fontaine qui brûle (5).

Entrée de Madame de Tournon à Tournon.

Paris (*sic*) de Buteo (reliés) en carton (6).

Decisiones Guidonis Papæ.

(1) De ces quatre ouvrages de Charles de Claveyson, surnommé *le Vieux Papiste*, le premier seul (*Le coq à l'asne*) est mentionné par Rochas, qui n'a pas connu les trois autres. C'est pour la première fois que nous en voyons mention.

(2) Ce curieux et rarissime volume est l'œuvre de Charles de Claveyson, fils du Vieux Papiste, grand'père de l'abbé de Lesseins et son anté-prédécesseur comme gouverneur de Romans. Il le composa au sortir du collège de Tournon, en 1613, pour défendre un de ses maltres attaqué par le ministre Marcha. Voir sur cet ouvrage et son auteur, VOSSIER, *Recherches historiques sur Claveyson*, dans le *Bulletin de la Soc. Archéol. de la Drôme*, t. xvii, p. 26.

(3) Œuvre du P. Isnard, jésuite (sous le pseudonyme de Jacob d'Horel), au sujet de la conversion de M^{re} du Poët. Voir la description de ce volume dans la *Biographie du Dauph.*, t. II, p. 115, art. *Marcel-Blain*.

(4) Salomon de Mérez, bourgeois de Valence, s'étant converti à la foi catholique, publia cet ouvrage pour faire connaître les motifs qui l'avaient engagé à quitter le protestantisme. Il fut imprimé à Tournon en 1614. (Voir *l'Imprimerie à Tournon*, par M. de Gallier, dans le *Bulletin de la Soc. Archéol. de la Drôme*, t. xii, p. 52).

(5) Par Tardin, de Tournon, imprimé *ibidem* en 1618. (Voir *loc. cit.*, p. 159, et la *Biographie du Dauphiné*, art. *Tardin*).

(6) Si tant est que le titre en soit exact, cet ouvrage de Buteo est absolument inconnu.

Provinciæ D. Bonaventuræ (1).

La vie de Messire Claude Expilly (2).

Le bon chevalier sans peur et sans reproche (relié en vieux veau, rompu) (3).

Histoire du Chevalier Bayard.

Histoire du Connétable de Lesdiguières.

Discours sur la castramétation, par du Choul (4).

Théâtre des instruments mathématiques, par Jacques Besson Dauphinois (5).

(Voir encore, aux *Mathématiques*, les ouvrages de Buteo et de Finé).

ÉDITIONS GOTHIQUES.

Un vieux livre en lettres gothiques sur parchemin, couvert d'une vieille basane.

Un tome de la Bible, en lettres gothiques, relié en bois couvert de vieux veau.

(1) Ce volume est l'œuvre du P. Claude Picquet, gardien des Cordeliers de Romans. En voici le titre exact : *Provinciæ D. Bonaventuræ, seu Byrgondia, Ordinis fratrum Minorum regularis Observantia, ac cœnobiorum ejusdem initium, progressus et descriptio*; — *Per fratrem Clavdivm Picquet, Doct. Theol. Conuentûs Diuionensis alumnum, Franciscanorum apud Romanenses Guardianum. — Tyroni, apud Clavdivm Michaellem, Typographum Universitatis. M.DCX.* (1 vol. in-8° de 12 ff. 166 pp. et 2 ff.) — C'était vraisemblablement un hommage des Cordeliers à leur puissant voisin.

Le P. Picquet est mort dans son couvent de Romans, le 2 février 1624.

(2) Par Boniel de Catilhon, son neveu. (Grenoble, 1660, in-4°).

(3) M. Rochas n'indique aucun ouvrage de ce titre dans sa Bibliographie du chevalier Bayard. Quant à l'article qui suit, le titre n'en est pas assez explicite pour qu'on puisse en déterminer l'édition; c'est peut-être celle d'Expilly, qui n'a fait que reproduire le Loyal Serviteur en y ajoutant un supplément. A la date de la mort de l'abbé de Lesseins, il n'existait pas d'autre vie du chevalier Bayard sous le titre indiqué que celle d'Airar, juge de Pierrelatte, imprimée en 1690, et pour la seconde fois en 1700.

(4) Bailli des montagnes du Dauphiné.

(5) Voir sur cet ouvrage et ses éditions successives, la *Biographie du Dauphiné*. Il avait d'abord été publié en latin.

- Lunette des princes, par Méchinot (relié en vieux veau).
Dispute de S. Pierre et S. Paul (item).
Boccace des Nobles (item).
Suétone, Des douze Césars (item).
Annales d'Aquitaine.
Chronique de Phelipus (*sic*) de Commines.
Sommaire des histoires romaines.
Illustrations des Gaules.
Proficts champêtres (relié en parchemin).
Les œuvres de Justin.
Vita Sancti Bernardi Claravallensis.
Opera Sancti Bernardi Abbatis.
Les aages du monde, par Droze.
Heures sur parchemin.
Livre de prières, imprimé sur parchemin, relié en veau.
Le roman de la Rose.
Les passages d'outre mer.
Les controverses des sexes masculin et féminin.
Cassiodore.
Histoire de la guerre des Péloponnésiens.
Le pèlerinage de la vie humaine.
La vie des Saints Pères (en vieux veau).
Le doctrinal de cour (relié en veau).
Manipulus curatorum (item).
De pœnitentiâ (relié en parchemin).
Histoire de l'esprit qui a apparu aux Dames religieuses
de St-Pierre (relié en veau, fort usé).
Missale Romanum (fort vieux et sans couverture).
Le séjour d'honneur.
Postilla Evangeliorum.
Compendium de gestis Francorum.
Theologia naturalis.
L'histoire ecclésiastique.

Les offices de l'Église (item), relié en veau noir.

Responsiones de amore, carte en lettres gothiques, sur parchemin.

Ecordial (*sic*), relié en parchemin.

Deux vieux livres gothiques en basane, fort rompus.

Trois (autres) vieux livres gothiques, deux couverts de basane et l'un de veau, en très méchant état.

CARTES ET ESTAMPES.

Deux tomes de cartes de géographie.

Cartes de France reliées en parchemin.

Portraits des villes, illustrés.

Portraits des hommes illustres français.

Portraits des médailles des Empereurs.

Portraits de gens de plusieurs nations, avec le dessin de leurs habits.

Omnium gentium habitus, en estampes, relié en carton.

Livre de fleurs (*sic*).

Estampes d'un Allemand.

Un livre de plusieurs estampes.

Un autre (item).

Un recueil de plusieurs estampes, relié en parchemin.

Recueil de plusieurs dessins de figures.

Le tableau des armoiries de France, par Moreau.

Armoiries, ancien livre couvert de parchemin.

Autre recueil d'armoiries.

Une vieille carte sur toile contenant la description du cours du Rhin (dans la salle des archives).

Une grande carte géographique de toute l'Italie, de Mathieu Grotel, sur du papier collé sur de la toile, un peu déchirée en trois endroits, avec un rouleau et un soutien en manière de corniche.

Six grandes cartes de géographie avec leurs bâtons noirs.

Dans le cabinet particulier du révérendissime Abbé se trouvaient les ouvrages suivants, qui peuvent donner une idée exacte de la direction spéciale de son esprit et de ses lectures préférées :

La Politique de Machiavel (2 vol.) ; le Prince, du même auteur ; Entretiens familiers d'Erasme , Entretiens sur ce qui forme l'honnête homme et le vrai savant, par M. Lelevel ; les Métamorphoses françaises ; Les différents caractères des femmes du siècle ; De la sagesse, par Pierre Charron (ouvrage à l'index); les Aventures de Télémaque; les Comédies de Plaute (3 vol.) ; celles de Térence ; Le sage résolu contre la fortune (2 vol.) ; Réflexions sur le ridicule et sur les moyens de l'éviter ; Nouveau recueil d'apophtegmes ou bons mots, rencontres agréables, etc. ; Nouveau Dictionnaire des rimes, etc.

Ce dernier article nous autorise à penser que l'abbé de Lesseins ne se bornait pas à faire de la littérature en théorie, mais que lui-même cultivait les Muses et se livrait à la poésie. Nous remarquons deux autres Dictionnaires des rimes dans sa bibliothèque.

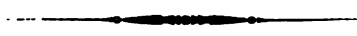
Le long catalogue dont nous n'avons donné ci-dessus qu'un extrait ne mentionne qu'un seul manuscrit, sous cette rubrique : *Manuscrit relié en parchemin, de Philippe, duc de Clèves*. Il s'agit sans doute ici du Traité de l'art militaire de Philippe, duc de Clèves et de Lamarck, seigneur de Ravenstein, mort le 28 janvier 1527, à l'âge de 68 ans, et enseveli dans l'église des Dominicains de Bruxelles. La *Biographie de Belgique*, qui lui consacre une longue notice (t. iv, pp. 152-63), s'exprime ainsi sur cet écrit du célèbre guerrier : « Son véritable titre litté-

raire, c'est un Traité d'art militaire dédié à Philippe-le-Beau, résumé de la science de la guerre du XV^e siècle, où la clarté du style et la netteté de l'exposition sont mises au service d'une expérience consommée. Cette œuvre, qui a fait l'objet de plusieurs études, existe en manuscrit dans un grand nombre de bibliothèques. On en a une édition rare et belle, dont voici le titre exact : *Instructions de toutes manières de guerroyer, tant par terre que par mer, et des choses y servant*. — Paris, Guillaume Morel. 1558. In-8° (1).

(1) *Loc. cit.*, p. 162.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



NÉCROLOGIES

LE BEAU (HENRI-ALEXANDRE-JEAN-BAPTISTE-
THÉOPHILE), BARON DE MONTOUR.

Depuis J. Ollivier, Delacroix et la pléiade des écrivains de la *Revue du Dauphiné* et de la *Société de Statistique*, la Drôme était restée étrangère au mouvement d'association qui seul pouvait élucider son histoire locale. M. l'abbé Vincent, M. l'abbé Nadal et M. P.-E. Giraud, travaillaient chacun de leur côté avec beaucoup de zèle et de talent, mais ne formaient pas une école.

M. de Montour put réaliser enfin un vœu souvent formulé et grouper sous la même bannière toutes les bonnes volontés et tous les dévouements du pays. Il inaugura la Société d'Archéologie de la Drôme le 1^{er} mars 1866 et depuis lors, pendant 27 ans, elle n'a cessé de faire connaître le département et la province.

La mort de son fondateur a vivement affecté cette association toute dévouée à son œuvre ; M. de Montour était la bienveillance même et savait apprécier les hommes et leur mérite. Grâce au choix des premiers membres et à la générosité des fondateurs, la Société eut d'heureux débuts et a su maintenir son renom d'impartialité, d'indépendance et de savoir. Elle conservera le souvenir de l'administrateur zélé et intelligent qui l'introduisit dans le monde des lettres et ce souvenir, entièrement étranger aux variations d'opinions, sera toujours un éloge pour M. de Montour.

CHEVALIER (JEAN-ANDRÉ-ULYSSE).

Enfant de Romans, où il naquit le 15 juillet 1804, notre vénérable doyen fut reçu docteur en médecine à Strasbourg, le 2 juin 1826 et nommé chirurgien aide-major en 1827, chirurgien-major en 1838, décoré en 1844 et médecin-major de 1^{re} classe en 1852. Il prit sa retraite en 1853 et devint membre de la Commission administrative de l'Hôtel-Dieu en 1858, vice-président en 1880 et conseiller municipal de 1860 à 1871.

La preuve manifeste de son dévouement à la science résulte de ses publications au nombre de 52 et de son association à 14 Sociétés de médecine, de statistique et d'archéologie.

Disciple de M. Giraud, il s'attacha à faire connaître sa ville natale et montra dans ses travaux la même impartialité et le même savoir que le maître. « Ses nombreuses publications, comme le fait justement remarquer M. de Gallier, composent toute une bibliothèque romanaise à laquelle on sera toujours heureux de recourir. Et, par un rare privilège, sa patriotique initiative ne disparaît pas avec lui : il fut dans sa propre famille le fondateur d'une glorieuse dynastie d'érudits. »

La place nous manque pour citer toutes ses publications ; mais nous ne pouvons oublier ses *Essais historiques sur les hôpitaux et les institutions charitables de la ville de Romans*, sa *Notice historique sur la maladrerie de Voley, près Romans, précédée de recherches sur la lèpre, les lépreux et les léproseries et suivie de 72 pièces justificatives inédites*, ses *Lettres inédites de Hugues de Lionne*, son *Armorial historique de Romans*, etc., etc.

Il était l'ami des pauvres et unissait à l'antique loyauté militaire la cordialité et la bienveillance de l'homme honnête, droit et généreux.

Vivement regretté de ses compatriotes qui lui ont fait des funérailles splendides, il ne l'est pas moins de ses collègues en archéologie et en histoire qui le révéraient comme un maître.

CHRONIQUE

Sous le titre de : *Un marchand de Paris au XVI^e siècle*, M. Ch. Pradel a publié dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, une curieuse étude sur les papiers de Simon Lecomte et sur ses correspondants, parmi lesquels figure Barthélemy de Laffemas.

Ce personnage nous intéresse.

D'après M. Pradel, il possédait une maison à Agen, résidence de la cour de Navarre, jusqu'au moment où Henri dut quitter cette ville en 1578. « La femme de « Beausemblant demeurait là. Elle s'appelait Marguerite « Levert et paraît originaire de Paris. »

Malgré son surnom, qui suppose une belle tournure, une belle apparence, un *beau semblant*, Laffemas était borgne. « Il avait perdu un œil on ne sait à quelle bataille; mais il était intelligent, adroit et très aimé de son prince, qui lui confia souvent des missions délicates. »

L'auteur nous apprend que la fortune ne fut pas, à l'origine, très favorable au tailleur dauphinois, mais que le projet de mariage du roi de Navarre avec une fille de France releva son crédit. Il acheta alors de riches étoffes et les façonna à la taille des seigneurs de l'entourage des princes; il restait à en obtenir le paiement et la chose n'était pas facile; aussi les fournisseurs le poursuivirent-ils sans relâche pendant plusieurs années. « Il est enfin saisi à Paris chez un de ses cousins nommé Daniel. On le jette dans les prisons très malsaines alors, d'où l'on est obligé

de le relâcher de temps à autre à cause des maladies qu'il y contractait. »

L'avènement de Henri IV au trône de France mit fin aux poursuites, et les fonctions de valet de chambre du roi lui étant conservées, cette sinécure lui permit de faire prévaloir, sur le négoce, d'excellentes idées que les loisirs d'une longue détention avaient mûries.

Ces révélations piquantes, jointes à d'autres recueillies çà et là, finiront par donner les éléments d'une biographie de Laffemas.

Nous remercions bien vivement M. Charles Pradel de nous avoir adressé sa brochure intéressante et M. Chénavas, conseiller général de l'Isère, de nous avoir communiqué des notes sur Exupère de Claveyson, seigneur du château de La Forteresse ou des Boniface, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs. Voici les titres des actes rencontrés dans les minutes des notaires par notre érudit collègue :

Le 10 août 1545, « revendition pour damoiselle Isabelle « de Boniface (veuve d'André de La Baume-d'Hostun) « faite par M^{re} Exupère de Claveyson, dit de Bressieu, « chevalier, seigneur de Parnans », de rentes annuelles portant lods et ventes moyennant six vingts écus d'or sol ; — quittance (la même année) du même seigneur, mari d'Antoinette d'Hostun, à Isabelle de Boniface, sa belle-mère ; — reconnaissances à son profit dans le terrier de St-Cierge ou la Forteresse, ainsi appelé à cause du mariage de Gabriel de Ginestoux, seigneur de St-Cierge, avec une demoiselle d'Hostun.

— Les découvertes du trimestre se réduisent à six bracelets de l'âge de bronze, trouvés à Die ou dans les environs et communiqués par M. Jossand, receveur des finances à Die, et à quelques instruments en silex poli, recueillis dans la propriété de M. Gardon, à Valence.

Une inscription du XIII^e siècle, lue chez M^{me} Clémenton, rue Farnerie, même ville, porte :

VIII KL JANVARI OBI
IT WIL+MA VXO
R TALAI.

(Le 8 des calendes de janvier, mourut Willelme, épouse de Tala). Ces noms actuellement ne rappellent aucun souvenir historique.

Grâce à l'obligeance de M. Pinet, curé de Bourdeaux, il a été possible de communiquer à M. Allmer l'estampage d'une inscription romaine conservée à Crupies, village de la vallée du Roubion, sur la route de Bouvières.

Le savant épigraphiste interprète ainsi cette inscription du III^e siècle, d'après ses lettres de mauvaise forme :

D M
IVL MARCIANAE
P. HERACLIVS
CONIVGI
KARISSIMAE
S. A. D.

Diis manibus Juliae Marcianae, P...Heraclius conjugii karissimae sub ascia dedicavit.

Aux dieux Mânes de Julia Marciana, P... Héraclius à son épouse très chère (a élevé ce tombeau) et l'a dédié sous l'*ascia*.

M. Allmer voit dans Héraclius moins un gentilice qu'un cognomen servile. Au temps de l'inscription, le surnom commençait à devenir le plus important des trois noms ; « on ne l'omettait guère, tandis qu'on omettait facilement le nom patronymique et encore plus facilement le prénom. Si Héraclius est le surnom, le P qui le précède

ne peut pas être le prénom Publius, et il n'y a de solution de la difficulté que par l'explication de ce P comme abréviation d'un nom gentilice exprimé irrégulièrement par son initiale ». L'auteur insinue encore que ce monument pouvait faire partie d'un groupe de tombeaux de famille sur lesquels le nom gentilice se lisait tout au long. (*Revue épigraphique du midi de la France*, n° 69).

La même *Revue* rectifie ainsi la lecture de l'inscription de Tarendol :

BAGINO IIT BAGINATIABVS.

M. Sagnier, notre savant collègue, a décrit dans le *Courrier du Midi* une statue antique à Vachères (Basses-Alpes), acquise depuis par le Musée Calvet.

Le programme des questions à traiter au Congrès des Sociétés Savantes, en 1894, vient d'être publié ; il sera communiqué aux membres qui le désireront.

OUVRAGES REÇUS

— *Discours prononcés à la séance générale du Congrès des Sociétés Savantes, le samedi 8 avril 1893*, par M. E.-T. Hamy, membre de l'Institut, et M. Poincaré, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes.

— Deux volumes envoyés par M. Guimet, dont l'un contient les *Lois de Manon* et le *Journal des Savants* de mai et juin 1893.

— *Notice généalogique sur la famille de Gumpertz, seigneurs de Gusten*, par A. Benoît d'Entrevaux. — Privas, 1893 ; br. in-8° de 100 pp. Cette famille, d'origine allemande, habita Vernoux, et M. Benoît la fait connaître avec détails historiques.

— *S. Paul, évêque de Trois-Châteaux*. Notice historique et documents liturgiques par l'abbé Aristide Bouloumoy. — Valence, Vercelin, 1893 ; br. in-8°, 49 pp.

L'auteur a su rajeunir son sujet par d'intéressantes révélations.

— *De la valeur des filigranes du papier comme moyen de déterminer l'âge et la provenance de documents non datés*, par C.-M. Briquet. — Genève, 1892, Romet; br. in-8°, 13 pp. Publication fort curieuse.

— *Exploration archéologique au tombeau de Juba II, dit tombeau de la Chrétienne. Guide du touriste, accompagné de vues et d'un plan du mausolée (intérieur et extérieur)*, par Albert Caise. — Blidah, 1893; br. in-8°, 19 pp. Travail très savant et très utile aux archéologues.

— *Lou peu et lo neiro, pièce inédite de vers, en patois de Crest*, par Roch Grivel. — Crest, 1893, Sage; br. in-8° non paginée. Publication d'une œuvre du poète à ses débuts, faite aux frais d'un magistrat des plus distingués.

— *Les Saints Martyrs Félix, Fortunat et Achillée, apôtres et fondateurs de l'Eglise de Valence*. — Valence, J. Céas, 1893; in-8°, 58 feuillets.

M. le chanoine Nadal, doyen des écrivains dauphinois, a conservé dans cette publication toute l'éloquence et le savoir qui distinguent ses autres travaux historiques.

— *Le poète Bérenger de la Tour et ses œuvres. Illustré de fac-similés*, par Henri Vaschalde. — Lyon, 1891; br. in-8°, 73 pp.

— Du même auteur : *L'Ardèche à la Convention nationale. Illustré de portraits et de gravures*. — Paris, Le Chevalier, 1893; 1 vol. in-8°, 301 pp.

— Du même auteur : *Le docteur Tourrette et les eaux de Vals. Illustré d'un portrait et de deux caricatures*. — Privas, 1893; br. in-16, 75 pp.

Ces trois publications abondent en renseignements des plus curieux et témoignent des efforts de l'écrivain pour faire connaître l'Ardèche.

SÉANCE DU 8 MAI 1893

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

Cette séance a été consacrée à la discussion des voies et moyens pour publier une *Biographie* des écrivains, artistes, guerriers et personnages illustres de la Drôme. M. Brun-Durand a commencé ce travail et il le continue avec zèle. L'œuvre est ainsi placée entre bonnes mains et bientôt le public se félicitera de posséder un livre impartial et aussi complet que possible. Il comprendra seulement des notices sur les auteurs décédés, MM. Barracand et Martial Moulin préparant une biographie des personnages notables de la Drôme, actuellement vivants.

Avant de résoudre les difficultés d'exécution que cette publication peut soulever, les membres présents invitent M. Brun-Durand à poursuivre son œuvre et à présenter, dès qu'il le pourra, un état du nombre de feuilles probable et du prix total, de façon que la Société puisse y coopérer efficacement.

Il est ensuite communiqué divers détails sur les découvertes archéologiques du trimestre.



LOUIS ADHÉMAR

PREMIER COMTE DE GRIGNAN

(1475-1558)

On a beaucoup écrit sur les Adhémar, sur ceux de Grignan en particulier. Cependant bien des points de leur histoire sont encore inconnus ou fort obscurs.

Cela tient à plusieurs causes. D'abord, il s'en faut de beaucoup que tous les documents intéressant cette famille illustre aient été exploités. Ensuite, l'emploi des fameuses chartes fausses, fabriquées au XVII^e siècle, a induit en erreur plus d'un historien. Enfin, les difficultés et les contradictions causées dans l'histoire des familles par des renseignements souvent aussi divers et même opposés que les intérêts et les passions de ceux dont ils émanent, ont eu ici une part considérable.

Ces observations s'appliquent même à Louis Adhémar, dernier baron et premier comte de Grignan, première illustration considérable de la famille. De fort intéressants détails sur sa vie ont été publiés par divers historiens, surtout par MM. Nadal, Lacroix et Devès dans leurs études

sur Grignan ; mais la biographie proprement dite du grand homme est encore attendue ; la vérité sur ses dispositions testamentaires et sur le fameux procès terminé par l'attribution du comté aux Castellane, n'a été qu'incomplètement racontée. Le sujet a été avantageusement ébauché, mais il y a lieu d'y revenir.

Heureusement, quelques actes importants et inédits vont nous permettre d'augmenter sensiblement et quelquefois de rectifier ce qui a été imprimé sur cette intéressante matière. Puissions-nous les utiliser assez bien pour que la lumière qui en sortira, jointe à celle des documents déjà publiés, éclaire enfin d'un jour, si non complet, du moins considérable, ce côté aujourd'hui en vue de l'histoire de notre province. Pour plus de clarté, nous partagerons notre récit en autant de sections que la vie et les événements à raconter auront de phases principales. Dans la première, après des notions sur l'origine et la jeunesse de Louis Adhémar, nous passerons à son mariage avec Anne de Saint-Chamond. La seconde section comprenant les actes de sa vie antérieurement à ses emplois en cour de France, contiendra beaucoup d'éléments nouveaux. La troisième aura pour objet ses fonctions à la cour et dans le royaume, et ses actes pendant son ambassade ou à son occasion. La quatrième comprendra les faits accomplis pendant les années où Louis Adhémar eut le gouvernement de la Provence. La cinquième le suivra depuis le jour où il fut déchargé de ce gouvernement jusqu'au temps où il prit le gouvernement du Lyonnais. La sixième nous conduira jusqu'à sa mort. La septième fera connaître quelques personnes de sa famille, surtout sa femme Anne de Saint-Chamond. Enfin, la huitième traitera de la succession de Louis Adhémar et des procès qui en décidèrent.

I

Gaucher Adhémar avait été marié, vers 1470, à Diane de Montfort, fille de Nicolas, duc de Termoli et comte de Campobasso, au royaume de Naples, et d'Artabelle de Sangro. Il devint seigneur de Grignan par la mort de Giraud, son frère, qui n'avait pas eu d'enfants de sa femme Aglaé de Lestrang. Cette mort était arrivée entre le 1^{er} octobre 1477 et le 6 novembre 1481.

A partir de cette dernière année Gaucher figure dans une foule d'actes avec les titres de seigneur et de baron de Grignan, souvent unis ensemble (*dominus et baro Grey-nhant*). Il fut aussi seigneur de Chamaret, Chantemerle, Montségur, Aleyrac, etc. Il eut de Diane de Montfort cinq enfants, savoir : Louis, celui-là même dont nous commençons la biographie ; Anne, mariée en 1493 à Jean de Beaumont, seigneur de Beaumont en Vivarais ; Blanche, mariée le 6 janvier 1498 à Gaspard de Castellane, baron d'Entrecasteaux ; Gabrielle, mariée le 12 septembre 1506 à Claude d'Eurre de Cornillon, seigneur du Puy-St-Martin ; et Françoise, qui épousa en juillet 1511 François de la Cueille, seigneur de la Cueille en Auvergne (1).

(1) Minutes de M^e Long, not. à Grignan, protoc. cot. *bene*, f.c.; *credo*, f. xliij; *tango*, f. cxj; — Marquis de Boisgelin, *Généalog. des Adhémar*, pp. 37-43.

Nous avons sous les yeux un acte du 18 octobre 1512, d'après lequel le *contrat de mariage entre magnifique et puissant homme messire François de la Cueille, chevalier, seigneur de la Cueille en Auvergne, et noble et généreuse demoiselle Françoise Adhémar, fille de Gaucher et de Diane de Montfort, fut accordé et passé le 4 juillet 1511. Il y est longuement question des dons faits à cette occasion par Gaucher et par Diane. (Minut. cit., reg, canere, ff. clx. xij).*

Le 3 août 1505, Gaucher Adhémar fit donation entre vifs à Gaspard de Castellane et à Blanche sa femme, fille dudit Gaucher, et à leur premier enfant mâle, de toute la baronnie de Grignan. L'acte, fait à Barjols, portait toutefois que si Louis, fils et héritier du donateur, avait des enfants, la donation serait nulle. De plus, Gaucher fit le 18 août de l'année suivante un testament par lequel il élit sa sépulture en l'église des Frères Mineurs de Valréas, dans le tombeau de ses prédécesseurs. Il y fait des legs à ses quatre filles, donne l'usufruit de ses biens à Diane sa femme avec assignation de Montségur pour douaire, et institue pour son héritier universel Louis Adhémar, damoiseau, son fils, lui substituant successivement, en cas de décès sans enfants ou de refus de succession, Bertrand, seigneur d'Aps, son propre frère ; François, fils de celui-ci ; et son autre frère, Guillaume, évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Ce testament, fait au château de Grignan, est rappelé dans un codicille du 10 juin 1511, où il confirme le don de Montségur à Diane de Montfort pour douaire, et lègue 100 florins à Melchionne de Castellane, fille de Blanche Adhémar, autant à Gaspard de Castellane, fils de cette dernière, et autant à Marguerite d'Eurre, fille de Gabrielle Adhémar.

En 1512, Gaucher fonda dans l'église paroissiale de Grignan un chapitre ou collégiale sous le vocable de Saint-Jean l'Evangéliste, qu'il dota d'une somme de 1,200 florins. Le 21 avril 1516, il fit à Grignan un codicille par lequel il ordonna à ses successeurs de payer ladite somme. En cas de difficulté, celle-ci serait prise de plein droit par le Chapitre sur les péages de Montélimar, Lène et Anses de Savasse. En cas de difficulté encore pour cela, la somme serait prise sur les revenus du vingtain de Grignan, ainsi

que du moulin et du four. Il mourut du 1^{er} au 22 juillet de la même année (1).

Louis, son fils, était né vers 1475. De son enfance et de sa première jeunesse nous ne connaissons aucun détail. Le premier document qui en fasse expressément mention est le testament du 18 août 1506, par lequel Gaucher l'ins-titue son héritier universel (*heredem nostrum universalem . . . esse volumus nobilem Ludovicum Adheymarii, domicellum, filium nostrum*). Ce testament fut reçu par Hervée Liponartz et Antoine Chasal, notaires de Grignan, et par Jean de Bosqueto, notaire de Valréas. Puis viennent des accords du 4 octobre 1508 faits en vue de son mariage avec Anne de Saint-Chamond, sur la famille de laquelle nous donnerons ici quelques détails nécessaires pour l'intelligence des récits et actes qu'on trouvera plus loin.

Jean de Saint-Priest de Saint-Chamond, frère de Théodore abbé de Saint-Antoine en Viennois de 1495 à 1527, fut seigneur de Saint-Chamond, Montchal, Paveysin, Thorenc, etc. Il épousa en 1487 Jeanne de Tournon, sœur du célèbre François de Tournon, si longtemps puissant à la cour de France, archevêque d'Embrun, puis de Bourges, ensuite cardinal et archevêque de Lyon. Il en eut un fils et dix filles. Le fils nommé Claude, épousa Jeanne de Joyeuse et mourut en 1521. Des dix filles, trois seulement sollicitent l'attention. L'une, Gabrielle, épousa en 1505 Guillaume d'Albon, seigneur de Saint-Forgeux et de Cury, et en eut neuf enfants, entre autres Antoine, qui fut abbé de Savigny et de l'Ile-Barbe, archevêque d'Arles

(1) Archives de M. Henri Morin-Pons ; — Arch. de M. Léop. Faure, *Invent. du château de Grignan* ; — Minut. cit., reg. coté *videre*, f. cclj ; — Lambert, *Catal. des mss. de la biblioth. de Carpentras*, t. II, p. 458 ; — *Bullet. de la Société archéol. de la Drôme*, XIII, 287.

et de Lyon, primat des Gaules. Une autre, Sibylle, épousa en 1525 Antoine de Harenc, seigneur de la Condamine. La troisième, Louise, fut abbesse de St-Just-en-Royans.

Jeanne de Tournon étant décédée vers 1499, Jean épousa le 17 octobre 1500 Louise de Saulx, veuve d'Etienne de Poysieu. Louise avait eu de celui-ci une fille, Françoise de Poysieu, laquelle ayant hérité de la fortune de son père, fut mise à la même date, sous la tutelle de Jean, seigneur de Saint-Chamond. Puis en vertu d'un accord postérieur (15 janvier 1504), il fut décidé que ladite Françoise épouserait Claude, fils aîné de ce seigneur, quand ils seraient en âge compétent. Mais le mariage n'eut pas lieu. Françoise de Poysieu, qui avait été mise hors de tutelle, le 26 octobre 1512, mourut en 1514, laissant héritière de ses biens sa mère, Louise de Saulx.

Celle-ci avait eu de son second mari, cinq enfants : un fils qui mourut jeune; une fille nommée Anne qui allait épouser Louis Adhémar, et trois autres filles dont on ignore la fin. En attendant que nous parlions du mariage d'Anne avec le futur comte de Grignan, constatons que, le 19 août 1518, Louise de Saulx léguait à celle-ci tout son héritage, notamment les terres d'Hauterives et de Septème en Dauphiné, avec réserve de l'usufruit en faveur de Jean son mari. Constatons encore que celui-ci, ayant perdu vers 1519, sa seconde épouse Louise de Saulx, se maria une troisième fois. Il épousa, en 1520, Anne de Gaste-Lupé, dame de la Barge, fille de Louis, seigneur de Lupé et de Saint-Julien-Molin-Molette, et en eut quatre fils : Christophe, Antoine, Jean, et un autre dont on ne sait rien. Il en eut aussi une fille, Anne dite *la jeune*, pour la distinguer de sa sœur mariée à Louis Adhémar.

Christophe fut seigneur de Saint-Chamond après la mort de son père, arrivée le 5 janvier 1535, et de Montchal après

la mort de son frère Antoine, arrivée en 1557. Il eut aussi Hauterives, Septème et Dième, après la mort de sa sœur Anne, comtesse de Grignan, comme nous le raconterons plus loin. Il touchait à sa vingtième année quand il obtint en 1540 la main de Gasparde de Lettres-Desprez, fille d'Antoine, seigneur de Montpezat, maréchal de France, et de Liette du Fou.

Antoine reçut, par testament, de son père, les château et seigneurie de Montchal, et prit le titre de baron de Montchal. Il suivit avec distinction le métier des armes, et mourut en 1557, à l'âge de 35 ans.

Jean fut pourvu de plusieurs prieurés et abbayes, devint en 1551 archevêque d'Aix, mais dut être déposé par Pie IV en 1563, devint un militaire célèbre sous le nom de *capitaine de Saint-Romain*, et mourut en 1578.

Anne la *jeune* s'unit à Antoine Mitte de Chevrières, seigneur de Cuzieu en Forez (1).

Revenons à Anne l'aînée, future dame de Grignan.

Dès le 4 octobre 1508, étant encore enfant, elle fut fiancée à Louis Adhémar autrement Aymar, écuyer. Selon les clauses du contrat, Anne était dotée de 3,000 écus d'or à 35 sols tournois l'un, avec robes et habits nuptiaux pareils à ceux de Gabrielle, sa sœur. Théodore de Saint-Chamond, abbé de Saint-Antoine, donne 2,000 écus d'or à la future, et Louise de Saulx la moitié de ses biens de Bourgogne et de Franche-Comté, à la réserve de l'usufruit. Gaucher, baron de Grignan, abandonne à son fils la moitié de ses biens. En cas de veuvage, Anne aura Clansayes ou 400 livres de revenu. L'acte fut fait à Grignan (2).

(1) *M. de Boissieu, Général de la maison de Saint-Chamond*, passim; -- Minut. cit., *passim*; — *Bull. de la Soc. d'Archéol. de la Drôme*, III, 294-6.

(2) Arch. de M. H. Morin-Pons, orig. pap. lat. de 7 pages écrites, signé Bernard Marquis, not^e de Grignan; cop. franç. non signée.

Après un intervalle de cinq ans, pendant lequel on trouve Gaucher Adhémar, Louis son fils (*magnificus dominus Ludovicus Adhem. ejus filius*), et Guigue de Colans, témoins, à Favier, territoire de Grignan, du testament de noble François Robert, bienfaiteur de l'hôpital, des lépreux et de l'église de Grignan (1), le mariage de Louis avec Anne fut enfin célébré. Nous en avons le contrat, qui est du 13 novembre 1513. Montségur y est assigné pour douaire au lieu de Clansayes. L'acte fut fait à Grignan, devant Guillaume Adhémar, évêque de St-Paul ; Claude de Tournon, évêque de Viviers ; Charles de la Baume, abbé de Mazan ; Guy Allemand, seigneur de Champs ; Pierre de la Baume, seigneur de Suze-la-Rousse ; Jean de Briançon, seigneur de Varcès ; Pierre Vierron, seigneur de Velleron ; etc. (2). Pierre Vierron était probablement le personnage, des mêmes nom et titre, qui avait épousé en 1470 Isabelle Adhémar, sœur du baron Gaucher, et qui figure comme procureur de l'évêque Guillaume, frère de celui-ci, dans un acte de 1482 (3).

Cette alliance des Grignan avec les St-Chamond est rappelée par une médaille dont nous avons tenu un exemplaire entre les mains. Celui-ci est en bronze et mesure 0^m,021 de diamètre. Sur la face est une croix alésée, et en exergue † L. D. DE GRIGNANO. Sur le revers est un écusson parti d'azur à trois bandes d'or qui est des Adhémar, et parti d'azur et d'argent à la fasce de gueules qui est de St-Chamond ; en exergue † L. D. A. DE S. CHAMONDO (4).

(1) Minut. cit., reg. *canere*, ff. clv-viii.

(2) Ibid., cop. lat. du XVI siècle, de 12 pages écrites, non signée.

(3) Marquis de Boisgelin, *Généalog.* cit., p. 39 ; — Arch. de la Drôme, *Cartul. de St-Paul-trois-Ch.*, reg. B, ff. 107-8.

(4) Médaille communiquée par M. Devès, de Grignan.

La même alliance est encore rappelée par des armoiries qui se voyaient en 1714 peintes dans le *Salon doré* du château de Saint-Chamond, et qui paraissent se rapporter à l'époque où la seigneurie de Grignan était érigée en comté. On voyait d'une part, surmonté d'une couronne de comte, un écu *parti*, au 1 d'Adhémar, qui est *d'or à trois bandes d'azur*; au 2 de Saint-Chamond, qui est lui-même *parti d'argent et d'azur, à la fasce de gueules sur l'argent*. D'autre part, l'écu, pareillement surmonté d'une couronne de comte, était écartelé : au 1, *d'or à trois bandes d'azur*; au 2, *de gueules au lion d'argent au franc canton d'hermine*; au 3, *de gueules à la croix d'or cantonnée de quatre roses de même*; au 4, *de gueules à deux lions accostés d'argent*; sur le tout, *de gueules à trois croix d'argent* (1).

Mais passons aux faits et gestes de Louis Adhémar à partir de 1516.

II

Tant que le baron Gaucher est en vie, Louis Adhémar ne paraît pas dans les affaires de l'époque; mais, à partir de juillet 1516, celui-ci ayant hérité de la baronnie figure dans une multitude d'actes.

Le premier de ces actes qu'il y ait lieu de connaître est l'inventaire des biens laissés par Gaucher. Il mentionne la baronnie de Grignan avec toute juridiction, le château seigneurial dans Grignan « avec ses enclô et cortillages. »

Le château comprend : une salle garnie de deux bancs et deux tables buffet, et tendue d'une tapisserie de verdure fort vieille et usée; la chambre *verte* « avec sa garderobe », 2 lits et 2 châlits « avec coytres », tapissée de drap vert « en

(1) *Histoire de Saint-Chamond*, par James Condamin, pp. 84-5 et 181.

broderie aux armes de Montfort », avec « un cortinage de samys rouge fort usé et de la broderie de tafetas par dessus aux dictes armes », les lits étant garnis d'un pavillon de cortinage de toile ; la chambre du baron, au bout de la salle, avec 2 lits et un 3^e « à la garde-robe », 1 table, 1 banc ; une chambre au-dessus, « sans fenestrage » ; une autre chambre au bout de la salle, tendue de tapisserie sur fond blanc aux armes de Jeanne Adhémar « mariée à la maison de Faucon », avec 2 landiers, 1 table, « tracteaux blanc et buffet, lits de plume, couvertes de cortinage de ladicte tapisserie de bien grosse estoffe » ; une autre chambre appelée la *Crotte*, avec 2 lits et 2 châlits, tendue d'une tapisserie de verdure aux armes de Grignan ; une chambre à la galerie, dite chambre neuve, avec vieille tapisserie de « sarge jaune, rouge et verte » ; une chambre obscure ; une chambre au-dessus pour les valets ; une chambre au-dessus de celle de la *Crotte* ; une tour avec 3 chambres garnies de lits de sapin ; la chambre du bailli ; le galetas dit « la garde-robe », plein de linge ; une petite salle avec table et bancs ; une cuisine avec la batterie au-dessous ; la chambre servant de sommellerie, près de la salle ; la chambre « servant de charnier » ; 2 chambres fromagières ; un four à cuire le pain ; un gelinier ; une chambre pour l'avoine ; un grenier, « en deux membres » ; sous le grenier une cave et un tinal ; 4 étables ; la chambre du portier à l'entrée et trois prisons fermées ; enfin, une chapelle sous le titre de « Saint Roman, avec quatre autels ornés de nappes, deux chandeliers » et une cloche.

Hors du château, il y a une grande maison à un seul étage, où l'on tient la justice et l'auditoire de la cour ; une grange en Côte-Froide, ayant 12 bœufs de labourage ; la maison du four banal, et celle des moulins banaux ; un jardin en Chalerne et un pré voisin ; une vigne en la Con-

damine; l'étang de Marestain, la garenne « de Rochegarbière »; la grande « Palus de Mirsenche, » pleine d'eau; le devès et la grange de Sovertons, et des terres à la chapelle Notre-Dame, à Grignanel, à Beauregard, à Castalenché, à Montines, à Bramarel, à Verseil, à la Plane, et à l'Etang.

L'inventaire mentionne en outre : la seigneurie de Montségur, avec toute juridiction, un château et diverses terres; la seigneurie de Chantemerle, avec toute justice et les droits féodaux; la juridiction supérieure et suzeraine en 2^e instance à Salles; le fief de Colonzelle; la seigneurie de Chamaret, son vieux château sans meubles; la seigneurie d'Aleyrac; l'entière juridiction de Clansayes, son château avec tour « à 4 étages » et sans meubles, la maison dite Saint-Georges et quelques fonds; le droit de fief et majeure seigneurie de Taulignan; le quart de la juridiction de Châteauneuf-du-Rhône avec les péages par eau et par terre; le quart du péage de Montélimar et la moitié de celui de Lène et Anses de Savasse; une maison et des vignes, terre et verger d'oliviers à Vinsobres; le péage par terre et la leyde de Saint-Auban (1).

Les biens hérités de son père par Louis Adhémar étaient donc considérables. Mais, on vient de le voir, son château de Grignan n'était pas une demeure bien vaste, ni bien somptueuse; il l'agrandira et l'améliorera.

En attendant, après avoir assisté comme témoin et avec le titre de baron à un acte de procuration fait dans la sacristie de l'église paroissiale de Grignan, le 22 juillet 1516 (2), il confirmait au même titre les franchises des habitants de Grignan le 28 septembre de la même année. Il promettait

(1) Invent. dressé en 1555, expédit. notar., cahier de 18 ff. pap. franç. aux arch. de M. H. Morin-Pons.

(2) Minutes cit., reg. coté *Abba*, f. xxxij.

d'observer leurs libertés, immunités et privilèges ; et eux, en se plaignant de n'avoir pas été traités par le baron Gaucher comme ils l'auraient désiré, déclaraient avoir bon espoir en leur nouveau seigneur (1).

Le 3 février 1517, par acte fait au château de Montségur, Louis donne à ferme à noble François Mayaud, de Valence, seigneur d'Accules, diocèse d'Aix, les revenus des péages de Montélimar, Lène et Anses de Savasse, leyde, « bayliage », langues de bœufs, cens et lods, et tous les droits seigneuriaux du baron auxdits lieux, pour un an, au prix de 1,500 florins (2).

La même année, il conclut avec François 1^{er} une affaire importante. Les Adhémar possédaient à Châteauneuf-du-Rhône une parerie et des biens à raison desquels, et en suite d'un contrat passé entre le baron Gaucher et les consuls du lieu, ces derniers avaient payé des droits au chapitre de Viviers et à Diane de Montfort. Louis avait hérité de ces biens, dont voici l'estimation d'après l'inventaire de la Chambre des Comptes : « 27 florins 6 gros pour le péage par terre arrenté 110 florins ; 10 florins pour le péage de Malataverne arrenté 40 florins ; pour le péage par eau à raison de 3 florins par labeur et pour 22 labeurs qui étaient passés 66 florins ; censes en argent montant 8 florins 7 gros ; 11 florins 3 gros pour sa part des 45 florins du four ; censes en blé montant 1 sétier 3 émines ; 1 civayer d'orge, 10 sétiers blé et seigle pour le quarantain ; 3 florins pour sa part des enquêtes ; 20 florins pour sa portion en la leyde des langues et *nombles* des pourceaux et aux lods de ce qui était de son fief, outre la juridiction haute, moyenne

(1) Arch. de la mairie de Grignan, AA, 4 orig. parchem. d'une peau, cot. n° 59 (*Invent.* de 1693) et 23 (art. 1 de l'*Invent.* de 1739-40).

(2) Archiv. de M. Morin-Pons, expédit. pap. lat. du temps.

et basse. » Or, le 8 octobre 1517, Louis céda cette pare-rie à François 1^{er} et reçut en échange « les château et terre de Saint-Maurice aux Baronnie, avec toute justice, ren-tes, moulins, forêts, vintain, tasques et domaine. » Dès lors, le baron n'eut, paraît-il, d'autre affaire à Châteauneuf-du-Rhône, qu'une transaction passée entre lui et les consuls et manants de ce lieu le 17 février 1555, comme nous le dirons plus loin (1).

D'après Pithon-Curt, Louis Adhémar rendit hommage au roi de France pour la baronnie de Grignan, le 10 décembre 1517 (2). Ce qui est certain, c'est que, de son côté, le baron ne manquait aucune occasion d'accroître ses biens et reçut divers hommages de ses propres vassaux. Ainsi, le 13 avril 1518, il reçut de noble Antoine Boulogne (*Bollonhie*), agissant comme mari et procureur de noble Jacqueline de Ville, dame en partie (*condomine*) de Salles, reconnaissance et hommage lige pour les maison, mandement et territoire de Sarçon, dans le territoire de Grignan. L'acte fut fait au château de Grignan, en présence de noble Guigue de Colans (*de Colantio*), noble Guillaume Bedoc (*Bedocii*), coseigneur de Portes et de Salles, Rolland de Montroux, châtelain de Chantemerle, et nobles Pierre de Ville, de Grignan, et Rostaing Chaix, de Chantemerle (3).

François Adhémar, baron d'Aps et de Marsanne, mourait peu après le 29 mai 1519. Faute de postérité, il laissait deux sœurs mariées ; mais Louis Adhémar fit ouvrir

(1) Minut. cit., protoc., Silhol, notes de 1555, f. lj-v. grosses de 1554-5, f. ccclxxxvj ; — Vincent, *Not. hist. sur Châteauneuf-du-Rh.*, p. 11 ; — Lacroix, *L'arrond. de Montélimar*, II, 201-2 ; IV, 223 ; — Archiv. Morin-Pons, fonds Adhémar, *Inventaire de 1631*.

(2) *Histoire de la Noblesse du Comtat-Venaissin*, t. IV, p. 34.

(3) Minut. cit., grosses Reynaud, reg. coté 1543. Insert. dans grosses Silhol de 1565, f. viij^e iij et suiv.

en sa faveur la substitution stipulée, selon l'usage des Adhémar, au profit des mâles de la ligne la plus rapprochée. Il devint maître d'Aps, comme le prouve un dénombrement qu'il donna le 1^{er} septembre 1520 et où il déclare posséder la baronnie d'Aps, la terre et seigneurie d'Aubignas, la moitié de la juridiction de La Roche près d'Aps, la forteresse dudit La Roche, et celle de Saint-Nazaire et de Saint-Aubans, tenues en fiefs de lui par d'autres seigneurs. Par suite, Louis Adhémar recevait le 9 janvier 1521, la reconnaissance en fief de noble Louis d'Aubignas pour biens à Saint-Pons ; le 21 (1) du même mois, celle de noble Louis Guion pour tout ce qui était contenu en un acte de 1378, et celle de noble Jean de Vogué, chevalier, seigneur de Roche-Colombe, pour des propriétés situées en la paroisse de St-Maurice-d'Ibie ; le 29 (2) du même mois, celle de noble Josserand de Giès, seigneur de Pampebonne, pour ce qu'il tenait aux lieux et mandements d'Aps, La Roche près d'Aps et Aubignas ; et le lendemain (3), celle de François de Blou, seigneur de Saint-Andéol-de-Berg, pour les château et mandement de ce lieu. Encore ce lendemain, 30 janvier 1521, il traitait avec noble Blaise de Marette, écuyer, seigneur de Fourchade et co-seigneur de la Roche d'Aps pour les limites des lieux et juridictions d'Aps et de La Roche. Quant à Marsane, nous voyons bien Louis Adhémar s'en qualifier seigneur, mais nous ne savons s'il en eut la jouissance de suite (4). Au surplus, nous aurons à reparler plus loin de ce double héritage de François Adhémar, et il nous faut dès à présent suivre le baron hors de ses terres.

(1, 2 et 3) Non le 9, jour indiqué à tort dans le *Bullet. de la Soc. archéol. de la Drôme*, XV, 123.

(4) Collection Morin-Pons ; — Minutes cit., reg. coté *videre*, f. xliij, etc. ; — *Lacroix*, op. cit., V, 80-1.

A partir de 1521, année où il fonda « quatre chanters » ou grand'messes à l'église collégiale de Grignan, de longs mois s'écoulaient sans que nous trouvions des actes où il intervienne personnellement dans ce lieu. Il en fut probablement absent assez longtemps, pour suivre les armées françaises dans les diverses expéditions que fit François 1^{er}, soit en France, soit en Italie, contre l'empereur Charles-Quint, appuyé et aidé par Henri VIII, roi d'Angleterre. Du moins raconte-t-on que, « jeune encore il embrassa la carrière des armes et se fit connaître à la cour, où son rare mérite fut bientôt et dignement apprécié (1). »

Ce furent apparemment ces guerres entre François 1^{er} et les alliés, et surtout les projets formidables de ces derniers contre la France, qui portèrent les habitants de Grignan à faire les fortifications et préparatifs de défense, auxquels les archives communales de ce lieu les montrent activement occupés depuis mai 1524 jusqu'à avril 1525 (2). On sait l'envie que Charles-Quint avait de s'emparer de la France, et les attaques qu'il en fit en 1524 du côté de la Provence, à la suite des échecs que les Français venaient de subir dans le Milanais. Mais Marseille arrêta l'empereur, et la défaite de Pavie (février 1525), en humiliant la France, contribua à la réconciliation de celle-ci avec l'Angleterre, et amena le traité de Madrid (janvier 1526), qui mit, du moins pour un temps, la paix entre la France et l'Empire. La guerre cessant, les travaux de défense étaient moins nécessaires.

Avec cela, nous ne savons rien de précis sur les exploits de Louis Adhémar, et sa présence à Grignan n'est de nou-

(1) *Nadal, Essai histor. sur les Adhémar*, p. 63.

(2) Arch. de la maison de Grignan, BB, 2.

veau bien constatée (1) qu'à partir du 1^{er} mai 1525, jour où il reçut la reconnaissance générale des habitants de Grignan.

Voici en substance les clauses de cette reconnaissance, qui nous fixe sur la situation des barons de Grignan vis-à-vis de leurs sujets de ce lieu au XVI^e siècle.

(1) Le 21 mars 1524, Louis Adh., par dévotion envers Jésus-Christ, saint Joseph et la très sainte Vierge, pour racheter ses péchés et prier, comme il le doit, pour les âmes de ses parents, fonda une messe à dire, en l'église collégiale St-Jean l'Evangéliste de Grignan, tous les ans à perpétuité, en l'honneur de saint Joseph et le jour de sa fête, 19 de mars, par les collégiés et habitués de cette église, avec diacre et sous-diacre. On devait s'y servir de chapes et vêtements en soie donnés par ce seigneur, et faire ledit jour l'office avec la solennité de double-majeur et les autres solennités à ce requises tant à la messe qu'aux autres heures. Louis voulut de plus que les collégiés fissent ce jour-là à perpétuité une procession générale par le lieu de Grignan avec croix, chapes, chasubles et autres vêtements susdits et nécessaires, et qu'on y portât toutes les reliques existant tant dans le château de Grignan (*tam in castro Grignani*) que dans la susdite église, et qu'on les vénérât ledit jour. Procession et messe devaient avoir lieu après la messe collégiale. Le magnifique seigneur donna et assigna pour tout cela une somme de 40 livre tournois de 20 sous chaque, de telle sorte que les collégiés et bénéficiers eussent le 19 mars 2 liv. à se distribuer ; il hypothéqua la pension sur les revenus de son péage de Grignan.

Aussitôt après, les chanoines réunis en chapitre acceptèrent la fondation, et du tout fut dressé acte par Barthél. Reynaud, notaire.

(Minut. cit., reg. coté *Joseph*, f. 30).

Cette fondation a pu être faite sans que le seigneur de Grignan fût en ce lieu. Mais il y était vraisemblablement, quand, le 24 mars 1525, « Monsieur de Vallaurie » et « Monsieur le bailli, du commandement de Monseigneur », avec quelques autres personnes de Grignan, examinèrent les murailles les remparts et les tours de ce lieu, firent boucher les fenêtres trop basses donnant sur le rempart, garnir les trous dangereux et disposer des canonnières. (Minutes cit., reg. de *Barth. Reynaud* de 1525, f. 25). Il y était sans doute aussi, quand, 3 jours après, le 27, le parlement général de Grignan tenait quitte ce magnifique seigneur des engagements pris envers la communauté pour la construction de l'église St-Jean, et décidait qu'il serait pourvu d'un prédicateur au vœu des ecclésiastiques et au bon plaisir du magnifique seigneur de Grignan. (Arch. de la mairie de Grignan, BB, 2).

L'assemblée générale de la communauté, nobles et roturiers, ayant devant eux leur magnifique seigneur, reconnaissent tenir de son fief le territoire de Grignan. Il y possède haute, moyenne et basse justice. Il a droit d'y tenir un bailli, un juge, un procureur fiscal, des lieutenants, un greffiers, des sergents, et un juge des appellations de Grignan et de toute la baronnie, le droit de sceau dans lesd. cours et du plomb pour authentifier les actes publics. Les hermes vacants et terres gastes du mandement lui appartiennent en propre, sauf cependant le droit de pâturage, bûcherage et glandée qu'y ont les habitants.

Ceux-ci défendront la personne et les biens du seigneur contres tous, excepté seulement contre le roi de France. Ils lui reconnaissent dans le mandement et toute la baronnie, les régales et droits régaliens, les eaux et cours d'eau et tous les droits du prince.

Ils reconnaissent que, en vertu des privilèges de leurs seigneurs, ils sont, comme tous les sujets de la baronnie, exempts de contributions à tous subsides royaux et communs du pays de Provence, tailles ordinaires et extraordinaires, dons gratuits imposés par le prince, le pays ou autres quelconques. Led. seigneur peut faire tous les règlements et autres dispositions de droit et d'usage usités jusque-là à Grignan et dans la baronnie, pour les affaires de cour et toutes autres publiques. Il a le droit de tenir un juge des appellations auquel on peut appeler des sentences prononcés par led. bailli, et non à autre, si ce n'est en troisième instance, cas auquel on peut appeler au juge mage de Provence ou au grand parlement ; de concéder toutes grâces universelles et particulières, respects, commissions, relaxations, pour toutes causes civiles et criminelles, peine de mort, etc. ; d'instituer des notaires dans le

lieu de Grignan, à l'exclusion d'emploi de tout autre notaire sans la permission du baron ou de son agent.

La cour supérieure de la baronnie a la compétence des clame, défaut et contumace ; le seigneur et les officiers de sa cour peuvent annexer toutes lettres venant de dehors ou donner le placet ; le même seigneur peut imposer un grenier de blé, grains quelconques et vin, pour la chose publique, et en faire la levée ; il a le droit de péage, leyde et pulvérage à Grignan, pour les bœufs et autres animaux que d'usage.

Le même seigneur a son moulin banal, où tous doivent faire moudre leurs grains, en payant la 20^e partie, et où ils doivent conduire l'eau nécessaire, en entretenant l'écluse, refaisant les fossés quand ils en seront requis par le seigneur ou ses meuniers, moyennant la nourriture seulement des hommes employés à ce travail. Il a son four banal, où tous doivent faire cuire leur pain, en payant la 20^e partie, sans en construire d'autres. Outre les corvées ci-dessus, les habitants sont tenus de faire un voyage de tout animal portant, à chaque aire du seigneur, dans le mandement de Grignan, pour le transport des grains dans le grenier seigneurial, tous les ans, à la récolte. Tout particulier foulant et battant blés et autres grains avec bêtes rosses, doit chaque année au seigneur une journée de foulage, sans salaire, si ce n'est la dépense de bouche des aiguasiers et gardiens desd. bêtes, aud. jour seulement. Tout particulier labourant avec bêtes bovines doit tous les ans, au temps des semences, une journée de charrue et des bêtes bovines, pour labourer. Il est dû de plus, tous les ans, pour chaque bête à bât, une journée entière pour les ouvrages dud. seigneur.

Celui-ci a la moitié de la rève de la boucherie et paye la livre de toute viande débitée à lad. boucherie, un denier

de moins que les autres; et, si le seigneur ou ses domestiques prennent un quartier de viande, il sera garni de sa graisse, au prix ci-dessus. Il aura toutes les langues des bœufs ou vaches tués et vendus à la boucherie; et, si un ou plusieurs habitants de Grignan, autres que le boucher, écorchaient de ces bêtes et en vendaient une partie, ils seraient comme le boucher, tenus à la prestation de la langue.

Chaque année, à l'Assomption, tout particulier laboureur avec bœufs ou vaches, payera aud. seigneur deux ras ou émines d'avoine.

Aucun étranger ne peut venir habiter le mandement de Grignan sans la permission du seigneur.

Chaque habitant faisant parc de brebis est tenu de payer chaque année au seigneur 7 livres 1/2 de fromage.

Pour la chasse, on confirme les règles portées à cet égard par les transactions antérieures. Pour l'usage des cours d'eau et fontaines, on ne statue rien; le seigneur déclare ne vouloir en rien déroger au droit des habitants, et donnera une déclaration convenable sur la manière de se servir de ladite eau.

L'acte fut fait à Grignan, dans la maison de Nicolas Benezet, curé de Grillon, en présence de noble et puissant homme Michel de Beaumont, noble Raymond Ferre, verrier de Réauville, Antoine Guichard, et Guillaume de Rieu, clerc du notaire recevant, qui était Barthélemy Reynaud (1).

Après cette reconnaissance, le baron paraît avoir été le plus souvent absent de Grignan. Voici toutefois des actes nous parlant de lui.

(1) Minutes cit., reg. de 1525; — Arch. de la mairie de Grignan, AA, 1, reg. ff. 1-16.

Le 30 avril 1526, il donne, comme baron d'Aps et conseiller de La Roche, consentement à noble Blaise de Fourchade, aussi conseiller de La Roche, de faire une porte dans un mur au mandement d'Aps (1).

Le 16 juillet suivant, le conseil de Grignan décide que personne ne doive ni puisse sortir aucuns grains, et qu'on fera supplication au baron pour qu'il le défende sous des peines formidables.

Le 29 octobre, le prieur de Grignan était devant le magnifique seigneur de ce lieu, en la grande galerie, et le parlement général fut convoqué. On décida de réparer et agrandir l'église. Après le repas, le conseil étroit était réuni dans l'église avec le seigneur et le prieur ; on convint de l'agrandissement à faire et on prit les premières mesures. Le seigneur et le prieur promirent chacun 200 florins pour l'œuvre (2).

Le 2 novembre 1526 fut faite une déclaration de délivrance de 120 sommées de terre au Brugier et Vaisse du Bosc, par les consuls de Montségur, à Diane de Montfort et à Louis son fils, par suite d'accord antérieur.

« Par accord passé le 22 février 1527, au château de St-Chamond, par les soins de Jean d'Albon, seigneur de Saint-André, et Loys Aymard, seigneur de Greignan et du Montelleynard », par devant « Pierre Chomat et Jean Montaigne, notaires », Jean de St-Chamond transigea sur la dîme de St-Martin-Acoallieu, avec les habitants possédant des terres dans cette paroisse et dîmerie.

Le 15 mai 1528, Louis Adhémar échange des immeubles situés à Grignan avec Robert Aubessac, avec soulte à

(1) Collect. Morin-Pons, notes.

(2) Arch. de la mairie de Grign., BB, 2.

ce dernier de 19 florins. La même année, il vend à Arnaud Odoard, pour 2,000 écus, la terre de Rac, qu'il avait reçue des Adhémar de la Garde (1).

Le 12 mars 1530, il reçoit de Jean Deloche et de Pierre Portalier quittance de 20 écus d'or sol et 10 salmées de méteil pour les murs de la chapelle de St-Antoine, près du chemin de Taulignan. L'acte est fait à Grignan (2).

Le 18 mars 1531, Jean de St-Chamond le crée un des quatre exécuteurs du testament de ce dernier, fait ledit jour au château de St-Chamond (3).

Bientôt après, un particulier de Grignan et un autre de Salles, ayant hérité des biens de leurs parents, eurent contestation avec le baron au sujet des lods que celui-ci réclamait. Comme ces cas particuliers intéressaient les communautés auxquels les héritiers appartenaient, elles prirent fait et cause en faveur de ces derniers. Incidemment s'élevèrent de plus, au sujet de divers autres droits seigneuriaux, des discussions dont ces communautés elles-mêmes furent avec le seigneur les acteurs principaux. Le 14 octobre 1532, les syndics et conseillers de Grignan reçurent du seigneur la permission de se réunir pour rechercher les titres et les droits de leur communauté (*pro percurrendo scripturas et jura ipsorum et communitatis*). Le 31 du même mois, les habitants réunis donnèrent pouvoir et charge à quatre d'entre eux, savoir : noble François Robert, Vincent Lombard, Philippe Feschet et Bernard Charnal, de transiger avec le seigneur sur les difficultés pen-

(1) Archiv. commun. de Montségur. CC, 31 ; — Arch. Morins-Pons, fonds Adhém., Inv. de 1631 ; — M. DE BOISSIEU, *Généalogie de la maison de Saint-Chamond*, pp. 226-8 ; — LACROIX, *L'arrond. de Montél.*, VII, 160-1.

(2) CHEVALIER ET LACROIX, *Invent. des arch. de M. Morin-Pons*, I, p. 40.

(3) M. DE BOISSIEU, op. cit., pp. 292-308.

dantes (1). Enfin, tout fut réglé par une transaction conclue au traité amiable de messire Antoine Vache, prieur de Tourretes et doyen de l'église collégiale de St-Jean l'Evangéliste de Grignan, le 15 novembre 1532; et cette transaction servit de base à la décision des deux cas particuliers qui y avait donné occasion. Il fut conclu que pour les institutions ou successions universelles de frères à frères il n'y aurait ni lods à payer ni investiture à recevoir; mais que pour les biens venus de frère à frère à titre de donation, legs, permutation ou vente, il faudrait être investi par le seigneur et lui payer les lods sur le pied accoutumé de la sixième partie, Quant aux biens venant d'oncle à neveu ou nièce, à titre universel, par testament ou sans testament, si c'est d'un oncle germain paternel dont l'héritier porte le nom de la part de son père, on recevra l'investiture et on payera les lods à raison de la huitième partie, c'est-à-dire de 3 sous sur 24; pour tous autres cas de succession

(1) L'acte du 31 octobre 1532, par lequel furent constitués ces procureurs, qualifie Louis Adhémar seigneur de Dième (*dominum locorum... de Diema*). D'où lui venait ce titre? Nous ne pouvons le dire d'une manière précise; mais voici quelques notions qui s'y rattachent :

Pithon-Curt nous apprend qu'Alisette, tante de Louis Adhémar avait épousé Catherin d'Ansiac (*lire* d'Onsieu), seigneur de Dième, (*Noblesse du Comtat*, IV, 32). Le 4 décembre 1475, Robinet (*Robinetus*) d'Oncieu, fils du seigneur de Dième (*de Dyema*), fut témoin au château de Grignan, d'un acte d'achat et d'investiture d'un fonds à Montségur. (Minut. cit. reg. coté *veritas*, ff. ii^e ix-x.) Catherin d'Oncieu était seigneur de Dième en 1485; il fit une substitution testamentaire en faveur de Louis Adhémar. Robin « d'Onsieu, » fils de Catherin et comme lui « seigneur de Diesme, » fut curateur de Françoise de Poysieu, sœur utérine d'Anne de St-Chamond, et institua Louis Adhémar son héritier universel. Après la mort de Robin, Louise d'Arces, sa veuve usufruitière de la terre de Diesme et de la maison forte de Marennnes, rendit hommage de ces terres avec Louis Adhémar. En 1533, la même dame, veuve, fit faire la cloche et bâtir l'église de Diesme ou Diemoz. (Voir des actes donnés plus loin, et l'*Armorial du Dauphiné* de Riv. de la Bâtie, mot *Oncieu*).

d'oncle à neveu, on payera les lods sur le pied de la sixième partie. Pour toute autre succession, il y aura investiture et lods à raison de la sixième partie. Les autres clauses de la transaction ne font que répéter et confirmer les chapitres de reconnaissances et transactions antérieures (1); il est inutile de les répéter ici. Hâtons-nous de constater que le baron était absent de Grignan le 6 février 1535 (2), et passons à un fait dont cette ville aime beaucoup à voir consacrer et perpétuer le souvenir ; car il ne s'agit rien moins que de la visite du roi de France à la ville et au château, visite qui a plus d'un rapport avec les hautes fonctions dont nous allons voir le baron revêtu par son souverain.

(1) Arch. de la mairie de Grignan, AA, et 3 ; BB, 2.

(2) Nous en avons la preuve dans un acte fait led. jour à Grignan, et où il fut représenté par Diane sa mère (Minut. cit., protoc. *Reynaud*).

(A continuer).

L. FILLET.



MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS

ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 85°, 86°, 88°, 89°, 90°, 94°, 95°, 96°, 100°,
101°, 102°, 105° et 106° livr.)

La ville de Crest, dont il sera souvent fait mention dans ces Mémoires, appartenait alors par moitié à Silvion de Crest et au comte Aymar. Celui-ci songeait déjà à en devenir l'unique seigneur : cette place pourrait être la capitale de son petit Etat ; son assiette en faisait une forteresse redoutable, à l'entrée de la belle et riche vallée de la Drôme, seule voie de communication alors directe et facile entre le Valentinois et le Diois. Pour s'attacher plus étroitement ses vassaux de Crest, Aymar leur octroya, au mois de mars 1189 (n. s.), une charte de franchise, qui est la première en date de toute la province. Cette charte, gravée sur le marbre, est parvenue jusqu'à nous et mérite d'être ici reproduite :

ANNO : AB : INCARNACIONE : DNI : MC : LXXX : VIII : MENSE :
MAR : INDIC
TIONE : VII : EGO : ADEMARIVS : DE : PICTAVIS : COMES : VALENTI-
NENSIS :
DONO : LAVDO : ATQ : COCEDO : PLENA : LIBTATE : CVCTIS : HOMI-
NIBUS :
MEIS : DE : CRISTA : QI : NC : ST ET : FVTVRI : ST : VT : NVLLO :
DEINCEPS : TPR : A : ME :

VEL : AB : ALIQ : SUCCESSORV : MEORV : VIOLETAS : SIVE : INIVS-
 TAS : EXACTIONES : PSTA
 RE : COGANT : FIDEIIVSSORES : SIVE : OBSIDES : PTER : SVA : VOLV-
 TATE : NO : FIAT :
 SALVIS : LEGIB : ET : IVSTICIIS : MEIS : BANIS : ET : EXPEDICIONIB :
 ET : OSPICIO :
 CETV : MILITV : ET : QD : OI : TPR : VITE : MEE : COCESSA : LIBTATE
 : COSERVEM :
 IVRIS : IVRADI : RELIGIONE : COFIRMO : HOC : AVT : FACTV : E : IN :
 ECCLIA : SCE :
 MARIE : DE : CRISTA : PSETE : DNO : ROBTO : DIESI : EPO : DNO :
 EVSTACHIO : VA
 LETINESI : PPOSITO : PATRVO : MEO : PTRO : PINETI : ELIA : PCVRA-
 TORE : PHILIPO :
 : CANONICIS : DIESIS : ECCLE : GVILELMO : PORE : SI : MEDARDI :
 POCIO : DE : SO :
 PIECTO : GECIONE : DE : DEVAIVA : IARETONE : MONACHO : ET :
 MVLTI : ALIIS :

Anno ab incarnatione Domini M°.C°.LXXX°.VIII°, mense martis, indictione VIIª, Ego Ademarius de Pictavis, comes Valentiniensis, dono laudo atque concedo plenam libertatem cunctis hominibus meis de Crista, qui nunc sunt et futuri sunt, ut nullo deinceps tempore a me vel ab aliquo successorum meorum violentas sive injustas exactiones prestare cogantur, fidejussores sive obsides preter suam voluntatem non fiant, salvis legibus et justiciis meis, bannis et expeditionibus et ospicio centum militum et quod omni tempore vite mee concessam libertatem conservem, jurisjurandi religione, confirmo. Hoc autem factum est in ecclesia Sancte Marie de Crista, presente domino Roberto, Diensi episcopo, domino Eustachio, Valentiniensi preposito, patruo meo, Petro Pineti, Elia procuratore, Philipo, canonicis Diensis ecclesie, Guilhelmo, priore Sancti Medardi, Poncio de Sancto Prejecto, Gencione de Devajua, Jarentone monacho, et multis aliis (1).

Robert, évêque de Die, qui fut le principal témoin de cette concession, avait eu à se plaindre des procédés et des em-

(1) Cette charte lapidaire, qu'on peut rapprocher de celles de Montélimar et d'Etoile, est conservée à la mairie de Crest.

piètements du comte. Au mépris des bulles impériales accordées aux évêques, Aymar levait des péages sur quelques points du Diois. L'exemple était contagieux, et plusieurs seigneurs agissaient de même à l'égard des sujets du prélat. Celui-ci s'adressa à l'empereur, qui écrivit de Lyon, le 21 juillet 1188, au comte pour lui enjoindre de respecter les droits de l'évêque (1). Ce fut à la suite de cette querelle que le comte de Valentinois, désireux de donner à ses agissements les apparences de la justice, sollicita et obtint de Raymond V, comte de St-Gilles, la cession de tous les droits que ce dernier, à titre de marquis de Provence, pouvait revendiquer sur le comté de Diois. Ces droits étaient plus honorifiques que réels. En s'en dépouillant, Raymond ne faisait aucun sacrifice ; en échange, il y trouva un avantage qu'il ne tarda pas à apprécier, celui de s'être fait un fidèle ami du comte de Valentinois, dans un temps où il avait à lutter contre la maison d'Aragon. Voici le texte de la charte rédigée à cette occasion, au mois de juin 1189 :

Notum sit omnibus hominibus presentibus et futuris, presentem paginam legentibus vel audientibus, quod nos R., Dei gratia, dux Narbone, comes Tholosanus, marchio Provincie, donamus, cedimus et cum hac carta tradimus in perpetuum per nos successoresque nostros tibi, Ademaro de Pictavia, et successoribus tuis, omne jus et dominium quod in Diensi comitatu habemus vel habere debemus, vel homo vel femina a nobis habet vel habere debet, et ego Ademarum de Pictavia ob hanc donationem a vobis domino nostro R., predicto comite Tholosano, michi factam et concessam, fidelitatem et hominum vobis facio, et nos predictus Raymundus, Tholosanus comes, volumus et mandamus ut quicunque in jam dicto comitatu aliquid a nobis vel nostro nomine habet vel habere debet, id totum de cetero a te habeat et possideat et fidelitatem et hominum inde tibi faciat et non nobis. Tu vero et successores tui nobis et successoribus nostris inde fidelitatem et hominum facere debes. Acta et completa sunt hec

(1) U. CHEVALIER. *Tituli Dienses*, p. 23. — STUMPF. *Die Reichskanzler*, t. II, p. 420. Voir notre *Histoire de Die*, t. I, p. 231.

anno ab incarnatione Domini M°.C°.LXXX°.VIII°. regnante Freiderico, Romanorum imperatore, mense junii, in villa Sancti Saturnini, in presentia testium E., Valentini prepositi, Draconeti de Montedracono, Dragoneti, ejusdem filii, P. de Montedracono, P. de Solomiaco, G. de Aratio, P. de Sancto Prigeto, L. de Rupe, V. de Rupe. A. de Livrone, Bertrandi Bonelli, Jordani de Portas, Petri Raymundi notarii qui utrinque rogatus presens instrumentum composuit et sigillo nostro munivit (1).

Cette charte n'ajouta rien à l'autorité du comte dans le Diois ; il la déposa dans ses archives, persuadé qu'un de ses successeurs serait heureux un jour de l'y trouver et de s'en servir contre les évêques. Nous verrons plus loin le parti que sauront en tirer Aymar III, son petit-fils, et surtout Aymar IV, qui le premier, vers le commencement du XIV^e siècle, s'intitula comte de Valentinois et *de Diois*. Ce fut au-delà du Rhône, dans le Vivarais, qu'Aymar II augmenta considérablement les domaines de sa famille, par son mariage avec une riche héritière, parente du comte de Toulouse, ce qui vint

(1) Archives de l'Isère, B, 3517. Nous publions cette pièce d'après un vidimé de 1275, dont voici le préambule : « Nos Hugo, Dei gratia Vivariensis episcopus, notum facimus universis... quod anno Domini M°.CC°.LXXV°. videlicet kalendis novembris, Hugo de Barcelona, castellanus Bani, et Bernardus Aynardi, clericus nobilis viri Ademarii de Pictavia, comitis Valentini, obtulerunt nobis ex parte d. nobilis quamdam literam cum sigillo rotundo cereo pendenti sigillatam, cujus impressio erat ab una parte ymago cujusdam hominis in solio sedentis, tenentis in manu dextera quamdam spatam super gremium et ab eadem parte juxta caput ejusdem erat impressio lune ; a sinistra vero parte dicti sigilli, erat impressio cujusdam castri cum una turri et desuper ab eadem parte impressio solis seu stelle. Ab alia autem parte d. sigilli erat impressio cujusdam hominis equitantis in uno equo et deferentis sub dextro brachio lansam et in sinistro scutum in quo scuto erat impressa quedam crux duplex, et petierunt ex parte dicti nobilis quod d. literam transcribi faceremus.... » La fin de ce vidimé renferme un détail intéressant : « Facta fuit presentatio et publicatio predictæ litere in claustris burgi S. Andeoli... ; testes... interfuerunt Albertus de Turre, frater d. dom. Vivariensis episcopi »

encore resserrer les liens de l'étroite alliance qu'il avait formée avec ce puissant prince. Il épousa Philippe de Fay, fille de Guillaume-Jourdain, seigneur de Fay et de Mezenc, et de Mételine de Clérieu (1). Philippe n'avait qu'une sœur, mariée, comme nous l'avons dit plus haut, avec Raymond, seigneur de Mévouillon. Ce mariage, aussi bien que les détails qui précèdent, va nous expliquer l'attitude d'Aymar de Poitiers dans la fameuse croisade contre les Albigeois ; il ne cessera de demeurer fidèle au comte de Toulouse et de défendre ses intérêts. Mais, dans l'intervalle qui nous sépare de ces tristes événements, nous retrouvons son nom attaché à quelques libéralités pieuses ou mêlé à des procès. De simples notes, fort brèves, seront suffisantes pour conserver le souvenir de ces faits d'une importance secondaire.

En 1192, il approuve les donations faites par le comte de Toulouse à Léoncel (2). En 1193, sixième année de l'épiscopat de Falcon, évêque de Valence, à l'occasion de la consécration de l'église de Montmeyran, il donne à cette église et à Ponce, son prieur, certains vassaux qu'il avait dans la localité, déclarant qu'il demeureront libres, qu'on ne pourra exiger d'eux ni tailles, ni corvées, et qu'il ne pourra lui-même les contraindre à l'accompagner dans ses guerres (3). La maison de la Part-Dieu, dépendance de Léoncel, fut l'objet d'une de ses libéralités en 1196 (4). L'année suivante, ce fut le tour

(1) Archives de l'Isère, B, 3159. Voir plus haut, p. 64-6.

(2) ANSELME, *Hist. général.*, t. II, p. 187.

(3) PÉRARD, p. 270 : « ... Sciant posteri quod Ademarum de Pictavis donat perhenniter et concedit in dotem ecclesiæ de Monte Mairano, in consecratione ecclesiæ, Pontioque priori... quosdam homines in predicto castello qui dicuntur vulgariter *li Gratail* e *li Mouner*, libertatem eis de cetero conservans integram, ita quod amplius non cogantur a suis posteris dare vel taillias vel exactiones aliquas, nec cogantur suas sequi vel successorum suorum, licet ingrueret grandis necessitas, expeditiones... »

(4) *Cartulaire de Léoncel*, n°

du prieuré de Rompont, au diocèse de Viviers : de concert avec Philippe, son épouse, il le confirma dans la possession d'une sorte d'hôpital qu'il avait devant l'église de Sainte-Marie-Madeleine d'Exobrer. L'acte en fut rédigé devant l'église de Saint-Etienne du Pouzin (1). Cette même année, autre donation d'Aymar et de Philippe, son épouse, à la chartreuse de Bonnefoy, que leur père Guillaume-Jourdain, avait fondée en 1156 dans une vallée solitaire entre le Mézenc et le Gerbier des Jong (2). Mais de toutes ces donations, une des plus intéressantes, pour le motif qui l'a dictée, fut celle que fit Aymar au prieuré de Rompont le 31 janvier 1202, le jour même où Dieu venait de lui donner un héritier : il demande au Seigneur de conserver les jours de Guillaume, son fils, pour qu'il puisse travailler à sa gloire et au bien de l'Eglise : *ut Dominus vitam ad honorem et utilitatem ipsius ei conservet* (3). Enfin, relevons encore ce curieux détail que nous trouvons dans une charte du mois de juin 1208 : B., prieur de Montmeyran, ayant reçu au rang de sœur et religieuse, *pro sorore et monacha*, Guillelma Bayle, le comte, mû par un sentiment de piété, abandonna au monastère de St-Genès de Montmeyran la terre de Foyssane que Guillelma tenait de lui et pour laquelle elle lui payait une redevance annuelle de 12 sols et une poule (4).

Comme tous les seigneurs d'alors, Aymar de Poitiers avait de perpétuelles querelles avec ses voisins ; il ne pouvait, du reste en être différemment. Nous connaissons le but qu'il poursuivait ; ajoutez à cela la situation même de ses domaines, disséminés dans l'étendue des diocèses de Valence et de Die,

(1) Archives de l'Isère, B, 3518.

(2) *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 648, et t. VIII, p. 1923. — PONCER. *Mémoires sur le Vivarais*, t. III, p. 54-130.

(3) Archives de l'Isère, B, 3518, « Actum est hoc ab incarnatione Domini anno M^o.CC^o.I^o. pridie kalendas febroarii, quo die predictus Willelmus, favente Domino, natus est. »

(4) PÉRARD, p. 308.

et l'enchevêtrement des juridictions s'exerçant sur tous ces territoires, souvent sans limites bien déterminées, et il sera aisé de comprendre que de divers côtés devaient surgir, pour ainsi dire à chaque instant, des sujets de procès et de conflit. En 1191, Béatrix, duchesse de Bourgogne et comtesse d'Albon, et Guillaume de Clérieu, dit l'Abbé, font une ligue pour s'opposer aux empiètements d'Aymar de Poitiers (1). Deux ans plus tard, le comte a des difficultés avec l'évêque de Die au sujet de l'hommage d'Arbert de Montclar, pour des terres situées à Aurel, près de Saillans, l'évêque prétendant qu'Aurel était un fief de l'Eglise de Die et qu'en conséquence Arbert ne devait rien au comte. Il ne fallut rien moins que l'intervention de l'archevêque de Vienne, des évêques de Valence et de Grenoble pour apaiser ce différend (2). Les relations du prélat et du comte demeurèrent très tendues, et nous les verrons bientôt se faire une guerre acharnée. Au mois de janvier 1199 (n. s.), ce furent les religieux de Cruas qui eurent à traiter avec le comte de Valentinois au sujet des biens et des droits féodaux qu'ils avaient à la Laupie; plutôt que de l'avoir pour ennemi, ils préférèrent placer sous sa juridiction féodale leur prieuré de la Laupie et les deux moines qui y habitaient; ils reçurent en échange de leurs droits cent sétiers de froment, valant trois cents sols monnaie de Vienne (3).

Mais ce qui vint jeter un trouble plus profond dans nos pays, mettre aux prises les seigneurs féodaux et allumer des haines que la génération ne verra point s'éteindre, ce fut la guerre de religion qui ensanglanta le midi dans les premières années du XIII^e siècle. Aymar de Poitiers fut mêlé à ces dou-

(1) U. CHEVALIER. *Inventaire des archives des Dauphins... de 1277*, p. 29-30: « ... Convenit etiam inter eos quod comitissa nec heredes ejus, nec W. abbas nec heredes ejus cum Ademaro Pictavensi compositionem aliquam facerent de terra que est infra Rodanum et Ysaram, sine communi utriusque consensu... »

(2) Voir notre *Histoire de Die*, t. I, p. 249.

(3) Archives de l'Isère, B, 3519.

loureux événements, et il nous faut maintenant signaler au lecteur le rôle qu'il y a joué. Inutile de dire qu'il était hostile à la croisade contre les Albigeois ; parent et ami dévoué du comte du Toulouse, il régla constamment sa conduite d'après celle de ce prince. Aussi, dès le premier jour, fut-il tenu pour suspect par les légats et les évêques. Lorsque au mois de juillet 1209, l'armée des croisés forte de cinquante mille hommes, s'avançant vers la vallée du Rhône, s'apprêtait à gagner le pays d'Alby, Aymar voulut conjurer l'orage et, en homme avisé, à l'exemple de Raymond VI, il prit la croix (1). On le trouve au sac de Béziers (2). Son attitude toutefois ne tarde pas à changer. Dès que la rupture entre Raymond et Simon de Montfort est consommée, il ne cache plus ses véritables sentiments : il s'applique de toute manière à paralyser et à combattre l'action des légats ; il envoie des secours dans le Toulousain ; il suscite une guerre désastreuse à l'évêque de Die, un des zélés pour la croisade (3). La fortune ne secondant pas son allié, qui avait été vaincu à la bataille de Muret, il se met en mesure de prévenir une attaque de Simon de Montfort. Il fortifie ses châteaux, et lui-même à la tête de nombreux guerriers occupe une place devant laquelle on l'a prévenu que Simon doit passer. En effet, quelques semaines après la victoire de Muret, le chef de la croisade conduisait par la rive droite du Rhône ses soldats dans le Valentinois, bien résolu d'infliger à Aymar un châtement. Il passa sous les murs de la place où était le comte. Ni l'un ni l'autre ne cru-

(1) MEYER (Paul). *La Chanson de la Croisade*, t. I (texte), p. 13 :

De l'autra part cavalga ab tota sa mainada
Lo pro dux de Narbona.....
El coms W. de Genoa, d'una terra asazada ;
N'azemars de Peitieux, c'a sa terra mesclada
Al comte de Fores, qu'es soen guerrejada
Ab la gent de sa terra que el a amenada.

(2) D. BOUQUET. T. XIX, p. 116-22.

(3) Voir notre *Histoire de Die*, t. I, p. 279-80.

rent prudent d'engager le combat. Simon se trouvait à Valence le 4 décembre 1213 (1). De là il se rendit à Romans pour y rencontrer le duc Eudes de Bourgogne et les archevêques de Lyon et de Vienne. Aymar fut invité à une conférence où on lui signifia de cesser toute opposition à la croisade et de faire la paix avec Simon de Montfort. Comme on ne parvenait point à l'y décider, le duc de Bourgogne, irrité, menaça de s'unir à Simon pour l'obliger à se soumettre. La pression exercée sur le comte de Valentinois fut telle qu'il promit d'obéir et qu'il livra à Simon de Montfort quelques-uns de ses châteaux, dont la garde fut confiée au duc de Bourgogne (2). Ce ne fut là en réalité qu'une suspension d'armes.

Pendant cette première période de la guerre des Albigeois, Aymar s'était adressé au roi de France pour solliciter de lui la reconnaissance des droits de péage qu'il percevait dans la portion du Valentinois située sur la rive droite du Rhône, terre du royaume. Philippe-Auguste qui se tenait prudemment à l'écart des événements, persuadé qu'ils tourneraient un jour au profit de la monarchie, se montra empressé de répondre aux désirs du comte et lui fit expédier le diplôme suivant :

Ph., Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Nos volumus et concedimus in perpetuum ut dilectus et fidelis noster Ademar de Pictavi, comes Valentin., et omnes successores sui capiant et percipiant libere et quiete in terra sua et in aqua et potestate sua consuetudines et antiqua pedagia et usque nunc usitata, sicut pater ejus et predecessores sui capere consueverunt, quod ut firmum et stabile perseveret presentem paginam sigilli nostri munimine confirmamus. Actum apud Gisord, anno Domini M°. CC°. nono, mense octobri (3).

(1) MOLINIER. *Catalogue des actes de Simon et d'Amauri de Montfort*. Paris, 1874, in-8°, p. 77.

(2) Pierre de VAUX-CERNAY, dans D. BOUQUET, t. XIX, p. 90. Voir *Hist. de Languedoc*, t. VI, p. 433.

(3) Archives de l'Isère, B, 3518.

Une des usurpations les plus odieuses des seigneurs féodaux était l'établissement arbitraire des péages. Aymar était sans cesse en querelle pour ce sujet, principalement avec les évêques de Valence, de Die et de Viviers. Didier, évêque de Die, s'étant rendu à Bâle, auprès de Frédéric II, en obtint le 23 novembre 1214 un diplôme lui confirmant les privilèges de son siège, entre autres celui d'établir et de lever des péages dans son diocèse (1). Au mépris des bulles impériales, Aymar continuait les usurpations de ses prédécesseurs sur les droits du prélat ; Frédéric lui fit écrire dans les termes suivants : « Nous vous enjoignons de vous abstenir des extorsions illicites que vous pratiquez sous prétexte de péages ; nous vous interdisons d'élever des fortifications sur la voie publique ; nous vous ordonnons de fournir satisfaction à l'évêque pour les droits que vous avez injustement perçus et de vous conduire de telle façon que nous n'ayons pas lieu de vous en écrire une seconde fois (2). » Une pièce assez curieuse, touchant ces questions de péages, est la transaction qui intervint, le 12 septembre 1215, entre le comte et Géraud Bastet, seigneur de Crussol, pour mettre un terme à leurs longs démêlés touchant leurs droits réciproques sur le péage du Rhône, à Etoile ; il fut convenu que Géraud Bastet et ses successeurs seraient autorisés à percevoir la recette du péage, à partir de la fête de saint Jean-Baptiste et les jours suivants, jusqu'à concurrence de soixante livres de Viennois. Il fut bien entendu que le péager qui agirait pour le compte de Géraud ne pourrait rien percevoir au-delà de cette somme, sous quelque prétexte que ce fût (3).

En 1210, Aymar de Poitiers acheta de Géraud Adhémar, seigneur de Montélimar, vicomte de Marseille, tous ses droits

(1) U. CHEVALIER. *Tituli Dienses*, p. 8-11.

(2) U. CHEVALIER. *Tituli Dienses*, p. 17. — FOURNIER. *Le Royaume d'Arles*, p. 107.

(3) Bibliothèque de Grenoble. Ms. U, 317, f° 276-7.

sur la terre et le prieuré de Cléon (1). Comme il avait des difficultés avec Burnon, évêque de Viviers, frère de Didier, évêque de Die, il convint de s'en rapporter à l'arbitrage de Pierre d'Aragon que les événements de la guerre avait amené dans la vallée du Rhône, en 1213 (2).

Deux pièces qui se rapportent à l'administration féodale du Valentinois à cette époque, méritent l'attention du lecteur. C'est d'abord l'hommage prêté, en 1197, à Aymar de Poitiers par Guigües de la Roche, pour les seigneuries de Baix, de Don et de Mézillac, au diocèse de Viviers, hommage dont le texte en langue romane nous offre le plus ancien spécimen connu de l'idiome vulgaire de nos pays (3). Puis nous signalerons un acte du mois de septembre 1212, par lequel le comte de Valentinois accorde à Folchérie, veuve de Pierre de Saou, la jouissance des biens de feu son mari, avec cette clause qu'à la mort de Folchérie, la propriété pleine et entière de ces mêmes biens passera à Bertrand de Saou, neveu de Pierre, et à Pétronille, nièce de Folchérie, qui se sont fait de mutuelles promesses de mariage. Si Bertrand vient à mourir, l'héritage de Pierre de Saou est dévolu à Pétronille, à laquelle sont substitués les enfants de Giraud Bontoux (4).

Cependant ni les décrets du concile de Latran, ni les efforts de l'infatigable chef de la croisade, devenu comte de Toulouse, n'avaient pu détacher de la cause du vieux Raymond

(1) Archives de l'Isère, B, 3518.

(2) *Hist. de Languedoc*, t. VI, p. 417.

(3) Archives de l'Isère, B, 3517. Ce texte a été publié dans *Bulletin de la Soc. d'archéologie de la Drôme*, t. III, p. 73-4. L'original porte encore un bel exemplaire du sceau d'Aymar: Cire jaune; cavalier armé de toutes pièces et galopant à gauche, avec cette légende: † SIGILVM. ADEMARI. COMITIS. VALENTINENSIS. Sur le revers, étoile à seize rayons, avec ces mots répétés: COMITIS. VALENTINENSIS. — Pérard a fait reproduire (p. 308) un sceau du comte appendu à une charte de 1209, différant de celui-ci; la légende de l'avvers porte: SIGILVM. ADEMARI. PICTAVIENSIS.

(4) Archives de l'Isère, B, 3518.

ses anciens partisans. Les barons et les bourgeois des villes supportaient avec impatience le joug des hommes du Nord ; aussi quand Raymond VI et son fils reparurent, furent-ils partout accueillis avec enthousiasme. Dans le marquisat de Provence, portion de l'ancien domaine des comtes de Toulouse que le concile de Latran avait placée sous la garde du saint siège, le plus chaud partisan du Toulousain était, sans contredit, Aymar de Poitiers. Dès l'année 1216, il avait repris les armes. L'année suivante, Simon de Montfort ayant reçu quelques secours et obtenu des succès sur le comte de Foix, entreprit une expédition dans le Valentinois. Longeant la rive droite du Rhône, il arrive au Pont-St-Esprit où nous le trouvons le 14 juillet 1217 (1). Burnon, évêque de Viviers, alors brouillé avec Aymar de Poitiers, lui fournit des bateaux, et il put à la vue de ses ennemis, nonobstant tous les efforts qu'ils firent pour s'y opposer, franchir le fleuve. Simon et le légat, qui le suivait, se présentèrent devant Montélimar : cette ville appartenait alors à deux seigneurs, Giraud Adhémar, ami du comte de Toulouse, et Lambert Adhémar, cousin du précédent, favorable à la croisade. Celui-ci, du reste, était avec Simon de Montfort. Les habitants ouvrirent leurs portes et reçurent l'armée. Bientôt le Valentinois fut envahi et dévasté. Les croisés vinrent mettre le siège devant Crest, et pendant que le gros de l'armée tenait la place étroitement bloquée, des bandes ennemies parcouraient les campagnes environnantes, y portant la désolation et la mort. Les noms des châteaux et des villages qui tombèrent en leur pouvoir nous ont été conservés : ce furent Rochefort, Roche(-sur-Grane), Autichamp, La Baume, Upie, La Rochette, Grane, Montmeyran, Vau-naveys et Montoisson (2).

(1) MOLINIER. *Catalogue des actes de Simon et d'Amauri de Montfort*, p. 95, n° 145.

(2) Archives de l'Isère, B, 3521. Le document où se trouvent ces détails a été publié par nous dans : *Quarante années de l'histoire des évêques de Valence*. Paris, 1889, in-8°, p. 53-7.

Il y avait alors à Crest deux châteaux. Le plus élevé, situé à l'endroit qu'on nomme aujourd'hui le Calvaire et dont il subsiste encore quelques vestiges, appartenait à Silvion de Crest ; le moins élevé, sur l'emplacement de la tour actuelle et des ruines de l'ancienne Visitation, était la propriété d'Aymar de Poitiers : c'est contre cette forteresse que les croisés avaient dressé leurs machines de guerre. Silvion, feudataire de l'évêque de Die, avait, dès les premiers bruits d'une expédition dans le Valentinois, remis au prélat la garde de son château ; celui-ci faisait des vœux pour la cause que patronaient les légats, et, avant que l'armée franchit le Rhône, se trouvant à Viviers, il avait promis de livrer le château de son vassal aux troupes de Simon. Il tint parole, et la cession de ce château mit les soldats du comte dans l'impossibilité d'opposer une longue résistance. Plusieurs évêques du pays et une centaine de chevaliers français, envoyés par Philippe-Auguste, se trouvaient au siège de Crest. On négocia la paix entre Simon et Aymar de Poitiers. Simon promit de marier sa fille à un fils du comte de Valentinois, et celui-ci, s'engageant à vivre en paix, donna en gage quelques-unes de ses forteresses. Le traité fut conclu ; Crest ouvrit ses portes à l'armée de la Croisade. Profitant de l'ascendant que donne le succès, Simon obligea le comte à se réconcilier avec l'évêque de Valence, avec qui il avait des démêlés (1).

Mais, comme il arrive souvent, le triomphe de Montfort ne fut pas de longue durée. Il apprend que Toulouse s'est soulevée et a ouvert ses portes à Raymond VI ; il accourt pour réprimer la sédition et il trouve la mort sous les murs de la cité rebelle (25 juin 1218). Amaury, son fils et héritier, n'avait ni ses talents ni son prestige : les affaires de ce nouveau comte allèrent promptement en déclinant ; il perdit un

(1) PETRI Vallium Sarnaii monachi, *Historia Albigensium*, dans *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. XIX, p. 109. Cf. *Quarante années...*, p. 6-7.

à un tous ses domaines. A la mort de Raymond VI (1222), les populations se groupèrent autour de son fils, le jeune Raymond VII, en qui se personnifia dès lors la cause sacrée de l'indépendance du Midi. On connaît le peu de succès de la croisade de Louis VIII. Sous la régence de Blanche de Castille, les négociations eurent plus de résultats et aboutirent enfin au célèbre traité de Paris, du 12 avril 1229, qui dans l'histoire de nos provinces méridionales marque le point de départ d'une nouvelle période. Comme on le sait, il fut stipulé que Raymond VII remettrait Jeanne, sa fille unique, au roi qui la donnerait en mariage à l'un de ses fils, avec le comté de Toulouse pour dot. Raymond conservait toutefois l'usufruit de son comté. Il abandonnait immédiatement à St Louis le duché de Narbonne, les diocèses de Béziers, d'Agde, de Maguelonne, de Nîmes, d'Uzès et de Viviers. L'Eglise romaine eut pour sa part les domaines et les droits féodaux que possédait la maison de Toulouse sur la rive gauche du Rhône, c'est-à-dire le Comtat-Venaissin et le marquisat de Provence (1). Sur les instances du pape, le roi se chargea momentanément de la garde des terres et des fiefs que l'Eglise venait d'acquérir dans l'Empire. Nous allons bientôt voir les conséquences de cette nouvelle situation politique faite à nos pays.

Cependant la guerre dite des Albigeois avait laissé au cœur des familles des ferments de discorde qui survécurent à tous les traités. Aymar de Poitiers demeurait profondément irrité contre l'évêque de Valence qu'il accusait d'avoir appelé Simon de Montfort, et contre Silvion de Crest et Lambert Adhémar qui avaient, disait-il, procuré le succès du chef de la croisade. Silvion songea dès lors à se mettre à couvert des effets

(1) TEULET. *Layettes du Trésor des chartes*, n° 1992 : « Terram autem quæ est in imperio ultra Rhodanum et omne jus, si quod nobis competit vel competere possit in ea, precise et absolute quitavimus dicto legato nomine Ecclesiæ, in perpetuum... »

de la colère de son redoutable voisin : il voulut resserrer les liens d'amitié qui l'unissaient déjà à la famille des seigneurs de Montélimar et il demanda en mariage la fille de Lambert, s'engageant pour le cas où il n'aurait pas d'enfant de cette union, de donner au fils de Lambert, Hugues Adhémar, la totalité de ses biens, qui comprenaient, avec le château de Crest, les terres d'Aouste et de Divajeu. Cette promesse, il la renouvela quelque temps après, lorsqu'il se disposait à faire un voyage en Angleterre, et un acte fut rédigé à cette occasion à Roynac, le 2 avril 1229 (1). Nous n'avons pu découvrir si le seigneur de Crest passa en Angleterre ; mais ce qui est certain, c'est que peu de temps après la convention de Roynac, Silvion, renonçant tout à coup aux espérances du siècle, embrassait l'état ecclésiastique et devenait doyen de l'Eglise de Valence. Il est à croire que l'animosité qu'il nourrissait contre Aymar de Poitiers lui conseilla une détermination qui sera la cause occasionnelle d'une lutte de plus d'un siècle entre l'Eglise de Valence et les comtes de Valentinois. Il vendit à cette Eglise tous les droits qu'il possédait à Crest, Aouste et Divajeu, et reçut en échange la jouissance, sa vie durant, des terres de Beaumont et de Montvendre, ainsi qu'une rente viagère de cent livres, à prendre sur le péage de Valence. L'évêque s'engageait en outre à payer toutes ses dettes jusqu'à concurrence d'une somme de 32,000 sols de Viennois (2).

Cette vente causa le plus vif mécontentement à Aymar de Poitiers, qui aurait d'autant plus désiré acquérir la parerie de Silvion et devenir ainsi seul maître de Crest, que cette place, située à l'entrée de la vallée de la Drôme et sur les limites des deux diocèses de Valence et de Die, était réputée, à juste titre, la clé du Diois. Il dut pourtant dissimuler. L'Eglise de

(1) Archives de l'Isère, B, 3519. Le texte de ce document est publié dans notre *Essai historique sur Die*, t. I, p. 479-80.

(2) COLUMBI. *Opuscula varia*, p. 266.

Valence avait alors à sa tête un prélat, diplomate et guerrier tout ensemble, avec qui il avait eu déjà de graves démêlés et dont la valeur lui était connue. Pour se donner un défenseur contre les tracasseries du comte, les chanoines de Valence avaient appelé sur le siège épiscopal Guillaume, fils de Thomas, comte de Savoie, et de Béatrix de Genève. Ce grand seigneur, bien mieux fait pour la vie des camps que pour celle du cloître, prit d'une main ferme le gouvernement de l'Eglise de Valence vers l'année 1226 et ne tarda pas à entrer en lutte avec Aymar de Poitiers. Voici à quelle occasion. Guillaume de Poitiers, fils unique et héritier du comte, venait de mourir à peine âgé de vingt-cinq ans ; il ne laissait qu'un enfant de Flotte de Royans, sa femme. Pour des raisons que les chartes ne nous disent point, il avait, par testament, enlevé la tutelle de cet enfant au comte pour la donner à Flotte, à Adémar de Bressieu et à Eracle de Montlaur, recommandant formellement à ces derniers de faire exécuter ses volontés. Aymar II protesta contre l'affront qui lui était fait, réclama l'administration des biens qu'il avait donnés à son fils en le mariant, et finalement prit les armes. Guillaume de Savoie était trop habile pour ne point mettre à profit ces querelles de famille : il revendiqua hautement les droits de son Eglise, toujours en conflit avec l'autorité comtale, et de son côté entra en campagne. Flotte, tutrice du jeune Aymar, et ses exécuteurs testamentaires se virent dans le plus grand embarras : menacés et par l'évêque et par le comte, ils se sentaient impuissants à soutenir la lutte. Ils se résignèrent à prendre l'unique parti que leur conseillât la prudence, celui de désarmer l'évêque et de s'en faire un allié.

Adémar de Bressieu se rendit donc à Valence et conclut avec le prélat, au mois de juin 1227, un traité d'alliance offensive et défensive. On s'engagea de part et d'autre à se prêter main-forte. Flotte et les exécuteurs testamentaires achetèrent la protection du prélat en consentant à ce que les châteaux d'Upie et de Montoisson fussent tenus en fief à per-

pétuité de l'Eglise de Valence ; ils promirent en outre de lui payer une somme de 45,000 sols de Viennois, dont 20,000 représentaient la rançon des prisonniers faits par l'évêque. Peu de jours après, ce traité reçut la sanction de Flotte de Royans, qui se trouvait à Crest, dans le château des Poitiers, en compagnie de Bertrand d'Etoile, évêque de Die, et d'Aynard de Chabrillan (1).

Nous n'avons malheureusement pas de détails sur les opérations militaires qui suivirent ce traité. Colombi nous assure que cette guerre fut terrible et que Guillaume de Savoie déploya toute son habileté, toute son énergie pour sauvegarder les droits de Flotte de Royans. Aymar de Poitiers avait eu beau appeler à son aide Aymon, sire de Faucigny, il dut s'avouer vaincu et accepter la paix. Une circonstance vint donner à ces événements la tournure romanesque. Flotte de Royans, jeune, active, intelligente, captiva le sire de Faucigny, qui, étant veuf, la demanda et l'obtint en mariage. Cette dame apportait en dot à son nouvel époux 20,000 sols de Viennois, que feu Guillaume de Poitiers lui avait reconnus par testament, et 4,000 sols qui lui étaient dus à raison des dépenses faites par elle durant la dernière guerre. De son côté, Aymon réclamait 16,000 sols, à titre d'indemnité pour frais de guerre. C'était donc une somme totale de 40,000 sols à laquelle le sire de Faucigny avait droit et pour laquelle la terre du jeune Aymar se trouvait engagée. En garantie de cette dette, Aymon de Faucigny fut autorisé par le comte de Valentinois à se mettre en possession du château de Crest et de ses revenus. Mais comme sa résidence ordinaire, trop éloignée de nos pays, ne lui permettait pas de s'occuper assez efficacement de ses intérêts à Crest, il céda, le 9 octobre 1231, tous ses droits sur cette place à Guillaume de Savoie, ce der-

(1) Tous les documents relatifs à cette affaire ont été publiés par nous dans : *Quarante années de l'histoire des évêques de Valence au moyen âge* (1226-1267), p. 8-14.

nier s'engageant à lui payer dans un délai déterminé les 40,000 sols dont le jeune Aymar lui était redevable. On stipula dans l'acte que celui-ci pourrait recouvrer sa terre, en remboursant à l'élu de Valence la somme avancée (1).

Pendant les dernières années dont nous venons d'esquisser brièvement l'histoire, se placent quelques faits d'une importance secondaire, dont il convient pourtant de conserver le souvenir. Le 1^{er} avril 1221, Aymar achète à Raymond Béran-ger, du Trièves, le château et la terre de Châteaudouble. L'année suivante, il confirme de nouveau toutes les donations faites autrefois par Guillaume de Poitiers, son père, au prieuré de St-Genès de Montmeyran et détermine nettement les limites des domaines de cette église (2). Le 20 septembre 1226, et plus tard, en 1230, il fait diverses libéralités aux chartreux de la Sylve-Bénite (3). Dans le dessein de s'attacher les habitants de Saillans, dont le concours ou la neutralité pouvait lui être favorable en temps de guerre, il les exempte des droits de péage sur ses terres de Quint et de Pontaix, pour toutes sortes de marchandises et leur en octroie une charte de franchise, scellée de son sceau et datée du mois de novembre 1226 (4). Désireux de faire prier pour le repos de l'âme de son oncle Eustache et pour l'âme de son fils

(1) Voir : *Quarante années* .., p. 18-21.

(2) PÉRARD, p. 307, 329.

(3) *Bulletin de l'Académie delphinale*, 4^e série, t. II (18 ..), p. 283. — Bibliothèque de Grenoble, ms U, 460, p. 12. Dans ce ms (p. 11), il est fait mention d'une transaction passée le 27 juillet 1224 entre l'évêque et le chapitre de Valence d'une part, et le comte de Valentinois et Guillaume, son fils, de l'autre part, par laquelle le comte reconnaît tenir en franc fief de l'Eglise de Valence le château et la terre de Châteaudouble, et en fief rendable celui de Beauchastel. L'évêque et le chapitre pourraient donner en fief au dauphin la terre de St-Marcel et élever des forteresses dans le patrimoine de l'Eglise sur les points qu'ils jugeraient convenables. Les habitants de Valence, de Livron et de Loriol seraient affranchis des péages du comte.

(4) MAILLET (André). *Histoire de Saillans*. Paris, 1893, in-18, p. 49.

Guillaume, il renonce au mois de février 1228 (n. s.) à tout ce qu'il pourrait prétendre sur le château et la terre de Cléon, en faveur des Hospitaliers qui y étaient établis ; il leur donne en outre la moitié du fief de Saint-Gervais (1). En 1229, il fit hommage, avec Philippa, sa femme, à Etienne, évêque du Puy, pour les châteaux de Fay, de Montréal, de Queyrières, etc. (2).

Le Venaissin et le marquisat de Provence, échus à la papauté par suite du traité de 1229, étaient, comme nous l'avons dit, sous la garde d'un officier royal. Raymond VII désirait vivement rentrer en possession de cette partie de ses anciens domaines, et la régente Blanche de Castille, qui avait tout intérêt à le ménager, appuyait sa demande auprès du pape. Grégoire IX se contentait de donner bon espoir au comte de Saint-Gilles, mais ne se pressait pas de lui rendre ses terres ; il tenait auparavant à les purger des hérétiques qui s'y trouvaient, en assez grand nombre, paraît-il. L'inquisition y avait été établie, comme dans le Languedoc. Un dominicain, Etienne de Bourbon, qui joignait au zèle apostolique le talent de la parole, y remplit alors les fonctions d'inquisiteur et évangélisa, en particulier, le diocèse de Valence ; il nous a laissé quelques détails fort curieux sur les doctrines et les mœurs des hérétiques du Valentinois, qu'il rattache à la secte vaudoise (3).

(1) Archives de l'Isère, B, 3519.

(2) *Histoire générale de Languedoc*, t. IV, p. 404.

(3) LECOY DE LA MARCHE. *Anecdotes historiques, légendes et apologues, tirés du recueil inédit d'Etienne de Bourbon, dominicain du XIII^e siècle*. Paris, 1877, in-8°, p. 294-7. Voici un fait qui intéresse l'histoire d'un château du Valentinois, dont le nom n'est malheureusement pas indiqué. « Multi etiam contumaces et diu excommunicationem sustinentes, divino judicio hoc faciente, sepe duris infirmitatibus opprimuntur et afficiuntur, vel in carceribus hostium affliguntur et multis calamitatibus in presenti, in anima et corpore et rebus atteruntur. Cum predicarem in diocesi Valentiniensi, transivi juxta castrum quoddam, quod in

En l'année 1234, Louis IX déclara au pape qu'il ne voulait plus se charger de la garde des terres d'Empire enlevées à Raymond. Grégoire IX insista auprès du roi, mais à son tour, celui-ci revint à la charge, et force fut au pape de se montrer plus condescendant. Il écrivait à Jean de Bernin, archevêque de Vienne, son légat, de ménager le comte de Toulouse, lorsqu'il apprit que celui-ci, sans en attendre l'autorisation, avait replacé sous sa main le Comtat et le marquisat de Provence. De plus, Raymond, qui était allé en Italie conduire à l'armée impériale un contingent de troupes, obtint de Frédéric II un diplôme, daté de Montefiascone, au mois de septembre 1234, qui lui concéda en fief les terres d'Empire qui avaient appartenu à sa maison et que l'Eglise détenait depuis huit ans (1). Aymar de Poitiers, toujours demeuré fidèle à la fortune de Raymond, dut applaudir au rétablissement de ses affaires dans le pays. Aussi l'année suivante accompagna-t-il le comte de Toulouse à Hagueneau, où l'empereur tenait sa cour; son nom figure dans le nouveau diplôme impérial qui fut octroyé à Raymond pour l'investir du marquisat de Provence (2).

loco eminenti et forti situm erat, et domibus magnis et lapideis edificatum; et credebam quod multi erant in eo milites et alii habitatores, divites, et in circuitu ejus erat terra bona, ut videbatur. Et dictum fuit mihi ab incolis terre illius quod nullus erat omnino in eo habitator. Et cum causam quererem, dictum fuit mihi quod quidam dominus ejus, qui valde superbus et contumax fuit, stratas spoliens, cepit quemdam legatum sedis apostolice, equos et res alias retinens et personnas dimittens. Qui super hoc excommunicatus est et castrum loci et habitatores interdicto suppositi, nec de sua absolutione procuranda postea curaverunt. Qui sine aliqua guerra ad tantam miseriam (devenerunt) et tota progenies illius militis cum ipso, quod in nihilum redacti dicebantur. » (P. 261.)

(1) TEULET. *Layettes du Trésor des chartes*, n° 2309. — Cf. FANTONI CASTRUCCI. *Istoria della città d'Avignone*. In Venetia, 1678, in-4°, t. I, p. 145-5. — *Hist. de Languedoc*, t. VI, p. 681. — FOURNIER. *Le royaume d'Arles*, p. 141.

(2) TEULET. *Layettes...*, n° 2413.

Les dernières années d'Aymar II de Poitiers furent assombries par des querelles de famille sur lesquelles nous ne sommes que très imparfaitement renseignés. Un poète contemporain, Guilhem de S. Grégori, parle de son avarice comme d'une chose connue (1) ; bientôt nous entendrons Philippe de Fay, sa femme, devenue veuve, reprocher amèrement ce vice à son petit-fils Aymar III, qui, disait-elle, lui refusait les choses nécessaires à la vie. Dès lors quoi d'étonnant si les relations furent pénibles et si la mésintelligence finit par éclater entre le petit-fils et l'aïeul. Celui-ci du reste ne pouvait oublier les difficultés que lui avaient autrefois créées cet enfant et Flotte de Royans, sa mère. Aymaret (car c'est sous ce diminutif qu'on désignait le petit-fils d'Aymar II, du vivant de celui-ci) avait fait un échange, le 1^{er} mars 1239 (n. s.), avec Arman du Pouzin et Pierre du Pouzin, son fils. Arman et Pierre lui avaient cédé la moitié du château du Pouzin et de son mandement, tant en deçà qu'au-delà du Rhône, ainsi que toutes leurs possessions et leurs droits à Châlus, à Barry, à Graignosc, à Saint-Alban, à Elier, etc., excepté toutefois ce qui lui revenait des biens de Marie de Tournon, veuve de Gilbert d'Etoile. Aymaret leur abandonna en retour le château et le mandement de Montoisson, ses droits sur Ambonil, le château et le mandement de Vibie (*de Vibiano*), trois condamines à Etoile, et une rente annuelle de vingt-six livres de Viennois à prendre sur le péage du Rhône, à la maison du péage d'Etoile (2). Cet acte, sans que nous puissions en con-

(1) CHABANNEAU. *Biographies des Troubadours*, dans : *Hist. de Languedoc*, t. X, p. 386.

(2) Archives de la Drôme, E, 605. « ... Versa vero vice, ego Ademaretus, filius comitis Valent., nostri juris existens ac plena perfruens potestate permutavi .. dicto Armano de Pouzino et Petro filio suo res infrascriptas, videlicet castrum de Montaizo cum suo totali tenemento.. et quicquid habebam... in villa de Ambonil et ejus mandamento et specialiter albercum quod in ipsa villa habebam percipere consuetum, et castrum de Vibiano cum dominio... et tres condaminas in territorio seu mandamento castri de Stella, quarum due sunt *en Boacel*, et altera est justa fontem de Pouzol et pratum comtale... »

naître le véritable motif, paraît avoir donné naissance à un violent démêlé entre Aymaret et son aïeul, car nous voyons quelques années plus tard, le 9 avril 1239, Aymar II, comte de Valentinois, reprendre en fief du comte de Toulouse ses terres situées sur la rive droite du Rhône, parmi lesquelles figurent le Pouzin, Châlus, Elier, Saint-Alban, dont le précédent acte faisait mention (1), puis solliciter le secours de Raymond VII, contre Aymaret, son petit-fils rebelle. Deux jours après, le 11 avril, Raymond, en qualité de seigneur suzerain, fulmine contre Aymaret de Poitiers une sentence qui le déclare déchu de tous ses fiefs, le traitant de rebelle à l'autorité paternelle et le menaçant des effets de son indignation s'il ne consent à se soumettre à son aïeul. Cette pièce nous a paru assez importante pour mériter d'être ici conservée :

Manifestum sit omnibus presentem cartam inspecturis quod anno Domini M^o.CC^o tricesimo nono, tertio idus aprilis, regnante domino Frederico secundo, Romanorum imperatore, quod cum Aimaretus de Pictavia nobis R(aimundo), comiti Tholosano, a nobili viro consanguineo nostro Ademario, comiti Valentiniensi, avo suo, traditus fuisset custodiendus, terra quam ipse Aymaretus tenet a nobis et a prefato comiti Valent. ad instanciam nostram fuisset commendata, dictum Aymaretum rebellem et infestum erga dictum avum suum, contra consilium nostrum, invenimus et ingratum. Cum igitur sepe et sepius a nobis dictus Aymaretus requisitus mandatis nostris noluerit adquiescere nec consilio nostro se regere, sed suo proprio vel perverso quorundam perversorum ductus sensu, se custodie nostre substraerit, domine A(demari) comes, inspectata ipsius inhumanitate, et fide et diligentia vestra quam erga nos usque in hodiernum diem exhibuistis, terram ipsi commendatam vobis dignum duximus esse reddendam. Promittimus igitur vobis bona fide nos facturos et curaturos totis viribus nostris quod dicta terra vobis restituatur et restituta vobis conservetur, guerram inde si necesse fuerit contra dictum Aymaretum et quicumque

(1) Du Chesne. — *Histoire généalogique des comtes de Valentinois et de Diois* (s. d.), in-4°, Preuves, p. 7.

se opponerent facientes, nec treucam nec pacem cum eo seu ejus valitoribus habituri, donec tota terra quam ipse tenet recuperaveritis antedictam, et ad majorem hujus rei firmitatem, presentem cartam nos dominus R(aimundus), comes Tholosanus, sigilli nostri munimine jussimus roborari. Datum apud Novas, anno et die supradictis (1).

Aymar II de Poitiers ne survécut pas longtemps à cet acte. Il avait épousé, comme nous l'avons dit, Philippe de Fay, qui lui apporta de grands biens tant du chef de son père que de celui de sa mère, Météline de Clérieu. C'est par elle que beaucoup de fiefs du Vivarais entrèrent dans la maison de Poitiers : Fay, Bretagne, Gunant, Montréal, Queyrières, Corance, La Forcade, Craneau, La Voulte, Charmagneu, etc. Elle jouit, du vivant même de son mari, d'une grande autorité et plusieurs actes nous la montrent agissant en son propre nom et conservant jusqu'à la fin la libre disposition de ses terres. En 1230, elle confirme à Bertrand de Saou et à ses héritiers la baylie d'Etoile que leur avaient précédemment accordée Adémar de Bressieu, Hugues de la Balaste et Astorge de Chambeau, tuteurs testamentaires d'Ademaret de Poitiers, son petit-fils (2). En 1235, elle accorde diverses exemptions de péage à Charmagneu et à La Voulte, en faveur des chanoines réguliers de Saint-Ruf (3). En 1249, elle con-

(1) Archives de l'Isère, B, 3520.

(2) « Noverint omnes inspecturi presentis scripti seriem quod anno incarnati Verbi M°.CC°.XXX°, cum Austorgius de Chambeau laboraret in extremis, ad preces ejus nos Philippa, comitissa Valentiniensis, laudavimus concessimus Bertrando de Sao et ejus legitimis heredibus donationem villicationis castri Stelle et mandamenti et salis quod accipitur in navigiis que trauntur per Rodanum in mandamento Stelle factam eidem Bertrando ab Aemaro domino Brissiaci et ab Austorgio de Chambau, ab Ugone de la Balastra, et ne per nos irritetur ista donatio set firma permaneat, precipimus presentem paginam sigilli mei munimine roborari, presentibus Symeone priore de Brisas, Jarentone de Stella, Arnaldo de Solomiaco, Austorgio de Chambarlac, Martino de la Mota. »

(3) Archives de la Drôme. Fonds de St-Ruf (non classé).

firme à la chartreuse de Bonnefoy toutes les donations faites par sa famille ; elle y ajoute quelques libéralités, à la charge d'un anniversaire que les Chartreux célébreront le lendemain de la Décollation de saint Jean-Baptiste pour le repos de l'âme de feu Guillaume-Jourdain, son père (1). Les documents témoignent que Philippe avait plusieurs fois changé de résolution dans la disposition de ses biens. Par un testament du 30 mai 1246, elle donna la seigneurie de La Voulte et quatre autres terres en Vivarais à Roger Bermond, de la maison d'Anduze, son petit-fils, et fit des legs aux frères et sœurs de ce dernier (2). Le 27 septembre 1250, elle donna les châteaux et terres de Fay, Montréal, Queyrières, Mezenc, Chanéac, Chamberliac, toute sa terre de La Roche-de-Glun et celle de Clérieu à Aymar de Poitiers, son petit-fils (3). Cette donation, paraît-il, ne fut point faite en toute liberté. Philippe se plaignit de la violence et des mauvais procédés de toutes sortes dont Aymar avait usé envers elle : il avait expulsé les officiers et châtelains de Fay, Montréal, etc. ; il s'était mis en possession de ces diverses terres malgré ses protestations, il n'était point venu la visiter alors qu'elle était malade, et ce qui dénote chez lui une âme basse et ingrate, il l'a réduite à un tel état qu'elle a peine à vivre. Aussi, indignée de la conduite de son petit-fils, elle révoqua toutes les donations qu'elle aurait pu faire en sa faveur et donna la terre de Clérieu et ses dépendances à Roger Bermond, fils de Josserande. Elle demanda ensuite au dauphin de vouloir bien assurer l'exécution de ses volontés (4). Le 7 septembre 1251, elle renouvela cette cession de la coseigneurie de Clérieu au même Roger, mais celui-ci, craignant sans doute de ne pas pouvoir défendre ses droits contre Aymar de Poitiers, s'empessa de s'en dessaisir

(1) *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 649.

(2) ANSELME, t. II, p. 187.

(3) ANSELME, t. II, p. 187.

(4) Archives de l'Isère, B, 3522. Ce document est publié dans notre *Essai hist. sur Die*, t. I, p. 477.

en faveur de Roger de Clérieu et de Silvion, son fils (1). Ces diverses mesures n'aboutirent point, et le comte de Valentinois, à la mort de son aïeule, se mit en possession de la coseigneurie de Clérieu.

Du mariage d'Aymar II de Poitiers et de Philippe de Fay, étaient nés plusieurs enfants :

1° V. GUILLAUME, qui épousa Flotte de Royans, fille de Raimbaud Bérenger, surnommé *Ossasica* ; elle était parente des anciens comtes de Die, des de Baux, des Montaynard, etc. Guillaume, du vivant même de son père, prenait le titre de comte, ce qui venait, sans doute, de ce que celui-ci lui avait confié l'administration d'un certain nombre de terres ; on le voit, en effet, régler certaines affaires avec les évêques de Die (2). On connaît déjà les différends qui éclatèrent après sa mort entre sa veuve et son père, le comte Aymar II, au sujet de la tutelle de l'unique enfant, qu'il laissait, le jeune Aymar, qui suit.

2° Semnoresse de Poitiers épouse d'André, dauphin. Elle mourut probablement sans enfant, car le dauphin fut obligé, en 1223, de rendre au comte de Valentinois les 30,000 sols qui constituaient la dot de cette dame (3).

3° Josserande de Poitiers, qui épousa Pierre Bermond d'Anduze et eut, entre autres enfants, Roger Bermond, seigneur de La Voulte, marié à Audys de Crussol.

(1) DE GALLIER. *Essai hist. sur la baronnie de Clérieu*. Valence, 1873, in-8°, p. 88.

(2) *Tituli Dienses*, p. 60-1.

(3) CHORIER. *Hist. gén. de Dauphiné*, t. I, p. 802.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

CHATEAUNEUF-D'ISÈRE

(SUITE ET FIN. — Voir les 105^e et 106^e livraisons).

VII. — Notabilités

L'histoire d'un village devrait embrasser également celle des familles qui l'habitèrent. Mais l'état civil, n'existant pas avant le XVII^e siècle, il faudrait retrouver quelques livres de comptes domestiques avec énumération des enfants nés et des actes principaux de leur carrière.

Cette ressource féconde en détails curieux nous a totalement fait défaut, et pour y suppléer, les archives municipales, d'ailleurs pleines de lacunes, n'ont pas été suffisantes.

Que faire alors ? Renoncer à quelques détails secondaires, et terminer là nos études, ou signaler seulement les habitants qui se sont élevés au-dessus de leur compatriotes par leurs services ou leurs bienfaits.

C'est le dernier parti que nous avons adopté.

Que les oubliés, utiles et laborieux cultivateurs nous pardonnent ; une gloire posthume serait pour eux un éclair passer dans la nuit. Certes, leurs services ont été méritoires, il n'en coûte rien de l'avouer ; mais ils n'ont pas eu le moindre éclat, et n'ont pas été enregistrés.

Notre liste alphabétique a pour unique but de rappeler quelques noms. Elle ne sera longue qu'à raison du voisinage de Valence et de Romans d'où la possession du sol avait amené à Châteauneuf diverses maisons nobles.

Aix (de Aquis) (Jean), curé de la paroisse, maria, le 10 juin 1421, Guillaume, son neveu, originaire de St-Saturnin, au diocèse d'Apt, avec Catherine Ferlay, fille de noble Gérenton, de Charmes, et donna ses biens aux jeunes époux. D'après un acte postérieur, Gérenton révoquait comme ayant été dictée par la haine la clause du contrat d'après laquelle, à la mort sans enfants de sa fille, son plus proche parent devait hériter d'elle. Il y a donc un drame là dessous qui n'a pu être éclairci ; au surplus, il n'est plus question dans la suite ni des uns ni des autres.

Alrics (Marguerite des) possédait Burlet en 1635. Ses ancêtres, originaires des environs de Valréas, jouirent de la seigneurie de Rousset, canton de Grignan, érigée en marquisat par le Pape Alexandre VIII en faveur de Charles-François, conseiller d'honneur au Parlement de Grenoble. Marguerite avait épousé Pierre de Panisse et réclamait l'exemption des tailles comme noble.

Apostoly (Marie-Virginie), lègue 1,009 aux pauvres en 1866.

Arces (Blanche d'), fille de Gaspard, seigneur de Burlet, s'unit en 1606 avec Pierre Cati, de Die, et fut déclarée exempte de tailles, en 1649, pour les biens provenus de Claude et Antoine Baille, Belle ou Bayle, par arrêt du Parlement de Grenoble. Hercule Cati, son fils, devint juge mage de Die vers 1662.

La famille d'Arces, aussi ancienne qu'illustre, ne saurait être étudiée ici avec détails ; on se bornera à rappeler deux de ses membres qui possédèrent le fief de Burlet et la seigneurie de la Roche-de-Glun.

Gaspard d'Arces, capitaine catholique, appelé aussi le capitaine Burlet, eut le gouvernement de Crest, celui de Die en 1574 et celui de Valence, l'année suivante. Il se

retira complètement de la politique militante lors du rejet d'un traité de paix qu'il avait négocié en 1578 avec Cugie, d'Estables et Gentillet. Il vivait encore en 1617 et vendit en 1606 le sol du cimetière protestant.

Il était fils de Raymond d'Arces, dont *l'Etendart* du 9 août 1866, a publié l'építaphe suivante :

« Cy devant gist frère Raymond d'Arces, issu de l'ancienne famille d'Arces en Dauphiné, natif de la Roche-de-Glun près Valence, lequel fut instruit aux lettres dès sa jeunesse, auquel temps commençant l'hérésie qui règne aujourd'hui, il s'y laissa glisser et y est demeuré l'espace de 20 ans, durant lesquels, advenus les troubles, il prit les armes (avec les Réformés); depuis la paix étant faite, il fut mis au service du feu roy Charles IX, en estat de lieutenant des gardes de la porte, où il continua jusqu'en l'année 1588 au règne de Henri III, durant lequel fréquentant les compagnies et prédications de plusieurs grands personnages et docteurs, (il) s'est adonné par quatre ans ès prières et estudes, conférant les livres hérétiques avec les catholiques, et ayant reconnu qu'il avoit erré, a abjuré son erreur et par pénitence fait vœu de vivre le reste de ses jours au désert et hermitage (de Sinart) où il se retira en 1588, en un petit logis que, pour ce, il avoit fait bastir, après avoir donné ses biens aux pauvres et à ses serviteurs, auquel lieu (il) usoit journellement de charitez envers les pauvres, consolations envers les affligés et autres œuvres pieuses, mesme auroit commencé à escrire quelques œuvres morales, ce qu'il n'a sceu parfaire étant prévenu de la mort, le 14 mai 1598, au grand regret de la noblesse et de ceux du pays. »

L'auteur de l'article dit avoir tiré cette építaphe d'un livre intitulé *Apologie de la solitude sacrée, ensemble les*

avis de Jean Gerson, l'abrégé de la vie des reclus du Mont-Valérien et de Senart et autres choses curieuses. (Paris 1662) et ajoute que Raymond d'Arces « est assez connu sous le nom de Martian, dans l'histoire de l'évesque de Bellay » (Jean-Pierre Camus).

Les *Arlande* ou *Darlande* habitaient Châteauneuf sans avoir aucun lien de parenté connue avec l'aéronaute.

Baladier, ancien chef d'escadron d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, né en 1788 et mort en 1868, regretté de ses concitoyens, administra la commune à deux époques différentes.

Baudin (Marguerite), veuve Ferrand, lègue en 1829 une rente annuelle et perpétuelle de 50 fr. aux pauvres.

Bayle (Claude) figure dans des actes de 1476 et de 1480 comme fermier des dîmes de l'évêque de Valence à Châteauneuf et du ban champêtre (amendes pour délits ruraux). Il possédait avec Louis, son frère, un chasal et un jardin acquis en 1487, de Manuel, notaire d'Alixan, près des murs d'enceinte, et nous croyons que le domaine des Belles tire son nom de cette famille. On trouve Antoine et Guillaume Bayle, parmi les vassaux de l'évêque à Châteauneuf en 1475 et, en 1550, un écuyer de ce nom, vicchâtelain de Châteauneuf.

L'Armorial du Dauphiné fait venir les Bayle, Baile, Beyle et Belle (*Bajuli*) de l'Embrunais où Ismidon vivait au XI^e siècle.

Béranger (Joseph) en 1841 donna 500 fr. aux pauvres.

Bérenger (Marcellin-René), châtelain de Châteauneuf en 1782, né à Valence le 17 avril 1744, fut tour à tour avocat, député aux Etats généraux, président du tribunal criminel de la Drôme et juge au tribunal d'appel de Grenoble. Duvaure a publié son éloge et son fils, et son petit-

fil, connus sous le nom de Bérenger de la Drôme, ont illustré ce nom.

Berger (Marie), veuve Gelibert, en 1872, assure aux pauvres une rente de 10 fr. pendant 20 ans.

Bernes (de) de la Haye, en 1840, lègue 150 fr. aux pauvres et 200 à l'église de Châteauneuf. Le 13 août 1770, à Valence, noble Pierre-Jean-Marie de Bernes de la Haye, de Calais, épousait Marie-Antoinette de Vocance, veuve de Chypre de Soubreroche, et devint ainsi propriétaire des domaine et château de Beaulieu ou L'Eguille.

Blains (Pierre des) descendait d'Arnaud Faure, anobli en 1586; Antoine, fils de ce dernier, se fit un nom comme jurisconsulte et laissa Pierre.

Blanchelaine (Galbert de) possède en 1478, une maison et cour avec deux parts de citerne dans le bourg, près du chemin de la porte Canal au four. Cette famille s'est éteinte dans celle des d'Urre de Tain, et a donné son nom à un château de Mercurol. Comme il existe au presbytère de Châteauneuf un écusson portant *d'azur à une fleur de lys d'or*, pièce qui se retrouve dans les armes des Blanchelaine, on croit qu'ils possédèrent cette maison, d'un style assez original.

M^{lle} *Bret* (Rose) lègue, en 1864, aux pauvres 1,000 fr., payables en 20 ans, par paiements annuels de 50 fr.

Briziaux (de) en 1765, était fils ou parent d'Augustin, conseiller au Présidial de Valence, anobli en juin 1703.

Buis (Jean-Pierre), en 1835, laisse 300 fr. aux pauvres.

Carre (Hippolyte), curé actuel de la paroisse, a créé le pèlerinage de S. Hugues et obtenu la reconstruction artistique du clocher de l'église.

Cattier de Rochefort (Pierre), lieutenant de la maréchaussée à Valence, en 1745, épouse Marguerite Masse de

Vaudragon. Il est qualifié noble. On trouve vers le même temps Pierre-Jacques-Benoît, à Valence, et, en 1790, Jacques-Antoine Cattier, mari de Françoise-Julie de la Voupe.

En 1781, Barthélemy Rolland, procureur au Présidial de Valence, était condamné par le Parlement de Grenoble à payer 1,000 livres à Jeanne-Marie Cattier de Rochefort, veuve de Jean-Baptiste de Galiffet, commandant pour le roi de Sardaigne au Pont-de-Beauvoisin, et à Louise, Anne-Marie-Laurence et Félicie, sœurs de Jeanne-Marie.

Un Cattier de Rochefort, lieutenant de la maréchaussée devait, en 1741, une pension à l'hôpital de Romans, comme successeur de Moïse Chiron.

Ces détails permettent de conclure que le presbytère de Châteauneuf avait aussi appartenu à ces familles.

Caucat, châtelain de l'évêque en 1625.

Chabalet (Marie), en 1813, lègue 150 fr. aux pauvres. Marcellin, bourgeois de Romans, en 1757, était syndic des forains de Châteauneuf ; Marcellin-Gabriel, son fils, lieutenant de roi à Romans en 1772, remplit les mêmes fonctions.

Charbonnel (Marie-Louise-Désirée), en 1841, lègue aux pauvres une rente annuelle perpétuelle de 50 fr.

Pierre Charbonnel, notaire et greffier avait été nommé, en 1603, abbé de la Jeunesse, c'est-à-dire chef de l'Abbaye Joyeuse, chargée de la police des mariages.

Charignon (Jean-Pierre), en 1867, donne 1,000 fr. aux pauvres.

Chastelier (Philippe de), descendait de Charles, surintendant et contrôleur général des finances en 1590, armé chevalier par le maréchal de Brissac en 1557, à cause de sa bravoure et anobli en 1575.

Chiron (Jérôme), vers 1657, possédait la maison avec

cellier, pigeonnier et basse-cour, transformée en mairie, école et presbytère. Guigues Chiron, fils de Pierre, avait le 1^{er} avril 1566, marié sa fille Catherine avec noble Alexandre Sellier, de Châteauneuf de Vernoux. Moïse était négociant en vins.

Chomar (Hugues), châtelain en 1430.

Chypre de Soubreroche (Charles de), châtelain en 1664, sortait d'une famille de St-Jean d'Hérans, connue en 1338. Elle posséda l'Eguille ou Beaulieu après les Genas, et le transmit aux Vocance.

Courbis, syndic ou consul en 1497, rend compte de son administration, « en la présensa de noble home Glaudo Bayle, Chastelan du liu, Chaballet, Chiron, etc., il a plus mys que recet, coma apart ses comptes darniers fes, verayes et justes. »

Crest (Jean de), en 1430, ne prend pas de qualification nobiliaire. Il existait pourtant dans la contrée des de Crest aux siècles précédents.

Dannonay (Catherine), fille de Jean, propriétaire à l'Ardoise, lègue aux pauvres 2 hect. de méteil ou seigle en 1807. Il y avait en 1726, un châtelain de ce nom.

Dimberton (Dominique-Reine) donne 300 fr. aux pauvres et autant à l'église, en 1841

Dorier (Jean), laisse aux pauvres 100 fr. en l'an XI.

Duc (Madeleine), en 1816, leur assure 2 fournées de pain pendant 4 ans.

Du Coing (de *Cugno*) noble Girard, avait une maison à Porte-Sera en 1430, et Etienne en 1478, habitait près du chemin de la porte Canal au château. Ce nom disparaît de Châteauneuf au siècle suivant.

Esprit (Marie), femme Ferlin, en 1833, lègue aux pauvres 200 fr. et 5 hect. de méteil.

Eybruy, châtelain en 1639, et capitaine de la santé en 1631.

Eynard (Honoré), en 1639, laisse 200 fr. aux pauvres.

Les hoirs de Pierre *Faure des Blains* réclament, en 1639, l'exemption des tailles.

Feralhon ou *Ferraillon* (Pierre), secrétaire du roi, maison et couronne de France, en 1610, était créancier de la commune, en 1617.

Ferlin (Jean-Pierre), en 1834, gratifie les pauvres de 100 francs et de 10 hect. de blé et seigle mêlés.

Feyssier, notaire en 1631.

Galbert (Daniel de), curé, chanoine de St-Barnard, se prétend exempt des décimes, sa cure ayant moins de 100 livres de revenus vers 1600.

Gelas (Charles de), châtelain vers 1625, appartenait à une maison de la Guyenne, attirée en Dauphiné par les évêques de Valence de ce nom. Charles était fils de Fabien, seigneur de Barcelonne et d'Anne de Moreton-Chabrillan.

Genas. Les nobles de ce nom venaient de Genas au Viennois; d'après les archives municipales de Valence, c'étaient des marchands enrichis par le commerce et anoblis au XV^e siècle. François, l'un d'eux, prêta de l'argent au dauphin Louis qui le récompensa par de hautes fonctions financières. Les seigneurs d'Eiguille et de Genas, au nord du Valentin, descendaient de cette famille aujourd'hui éteinte.

Granet. Des châtelains de ce nom en 1439 et en 1478. Pierre, seigneur de Costigliole, fut conseiller au Parlement de Grenoble et président du Présidial de Bresse. Anne-Clémence, sa fille, hérita du domaine de l'Ardoise et épousa Melchior de La Poype Saint-Jullin. Louis de Granet, écuyer, donnait à sa sœur Anne 200 florins le 10 mars 1558.

Guerby, châtelain en 1752.

Jessé, curé, meurt en 1769, après avoir lègué 1,200 livres aux pauvres.

Lapassat, leur assure une rente de 100 fr. vers 1830.

Lattier (Jean de), vassal noble de l'évêque en 1501. Les auteurs font sortir sa maison de Vouray (Isère) et lui donnent 3 branches : 1° Burlet ; 2° Bayane et Orcinas ; 3° St-Paulet, La Touche et Souspierre. Charles-Antoine, s^r de Burlet, décédé en 1719, fut inhumé à Sainte-Colombe, chapelle voisine du château de Bayane.

La branche de Bayane a été illustrée par Alphonse Hubert, cardinal, sénateur et pair de France, décédé en 1818.

Léorier, châtelain en 1756.

Marmier (Jean), en 1844, lègue aux pauvres 1 hect. 25 de blé et, en 1846, 2 hect. 87 de blé et 36 lit. 1/2 de sel.

Marquet (Alexandre de), fils de Barthélemy, capitaine au régiment de Lesdiguières en Italie, commanda une compagnie en Guyenne et fut tué au siège de Salses en Roussillon. Sa famille posséda, comme les de Dorne, la Maison des Têtes, à Valence.

Claudine Marquet avait épousé Pierre de Dorne, sieur des Blains, vers 1630. Abel, fils d'Alexandre, réclama l'exemption des tailles.

Masse de Vaudragon (Etienne-André), conseiller honoraire au Présidial de Valence, eut une fille Marguerite, mariée en 1745 avec noble Pierre Cattier de Rochefort, lieutenant de la maréchaussée à Valence, Michel, en 1757, épousa Angéline Monicault.

Mazet (Lin), desservant à Gervans, avait légué 100 fr. aux pauvres de Châteauneuf; mais faute de ressources suffisantes, ils touchèrent seulement 64 fr. 51.

Mistral (Joachim de), reconnu ancien noble en 1641,

possédait le domaine du Pêcher. A l'exemple de plusieurs de ses parents, il fut conseiller au Parlement de Grenoble. Nicolas de Mistral avait fait construire le *Pendentif* de Valence, près la cathédrale. Joachim fut seigneur de Montmiral en 1680 et sa veuve, née du Vache, donna un calice et sa patène à l'église, en 1629. La grange de la Verrière appartenait à cette famille.

Mottes de Confolens (Pierre des), en 1638, réclamait l'exemption des tailles comme noble.

Murinais (de). Les registres paroissiaux signalent plusieurs baptêmes dans cette famille, au XVII^e siècle. Pierre fut lieutenant au régiment de Dauphiné en 1693. Jacques possédait une maison près de l'église, du cimetière et du Châtelard. Joseph Bigeard, de Valence, aurait été adopté par Antoine de Murinais et l'alliance d'un de ses descendants avec une fille légitimée d'Amédée de Savoie, prince de Carignan, les porta à faire insérer leur généalogie dans l'ouvrage de La Chesnaye des Bois.

Pays (Jean), écuyer, était notaire à Châteauneuf en 1545, et contracta mariage avec Catherine Rondet, fille d'un notaire de Valence dotée de tous ses biens présents et futurs.

Peyrolier (Jérôme), en 1544, laïque du diocèse de Valence, obtient permission de faire publier un monitoire contre des personnes inconnues qui lui ont dérobé divers objets.

Perrin. En 1853, le 16 oct., le conseil municipal propose de donner au pont le nom de ce curé qui, par ses démarches actives procura ce bienfait à la commune. Il y a de lui à la mairie un portrait à l'huile payé par la commune. Ce pont suspendu remonte à 1848-49.

Planta (Aimar de), réclame l'exemption des tailles comme père de 12 enfants vivants et comme contrôleur

général et provincial des gabelles et greniers à sel, en 1648.

Plovier (Laurent de), posséda la grange de Peyrollier, ainsi nommée d'une famille éteinte.

Cette grange échut ensuite aux Prunier St-André et aux de Veynes. Pierre Plovier, fut président en la Chambre des Comptes en 1553, et Bertrand, son frère, pourvu de la même charge en 1571, laissa deux filles dont l'une, Madeleine, épousa Claude Frère.

Poitiers (Jean de), père de Diane, seigneur de St-Vallier, et Guy d'Arces, en 1517, ont des difficultés avec les consuls de Châteauneuf-d'Isère, au sujet des péages de Confolens et de la Roche-de-Glun.

Pommet (Marie), veuve Rissouan, lègue 100 fr. aux pauvres et autant à l'église, en 1851.

Poype (La). Très ancienne famille dauphinoise. Etienne en 1260 était seigneur de St-Julin. Melchior épousa Anne de Granet et sa postérité finit avec Marie-Anne, veuve du président de La Croix de Sayve d'Ornacieux, en 1752.

Rochas (Jean), châtelain en 1710. Un autre consul en 1590 et d'autres notaires et vi-châtelains en 1697 et en 1785.

Rolland, châtelain en 1763.

— Fromentière, avocat en 1789, donna à Sucy l'autel de Cybèle qui est au Musée de Valence.

Rollet (Marie-Gabrielle), lègue 100 fr. de rente aux pauvres et 500 fr. à la fabrique en 1874.

— Jean-Pierre Rollet, en 1858, avait donné deux terres, l'une à Sauvage et l'autre à Gelibert, pour être vendues et le prix placé en rentes sur l'Etat.

Pierre fut châtelain en 1763 et lui ou son père en 1734.

Rozeron (Marguerite), en 1699, lègue aux pauvres 3 sé-tiers de seigle et 3 barraux de vin.

Théollier (Marie), veuve Clave, donne aux pauvres 4 hect. de blé par an pendant 5 ans, en 1860.

Troullier (Jean-Pierre), en 1819, lègue 126 lit. de blé aux pauvres; un de ses ancêtres avait été châtelain en 1772 et un autre vi-châtelain en 1625.

Verdier, curé en 1641, paraît avoir cultivé la peinture et laissé un tableau de St-Roch.

Veynes (Pierre-Louis de), fit, en 1645, décharger des tailles ses fermiers « et rentiers » et en réclama l'exemption pour lui comme noble.

Les de Plan de Sieyès ont succédé à cette famille dans la propriété du Valentin par suite du mariage de François avec une fille de Louis-François, comte de Maugiron et de Marie-Françoise de Sassenage.

Vocance (Antoine), anobli en 1588, fit démolir le château en 1585. La dernière porta l'Eguille aux de Bernes, et avec eux finit notre étude.

Si elle n'a pas révélé des faits bien dramatiques, elle a du moins fourni quelques renseignements sur l'organisation communale dans le passé et fait connaître chez une population essentiellement agricole des idées remarquables de fraternité et de charité chrétiennes (1).

A. LACROIX.

(1) Archives de la Drôme. — *Armorial du Dauphiné*.

UN COLLECTIONNEUR DAUPHINOIS

AU XVII^e SIÈCLE

L'Abbé de Lesseins et sa Galerie

(SUITE. — Voir les 97^e, 98^e, 100^e, 101^e, 102, 105^e et 106^e livraisons).

ARCHIVES.

A la bibliothèque se rattachent les archives, qui en sont une annexe, et non pas la moins importante. Celles de l'abbé de Lesseins, contenant sans doute de précieux documents sur son illustre famille, étaient conservées dans une salle voûtée au rez-de-chaussée. Comme cette salle renfermait aussi bon nombre de pièces intéressant le chapitre de St-Barnard, la porte en avait été scellée non seulement avec les sceaux de la judicature civile, mais aussi avec ceux du vénérable chapitre. L'ouverture qui se fit après toutes les autres, donna lieu à quelques formalités préliminaires. L'exécuteur testamentaire, assisté de M^e Garnier, son procureur, en vertu d'une ordonnance du juge royal de Romans en date du 9 septembre, fit signifier, par acte du 19 septembre, reçu Brichet, notaire au Châtelet de Paris, au jeune comte de Lionne, héritier, résidant dans cette ville, qu'on allait procéder à la reconnaissance des titres et papiers. Celui-ci envoya une procuration générale à messire Joachim Lebout, seigneur de St-Didier, conseiller du roi au parlement de Grenoble, pour y assis-

ter en son nom. Après cela, M. de St-Challier fit avertir Messieurs du chapitre afin qu'ils eussent à se trouver présents à la levée des scellés et à l'ouverture du cabinet des archives. Ce fut le 11 octobre qu'eut lieu cette opération. Les chanoines de Pourroy, sacristain, Gondoin, syndic, et Antoine Trollier, courrier du chapitre, furent présents à l'heure dite, de 8 du matin. Ces Messieurs protestèrent tout d'abord, en forme solennelle, des droits du vénérable corps qu'ils représentaient. Cette formalité est relatée en ces termes dans le procès-verbal officiel des procédures auxquelles donna lieu la succession :

« A comparu messire Jean-André Gondoin, prêtre, chanoine et syndic du chapitre St-Barnard de cette ville, assisté de M. François Paquet, procureur dudit chapitre, disant qu'il est prêt de lever les scellés apposés au cabinet des archives, à la condition que les papiers et les titres qui se trouveront sous lesdits scellés concernant le chapitre et membres en dépendant lui seront rendus et délivrés, n'empêchant pas qu'ils soient inscrits avec les autres.

« A aussi comparu messire Melchior Pourroy, docteur en la sacrée faculté de théologie de Paris, chanoine et sacristain de l'église St-Barnard, pour dire que parmi les papiers, on trouvera sans doute ceux qui concernent les revenus de la sacristie, comme terriers, lièves et autres, et requérir qu'ils lui soient délivrés, sous son récipissé, comme lui appartenant en ladite qualité de sacristain, et sous protestation des droits qui lui pourraient compéter sur les biens du feu seigneur abbé de Lesseins, en tant qu'il aurait laissé prescrire quelque rente, pension ou autres droits de lad. sacristie, ou fait quelques aliénations ou autrement ».

Le juge ayant octroyé actes desdites protestations, ordonne la levée des scellés, et veut que MM. les chanoines

soient aussi présents à la levée de ceux apposés dans un petit garde-robe, dans le cabinet d'en haut du feu seigneur Abbé. « Ensuite de quoi, nous avons fait lever nosdits scellés, après que mesdits sieurs du chapitre ont eu fait lever les leurs. »

Cela fait, un autre personnage vint à son tour protester, au nom de son fils mineur, pour les droits qui pouvaient lui compéter comme successeur du révérendissime seigneur abbé au prieuré de St-Roman de Beauvoir, ou de Gravenc (1). Mention de cette nouvelle formalité est faite également dans le susdit procès-verbal, en ces termes :

« A l'instant a comparu Joseph de la Cour, avocat en la cour, en qualité de père et légitime administrateur de messire Charles de la Cour, son fils, clerc tonsuré de ce diocèse, pourvu du prieuré commendataire de St-Roman de Gravenc, par provision de Monseigneur le vice légat d'Avignon, acte de prise de possession du 16 août, reçu M^e Corteys, notaire royal et apostolique, insinué au greffe des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Grenoble le lendemain 17, pour requérir tant seulement, comme il fait, au nom de son fils, que les papiers et titres concernant les droits et revenus temporels dudit prieuré, qui se trouveront parmi ceux du défunt sgr Abbé, dernier et paisible possesseur dudit prieuré, lui soient délivrés.

« Mais comme son dit fils se trouve obligé, par les ordres de Son Eminence Monseigneur le Cardinal Le Camus, de rester en son séminaire de St-Martin, où il est actuellement, il n'est pas possible de l'en sortir, outre que, étant

(1) Canton du Pont-en-Royans. — M. Pilot ne fait pas mention de ce successeur de l'abbé de Lesseins au prieuré de St-Roman. D'ailleurs, il y était déjà remplacé en 1702 par Dom Jérôme Guillot, religieux de l'ordre de St-Benoît. (*Les Prieurés du diocèse de Grenoble*, p. 381).

pupil, il n'y a que lui, son père, qui soit personne légitime pour retirer lesdits actes. »

Toutes ces formalités étant remplies, on put enfin pénétrer dans la salle. On y trouva, outre l'argenterie qu'on y avait enfermée, et dont nous donnerons le détail plus loin, un inventaire sommaire dressé le 11 août précédent, et signé par MM. de Chastellard et de St-Challier, en un cahier comprenant 19 feuillets écrits. Cet inventaire portait mention de 27 liasses d'archives, dont la dernière était double. Il faut convenir que c'était peu, ou que ces liasses étaient formées chacune d'un grand nombre de pièces. A en juger par l'énumération et la brève analyse qui en est faite, ces archives n'étaient pas anciennes et paraissent avoir à peu près toutes concerné les affaires particulières de l'abbé de Lesseins, ou des faits l'intéressant personnellement. On pourra en juger par le léger spécimen que voici :

Abjuration générale des Calvinistes de cette ville (de Romans) et du Péage, du 29 septembre 1685.

Procuration en blanc pour l'éducation de Mons^r le jeune comte de Lesseins, par led. seigneur abbé, à la dame de Claveyson, le 15 mai 1689, reçu Boiron.

Acte de préférence de l'office de secrétaire et greffier de Triols, fait en faveur dudit seigneur par Claudine Bernon, veuve et héritière de S^r Jean Jassoud, par elle souscript et par le S^r Bernon, du 26 juin 1693.

Trois conventions entre le S^r Enfantin, faisant pour le dit seigneur, et Jean Chabert, pour la conduite des eaux de Triols, du 22 avril 1693, reçu Boiron.

Transaction intervenue entre ledit seigneur Abbé et la communauté de St-Roman, reçue Chaléat, le 10 août 1693, où est joint une assemblée contenant ratification de lad. transaction, du 16 du même mois.

Transaction entre dame Laurence de Claveyson et nobles Sébastien, Humbert et Charles de Lionne, ses enfants, reçue Guillaud, notaire, 28 avril 1650.

Lettre contenant testament militaire dudit noble Humbert de Lionne, du 24 septembre 1664, où est jointe une consultation sur ledit testament.

MEUBLES PRÉCIEUX OU CURIEUX

L'inventaire du mobilier de l'abbé de Lesseins n'est pas moins intéressant à parcourir que celui de sa double galerie et de sa bibliothèque, non seulement comme renseignement sur la fortune mobilière de ce haut personnage ecclésiastique, mais aussi au point de vue historique, comme spécimen du genre de décoration usité à cette époque dans les maisons de la première noblesse. On n'ignore pas que l'ameublement, tout comme le costume, a subi des transformations successives, d'une époque à l'autre, suivant les différents caprices de la mode. On pourra suivre dans cette longue nomenclature, les lois qui le régissaient alors. On y trouvera aussi beaucoup d'objets curieux, qui, sans être bien luxueux, représentent des usages perdus depuis longtemps, et qui dès lors, appartiennent au domaine de l'archéologie. Mais ce qui ressort le plus clairement de ce riche inventaire, c'est de la part du Sgr abbé de Saint-Calais, gouverneur de la ville de Romans, des goûts somptueux et un faste vraiment princier. On comprend que les ducs de Bourgogne et de Berry aient pu devenir les hôtes de sa splendide demeure sans déroger et sans trouver une bien

grande différence de leurs royales résidences de Paris ou de Versailles avec les appartements qui leur furent offerts dans l'hôtel des Allées.

Toutes les pièces, même les plus communes, même celles qui étaient affectées à l'usage des domestiques, étaient tendues de tapisseries en étoffes précieuses, dont quelques unes d'une grande valeur. De plus, chacun des appartements renfermait, avec un mobilier plus ou moins riche, quelque tableau ou objet d'art ; c'était comme une extension de la galerie de peinture, qui se trouvait, de la sorte, répandue par toute la maison. Nous avons réuni dans une même liste toutes les toiles. Par manière de supplément, nous allons parcourir de nouveaux les différentes salles, en relevant au passage ce que l'inventaire nous y montre de plus remarquable au point de vue de l'art ou de l'antiquité. Il ne s'agit ici que de la résidence de Romans ; nous donnerons à part la description du château de Triors.

ARGENTERIE

Voici d'abord l'état de l'argenterie, qui avait été déposée, ainsi que nous l'avons vu, dans la salle des archives :

Deux petits bassins en ovale, dont l'un est gravé aux armes dudit feu seigneur et l'autre sans armes, pesant huit marcs, quatre onces et un quart d'once.

Deux aiguières, dont l'une est aussi aux armes dud. seigneur, et l'autre sans armes, pesant six marcs, six onces et demie.

Une écuelle de même, aux armes dudit feu seigneur, pesant treize onces et demie.

Quatre petites salières, pesant deux marcs, deux onces et trois quarts d'once.

Deux petits flambeaux carrés, dont un est dessoudé, pesant deux marcs, une once trois quarts.

Un mouchetier avec ses mouchettes, pesant cinq onces, quinze deniers,

Dix-neuf cuillers aux armes dud. feu seigneur, pesant cinq marcs, sept onces, deux deniers.

Deux petites cuillères potagères, pesant un marc et un quart d'once.

Une autre petite cuillère percée, pesant deux onces, huit deniers.

Une autre cuiller n'ayant que la moitié du manche, pesant deux onces, neuf deniers.

Treize fourchettes gravées aux armes dudit feu seigneur, pesant trois marcs, une once et trois quarts d'once.

Cinq autres fourchettes, pesant un marc, cinq onces, trois deniers.

Outre la vaisselle et les ustensiles ci-dessus, tout d'argent, il y avait encore :

Douze couteaux à manche d'argent rond, dont deux ont la lame rompue, pesant, avec leur lame, six marcs, quatre onces.

Deux autres petits couteaux à la vieille mode, à manche d'argent, pesant cinq onces, vingt-un deniers avec leurs lames.

Deux couteaux à manche d'ivoire, à l'antique.

CHAPELLE

La chapelle mérite une particulière attention. Elle était intérieure et de plain pied avec les appartements du seigneur Abbé ; mais peut-être pas du même côté, car on y

accédait par un escalier spécial, qu'éclairait, ou plutôt qu'ornait un lustre en bois verni de rouge, à douze branches. Cet oratoire était richement décoré et fourni de tout ce qui était nécessaire, non seulement à la décence, mais aussi à la splendeur du culte, comme on pourra en juger par la description de son mobilier, que voici :

Deux pièces de tapisserie du mystère de la Passion de Notre-Seigneur, l'une représentant lorsque le Sauveur fut attaché à la croix, et l'autre lorsqu'il fut crucifié entre deux larrons, de neuf pieds de haut sur sept de large.

Une lampe de cuivre doré garnie de cristaux.

Un crucifix de bronze doré sur une croix d'ébène.

Deux petits ais de bois doré.

Un porte missel de bois peint en ébène.

Un devant d'autel de cuir doré, avec une bordure dorée.

Une nappe sur l'autel, façon de Venise, mi-usée.

Un autelet ou pierre sacrée.

Deux rideaux de toile de coton d'un lais et demi, de deux aunes de haut, en très bon état, avec deux verges de fer.

Un tableau représentant la Vierge, l'Enfant Jésus et saint Jean, de trois pieds et demi de haut et de quatre de large, avec son cadre doré, en bon état.

Le rectable de ladite chapelle, doré et blanchi, aux armes de la maison.

Deux tabourets, l'un garni de tapisserie bordée de velours vert, et l'autre de moquette, en assez bon état.

Une grande pièce de camelot violet en manière de devant d'autel, et deux autres pièces, de même qualité, toutes sans doublure, en manière de crédence, avec des franges, dans le garde meuble qui est au galetas.

Une espèce de devant d'autel ouvragé (dans la chambre des filles).

Un missel presque neuf, impression de Cologne, couvert de maroquin rouge avec ses tourne-feuillets (dans une grande cassette placée dans la salle des archives).

Le *Te igitur*, l'Evangile de S. Jean et le *Lavabo* aussi presque neufs, et couverts de maroquin rouge.

Un calice d'argent avec sa coupe dorée et sa patène de même, dans un étui de maroquin noir.

Une boîte d'argent à feuillage, pour tenir les hosties.

Un petit bassin d'étain et deux burettes de même.

Une petite clochette de laiton.

Une aube de toile de batiste à grandes dentelles de point d'Angleterre, d'un demi-pied de hauteur, avec son amict et ceinture en bon état.

Un essuie-mains de toile, façon de Venise, mi-usé.

Une chasuble d'une étoffe glacée d'or et d'argent doublé de taffetas vert ondé, bordé d'une dentelle d'or, avec son étole et manipule de même étoffe et bordure.

Un voile avec une bourse de la même étoffe et garniture, ladite bourse avec une croix de la même dentelle d'or, et garnie d'un corporal de toile de batiste entouré d'une petite dentelle de maline, et de trois purificateurs et un violet.

APPARTEMENTS

Nous allons les parcourir dans l'ordre suivi précédemment pour les tableaux.

Dans la chambre de l'alcôve :

Un lit de cinq pieds, à colonnes, les rideaux et le dossier de brocatel, à fond cramoisi et fleurs couleurs d'or et d'argent, avec ses soubassements et bordure de même, doublé de brocard, à fleurs à fond vert, la courte-pointe, le dossier

et le ciel comme la doublure, une palliasse, une coître, un matelas, un traversin avec un couvre-pieds de satin blanc bordé d'or, d'argent et de soie, avec ses quatre pommoux et trois verges de fer, le tout en bon état.

L'estrade couverte de deux tapis de Turquie, de quelques mousseaux et d'un autre petit tapis de Turquie.

Une tapisserie de brocatel, différente de celui du lit, de deux aunes et demi de haut et de huit aunes et demi de cours, en quatre pièces presque neuves, qui garnissent le dedans de l'estrade.

Quatre chaises à fauteuil de bois noyer, garnies de même brocatel en bon état.

Six chaises de bois noyer, à dossier de bois tourné, le siège garni de tapisserie de point couleur de feu, blanc et noir, presque neuves.

Deux porte-carreaux, bois noyer, sur chacun desquels sont trois carreaux couverts d'étoffe de soie de plusieurs couleurs, mi-usés. — De même dans la petite alcôve, deux porte-carreaux et six carreaux, dont deux sont de velours vert et quatre de taffetas piqué, même couleur, avec un petit galon ou franges d'or faux.

Quatre pièces de tapisserie de verdure, d'environ deux aunes et demi de haut et de sept aunes de cours, plus que mi-usées.

Un miroir à bordure de glace garnie de cuivre doré, la glace de 25 pouces de haut sur 20 de large, presque neuf.

Une table de racine de noyer, en bon état.

Un bénétier de plomb verni, doré.

Une médaille de la Vierge, sur le cuivre, doré.

Deux chenets de fer avec une petite garniture d'argent, laquelle garniture nous avons fait oster et remis icelle au sieur Chambeaud, dont nous l'avons chargé, pour être inscrite avec l'argenterie.

Dans la petite alcove, outre un lit dans le genre de celui décrit ci-dessus, et différents meubles :

Une tapisserie de satinade de deux aunes de haut et douze aunes et demi de cours, en quatre pièces, neuves, sans bordure.

Une table d'ardoise bordée de bois à compartiments, avec son pied en noyer.

Dans la salle à manger :

Une douzaine de chaises de vieux cuir doré, plus que mi-usées.

Une tapisserie du même cuir doré, d'environ une aune de haut et neuf aunes et demi de cours, en six pièces.

Parmi les ustensiles qui sont dans le buffet, à la *Salle des Voûtes*, on remarque :

Deux grands flacons de cuivre argenté, aux armoiries de la maison.

Un vinaigrier et un huilier d'étain fin de Paris.

Un bassin de porcelaine en bas-relief et six grandes assiettes, aussi de porcelaine.

Deux aiguières aussi de porcelaine, avec leur soucoupe.

Une conque de nacre garnie de cuivre doré.

Une salière aussi de nacre garnie d'argent doré.

Six vases de faïence à fleurs.

Un panier doré avec des fleurs peintes.

Cinq boules de verre à la voûte.

Sept petites soucoupes de porcelaine.

Deux vases de cuivre doré avec des fleurs peintes.

Six petits pieds d'écran à tête humaine, de cuivre doré.

Quatre vases de bois doré.

Deux chandeliers de cristal garni de cuivre doré.

Deux manières de pierres amides (*sic*, pour *pyramides*?), à trois boules de cristal.

Quatre petits pots de faïence garnis de fleurs qu'on appelle perpétuelles.

Dans la chambre des Vierges :

Une tapisserie de taffetas d'une aune et un tiers de haut et dix aunes et demi de cours, en huit pièces, mi-usée, outre deux petits morceaux bons.

Un petit écran à la Chine, à l'antique.

Un devant de cheminée de cinq pieds et demi de long et demi-pied de large, où sont cinq petites glaces à bordure dorée et quatre paysages sur quatre carreaux de fayence, bordés d'or.

Deux petites glaces de miroir en ovale, avec leur bordure fort antique et rompue.

Deux plaques de bois doré à une branche chacune et une petite glace au milieu.

Un petit lustre de cristal à six bobèches de cuivre doré.

Dix-huit boules de marbre sur la corniche, tant grosses que petites, de différentes couleurs, deux de verre avec leur pied de bois, et deux d'albâtre.

Quinze porte-gobeaux dorés sur lesquels sont trois tasses de porcelaine ; le reste sont des gobeaux et des tasses de faïence ou de verre émaillé, et trois tasses de verre, sans pieds.

Un petit crucifix, d'un pied de long sur un demi pied de large, avec son cadre doré.

Dans le grand Dôme, ou autrement la Chambre de Monseigneur le duc de Bourgogne.

Lit somptueux, dans le genre de celui décrit plus haut, avec quatre pommeaux empanachés de véritables plumes blanches et rouges, avec leurs aigrettes.

Sur l'estrade où est le lit, un grand tapis de pied de Turquie, de cinq aunes et demi de long et de deux aunes de

large, et deux morceaux, chacun d'une aune et demi de large, mi-usés.

Une tapisserie en haute lisse, représentant les mystères joyeux, en huit pièces, de deux aunes et un tiers de haut et dix-huit aunes de cours. (Les huit autres représentant les mystères de la Passion avaient été déposés dans la petite alcôve de la grand'chambre) (1).

Deux canapés à bandes de velours cramoisi et vert, le pied et les bras dorés, de six pieds de long chacun, presque neufs.

Un grand miroir à bordure de cuivre doré et argenté, dont la glace est de vingt-neuf pouces de hauteur sur vingt-quatre de large, avec son chapiteau.

Une table de marqueterie avec ses pieds sculptés et dorés, avec ses deux guéridons de même.

Deux autres guéridons portés par deux Maures, sur deux piédestaux dorés, en bon état.

Deux autres à peu près de même.

Un cabinet (secrétaire) d'ébène de cinq pieds de haut, compris sa table et son pied, et de trois pieds et quatre pouces de large, avec douze petites glaces servant de face au tiroir.

Deux cornets de porcelaine, un desquels est cassé.

Deux grands guéridons de cinq pieds et demi de haut, à fond blanc, avec des filages dorés, presque neuf.

Un devant de cheminée de dix petites glaces, et les portes de ladite cheminée de vingt-quatre glaces du n° 17.

(1) Ces dernières sont celles qui sont actuellement dans l'église de St-Barnard. Nous en avons donné la description dans la *Semaine religieuse de Valence* des 21, 28 novembre et 5 décembre 1890 (t. 1^{re}, pp. 771-6, 788-92 et 804-8), articles tirés à part en une brochure considérablement augmentée (Valence, impr. Valentinoise, 1891, 22 pp. in-8°).

Une urne de faïence et deux cuvettes aussi de faïence.

Deux cornets de porcelaine fine d'un pied et demi de haut, et huit tasses aussi de porcelaine.

Deux cornets de terre de Gênes.

Deux petites urnes de terre en bas-relief avec des bouquets de fleurs peintes.

Grand portrait du roi, à cheval, et sept autres tableaux, décrits ailleurs, plus quelques groupes de marbre et de bronze.

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.



DÉMOLITION DE PLACES FORTES

On se demande souvent à quelle époque et pour quelles causes un certain nombre de villages de la Drôme ont été privés de leurs murailles et de leurs tours.

Il n'est pas facile de donner une réponse uniforme à la question posée en ces termes, car il y eut des démolitions prescrites à diverses dates pendant les guerres de la fin du XVI^e siècle. Toutefois les plus importantes paraissent remonter au règne de Louis XIII.

Le document que nous publions est de ce temps-là.

« Louis.... à nostre amé et féal conseiller en nostre cour de Parlement de Grenoble, maistre Claude de Dorne, et à nostre aussy amé et féal conseiller en nostre Chambre de l'esdit dudit lieu, maistre Abel de Callignon, salut (1) :

« Nous avons résollu, pour le bien de nostre service et le repos et tranquillité de nos subjestz de nostre pais de Dauphiné, de faire démolir, explaner et raser de fonds en comble le chasteau et roche de *Saoul*, *Chateauneuf de Mazant*, *Oriples*, *Soyans*, ensemble les muralhies des bourgs et villages du *Poyet Laval*, *Dieulefit* et *Livron*; au moyen de quoy estant necessere de commettre quelques personnes quy se puissent dignement acquiter de ceste charge, Nous estant bien informé de vos fidellités et affections à nostre service et au bien et repos de nostre dit pais, à ceste cause vous avons commis, et ordonné, mettons et ordonnons par ces présentes pour procéder, le plus promptement et en la plus grande dilligence que faire se pourra, à leur démolition et razement de fonds en comble desdits château et roche de

(1) De Dorne, de la famille Valentinoise qui posséda la Maison des Têtes; Callignon descendait du Chancelier de Navarre.

Saoul (1), Châteauneuf de Mazant, Oriples, Soyans, ensemble les muralhies des bourgs et villages du Poyet-Laval, Dieulefit et Livron, et pour cest effect vous manderés faire venir les manants et habitants tant desdits lieux que des paroisses et juridictions circonvoisines, pour travailler par courvées auxdites démolitions, y procédant néanmoins avec telle équité et modération que nos subjestz n'en reçoivent aucune oppression, ni nous de plainte ; et pour le regard des fraictz, journées et vacations que vous employerez auxdites démolitions, d'autant qu'elles regardent le bien et repos de nostre dit pais de Dauphiné, nous voulons que vous en soyez païés et satisfaits par les syndics et procureurs d'icelluy, et les sommes à quoy lesdites vacations monteront employées dans la première parcelle qui sera expédiée. De ce faire nous donnons pouvoir, autorité, commission et mandement spécial, mandons et commandons à tous nos gouverneurs, lieutenans généraux, cappitaines et gouverneurs des villes et places de vous adcister et prester main forte pour l'exécution de ces présantes, et à tous nos justiciers, officiers et subjestz de vous obeyr et recognoistre ès choses touchants et concernants icelles, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé ; car tel est nostre plaisir. Donné à Lion le 16^e jour de décembre 1622 et de nostre règne le 13^e — Louis. — Par le roi Dauphin, Phelipeaux.

Un certificat des commissaires de Dorne et de Calignon, du 8 mars 1623, établit que la démolition de Livron dura du 10 janvier au 8 mars, que la commune logea les 366 ouvriers employés à cette œuvre et fournit des bois pour le « pilottement de quelques muralhies qu'il a falu sapper par embas », estimés 36 livres.

Archives de Livron. E E.

A. L.

(1) Saou, Soyans et Auriples, canton de Crest-Sud ; — Châteauneuf-de-Mazenc, Poet-Laval et Dieulefit du canton de Dieulefit ; Livron, du canton de Loriol.

ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102°, 103°, 104°, 105° et 106° livr.)

83. — *Observations lues dans la séance des Etats de Dauphiné du 15 janvier 1789, par M. FARCONNET, avocat au Parlement, servant de réponse aux mémoires et requêtes présentés au Roi par M. le vicomte de Pons et M. le comte de Bérenger, sur le droit qu'ils prétendent avoir d'être membres nés des Etats de Dauphiné, et d'y précéder les autres gentilshommes.* (Extrait du *Procès-verbal des Etats de Dauphiné assemblés à Romans*). — A Grenoble, de l'impr. de J.-M. Cuchet, imprimeur de Mgr le duc d'Orléans et de Nosseigneurs des Etats de Dauphiné, Place Saint-André. 1789.

In-4° de 22 pp., + 2 pp. n. ch., signé : MOUNIER.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 419).

84. — *Délibération de la communauté de Saint-Vérant* (1) *contenant sa déclaration contre l'addition au mandat donné par les Etats Généraux de Romans aux députés pour les Etats Généraux.* — In-8° de 15 pp. (s. l.).

(1) Canton de Saint-Marcellin.

Au sujet de l'exemption des fonds nobles. Cette pièce est datée du 1^{er} février 1789.

(MAIGNIEN, *loc. cit.* n° 423).

85. — *Réplique d'une partie du clergé et de la noblesse de Dauphiné au mémoire de ceux qui se disent députés de la Province aux Etats Généraux.* — In-4° de 3 pp. s. l. n. d.

A l'adresse des membres de l'assemblée de Romans qui n'admettaient pas le vote par tête adopté au lieu du vote par ordre.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 279).

86. — *Précis des motifs qui ont porté une partie du clergé et de la noblesse du Dauphiné à réclamer contre ce qui s'est passé dans cette province.* — In-4° de 26 pp., s. l. n. d. (1789).

Œuvre anonyme de l'abbé Lagier de Vaugelas, grand vicaire de Die. Il déclare que l'assemblée de Romans est illégale, que la constitution des Etats est vicieuse, etc.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 498).

87. — *Lettre d'un député des Etats de Dauphiné à un de ses compatriotes.* 1789. — In-8° de 8 pp. (s. l. et sans signat.).

Observation sur « le détail de ce qui s'est passé aux Etats que nous venons de tenir à Romans. »

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 420).

88. — *Les Commissaires des Etats de Dauphiné....*
— 1 p. in-fol.

« Fait en la commission intermédiaire, le 24 décembre 1789. » — Signature autographe de MM. de Viennois, président, et Mounier, secrétaire des Etats.

Pièce relative à l'indemnité accordée aux membres des Assemblées de Vizille, de St-Robert et de Romans.

(MAIGNIEN, *loc. cit.*, n° 722).

V. Période de la Révolution

HISTOIRE

89. — *La Drôme révolutionnaire.* — II. Fernand BABOIN. *Les Cahiers des paroisses rurales des élections de Valence, Romans, Montélimar, en 1789. Deuxième édition.* — Prix : 50 centimes. — Valence, impr. et lith. A. Teyssier et C^{ie}. 1889. — In-8° de 33 pp.

Dédicace : A mon ami Bizarelli, député, président du Conseil général de la Drôme. Cher ami... (datée de St-Romain-d'Albon, 25 juillet 1889).

90. — *Le Comité de surveillance révolutionnaire et la Société Républico-populaire de Romans, en 1793 et 1794*, par le D^r Ulysse CHEVALIER. — Valence, impr. de Jules Céas et fils. 1890. — Gr. in-8° de VIII-48 pp.

Extrait du *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers* (tome X, pp. 16-23, 67-78, 116-128, 157-168 et 199-211).

Ce sont les procès-verbaux des séances de ladite Société, annotés et précédés d'un *Avant-propos* servant d'introduction.

Cette publication est mentionnée par M. MAIGNIEN, *Bibliographie révolut.*, n° 2206.

91. — *La main de Dieu sur les impies. Episodes de la Révolution à Romans.* — Valence, impr. Valentinoise, place St-Jean. 1892. — In-8° de 16 pp.

Envoyé en prime aux abonnés de la *Semaine religieuse de Valence* avec le n° du 26 février 1892.

JJ. — On trouve dans les tables du *Moniteur* : ROMANS.

1789. — *Protestation de cette ville contre la convocation des Etats généraux.*

1790. — *Dénonciation contre les officiers municipaux pour avoir fait brûler l'adresse de l'Assemblée nationale aux Provinces.*

KK. — *Journal d'une bourgeoise pendant la Révolution, 1791-1793, publié par son petit-fils, Edouard LOCKROY.* — Paris, C. Lévy. 1881. — In-8° de vi-360 pp.

C'est la correspondance de Madame Marc-Antoine Jullien avec son mari, natif, comme on sait, du Bourg-de-Péage, ou avec son fils. Deux lettres à celui-ci sont datées de Romans, les 20 septembre 1785 et 6 septembre 1789, et deux autres, de leur maison de campagne *les Délices*, à Pisançon, les 29 septembre et 8 novembre 1789.

(MAGNIEN, *Anon. Dauphinois*, n° 365).

DOCUMENTS

92. — *Délibération de la ville de Romans.* — In-12 de 8 pp. s. l. (Autre édition : in-8° de 4 pp.)

« Du 17 juillet 1789, dans l'église des RR. PP. Cordeliers de cette ville, où se sont assemblés les citoyens de tous les ordres pour entendre la lecture d'une feuille imprimée ayant pour titre : *Délibération des citoyens de Grenoble*, du 15 juillet 1789..... »

Adhésion pleine et entière aux principes et aux sentiments exprimés dans ladite délibération.

« Agités des mêmes craintes, fidèles aux mêmes principes, forts du même courage, les citoyens de cette ville ont unanimement juré, dans les mêmes termes que ceux

de Grenoble, sur l'autel de la Patrie, en présence du Juge redoutable des Rois et de leurs sujets, de rester inébranlablement attachés aux principes de l'Assemblée nationale, de maintenir, dans toute son intégrité l'autorité royale, et de réprimer, de tout leur pouvoir, les attentats de ceux qui auroient la hardiesse de vouloir la partager.»

Six commissaires sont nommés pour signer les extraits qui doivent être expédiés à différents notables. Discours de M. de Delley d'Agier, l'un d'eux. Il exprime sa reconnaissance aux députés de la Province pour leur attitude aux Etats généraux.

(MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n^{os} 522 et 535).

93. — *Procès-verbal de l'alarme donnée dans la ville de Romans, le 28 juillet 1789.* — Br. in-8^o de 15 pp. s. l. n. d.

(Extrait collationné à l'original : LESSER, *président, colonel-commandant dans le Bas-Dauphiné*; — ENFANTIN DE SAINT-PRIX, *secrétaire*; — DOCHIER, *secrétaire*).

A rapport aux faux bruits répandus dans la ville que les Savoyards avaient pénétré jusqu'à Voiron et répandu l'épouvante à Tullins, que Voiron était à feu et à sang, etc. Mesures d'ordre prises en conséquence par la municipalité.

Mentionné deux fois par M. MAIGNIEN dans sa *Bibliogr. révolut.*, n^{os} 178 et 563. Il en attribue la rédaction à Dochier. (*Dictionn. des Anonymes Dauphin.*, n^o 2061).

LL. — *La panique du 28 juillet 1789 à Romans.* (Art. de M. le D^r CHEVALIER dans le *Dauphiné* du 29 septembre 1867, n^o 198, reproduit dans l'*Impartial de Romans* des 4 et 11 décembre 1884, sous ce titre: *L'alarme du 28 juillet 1789*).

MM. — *La Drôme révolutionnaire. — L'alarme des*

brigands en Bas-Dauphiné. — Les campagnes se soulèvent contre les seigneurs (27 juillet - 6 août 1789), par Fernand BABOIN.

(Dans *La Révolution française, revue historique*, rédigée par Aulard. 1888, pp. 1066-1082).

NN. — *Ephémérides romaines. Le Centenaire de l'alarme du 28 juillet 1789.* -- (Dans *l'Impartial de Romans* du 8 août 1889).

Cf. *Panique due à l'invasion prétendue de dix mille Savoyards en Dauphiné, en 1789*, par le baron de COSTON. (Tirage à part du chapitre. 1^{er} du tome IV de *l'Histoire de Montélimar*). — Lyon, Aug. Brun. 1888. — In-8° de 26 pp.

OO. — *Lettre écrite par M. Necker à MM. les Officiers municipaux de la ville de Romans, du 3 octobre 1789.*

Dans les *Affiches du Dauphiné* du 15 octobre 1786 (n° 35). — (Découpage conservée à la Bibliothèque de Grenoble, sous le n° U, 1914.)

(Mentionné par M. MAIGNIEN, *Bibl. révol.*, n° 639).

94. — *Délibération de la ville de Romans du 13 septembre 1789.* — (A Grenoble, de l'impr. de V^{re} Giroud et fils. 1789). — In-8° de 7 pp.

Autre édition, *avec la délibération complète du Bourg-de-Péage de Pisançon, du 14 du même mois* (à la p. 5.) — *Ibidem.* (même pagin.)

Présidence de M. de Delley d'Agier, qui expose les motifs de la convocation de l'Assemblée. Il s'agit d'envoyer une offrande patriotique à la Nation. On délibère en outre de défendre jusqu'au dernier soupir les décrets de l'Assemblée nationale ; on engage les citoyens qui sont en retard pour le payement de leurs impositions à les acquitter au plus tôt, etc.

M. Lacour, notaire, officier municipal du Bourg-de-Péage, déclare adhérer, au nom de la communauté qu'il représente, à la délibération de la ville de Romans.

(MAIGNIEN, *Bibliogr. révolut.*, n° 625).

95. — *Procès-verbal de ce qui s'est passé en exécution des délibérations prises les 13 et 14 septembre 1789, par les citoyens de la ville de Romans et du Bourg-du-Péage de Pisançon.* — In-4° de 16 pp. s. l. n. d.

C'est une liste de souscriptions pour un don patriotique offert par la ville et quelques communautés voisines à l'Assemblée nationale. La somme des cotisations souscrites s'élève à 7289 livres 8 sols pour la ville de Romans, 1249 livres 8 sols pour le Bourg-du-Péage, 36 l. 10 s. pour Pisançon, 111 l. pour Marches, 500 l. pour Alixan et 135 l. 17 s. pour Châtuzange. Total : 9322 l. 3 s.

« Des extraits de ces deux délibérations ont été envoyés aux municipalités de la Province et aux personnes qui y sont dénommées. »

Les souscripteurs de Romans, seuls nommés, sont au nombre d'environ 320. Dans la liste où ils sont inscrits, on remarque la désignation suivante : « Tabarin, inventeur de la nouvelle méthode pour tirer la soie, une chaîne en or pour montre, qui a été envoyée à l'Assemblée nationale. »

Mentionné deux fois par M. MAIGNIEN, *Bibliogr. révol.*, n° 626 et 640.

La pièce est datée du 4 octobre 1789.

96. — *Extrait du procès-verbal de la commission intermédiaire des Etats de Dauphiné.* — (A Grenoble, de l'impr. de J.-M. Cuchet, impr.-libr. de Mgr le duc d'Orléans et de Nosseigneurs des Etats de Dauphiné, place St-André. 1789). — In-8° de 4 pp. — Autre édition, in-4° de 3 pp.

« Du 11 octobre 1789, sur les quatre heures après midi... »

Débute ainsi : « La commission a arrêté de convoquer au 2 novembre, dans la ville de Romans, les membres des Etats, pour que la Province puisse prescrire à ses députés la conduite qu'ils doivent tenir dans des circonstances aussi alarmantes pour la liberté et le repos de la nation... »

La pièce est signée : *Le marquis DE VIENNOIS*.

(Maignien, *Bibliogr. révol.*, n° 641 et 645).

97. — *Lettre circulaire des procureurs généraux syndics des Etats de Dauphiné, convoquant à Romans, avant le 2 du mois prochain* (novembre 1789), « jour indiqué pour l'ouverture des Etats de Dauphiné et de leur doublement. » — In-8° de 2 pp. s. l. n. d. et sans titre.

(Maignien, *Bibliogr. révol.*, n° 642).

98. — *Procès-verbal de la session de l'Assemblée administrative du département de la Drôme tenue à Romans, du 3 novembre au 5 décembre 1790*. — A Valence, de l'impr. de Jean-Jacques Viret, imprimeur du département de la Drôme. M.D.CC.LXXXX. — In-4° de 83 pp.

M. Maignien énumère les rapports et discours qui furent prononcés dans les séances par MM. Vidal, ancien professeur de belles-lettres à Montélimar, Quintin de Beauverd, de Donzère, Aymé, procureur général syndic et Long, chirurgien. (*Bibliogr. révol.*, n° 1044).

100. — *Délibération du Bourg-de-Péage de Pisançon, près Romans*. — A Grenoble, de l'imprimerie de J. Allier. — In-8° de 7 pp.

Autre édition, *ibidem*. — In-8° de 3 pp.

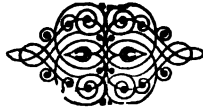
Datées des 1^{er} et 14 août 1789.

M. Maignien analyse ainsi cette pièce : « Discours de

M. Dochier, avocat. Il annonce que le marquis de Pisançon, en arrivant à son château, s'est d'abord rendu au corps de garde établi à la porte du pont, et a demandé d'être compris dans le rôle de la milice bourgeoise de ce bourg et de monter la garde à son tour, comme citoyen. — Lettre de remerciement de M. de Pişançon; délibération à ce sujet. « L'assemblée a applaudi avec transport aux sentiments de justice et de modération du marquis. » (*Bibliogr. révolut.*, n° 573).

(A continuer).

CYPRIEN PERROSSIER.





BIBLIOGRAPHIE

Essai d'histoire littéraire. — Jean de Monluc, évêque de Valence et de Die, par Hector REYNAUD, docteur ès-lettres. — Paris, 1893, in-8° de 306 pages avec portrait.

Le volume qui vient de paraître sous ce titre est une thèse pour le doctorat ès-lettres, autrement une appréciation de Jean de Monluc au point de vue littéraire et, comme il n'était guère possible de parler de l'orateur et de l'écrivain, sans parler aussi du politique, du diplomate et de l'homme d'église qu'il y avait dans celui de qui Brantôme a dit qu'il « estoit fin, deslié, trinquat, rompu et » corrompu, tant pour son sçavoir que pour sa science », c'est par là que M. l'abbé Reynaud a commencé. Ce dont on doit lui savoir d'autant plus gré, que cet évêque de Valence est bien, ainsi qu'il le dit tout d'abord, un personnage plus célèbre que connu, et que c'est de la meilleure manière qu'il le fait connaître. Car c'est une curieuse figure assurément, que celle de ce cadet d'une grande mais pauvre maison de Gascogne, qui se fit moine parce qu'il était boîteux comme Talleyrand, avec qui il a, d'ailleurs, d'autres points de ressemblance, et dont l'habileté fut la qualité maîtresse, alors que son frère aîné, le maréchal Blaise de Monluc, ne fut au contraire, lui, qu'un impitoyable soldat.

A ses débuts, le futur évêque de Valence fut donc religieux de l'ordre de St-Dominique ; seulement il ne le fut

pas longtemps, car étant allé de bonne heure à Nérac, cette capitale de la Navarre, dont la reine Marguerite de Valois avait fait un rendez-vous de gens à l'esprit audacieux et de mœurs faciles, il ne tarda pas à quitter le froc, après avoir dit adieu au cloître. Poussé par la reine de Navarre, qui fut toujours pour lui une amie plutôt qu'une protectrice, il alla prêcher à Paris et s'y fit si bien remarquer, qu'au commencement de l'année 1536, François I^{er} l'attachait à son ambassadeur à Rome et que de Rome l'ancien moine se rendit à Constantinople, non plus comme attaché, mais bien comme ambassadeur du roi de France auprès du Grand-Turc. Il s'agissait de réconcilier ce dernier avec la république de Venise et de faire ensuite alliance avec Barberousse contre Charles-Quint, sans offenser le Pape, ce qui n'était pas, on le comprend, chose facile ; et cependant il y arriva si bien, que le comte de Grignan, notre ambassadeur à Rome, écrivait le 30 avril 1539, au connétable de Montmorency : « Je vous propose, ma foy, que M. de Monluc est un bon personnage, « quand vous l'emploierez en choses grandes, qui fera « beaucoup pour vous, car je le vois tel que le demandés : « sage, sçavant, dilligent et de peu de parolles et de si « bon esprit qu'homme que j'aie vu ». Aussi le protégé de la reine de Navarre devint-il bientôt un des hommes importants du royaume des Valois. Tellement, qu'il remplit jusqu'à seize ambassades et toujours en diplomate rompu, en même temps qu'en serviteur dévoué de la France ; car s'il ne réussit pas en Écosse, où il devait être une sorte de premier ministre de la régente Marie de Lorraine, en même temps qu'un ambassadeur auprès d'elle, il en fut tout autrement partout ailleurs et notamment en Pologne, où il manœuvra si bien qu'il y fit élire roi le troisième fils de Catherine de Médicis, en dépit des Sué-

dois, des Prussiens, des Autrichiens et peut-être même du Pape. Quant à son action sur la politique intérieure du royaume, elle fut également grande et toujours marquée au coin de l'habileté et du savoir-faire, ses convictions religieuses n'étant pas tellement fortes qu'elles pussent le gêner en quoi qu'il en soit. Or, comment s'étonner après cela que ce moine défroqué soit devenu évêque de Valence et de Die, non en 1553, comme le disent les biographes, mais le 30 mars 1554 comme le prouvent les documents ? Il avait trop bien servi le roi, un peu partout, pour que ce prince ne l'en récompensât pas. Or, un évêché était, tout à la fois, la récompense qui convenait le mieux à un ancien moine et celle qui coûtait le moins au roi, puisqu'il faisait payer ainsi à l'Eglise les dettes de l'Etat. Quant au Pape, qui ne vit évidemment pas d'un très bon œil l'élévation de Monluc à l'épiscopat, pouvait-il l'empêcher, du moment que le roi le voulait et que l'orthodoxie du nouveau prélat n'était pas encore sérieusement contestée ?

Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que notre diplomate, devenu évêque, s'occupait non seulement des Valentinois, ses diocésains et ses vassaux, et de leur université, qu'il estimait être la « plus belle rose qu'ils eussent à leur chapeau », mais encore de leurs autres intérêts, et cela sans négliger, bien entendu, ni la politique, ni les affaires du roi. Ce qu'on s'explique difficilement, c'est que tout en étant assez peu zélé, pour que les magistrats municipaux de Valence l'aient, plus d'une fois, mis en demeure d'empêcher « les propos sinistres tenus contre la religion chrétienne », il ne manqua pas de prêcher ses ouailles et, ce que l'on comprend moins encore, c'est que ses sermons sont de tous points conformes à la doctrine catholique ; tandis qu'un M. Filles ou Fillo, à qui le conseil de ville

alloua 10 écus en 1558, « pour les peynes qu'il a pris aydant Mgr de Valence les presches de la caresme passée », fut ouvertement accusé par François Joubert, auteur de curieux mémoires sur cette époque, d'être la cause des premiers troubles advenus à Valence, pour cause de religion, l'ayant, dit-il, « ouy prescher propos hérétiques qu'il veut soubstenir ». Mais tout cela n'est qu'un incident et un accident dans le livre de M. Reynaud, attendu que le jeune et savant docteur ès-lettres, qui pourrait être tout aussi bien un docteur ès-sciences historiques, s'est préoccupé surtout de la valeur littéraire et oratoire de Monluc, et, sous ce rapport, on peut bien dire que le volume qu'il a consacré à cet évêque de Valence et de Die est une véritable révélation. Car personne ne s'était avisé jusqu'à présent de chercher un maître de la chaire dans le prélat de mœurs douteuses et d'équivoque attitude, que le connétable de Montmorency disait être un évêque travesti en ministre, et cela, M. Reynaud le dit moins qu'il ne le prouve par des citations heureuses et parfaitement étudiées. De plus, il nous montre dans Monluc un des pères, ou si l'on préfère, un des précurseurs de notre langue française, attendu qu'il a été des premiers à employer certains mots et l'a toujours fait d'une manière fort originale. En résumé, le livre de M. Reynaud est singulièrement plus qu'un livre savant, c'est un livre instructif et par là même un livre utile, ce qui est beaucoup dire, en un temps où il y en a tant d'autres.

BRUN-DURAND.

SÉANCE DU 9 AOUT 1893

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

M. Vallentin s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et aucune communication importante ne figurant à l'ordre du jour, elle a été remplie par des révélations intéressantes de M. Brun-Durand, vice-président, qui s'occupe avec zèle de son travail bio-bibliographique sur les hommes illustres du département.

M. le Secrétaire ayant appris qu'il existait, près de la Chaudière, des restes d'une ancienne route pavée avec de grosses dalles, a demandé dans le pays des renseignements précis à ce sujet. La réponse de M. Sauvan, l'intelligent instituteur communal, nous apprend que les vieillards se souvenaient encore de l'époque de ce pavage grossier, pour rendre praticable en cet endroit le passage des hommes et des chevaux. Il n'y a donc rien là de romain.

Un collectionneur dauphinois désirant acquérir l'*Annuaire républicain de la Drôme de l'an VII*, imprimé à Valence chez Benistant (br. in-12 de 68 pages), il est rappelé que cet *Annuaire* reparut en l'an XIII et en l'an XIV, par les soins de M. Gueymard-Dupalais, et après une assez longue interruption, en 1830, sous la direction d'Emile Ollivier.

Il n'a pas cessé depuis lors d'être publié chaque année, sous divers formats, en exceptant toutefois l'année 1849.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

Ajouter à la liste des membres correspondants de la Société, publiée dans la précédente livraison, le nom de M. SOLLIER (Léon), avocat à Dijon.

— Le 8^e et dernier volume de l'*Arrondissement de Montélimar* vient de paraître. Comme la Société d'Archéologie a bien voulu en faire les frais, il est de toute justice que ses membres en bénéficient. Il sera donc délivré gratuitement aux membres titulaires et moyennant 3 fr. aux membres correspondants, avec addition de 50 cent. de port lorsqu'il sera expédié par la poste aux uns et aux autres.

Il n'appartient pas à l'auteur de faire l'éloge de son œuvre ; il se bornera à réclamer l'indulgence du lecteur pour les défauts qui s'y trouvent. En 25 ans de travail, il n'a pas été possible de conserver l'unité et la physionomie d'un livre écrit tout d'une traite.

— Il a été question déjà ici (t. xxvi, p. 241) des *méreaux*, *marrous*, *marreaux*, *marques* et *signes* employés par les Réformés, et de leur emploi momentané à Dieulefit, en 1605.

L'Inventaire sommaire des archives communales de Livron nous révèle l'existence de pareilles marques dans l'église de cette localité.

En effet, le compte consulaire de Corbières en 1612 (fol. 58) renferme le passage suivant :

2 livres 4 sols payés à Vernet « pour les marques de
« plomb pour s'en servir en l'administration de la Sainte
« Cène, à l'usage acoustumé. »

Ce n'est pas tout : l'usage des *marques*, d'après les mêmes archives, s'étendait aussi à l'ordre purement civil.

Ainsi, le compte d'André, en 1589, accuse une dépense de 6 sols pour achat de 2 livres d'étain, destinées à « faire des marques à ceux qui charrient pour la fortification (de la ville). »

En 1595, le compte de Bérard révèle une dépense de 17 sols pour achat de plomb destiné à « fere des marques pour bailher au fournier », au nombre de 189. Et celui de 1615, un achat de plomb pour les *marques* du fournier, s'élevant à 6 sols 9 deniers.

Voilà, certes, des indications précises de nature à piquer la curiosité des collectionneurs.

OUVRAGES REÇUS

Le Journal des Savants. — Romania.

— *Le Bulletin historique et philosophique du comité des travaux historiques et scientifiques.* — Année 1893, n° 1, contenant, entre autres documents, des lettres curieuses de 1545 à 1552, relatives à la guerre du Piémont et du nord de la France par MM. Bourchenu, le maréchal de Brissac, Guiffrey, Boutières, Albert de Rosset, etc., à Gui de Maugiron, lieutenant-général en Dauphiné et une rectification de la liste des évêques de Gap, à la fin du XII^e siècle, par M. l'abbé Albanès.

— *Note sur un passage à Privas attribué au pape Pascal II* (1099-1118), par Edouard André, archiviste de

l'Ardèche, correspondant du Ministère de l'Instruction publique. Notre savant collègue conclut que le souverain-pontife ne s'est pas arrêté à Privas, mais à Brioude.

— Du même : *Vers anacycliques*.

— Le *Jugement de Jésus-Christ*, d'après une plaque d'airain trouvée en 1280, dans un vase de marbre blanc, lors des fouilles d'Aquila, près Naples et découverte par les commissaires des arts suivant l'armée française, en 1799, par M. Albert Caise. (En placard).

— *Notice biographique sur M. Jean-Pierre Bachasson, comte de Montalivet, originaire de Valence, ayant rempli les fonctions de maire de cette ville, de commissaire au Directoire exécutif du département de la Drôme, de directeur général des Ponts et Chaussées et de Ministre de l'Intérieur (1766-1823)*, par M. Edouard Chaix. Travail intéressant.

— *Notice bio-bibliographique sur M. le docteur Ulysse Chevalier*. Elle sera adressée à tous les membres de la Société qui en feront la demande à M. le chanoine Ulysse Chevalier, son fils.

— *Poésie liturgique du moyen âge. Rythme et histoire*. Hymnaires italiens par le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de l'Institut, membre de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, avec deux planches en phototypie. — Paris, A. Picard, 1893 ; 1 vol. grand in-8°, 232 p. Beau volume d'une érudition aussi vaste que sûre, jetant un grand jour sur la poésie liturgique du moyen âge.

— *Le Saint-Office au château de Quinsonnas en 1438*, par Ferd. Gauduel. — Bourgoin, 1893 ; Rabilloud, br. in-12, 23 p. avec de fort curieuses révélations.

— *Rapport sur les archives des Hautes-Alpes en 1892-93*, par M. P. Guillaume, br. in-8°, 14 p. ; Gap, Fillon. Notre zélé collègue y rend compte de ses travaux incessants pour faire connaître le dépôt qui lui est confié et qu'il enrichit sans cesse.

— *Généalogie de la maison de Murat-Lestang*, par M. le marquis de Murat avec la collaboration de M. le vicomte Dugon. — Lyon, 1892, Mougin-Rusand ; broch. in-8° de 85 p. Consciencieuse étude historique sur une famille illustre de la province.

— *Histoire sommaire des sénéchaux et connétables de France de 978 à 1789*, par J. Perrier. — Lyon, Gevry, 1893 ; br. in-8°, 212 p. Enfant de Valence, l'auteur a su condenser ses renseignements et les rendre agréables à la lecture. Sa publication mérite d'être connue et encouragée

— *Les peintures murales des Loives de Montfalcon*, par M. Gustave Vallier. Nos lecteurs connaissent ce beau travail qui fait honneur au généreux Mécène (M. Chabrières-Arlès) qui a fait les frais des splendides illustrations accompagnant la savante étude de M. G. Vallier.

— Le *Bulletin de l'Académie Delphinale* qui vient de paraître donne de longs et intéressants extraits de la correspondance de M. E. Chaper, l'éminent bibliophile dauphinois.

A. L.

